





# idées

Le point de vue de...

GÉRARD BLANCHARD

## Informatique et libertés

M. Gérard Blanchard est magistrat à l'administration centrale du ministère de la justice et secrétaire général du Syndicat de la magistrature.

**S**ATISFACTION et déception sont les deux sentiments contradictoires qu'inspire le projet de loi Informatique et libertés (le Monde du 5 octobre).

Satisfaction de voir le gouvernement proposer de réglementer le traitement informatisé des informations nominatives, c'est-à-dire la collecte, le contenu, l'utilisation, la finalité des données détenues sur le compte d'une personne morale ou privée identifiée. Le projet met fin à une période de secret et d'insécurité propice au développement sauvage et menaçant des systèmes informatiques.

Satisfaction de voir le gouvernement ouvrir une première brèche dans le secret qui entoure traditionnellement en France les lieux de pouvoir, ceux de l'administration comme ceux des affaires. Une personne aura désormais le droit de connaître si elle figure dans un fichier informatisé, ce que détient un organisme public

ou privé sur son compte et elle pourra faire rectifier les erreurs. C'est une révolution, à ceci près que les fichiers de police ne sont plus visés dans la loi.

Il y a cependant un paradoxe à ne réserver le bénéfice de telles dispositions qu'aux seules informations automatisées : un paradoxe qui deviendrait rapidement une incohérence si le législateur ne s'attendait pas à tout fichier. Ce que l'Assemblée nationale n'a pas voulu faire, le Sénat le doit. Selon qu'une même information nominative figurerait soit sur un support informatisé, soit sur une fiche manuelle, dans un cas elle pourrait être connue et rectifiée, dans l'autre pas.

Déception aussi car tout se passe comme si, effrayé de sa propre audace, le gouvernement s'était efforcé de vider dans ses dispositions mises en place par la loi la rigueur des principes qu'il proclamait.

### De multiples échappatoires

Tous les principes ne valent que par les constructions juridiques qui organisent leur mise en œuvre. Le texte du gouvernement est en cette matière délibérément insuffisant. Il retire d'une main ce qu'il accorde de l'autre.

Le contrôle instauré par la loi appartient à une commission et, en ce qui concerne les administrations, également au Conseil d'Etat. L'un et l'autre ne donnent que des avis secrets qui ne lient pas le gouvernement. La création des fichiers publics relève du pouvoir réglementaire. De surcroît les membres de la commission sont exclusivement désignés par le pouvoir exécutif. Par ailleurs, la loi organise de multiples échappatoires qui constituent autant de circuits de dérivation.

En matière de liberté, l'information est reine. Ce qui garantit la protection des citoyens, c'est principalement la transparence des procédures liées à l'exercice du pouvoir. Elle permet de localiser les dangers et d'assurer le respect des droits.

Il faut donc organiser cette transparence. En restituant par exemple au Parlement seul le droit d'autoriser les fichiers qui risquent de porter atteinte aux libertés. Sinon le texte se trouve en contradiction avec l'article 34 de la Constitution (1). En organi-

sant la publicité des avis de la commission et du Conseil d'Etat dans ce domaine. En portant à la connaissance des conseils techniques paritaires et du Conseil d'Etat tous les traitements nominatifs automatisés effectués dans leur secteur. En prévoyant la protection des informations appelées à témoigner devant la commission. En demandant à la commission de déposer son rapport au Parlement et non au président de la République, permettant ainsi un débat public.

Il faut aussi accentuer la protection des citoyens : qu'ils soient systématiquement informés de leur « entrée » dans un fichier et des manipulations de ce fichier. C'est le système retenu par la loi allemande.

Il faut encore que l'organisme gestionnaire d'un fichier soit tenu non seulement de rectifier les erreurs qu'il aurait commises, mais aussi d'en informer les utilisateurs de l'information erronée.

Il faut en outre que les informations nominatives stockées soient limitées dans le temps, cinq ans par exemple. On ne peut se contenter de déclarer qu'elles seront conservées aussi longtemps qu'elles seront utiles, car une information peut toujours être utile.

### Un projet qui nous abuse

La publicité accrue des procédures informatiques doublée d'une protection précise des citoyens s'avérerait insuffisante si les circuits de dérivation organisés par le projet de loi subsistent en l'état. Les dispositions transitoires, longues et sans garantie, les nombreuses possibilités de dériver aux principes au nom de l'intérêt public pour l'interdiction de détecter des données relatives, politiques ou religieuses, de la défense nationale et de la sécurité de l'Etat, toutes notions floues, incontrôlables et à l'entière disposition du pouvoir exécutif. Tout le monde sait que c'est derrière ces constructions que se cachent les véritables atteintes aux libertés.

Dernière déception, la clé de voûte du système, la commission

de contrôle est elle-même entièrement contrôlée par l'exécutif. Non content de choisir ses membres, il ne s'estime pas lié par ses avis. L'absence de pluralisme et de publicité équivaut ici à une absence de contrôle réel.

Par ses insuffisances manifestes, le projet détruit immédiatement l'espoir qu'il suscite. Le projet nous abuse. Les traitements automatisés d'informations nominatives respectent les libertés à condition que l'exécutif en décide. S'il passe outre, tout est à recommencer.

(1) L'article 34 de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose que la loi fixe les règles concernant : les garanties fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques.

Les grilles du temps

## Entretien avec Marshall McLuhan

(Suite de la première page.)

« C'est l'environnement qui fait que c'est l'un ou l'autre des hémisphères qui se trouve dominant dans notre vie. Quand cet environnement est linéaire, industriel, qu'il utilise un langage et une écriture grammaticaux, il donne le dessus au cerveau gauche. Aujourd'hui, l'environnement devient électronique, électrique et simultané, donc l'hémisphère droit devient dominant. Partout. Liers-monde, lui, a toujours été de l'hémisphère droit, jamais de gauche. Mais, aujourd'hui, il s'alphabetise et il s'industrialise, ce qui développe aussi progressivement son hémisphère gauche. Mais, en même temps, il acquiert l'électricité, ce qui le rend encore plus intensément tribal ; autrement dit, ses passions de groupe s'exacerbent. »

« La radio a été la grande mutation qui a transformé le vingtième siècle. Elle a créé Hitler comme elle a créé Gandhi. Ces grands meneurs de masses ont existé par la radio, les haut-parleurs, les techniques de communication. Aujourd'hui, l'Amérique rejette le liers-monde. Très vite, le domaine de l'électronique rend les gens sensibles à la musique, intuitifs, et soucieux de se donner à quelque chose. »

« Que l'Amérique se rapproche du liers-monde, est-ce une régression ? »

« Oui, bien sûr. C'est un retour à notre état précédent. Les États-Unis sont la forme la plus extrême de la dominance du quantitatif. Et comme le monde de la télévision et toute l'évolution pionnière, le citoyen sous l'empire de l'hémisphère droit, le système se détruit. Il est largement détruit. L'individualisme se meurt aux États-Unis. Les motivations anciennes disparaissent. Les gens ne cherchent plus des emplois, ils veulent des rôles, c'est-à-dire une interface croissante avec les autres. L'individu, lui, n'avait pas besoin de beaucoup d'interrelations avec les autres. »

« La fin de la puissance américaine »

« N'est-ce pas plutôt une bonne chose que l'Amérique bascule dans le monde du qualitatif après avoir abusé du quantitatif ? »

« Pour un certain équilibre, oui. Mais cela signifie la fin de la puissance américaine. Une destruction complète de la position américaine dans le monde. »

« Comment pensez-vous que l'Amérique puisse reconnaître une forme de pouvoir nouveau ? »

« Toutes les suppositions se valent. On peut remarquer que la guerre de Sécession, il y a cent ans, s'est déclenchée après l'apparition du télégraphe, qui l'a provoquée. Le télégraphe a donné une vie nouvelle au Sud, qui fonctionnait, lui, par l'hémisphère droit. Il est tribal. Le président Carter est le premier président des États-Unis à venir du Deep South, du Sud profond, ce qui veut dire que la guerre de Sécession vient de se terminer. C'est très important, car sa vision du monde est complètement différente de celle de l'établissement qui raisonne avec son hémisphère gauche. »

« Pensez-vous que le nouveau président puisse réussir dans des combats que les professionnels considèrent comme perdus ? »

« De la psychanalyse, Thomas Mann attendait qu'elle pénétre la vie de l'âme, qu'elle sache sa croissance naïve et, surtout, qu'elle la dépasse de ce « pathos » qui est la propre de l'ignorance. Bref, qu'elle nous enseigne l'art de ce que les Anglais nomment *understatement*. »

ROLAND JACCARD.

(1) Ed. de la Griffe, 1971.

« Ce sont les médias, votre malade ? Par exemple en faveur des droits de l'homme... »

« La bureaucratie ne peut pas l'accepter, puisqu'elle ne le comprend pas... »

« Ce faisant, perd-il du pouvoir ? »

« Il se bat. Et quand on se bat, on perd du pouvoir parce qu'on dépense de l'énergie. Je ne sais pas dans quelle mesure il réalise profondément ce qui se passe aux États-Unis, mais, par exemple, le gosse de la télévision qui a passé cinq fois plus de temps devant son récepteur qu'à l'école n'a plus l'usage de la partie gauche de son cerveau. Il écoute la radio. Son éducation est presque complètement orale. Le *disc jockey* est devenu le plus important pédagogue de l'Amérique... Et cela développe exclusivement la partie droite acoustique de son cerveau. Avec le jazz et le rock'n'roll, le Sud resurgit et devient le grand pouvoir américain. Les Japonais abominent le Sud pour leurs investissements. »

« Les Japonais, disons-le en passant, sont malades. C'est un peuple tribal qui s'est converti au quantitatif occidental. Ils essaient de contrôler tous leurs réflexes tribaux, qui, j'ai pu le voir de vous le dire, sont par nature »

fanatisants et totalitaires, par opposition avec le caractère objectif et détaché de l'intellectuel, qui est contrôlé. C'est une grande révolution qui se développe tout autour du monde parce que les pays en voie de développement cherchent à rattraper l'Occident sur le terrain classique de l'augmentation quantitative. Le Japon y a réussi, et ça l'a rendu malade. Les Japonais sont traumatisés. Mentalement ils sont tourmentés ; ils ne peuvent plus vivre en accord avec eux-mêmes... »

« Vous permettez, je tire le rideau. Je ne peux pas rester très longtemps avec ce tableau sous les yeux... »

« Est-ce que vous regardez la télévision ? »

« Oui. Vous savez, une personne qui a appris à lire avant de voir la télévision n'a pas de problèmes. Ce sont ceux qui l'ont vue avant qui sont blessés. »

« Faut-il interdire la télévision aux petits enfants et attendre qu'ils soient à l'école primaire pour leur montrer ? »

« En Amérique, de toute façon, vous n'avez pas le choix, parce que la télévision fait office de *baby sitter*. Il n'y a pas de personnes pour s'occuper d'eux. Les émissions commencent dès le matin. Et ce que vous interdisez chez vous, ils le trouvent chez »

leurs copains, dans la maison voisine. En fait, ce qu'il faut dire, c'est que la télévision ne fait pas de mal à doses normales. C'est son abus qui est dangereux et fait perdre certaines capacités. »

« Quel rôle les mass media jouent-ils dans le terrorisme ? »

« Le détournement d'avion ne se compte pas sans l'existence des circuits d'information. Ce que cherche le terroriste, c'est, avant tout, la publicité. »

« En étudiant sérieusement ce phénomène du point de vue des communications, ne pourrions-nous amorcer des remèdes ? Par exemple, en utilisant les médias de la bonne manière ? »

« Non, il n'y a pas de bonne manière. Parce que ce sont les médias eux-mêmes qui sont les messages. »

« Dans le domaine économique, c'est la même chose. En dépit de tous les contrôles, on ne contrôle plus rien, et surtout pas l'inflation, parce que l'inflation est fondée non plus sur l'argent, mais sur la circulation de l'information. Nous n'avons plus d'argent, nous avons de l'inflation. Les transactions sont fantastiquement multipliées. L'inflation va avec la vitesse électrique des transactions commandées par téléphone et par ordinateur en fonction d'informations « en temps réel ». Les économistes n'y comprennent plus rien. »

« Ne pourraient-ils étudier ces phénomènes dans une optique nouvelle ? »

« Ils ne peuvent rien y comprendre, parce qu'ils utilisent des modèles de l'hémisphère gauche du cerveau. Tout notre établissement pense avec la gauche de son cerveau. C'était même le cas de Marx. Il était bégé. Ce sont tous des adeptes du quantitatif. Ils mesurent tout. Alors que, de l'autre côté, c'est le qualitatif qui importe. Le beau livre de Schumacher, *Small is beautiful*, donne la bonne réponse : décentralisation et qualité de la vie. D'un côté, vous avez les grands pays, les grandes villes, les grands dirigeants. De l'autre, le petit qui vit, ou survit. »

« On revient au chef de tribu. Les mass media ont-ils un effet décentralisateur ou centralisateur ? »

« J'ai écrit là-dessus un livre, *Le Dirigeant évincé*. Le modèle de management actuel ressortit strictement à la gauche du cerveau : linéaire et logique. Le message entre à un bout et sort à l'autre comme il est entré. J'essaye de montrer que le médium est le message. Autrement dit, quand vous prenez votre téléphone, peu importe ce que vous dites, vous cessez d'avoir un corps. En outre, pour avoir un téléphone il vous faut vivre dans un monde comportant une gigantesque infrastructure de communication. En somme, le système téléphonique est une grande communauté. »

« Alors, l'avenir de l'auto-gestion ? »

« C'est l'idéal de l'hémisphère droit. Les gens de l'hémisphère droit n'ont pas d'identité, de caractère privé. Ce sont des membres de groupas jusqu'au fond d'eux-mêmes. »

« Quelles seront leurs nouvelles structures de pouvoir ? »

« On revient complètement au chef de tribu. C'est Hitler qui revient. On ne le comprend pas dans l'établissement, mais l'homme nouveau réclame un grand patron, un grand chef d'Etat genre sud-américain... Roosevelt, Gandhi ou d'autres. L'électricité et l'électronique font perdre aux gens leur identité, donc leur morale. Il ne peut y avoir de moralité que pour des individus. L'homme nouveau appartient au groupe, mais sans idéologie et sans structure hiérarchique... »

Propos recueillis par JACQUELINE GRAPIN.

Prochain article :

IL FAUDRAIT CHANGER SON FUSIL D'ÉPAULE ABANDONNANT GARRÉMENT LES VILLES PAR EXEMPLE...

### LE CERVEAU SOCIAL

#### HÉMISPHERE GAUCHE

(contrôle le côté droit du corps)

Lecture, écriture, classification Visuel

Logique, mathématique, linéaire, détaillé, mesure Séquentiel

Contrôle Intellectuel Dominant Actif Analytique Perception de schémas significatifs

QUANTITATIF

Selon McLuhan, l'hémisphère droit du cerveau humain, qui contrôle la partie gauche du corps, est celui du son et de la résonance, celui dont les contrôles donnent l'âge électronique. L'hémisphère gauche a dominé le monde occidental depuis le V<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, avec l'alphabet phonétique et l'écriture. Actuellement, au XX<sup>e</sup> siècle, l'expression orale reprend l'autorité qu'elle avait du temps d'Homère. La télévision n'utilise pas l'œil en tant qu'œil, mais comme une oreille développant les sensations de la perception auditive, qui dépend principalement de la partie droite du cerveau.

#### HÉMISPHERE DROIT

(contrôle le côté gauche du corps)

Reconnaissance immédiate Spatial, musical, totalitaire, global, artistique, symbolique

Simultané Emotionnel Intuitif, créatif Mineur Réceptif, synthétique

QUALITATIF

Perception abstraita

## Deux témoignages pour comprendre la vérité

LAURE MOULIN  
JEAN MOULIN

en préface le discours d'ANDRÉ MALRAUX

Le témoignage de sa sœur et confidente, une biographie complète du premier résistant de France.

FRANCIS LOUIS CLOSON.

## LE TEMPS DES PASSIONS

de Jean Moulin à la Libération 1943-1944

Le témoignage d'un résistant qui fit son apprentissage de hors-la-loi auprès de Jean Moulin. Un récit vif et définitif.

PRESSES DE LA CITE

## PSYCHOLOGIE EN MIETTES

**P**ENDANT toute la Terreur, raconte A. Delcambre dans son *Éloge de la guillotine* (1), un aveugle se faisait conduire chaque jour aux exécutions. A ceux qui s'étonnaient de son assiduité, il répondait : « Je n'y vois rien, mais j'entends, et ça fait toujours plaisir. » Sans doute eût-il goûté ce mot de Nietzsche : « Voir souffrir fait du bien, faire souffrir plus de bien encore. »

..

Durant la même période, dans les prisons, des femmes s'efforçaient à monter élégamment sur

l'échafaud sans montrer leurs jambes en gravissant des montagnes de chaises. Voilà qui eût ravi Proust : n'observait-il pas que tout chez les femmes, même le plus grand chagrin, aboutit à une question d'essayer ?

..

Prend tenait l'humour, ce don rare et précieux, pour un signe de « santé psychique ». L'éco-quant également volontiers la « jouissance supérieure de l'humour ». On imagine le plaisir qu'il aurait pris à l'histoire de ce condamné qui, au moment de monter à l'échafaud, trouve en-

core le courage de dire au lieutenant qui l'accompagne : « Aidez-moi à monter, je vous prie ; pour redescendre, je me débrouillerai tout seul. »

..

De la psychanalyse, Thomas Mann attendait qu'elle pénétre la vie de l'âme, qu'elle sache sa croissance naïve et, surtout, qu'elle la dépasse de ce « pathos » qui est la propre de l'ignorance. Bref, qu'elle nous enseigne l'art de ce que les Anglais nomment *understatement*.

ROLAND JACCARD.

(1) Ed. de la Griffe, 1971.

Le Monde

## LE DÉTOURNEMENT

La commission d'enquête sur le détournement d'avion...  
Le gouvernement de Bonn a mené...

Le gouvernement de Bonn a mené...  
Ce n'est pas...

Les conséquences...  
Ces faits...

On revient au chef de tribu...  
Les mass media ont-ils...

Alors, l'avenir de l'auto-gestion ?  
C'est l'idéal de l'hémisphère...

Quelles seront leurs nouvelles structures de pouvoir ?  
On revient complètement au...

Prochain article :  
IL FAUDRAIT CHANGER SON FUSIL D'ÉPAULE...

ABANDONNANT GARRÉMENT LES VILLES PAR EXEMPLE...



● A ABOU-DHABI, l'Union des Emirats arabes a indiqué, ce lundi matin, qu'elle interdirait désormais à tout avion détourné d'atterrir sur son territoire, sous quelque prétexte que ce soit.

En dehors des agences Avis,  
vous pouvez réserver votre  
voiture Avis auprès de notre Centre  
de réservation (Tél 584.12.58) ou auprès de votre agence de voyage.





# LE DÉTOURNEMENT DU BOEING

## L'interminable angoisse

JEUDI 13 OCTOBRE

12 h. 55 : le Boeing-737 Landshtut de la Lufthansa quitte Palma-de-Majorque en direction de Francfort avec quatre-vingt-six passagers et cinq membres d'équipage.  
14 h. 30 : une station de radar française apprend que l'appareil a été détourné de sa route alors qu'il survolait l'île d'Orléans.  
16 h. 18 : le Boeing se pose à Rome. Le chef de commando, qui déclare s'appeler le « capitaine Walter Mohammed », fait connaître ses exigences.  
17 h. 48 : l'appareil report en direction de Chypre.  
20 h. 45 : il atterrit à l'aéroport de Larnaca, à Chypre.  
22 h. 50 : le Boeing redécolle. L'autorisation d'atterrir lui est successivement refusée à Beyrouth, à Damas et à Bagdad.

VENREDI 14 OCTOBRE

2 h. 35 : l'appareil quitte Bahrein après une escale d'une heure trente.  
6 heures : le Boeing se pose à Dubaï. Le chef de commando réitère ses exigences, transmises à M. Denis Payot, l'ambassadeur qui sert d'intermédiaire entre les autorités de la R.F.A. et les ravisseurs de M. Schleyer.  
9 h. 36 : un ultimatum est fixé au dimanche 16 octobre à 8 heures (C.M.T.).  
10 heures : le gouvernement ouest-allemand se réunit en séance extraordinaire.  
11 h. 47 : le gouvernement de Bonn annonce qu'il fera à tout son pouvoir « pour sauver les otages et trouver une solution raisonnable et humanitaire ». M. Schmidt réunit son état-major de crise.  
15 h. 9 : fin de la réunion de l'état-major de crise.  
22 h. 58 : le commando repousse une demande du ministère de la Défense des Émirats, qui lui avait demandé que trois passagers, malades, puissent quitter l'avion.

SAMEDI 15 OCTOBRE

1 h. 19 : M. Wischniewski, ministre chargé de missions spéciales auprès de M. Schmidt, arrive à Dubaï. Il tente d'engager le dialogue avec le commando.  
7 h. 51 : le commandant de bord de l'appareil lance un appel à M. Helmut Schmidt pour qu'il cède ses exigences au commando.  
8 heures : le grand état-major de crise se réunit à Bonn.  
10 h. 2 : le gouvernement somalien annonce qu'il refuse d'accueillir les terroristes dont le libérateur est exigé par les pirates de l'air. La Somalie était l'un des trois pays cités par le commando comme destination possible des prisonniers après leur libération, avec le Vietnam et le Kenya du Sud.  
10 h. 4 : l'agence ouest-allemande D.P.A. annonce qu'une réaction sera versée à midi, à l'hôtel Intercontinental de Francfort, par le fils de M. Schleyer à des représentants des ravisseurs de son père. Les services de sécurité de Bonn indiquent ensuite que l'opération ainsi diluée ne peut plus être menée à bien.  
10 h. 17 : un pilote à Dubaï que l'ultimatum du commando de l'avion expirait dimanche à midi (G.M.T.).

10 h. 22 : un avion de la Lufthansa, venant de la R.F.A. et transportant une centaine de spécialistes ouest-allemands de la lutte antiterroriste, arrive à Ankara.  
13 h. 18 : le conseil des ministres ouest-allemands se réunit à nouveau en séance extraordinaire.  
13 h. 15 : le fils aîné de M. Schleyer saisit la Cour constitutionnelle de Karlsruhe d'une demande d'ordonnance en référé tendant à imposer au gouvernement de Bonn de céder aux ravisseurs de son père pour faire libérer ce dernier.  
13 h. 53 : M. Payot déclare avoir reçu un message « extrêmement important et urgent » du gouvernement ouest-allemand à l'intention des terroristes.  
14 h. 50 : à Dubaï, l'avion est ravitaillé en carburant à la demande du chef du commando.  
17 h. 35 : l'avion transportant des spécialistes de la lutte antiterroriste ouest-allemande quitte Ankara à destination de la R.F.A.  
18 h. 45 : le gouvernement ouest-allemand annonce qu'il alignera sa position sur celle de Bonn en ce qui concerne la libération éventuelle des deux terroristes palestiniens dont l'abandon est exigé par le commando de l'avion en plus de celui des deux membres du groupe Baader-Meinhof.  
20 h. 26 : les pirates de l'air ouvrent le feu sur deux véhicules blindés de l'armée de Dubaï qui s'étaient approchés de l'appareil.  
20 h. 50 : nouvelle réunion de l'état-major de crise à Bonn.  
21 h. 15 : l'avion des policiers ouest-allemands arrive à l'aéroport de Bonn-Cologne.

DIMANCHE 16 OCTOBRE

5 h. : les mesures de sécurité sont renforcées sur l'aéroport de Dubaï.  
6 h. : la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, après avoir siégé toute la nuit, repousse la requête du fils de M. Schleyer.  
6 h. 10 : le commando de l'avion demande une carte météorologique

couvrant une zone d'environ 2 000 kilomètres de rayon autour de Dubaï (soit à peu près l'Allemagne dont dispose l'appareil).  
6 h. 38 : il est confirmé, à Dubaï, que l'un au moins des quatre membres du commando est une femme.  
8 h. : le premier ultimatum expire sans qu'un fait nouveau soit intervenu.  
12 h. 15 : après avoir fait quelques essais de récepteurs, le Boeing décolla pour une destination qui n'est pas précisée. Le commandant Walter Mohammed a rejeté d'avance « la responsabilité de ce qui va se passer » sur M. Schmidt et son gouvernement.  
13 h. : le second ultimatum arrive à expiration sans que les pirates de l'air aient mis leurs menaces à exécution.  
15 h. : le Boeing atterrit à Aden, en dépit de l'interdiction qui lui en a été faite par les autorités émiratistes. Il se pose sur une piste de secours, non cimentée, et endommage son train d'atterrissage.  
20 h. 25 : le gouvernement du Sud-Yémen, annonce l'A.F.P., a officiellement demandé aux pilotes de l'air de quitter Aden.  
23 h. : les autorités émiratistes confirment au pilote de l'appareil de M. Wischniewski leur interdiction d'atterrir à Aden.

LUNDI 17 OCTOBRE

1 h. 25 : le Boeing quitte Aden pour une destination inconnue.  
1 h. 58 : le fils de M. Schleyer reçoit un message de M. Payot pour les ravisseurs de son père.  
5 h. 36 : après avoir survolé différents États du golfe Persique, dont le Koweït, où il demande à atterrir, sans succès, le Boeing se pose à Mogadiscio.  
7 h. 35 : l'A.F.P. annonce que le pilote de l'appareil, M. Jürgen Schumann, âgé de trente-sept ans, serait mort.

## La « bande à Baader »

Dix ans d'histoire du groupe terroriste désigné sous le nom de « bande à Baader » ne peuvent se résumer d'une façon nette. C'est une longue suite d'attentats, d'attaques de banques, d'incendies, d'entraves entre l'Europe et le Proche-Orient, de prises d'otages, de procès et d'écroues, dont la justification politique est tout à fait dépourvue de cohérence. A l'origine, à Berlin-Ouest, en 1967, les manifestations de gauchistes à la fête contre les structures de l'Université, le réformisme du S.P.D., la guerre du Vietnam et l'impérialisme américain. Les heures avec la police passent en violence jusqu'à la mort, en juin 1967, d'un étudiant, tué par un policier.  
Alors s'allourdît le climat dans lequel, à partir de 1970, s'organise la guérilla urbaine, dont Andreas Baader devient le symbole. Il proclame la résistance à la société de consommation, la lutte contre le fascisme, l'exploitation capitaliste, mais aucune théorie politique n'est avancée par ses amis et par

lui. S'affirmant « à l'avant-garde de la révolution communiste mondiale », ils font du crime de droit commun l'instrument d'un fascisme de gauche, que des le début, dénonce Jürgen Habermas, l'un des maîtres de l'école de Francfort, qu'ils invoquent pourtant comme inspirateur.  
« Si la provocation vise à susciter la violence cachée dans les institutions pour en faire une violence manifeste, dans ce cas c'est un jeu avec le terrorisme, les implications fascistes », dit-il.  
Au-delà du pur nihilisme, c'est en effet de la violence même que les anarchistes emploient pour réagir à leurs actes que ces terroristes attendent la désagrégation de l'État. En une première phase, par un contre-coup des forces d'extrême droite, ils symbolisent l'« ordre » en un second temps, par une révolte générale contre le poids d'un appareil dictatorial. Ils comptent que la rigueur extrême des conditions de leur détention ou de la chasse aux terroristes jouera défavorablement en leur faveur.

## LA PRESSE OUEST-ALLEMANDE SE FÉLICITE DE LA FERMÉTÉ DE LA COUR DE KARLSRUHE

(De notre correspondant.)

Bonn. — Dans l'incertitude quant à l'issue de la tragédie que la République fédérale est en train de vivre, la presse ouest-allemande consacre surtout ses commentaires au jugement de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe. Celle-ci a répondu, le dimanche 16 octobre, à 8 heures, après avoir siégé toute la nuit, la requête du fils aîné de M. Hans-Martin Schleyer, qui demandait au tribunal suprême de R.F.A. d'obliger le gouvernement de M. Schmidt à céder aux exigences des ravisseurs de son père pour sauver ce dernier.  
Du côté d'inspiration libérale, des milieux d'affaires, la Frankfurter Allgemeine Zeitung remarque, ce lundi, que le gouvernement de Bonn, exposé à des pressions de plus en plus insupportables, aurait peut-être accueilli avec faveur une décision des juges l'obligeant « à céder aux demandes de la bande criminelle qui, depuis six semaines, défilent la président de la Fédération patronale, M. Schleyer, et qui menacent de la mettre à mort si onze terroristes ne sont pas libérés de leur emprisonnement par l'État ».

## « La décision du tribunal est correcte »

La F.A.Z. cependant estime que « la décision du tribunal est correcte ». Si les juges avaient accepté la demande du fils de M. Schleyer, ajoute-t-elle, ils auraient « déterminé pour toujours, et comme une obligation constitutionnelle, qu'il convient de céder devant les prises d'otages par des terroristes ».

Après avoir remarqué que tout le monde comprend les efforts de la famille Schleyer pour sauver le « patron des patrons », la Süddeutsche Zeitung de Munich approuve, elle aussi, le verdict de Karlsruhe. « Le tribunal, écrit-elle, ne pouvait pas s'empêcher de reconnaître qu'il revenait exclusivement au pouvoir exécutif. Le devoir des organes étatiques de protéger la vie d'un seul homme, et aussi celle de l'ensemble des citoyens, conduit nécessairement à la conclusion que dans chaque cas la liberté d'action contre le chantage terroriste doit être maintenue, sinon la liberté forcée de prisonniers deviendrait une simple affaire de tous les jours ».

Les commentaires de Die Welt (groupe Springer) sont encore plus catégoriques. « Seule la fermeté, écrit le quotidien, est en mesure d'assurer la protection de la communauté des citoyens, telle que l'évoque le tribunal constitutionnel, ainsi que la protection d'un État de droit libéral contre ceux qui souhaitent que la démocratie soit trop facile pour se défendre ».

J. W.

A Dubaï

## Pendant que la mort rôdait

De notre envoyé spécial

Dubaï. — Ces zigzags fous dans le ciel du Proche-Orient, ces attentes pétrifiées dans une tourmente à goût de sable et de goudron fondu, ces dialogues résonnant dans le vide : qu'il ne ressemblait à Dubaï cette oppression bizarre ? Elle indiquait sans doute mieux que les calendriers et les chronométrages hâtant les vraies dimensions d'un drame que la « suspense », exceptionnelle, cette fois-ci, et le mort rôdant sur quatre-vingt-onze personnes randalant déjà difficile à supporter.

Du regardait, pendant des heures, ce gros avion ventru, coiffé en bout de piste, et que la canicule de midi enveloppait de vapeur rouge. Parfois, le porte de la carlingue s'ouvrait pour le ravitaillement négocié au bien de nouveaux pourpours. A 300 mètres, sur la terrasse d'un immeuble bordant la piste, cent idéobolles éblouissaient préliminairement leur angle. Deux silhouettes, toujours les mêmes, apparaissaient dans l'ouverture : Walter Mohammed, chef du commando, engoncé dans l'uniforme bleu pétrole emprunté comme un déguisement à un steward de la Lufthansa, revolver à la main, et une femme en robe verte et mèches frisées, qu'on aurait volontiers prise pour une étudiante de Saint-Germain-des-Près n'étant la grenade qu'elle tenait à la main.

Chacun, sans le dire, cherchait, l'espace de deux à trois minutes, à saisir un regard, à capter de loin une vague lueur.

## Se grand Hilton sorti des sables

Dubaï, ce grand Hilton sorti des sables, est un mirage aimable : un Lilliput trop pressé de s'enrichir et d'acheter, pour avoir le temps de céder aux habitudes querelleuses et aux conflits. Un contraste troublant. Pendant quarante-huit heures, les autorités de l'émirat ont témoigné à leurs « hôtes » non souhaités la fermeté prudente et cette sorte de patience inquisite qu'on réserve aux enfants imprévisibles en rupture de famille. Le cheikh Mohammed, de la tour de contrôle, a lancé l'alarme seulement au commando les avertissements des appels dix fois répétés. Au nom des principes humanitaires, des passagers malades, des sept enfants ou de ce couple de quatre-vingt-quatre ans présent à bord. Comme s'il eût saisi non seulement de sauver des vies, mais surtout d'entamer, coûte que coûte, ne serait-ce qu'une brèche minuscule dans le mur terrifiant d'une « détermination révolutionnaire » qui n'aurait finalement faibli qu'au terme de l'ultimatum de 16 heures (locales).

En quittant Dubaï quarante minutes avant l'heure fatidique, les membres du commando ont surtout voulu éviter de choisir. Chaque étape de ces négociations — pour le ravitaillement en kérosène, en nourriture, en médicaments — était une nouvelle tentative de « rencontre », juste du bout des doigts. A défaut d'un langage commun, on cherchait au moins un mot, une syllabe, un millième de pensée communicable. Avec le même obstination, le chef du commando rejetait ses appels en réaffirmant ses exigences. Sur la fréquence de la tour de contrôle, on entendait cette voix cassée, qui, tous les quarts d'heure environ, dans un arabe rocailleux, parlait de « détermination », de « libération » ou de « révolution ». Mots venus d'une autre planète, monologue d'un Marlon... L'univers d'un rescapé de Tel-el-Zaïar pouvaient-ils se rapprocher d'un pouce ?

Dimanche matin, déjà, on entrait les autorités de Dubaï

Qui étaient-ils vraiment ? Deux fois, trois fois, au terme de ces « contacts » laborieusement mis au point par radio, le porte de l'avion se reformait. Et l'on éditait, à chaque fois, qu'elle se reformait plus hautement, verrouillée un peu plus fort, sur quatre folles à tuer-vingt-onze personnes. Il ne restait plus alors, et pour d'autres heures interminables, que cet avion banal, fermé comme un coq, rideaux tirés sur les hublots, avec derrière, à perte de vue, un champ de rocaille pliqué de silhouettes à plat ventre : les soldats de l'émirat en position de tir.

Au pied de la terrasse, pourtant, écartée de voir du Landshtut, les embouteillages pagailleux de camions et de grosses voitures climatisées continuaient d'engorger la route principale de Dubaï, qui longe le terrain d'aviation. Toute une précipitation mécanique qui passait sans ralentir, sans jeter un coup d'œil, courant vers des chertiers ou vers des banques. A 2 kilomètres plus au nord, l'aéroport continuait à vivre à son rythme habituel : celui des hommes d'affaires pressés, des cheikhs milliardaires et des transits de luxe. Un décor de béton art, d'inox et de verre fumé : l'argent et la facilité d'être. Combien, parmi ces passagers débarquant de Dakar, de Los Angeles ou de Lagos, et prenant d'assaut les boutiques aux prix d'été, se rendaient-ils vraiment compte que, à 2 kilomètres, une centaine d'hommes, de femmes et d'enfants jouaient leur vie ?

troublées et vaguement étonnées par l'immobilité absolue des positions adverses, par le ruse méticuleuse, la science et la coordination parfaites de cette opération embargo-guerilla. Il y avait donc, encore, quelque part dans le monde, des conflits irréductibles, des convictions politiques absolues jusqu'à la déraison. L'avion et ses malades exaltés devenaient encore un peu plus un corps étranger dans cet univers oriental de la transaction et du marchandage.

A l'égard de la presse internationale, accourue brusquement sur ce mouchoir de poche promu centre provisoire de l'actualité mondiale, les autorités de Dubaï ont fait preuve du même zèle, de la même sollicitude générale. Vues accordées, salle de presse, téléphone et télex, nourriture à discrétion... Elles ont permis ainsi que la suspense du Landshtut soit vécue, minute par minute, dans le monde entier. C'était bien utile, mais troublant.

Singulière frénésie, en effet, que cette chronique journalistique ininterrompue, où l'événement finissait par se dissoudre dans une infinité de petits drames, de petites angusties instantanées, annulées de minute en minute par les suivantes. Le kérosène, la nourriture que l'on apportait, les subliminaux que l'on arme, les portes qui s'ouvrent encore, le camion générateur qui recule... Le fait lui-même, le plus opaque et le plus terrifiant que l'on puisse imaginer, se métamorphosait insensiblement en un « spectacle » qui — enfin — autorisait la « mise en scène » et les commentaires. Crépitement des téléécrans, flashes radio et témoignages à chaud, toutes choses finalement plus rassurantes que l'immobilité sourde et aveugle d'un avion allemand sur une piste du Golfe.

Dimanche après-midi, quand le Landshtut a quitté Dubaï pour l'aéroport d'Aden, toute une pyramide déjà familière à Paris s'évanouit d'un coup pour les journalistes. Cassant d'être spectacle, l'événement redevenait terrifiant.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

## EN JUILLET 1973 DÉJÀ...

Le 26 juillet 1973, un Boeing-747 de la compagnie japonaise JAL, assurant la liaison Paris-Tokyo par le pôle, était détourné au-dessus d'Amsterdam par un commando terroriste composé de trois Arabes et de deux Japonais. Il avait à son bord vingt-trois passagers et vingt-deux membres d'équipage. Après avoir tourné au-dessus de la Méditerranée orientale, l'appareil finissait par se poser à Dubaï, où il allait recevoir quatre jours par une chaleur torride et dans des conditions épouvantables pour les passagers.

Après de confuses négociations avec Tokyo et divers gouvernements du Golfe, les pirates décidèrent de quitter Dubaï. L'appareil faisait alors une courte escale à Damas et atterrissait à Bagdad où les terroristes étaient arrêtés par les autorités irakiennes.

DE LA LUFTHANSA  
Contre le terrorisme

## L'attaque par un commando d'Air Djibouti, fait dans un

## A TRA

Comores

## Grande-Bretagne

Chili

BALLAND

Collection  
FACE A FACE  
dirigée par  
THIERRY PRISTER

les chemins  
de la  
révolution

Volume 35 F



ENFIN,  
UN GRAND  
MAGASIN  
DE TISSUS  
DIGNE  
DE PASSY

BOUCHARA Passy 57 RUE DE PASSY, PARIS 16<sup>ème</sup>

COORDONNÉES  
CHÉVRIERS ET RAYURES,  
pour un ensemble allié, souple  
et décontracté.  
Laine et polyester en 140 cm.

24 21 150



# DE LA LUFTHANSA

## Contre le terrorisme

(Suite de la première page.)

Pour toute une série de raisons, il est bon que l'ensemble des par-  
tis allemands refuse, malgré la  
pression d'une grande partie de  
l'opinion, d'envisager le rétablis-  
sement de la peine de mort. Mais  
disons alors, en France, le mérite  
qu'ils ont de ne pas céder à la  
tentation de modifier la Constitu-  
tion pour permettre la condam-  
nation et l'exécution des terro-  
ristes pris. Au lieu de frapper un  
soudain soupçonné sur la tate-  
ture des Allemands quand la ter-  
rorisation se présente. Surtout  
lorsque, chez nous, la peine de  
mort ne se porte pas trop mal.  
Surtout quand nous nous souve-  
nons qu'il n'y a pas si longtemps,  
dans la tourmente algérienne, tel  
militaire communiste, tel  
condamné à mort et exécuté pour  
un attentat soigneusement cal-  
culé pour ne blesser personne et  
tel colonel « Algérien français »  
condamné et exécuté pour une  
tentative manquée d'assassinat  
du chef de l'Etat.

Et cessons aussi de donner dans  
le ton complaisant. Un exemple ?  
Samedi matin encore, tel quoti-  
dien se réclamant d'un socialisme  
démocratique écrivait : « Les des-  
tinations des autorités alle-  
mandes, les amis d'Andreas  
Baader ont repris l'initiative, pla-  
çant le gouvernement de Bonn  
au pied du mur. » A qui va la  
réprobation dans une formulation  
de ce genre ?

Il ne s'agit pas de refuser de  
comprendre. Mais il s'agit d'abord  
de prendre clairement parti sur  
le fait immédiat. Fallait-il com-  
prendre les S.S. ? Comme tous les  
criminels, sûrement. Mais com-  
mencer par les dénoncer et par les  
vaincre !

Et si on veut comprendre, qu'on  
cherche les explications dans  
toutes les directions. Les injustices  
de la société ? Une soit d'indif-  
férence à la folle fronde ? Assu-  
rément. Mais aussi une idéologie  
proclamée et enseignée.

Il faut dénoncer avec vigueur  
la chasse aux sorcières qui, mal-  
gré, notamment au président  
République fédérale. Il faut savoir  
gré notamment au président  
Scheel, des fermes mises en garde  
contre les accusations de complicité  
proférées de plus en plus  
surtout qu'onque, à la fois, et  
en cause la perfection du système  
politique, social et même écono-  
mique. Mais à condition de ne pas  
ignorer l'autre volet de la réalité.

De même qu'au lendemain  
de la guerre, dans son admirable  
livre la *Culpabilité allemande*,  
Karl Jaspers évoquait un type de

## Les compagnies sont en désaccord sur les moyens de lutter contre la piraterie

Une nouvelle fois, l'organisa-  
tion de l'aviation civile internatio-  
nale (O.A.C.I.), lors de sa  
toute récente assemblée générale,  
s'est montrée impuissante à mon-  
trer une riposte collective aux  
actes de piraterie aérienne. Du  
moins, certains de ses membres  
ont-ils eu faire œuvre utile en  
la matière, en obtenant pour  
l'Organisation de libération de la  
Palestine (O.L.P.) le statut d'ob-  
servateur, au sein de cette insti-  
tution spécialisée de l'O.N.U. (1).  
N'ont-ils pas avancé, à l'appui de  
cette candidature, l'argument  
selon lequel la « répression »  
de l'O.L.P. aggraverait plus sûrement  
contre les délinquants d'avion  
que le vote d'une résolution ?

Pour lutter contre la piraterie  
aérienne, la convention de  
La Haye sur « la répression et  
la capture d'aéronefs » a aussi  
bien que la convention de  
Montreal, sur la répression  
d'actes dirigés contre la  
sécurité de l'aviation civile,  
sont, il est vrai, inopérantes. Les  
Etats-Unis n'ont pas attendu que  
(1) Créée à Chicago en 1944,  
l'O.A.C.I. compte cent cinquante  
Etats membres. Sa charte lui  
donne notamment pour missions « de  
répondre aux besoins des Etats  
membres en matière de transport  
aérien sûr, régulier, efficace et éco-  
nomique ».

En 1945, l'association de  
transport aérien international  
(I.A.T.A.) rassembla les Etats  
membres de l'O.A.C.I. Elle fait notamment  
fonction de porte-parole de l'indus-  
trie de transport aérien à l'égard  
des gouvernements.

Le 17 septembre, l'aviation  
éthiopienne a été bom-  
bardée plusieurs positions du F.L.A.  
Le 8 octobre, l'Agence éthiopienne  
d'information affirmait que plus  
de cent mille Afars avaient  
exprimé leur attachement au  
régime au cours d'une « mani-  
festation de masse ».

Les rivalités entre Afars  
d'Ethiopie ne sont pas sans  
conséquences sur la vie politique  
de Djibouti. Le gouvernement  
compte en effet ses membres  
de cent mille Afars, dont le premier  
ministre, M. Ahmed Dini, il y a  
quelques jours, des stocks d'armes  
(dont une certaine de Kalatch-  
nikov), destinées aux Afars  
d'Ethiopie, ont été découverts  
dans le nord du pays ainsi que  
dans la capitale. Cette affaire  
aurait provoqué une certaine  
tension au sein du gouvernement.

Les ministres afars exigent que  
les militants somalis proches du  
Front de libération de la Somalie  
occidentale (F.L.S.O.), qui anime  
la guérilla du Foga, soient  
eux aussi désarmés.

Le 17 septembre, l'aviation  
éthiopienne a été bom-  
bardée plusieurs positions du F.L.A.  
Le 8 octobre, l'Agence éthiopienne  
d'information affirmait que plus  
de cent mille Afars avaient  
exprimé leur attachement au  
régime au cours d'une « mani-  
festation de masse ».

Les rivalités entre Afars  
d'Ethiopie ne sont pas sans  
conséquences sur la vie politique  
de Djibouti. Le gouvernement  
compte en effet ses membres  
de cent mille Afars, dont le premier  
ministre, M. Ahmed Dini, il y a  
quelques jours, des stocks d'armes  
(dont une certaine de Kalatch-  
nikov), destinées aux Afars  
d'Ethiopie, ont été découverts  
dans le nord du pays ainsi que  
dans la capitale. Cette affaire  
aurait provoqué une certaine  
tension au sein du gouvernement.

Les ministres afars exigent que  
les militants somalis proches du  
Front de libération de la Somalie  
occidentale (F.L.S.O.), qui anime  
la guérilla du Foga, soient  
eux aussi désarmés.

Le 17 septembre, l'aviation  
éthiopienne a été bom-  
bardée plusieurs positions du F.L.A.  
Le 8 octobre, l'Agence éthiopienne  
d'information affirmait que plus  
de cent mille Afars avaient  
exprimé leur attachement au  
régime au cours d'une « mani-  
festation de masse ».

Les rivalités entre Afars  
d'Ethiopie ne sont pas sans  
conséquences sur la vie politique  
de Djibouti. Le gouvernement  
compte en effet ses membres  
de cent mille Afars, dont le premier  
ministre, M. Ahmed Dini, il y a  
quelques jours, des stocks d'armes  
(dont une certaine de Kalatch-  
nikov), destinées aux Afars  
d'Ethiopie, ont été découverts  
dans le nord du pays ainsi que  
dans la capitale. Cette affaire  
aurait provoqué une certaine  
tension au sein du gouvernement.

Les ministres afars exigent que  
les militants somalis proches du  
Front de libération de la Somalie  
occidentale (F.L.S.O.), qui anime  
la guérilla du Foga, soient  
eux aussi désarmés.

Le 17 septembre, l'aviation  
éthiopienne a été bom-  
bardée plusieurs positions du F.L.A.  
Le 8 octobre, l'Agence éthiopienne  
d'information affirmait que plus  
de cent mille Afars avaient  
exprimé leur attachement au  
régime au cours d'une « mani-  
festation de masse ».

Les rivalités entre Afars  
d'Ethiopie ne sont pas sans  
conséquences sur la vie politique  
de Djibouti. Le gouvernement  
compte en effet ses membres  
de cent mille Afars, dont le premier  
ministre, M. Ahmed Dini, il y a  
quelques jours, des stocks d'armes  
(dont une certaine de Kalatch-  
nikov), destinées aux Afars  
d'Ethiopie, ont été découverts  
dans le nord du pays ainsi que  
dans la capitale. Cette affaire  
aurait provoqué une certaine  
tension au sein du gouvernement.

Les ministres afars exigent que  
les militants somalis proches du  
Front de libération de la Somalie  
occidentale (F.L.S.O.), qui anime  
la guérilla du Foga, soient  
eux aussi désarmés.

Le 17 septembre, l'aviation  
éthiopienne a été bom-  
bardée plusieurs positions du F.L.A.  
Le 8 octobre, l'Agence éthiopienne  
d'information affirmait que plus  
de cent mille Afars avaient  
exprimé leur attachement au  
régime au cours d'une « mani-  
festation de masse ».

Les rivalités entre Afars  
d'Ethiopie ne sont pas sans  
conséquences sur la vie politique  
de Djibouti. Le gouvernement  
compte en effet ses membres  
de cent mille Afars, dont le premier  
ministre, M. Ahmed Dini, il y a  
quelques jours, des stocks d'armes  
(dont une certaine de Kalatch-  
nikov), destinées aux Afars  
d'Ethiopie, ont été découverts  
dans le nord du pays ainsi que  
dans la capitale. Cette affaire  
aurait provoqué une certaine  
tension au sein du gouvernement.

Les ministres afars exigent que  
les militants somalis proches du  
Front de libération de la Somalie  
occidentale (F.L.S.O.), qui anime  
la guérilla du Foga, soient  
eux aussi désarmés.

Le 17 septembre, l'aviation  
éthiopienne a été bom-  
bardée plusieurs positions du F.L.A.  
Le 8 octobre, l'Agence éthiopienne  
d'information affirmait que plus  
de cent mille Afars avaient  
exprimé leur attachement au  
régime au cours d'une « mani-  
festation de masse ».

Les rivalités entre Afars  
d'Ethiopie ne sont pas sans  
conséquences sur la vie politique  
de Djibouti. Le gouvernement  
compte en effet ses membres  
de cent mille Afars, dont le premier  
ministre, M. Ahmed Dini, il y a  
quelques jours, des stocks d'armes  
(dont une certaine de Kalatch-  
nikov), destinées aux Afars  
d'Ethiopie, ont été découverts  
dans le nord du pays ainsi que  
dans la capitale. Cette affaire  
aurait provoqué une certaine  
tension au sein du gouvernement.

Les ministres afars exigent que  
les militants somalis proches du  
Front de libération de la Somalie  
occidentale (F.L.S.O.), qui anime  
la guérilla du Foga, soient  
eux aussi désarmés.

Le 17 septembre, l'aviation  
éthiopienne a été bom-  
bardée plusieurs positions du F.L.A.  
Le 8 octobre, l'Agence éthiopienne  
d'information affirmait que plus  
de cent mille Afars avaient  
exprimé leur attachement au  
régime au cours d'une « mani-  
festation de masse ».

Les rivalités entre Afars  
d'Ethiopie ne sont pas sans  
conséquences sur la vie politique  
de Djibouti. Le gouvernement  
compte en effet ses membres  
de cent mille Afars, dont le premier  
ministre, M. Ahmed Dini, il y a  
quelques jours, des stocks d'armes  
(dont une certaine de Kalatch-  
nikov), destinées aux Afars  
d'Ethiopie, ont été découverts  
dans le nord du pays ainsi que  
dans la capitale. Cette affaire  
aurait provoqué une certaine  
tension au sein du gouvernement.

Les ministres afars exigent que  
les militants somalis proches du  
Front de libération de la Somalie  
occidentale (F.L.S.O.), qui anime  
la guérilla du Foga, soient  
eux aussi désarmés.

Le 17 septembre, l'aviation  
éthiopienne a été bom-  
bardée plusieurs positions du F.L.A.  
Le 8 octobre, l'Agence éthiopienne  
d'information affirmait que plus  
de cent mille Afars avaient  
exprimé leur attachement au  
régime au cours d'une « mani-  
festation de masse ».

Les rivalités entre Afars  
d'Ethiopie ne sont pas sans  
conséquences sur la vie politique  
de Djibouti. Le gouvernement  
compte en effet ses membres  
de cent mille Afars, dont le premier  
ministre, M. Ahmed Dini, il y a  
quelques jours, des stocks d'armes  
(dont une certaine de Kalatch-  
nikov), destinées aux Afars  
d'Ethiopie, ont été découverts  
dans le nord du pays ainsi que  
dans la capitale. Cette affaire  
aurait provoqué une certaine  
tension au sein du gouvernement.

Les ministres afars exigent que  
les militants somalis proches du  
Front de libération de la Somalie  
occidentale (F.L.S.O.), qui anime  
la guérilla du Foga, soient  
eux aussi désarmés.

Le 17 septembre, l'aviation  
éthiopienne a été bom-  
bardée plusieurs positions du F.L.A.  
Le 8 octobre, l'Agence éthiopienne  
d'information affirmait que plus  
de cent mille Afars avaient  
exprimé leur attachement au  
régime au cours d'une « mani-  
festation de masse ».

Les rivalités entre Afars  
d'Ethiopie ne sont pas sans  
conséquences sur la vie politique  
de Djibouti. Le gouvernement  
compte en effet ses membres  
de cent mille Afars, dont le premier  
ministre, M. Ahmed Dini, il y a  
quelques jours, des stocks d'armes  
(dont une certaine de Kalatch-  
nikov), destinées aux Afars  
d'Ethiopie, ont été découverts  
dans le nord du pays ainsi que  
dans la capitale. Cette affaire  
aurait provoqué une certaine  
tension au sein du gouvernement.

Les ministres afars exigent que  
les militants somalis proches du  
Front de libération de la Somalie  
occidentale (F.L.S.O.), qui anime  
la guérilla du Foga, soient  
eux aussi désarmés.

Le 17 septembre, l'aviation  
éthiopienne a été bom-  
bardée plusieurs positions du F.L.A.  
Le 8 octobre, l'Agence éthiopienne  
d'information affirmait que plus  
de cent mille Afars avaient  
exprimé leur attachement au  
régime au cours d'une « mani-  
festation de masse ».

Les rivalités entre Afars  
d'Ethiopie ne sont pas sans  
conséquences sur la vie politique  
de Djibouti. Le gouvernement  
compte en effet ses membres  
de cent mille Afars, dont le premier  
ministre, M. Ahmed Dini, il y a  
quelques jours, des stocks d'armes  
(dont une certaine de Kalatch-  
nikov), destinées aux Afars  
d'Ethiopie, ont été découverts  
dans le nord du pays ainsi que  
dans la capitale. Cette affaire  
aurait provoqué une certaine  
tension au sein du gouvernement.

## Les commentaires des quotidiens parisiens

LE FIGARO : résister.

« Que faire ? D'abord, parvenir  
très vite à un accord entre tous  
les Etats qui mette au ban de la  
société internationale sans dis-  
crimination de régime politique  
ou social — les terroristes et les  
pays qui leur accordent l'asile.  
Décider d'un commun accord que  
toute action de chantage tendant  
à la libération d'un terroriste, re-  
connu coupable et emprisonné,  
entraînera automatiquement  
l'exécution de celui-ci. Refuser, en  
cas de crime de sang sur un  
otage, toute circonstance otte-  
nuante. Mettre aux ordres d'un  
état-major national, ou peut-être  
international, des groupes  
de combat antiterroriste qui se-  
ront autorisés à agir avec célérité  
et détermination. (...) Mais l'es-  
sentiel est dans le renforcement  
d'une attitude intellectuelle et  
morale qui refuse le glissement  
vers la lâcheté et l'abandon. L'es-  
sentiel est d'adopter à l'égard du  
terrorisme une attitude de résis-  
tance. (...) Ne saurons-nous pas  
que la seule réponse aux menaces  
du fascisme s'appelle le courage ? »  
(JEAN D'ORMESSON.)

L'AURORA : leur but, faire va-  
ciller l'Occident.

« C'est le choc le plus rude qui  
frappe l'Occident depuis long-  
temps. Conscients du défi lancé  
à toutes les démocraties par les  
terroristes de Schleyer et les pi-  
rates de la Lufthansa, le pré-  
sident Giscard et le premier mi-  
nistre britannique Callaghan ont  
lenné et, une détermination de  
leur solidarité, de leur appui  
moral et de leur assistance dans  
l'épreuve.

« Ce que les terroristes — alle-  
mands, palestiniens et autres —  
cherchent à obtenir, c'est une  
mise à genoux de l'Etat alle-  
mand et, au-delà, une réintroduc-  
tion de la loi de la détermination.  
On prend quatre-vingt-dix Alle-  
mands qui seront exécutés si les  
membres de la Fraction armée  
rouge ne sont pas libérés.  
« Spectre sinistre qui traverse  
le siècle. Aventuriers révolution-  
naires d'un âge où l'on ne s'in-  
terrogeait pas sur le destin qu'on  
se donnait, les membres de la  
Fraction armée rouge sont les  
premiers victimes de leur  
terreur, car celle-ci sert  
on le voit à renforcer le  
consensus de la population autour  
de son Etat, à intégrer à cha-  
que fois un peu plus la société  
civile à l'Etat. La politique qu'ils  
cherchent à réintroduire dans  
la société allemande est devenue  
synonyme d'oppression tant pour  
la population allemande que pour  
la contestation et les morty-  
naux. »  
(SERGE JULY.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : un  
défi universel.

« Nous sommes tous des otages.  
Croire que l'Allemagne est seule  
concernée par le nouvel épisode  
de ses démêlés avec la bande à  
Baader, ou croire qu'elle seule  
en paiera les conséquences ou que  
le terrorisme ne peut prendre une  
forme aussi aiguë qu'en Alle-  
magne, tout cela est illusoire. Le  
défi du terrorisme est universel ;  
il est adressé à l'humanité. In-  
spiré par la sauvagerie, il tend  
moins à provoquer des sanglants  
épisodes qu'à déclencher des  
réactions sauvages. (...) »  
« Dans ce duel entre la décence  
et la terreur, c'est la seconde qui  
a le choix des armes. C'est donc  
avec ces armes qu'un gouverne-  
ment doit se battre, pour la sim-  
ple raison que s'il ne s'y résout  
pas, il courrait le risque de la  
défaite. C'est qu'il ne peut pas  
défendre qu'il ne s'y résout  
pas. L'histoire est pleine de ces pus-  
sillanités vécues du haut de la  
rigueur qui ont abouti au  
désastre. »  
(RICHARD LISCIA.)

L'HUMANITE : un drame alle-  
mand.

« Un drame allemand ? Pas  
seulement. Un drame humain.  
Mais aussi, un drame allemand  
tout de même. Car si le terro-  
risme n'épargne aucun pays, il  
n'est pas contestable que, tout  
au moins en ce qui concerne  
ses manifestations récentes, l'Al-

lemagne de l'Ouest apparaît  
comme l'un de ses terrains de  
prédilection. « Crise de civilisa-  
tion », dit Willy Brandt. Crise  
particulièrement profonde  
entre-Rhin, faut-il le ré-  
pondre. Les racines historiques, en  
remontant loin, sans doute, dans  
ce pays où tant de révolutions  
manquées ont favorisé la tenta-  
tion de recourir aux fausses so-  
lutions du désespoir. (...) »  
« J'ai jusqu'aux limites de  
ce qui est permis », a dit le  
chancelier social-démocrate Hel-  
mut Schmidt. Mais ces limites  
n'ont-elles pas, d'ores et déjà,  
été franchies avec les interdic-  
tions professionnelles, les appels  
gouvernementaux à la défection,  
les décrets traitant les croisés  
en complices des crimes ?  
En menaçant de frapper indis-  
tinguement ecclésiastiques, professeurs,  
militants ouvriers, on met en  
danger la société allemande et  
démocratique, c'est-à-dire la démo-  
cratie elle-même. Par-delà le sort  
des otages, tout cela est en jeu  
dans la cartouche du Boeing de  
la Lufthansa. »  
(YVES MOREAU.)

LIBERATION : le spectre du  
nazisme.

« Tout révolutionnaire, dans  
son comportement, dans ses  
mœurs, dans son combat, dans  
son rapport aux autres, est un  
embryon symbolique, une petite  
sauvegarde de la société libérée, de  
la société future. »

« La société que les membres  
de la Fraction armée rouge sym-  
bolisent, c'est celle de la terreur  
révolutionnaire : une éti-  
révolutionnaire qui prend une société  
au forceps, qui opprime pour  
libérer, qui tue pour changer la  
vie. Pour lutter contre une so-  
cété peu démocratique, ils utilisent  
ce qu'il y a de plus noir dans  
cette histoire avec les camps de  
concentration : la politique des  
otages, la loi de la détermination.  
On prend quatre-vingt-dix Alle-  
mands qui seront exécutés si les  
membres de la Fraction armée  
rouge ne sont pas libérés.

« Spectre sinistre qui traverse  
le siècle. Aventuriers révolution-  
naires d'un âge où l'on ne s'in-  
terrogeait pas sur le destin qu'on  
se donnait, les membres de la  
Fraction armée rouge sont les  
premiers victimes de leur  
terreur, car celle-ci sert  
on le voit à renforcer le  
consensus de la population autour  
de son Etat, à intégrer à cha-  
que fois un peu plus la société  
civile à l'Etat. La politique qu'ils  
cherchent à réintroduire dans  
la société allemande est devenue  
synonyme d'oppression tant pour  
la population allemande que pour  
la contestation et les morty-  
naux. »  
(SERGE JULY.)

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE  
(marxiste-léniniste) : une dé-  
marche qui tire un trait sur  
la classe ouvrière.

« Quelles que soient les moti-  
vations de leurs auteurs, la  
menace d'exécuter quatre-vingt-  
onze otages ou l'acte de violence  
individuelle qui constituait l'en-  
lèvement de Schleyer ne sont pas  
susceptibles de faire avancer d'un  
pouce la cause qu'ils oignent  
défendre. Une telle démarche,  
notamment, tire un trait sur la  
classe ouvrière et les masses popu-  
laires, sur le rôle qu'elles doivent  
jouer en tant que moteur de la  
transformation sociale. Une telle  
démarche s'oppose au contraire  
à la prise de conscience de la  
classe ouvrière et des peuples.  
Elle s'oppose aux méthodes de  
combat révolutionnaires des tra-  
vailleurs et des mouvements de  
libération, aux méthodes de la  
révolution palestinienne (dont se  
reclament les membres de la  
Fraction armée rouge), qui fonde  
son action sur la mobilisation des  
larges masses du peuple pour sa  
libération. »

## A TRAVERS LE MONDE

### Comores

● DANS UNE INTERVIEW pu-  
bliée par l'hebdomadaire *Jeune  
Afrique* du 21 octobre, le pré-  
sident Ali Soilih, chef de l'Etat  
comorien, affirme que, grâce  
à une confection de moyens  
diplomatiques, nous sommes  
persuadés que la France finira  
par céder à l'affaire de  
Mayotte. « Radio-Comores »,  
ajoute-t-il, est de plus en plus  
accusé à Mayotte. La quasi-  
totalité de la jeunesse mahor-  
raise est opposée à la situation  
actuelle. Seules certaines cou-  
ches sociales (commerçants,  
fonctionnaires et propriétaires  
terriens), influencées par les  
familles de colons, y trouvent  
leur compte. »

### Chili

● PLUSIEURS ATTENTATS A  
LA BOMBE ont eu lieu dans

la nuit du vendredi 14 au  
samedi 15 octobre à Santiago.  
Cinq personnes ont été blessées  
par l'explosion de quatre  
bombes déposées devant le  
palais de la Moneda, l'immeu-  
ble du Président public, le palais  
de justice et la banque de la  
capitale. — (U.P.I., Reuters.)

### Grande-Bretagne

● TREIZE PERSONNES ont  
été arrêtées dimanche soir  
16 octobre à Londres au cours  
d'incidents qui ont éclaté à  
l'occasion d'une manifestation  
antiraciste, qui a rassemblé  
deux mille cinq cents partici-  
pants dans l'est de Londres.  
Deux cents policiers étaient  
présents pour éviter tout  
affrontement entre les manifes-  
tants et les sympathisants  
de l'organisation d'extrême  
droite Front national. La ma-

nifestation était organisée par  
la formation d'extrême droite  
« National Front », des syn-  
dicats locaux. — (A.F.P.)

### Haïti

● LES SECTIONS EUROPEEN-  
NES D'AMNESTY INTER-  
NATIONAL ont pris connais-  
sance avec satisfaction de la  
libération, le 21 septembre der-  
nier, de cent quatre prison-  
niers politiques détenus sans  
jugement, et dans des condi-  
tions inhumaines en Haïti.  
Pour certains, la période de  
détention était de huit ans.  
Amnesty International note  
toutefois avec inquiétude que  
de nombreux détenus n'ont  
pas bénéficié de cette mesure  
d'amnistie générale, en dépit  
des déclarations du gouverne-  
ment d'Haïti. — (A.F.P.)

### Irak

● M. TAREQ AZIZ, MINISTRE  
IRAKIEN DE L'INDUSTRIE  
ET DU COMMERCE, a été relevé de ses fonc-  
tions et remplacé par M. Saad  
Kassem Hamoudy, président  
du Syndicat de la presse, a  
annoncé le samedi 15 octobre  
l'agence irakienne d'informa-  
tion. D'autre part, le colonel  
Adnan Khadrallah, ancien  
ministre d'Etat, avait quitté le  
gouvernement le 5 septembre  
dernier à la suite de son  
admission au sein du conseil  
de la révolution irakienne  
(autorité politique suprême).  
L'agence ne donne aucune  
indication sur les raisons du  
départ de M. Tareq Aziz.  
Membre de la direction ré-  
gionale basciiste et du conseil de  
la révolution, M. Aziz avait été  
en membre de la direction  
inter-arabe du parti Baas, an-  
térieur à Baath, l'un des  
anciens congrès général baas-  
siste qui s'était tenu au début  
d'octobre dans la capitale. —  
(A.F.P.)

### Islande

● LES QUATRE NEUF MILLE  
FONCTIONNAIRES ET EM-  
PLOYÉS MUNICIPAUX  
islandais en grève depuis  
mardi 11 octobre poursuivent  
leur mouvement après l'éche-

des négociations salariales.  
Huit cents Islandais sont re-  
tenus à l'étranger, tandis que  
les étrangers séjournant en  
Islande ne peuvent quitter  
le pays. Cette grève est la pre-  
mière du genre, les fonction-  
naires n'ayant obtenu le droit  
de grève qu'en octobre 1976.  
— (A.F.P.)

### Jamaïque

● M. VIDEL CASTRO a com-  
mencé le dimanche 16 octobre  
une visite officielle de cinq  
jours à la Jamaïque. Les rela-  
tions entre les deux îles des  
Caraïbes ont connu une amé-  
lioration continue ces dernières  
années. L'accueil chaleureux  
du premier ministre jamaïcain,  
M. Michael Manley, est néces-  
sairement tempéré par l'attitude  
de l'opposition qui a annoncé  
qu'elle boycotterait la visite du  
président cubain. — (Reuters.)

### Soudan

● UNE CENTAINE D'OPPO-  
SANTS AU REGIME SOUDA-  
NAIS, arrêtés pour complot  
contre l'Etat à Juba, en février  
dernier, ont bénéficié des me-  
sures d'amnistie décidées en  
août par le président Nimeiry,  
a rapporté lundi 17 octobre  
l'agence de presse soudanaise.  
Onze libyens accusés de par-  
ticipation à une tentative de  
coup d'Etat en juillet 1976  
seront également libérés. Le  
Soudan avait à l'époque accusé  
la Libye d'avoir organisé cette  
tentative, et les relations entre  
les deux pays s'étaient dété-  
riorées. — (A.F.P.)

### Yougoslavie

● LE MARCHEAL TITO, avant  
de partir, ce lundi 17 octobre,  
pour Libanone où il se rendait  
en visite officielle à passer les  
journées de samedi et de di-  
manche à Bugénie-les-Bains  
(Liban). Ses seuls visiteurs  
ont été le docteur Barthe, maître  
de la ville et le peintre d'ori-  
gine yougoslave Branklav Zen-  
delaki. L'agence  
Tanyong annonce que le pré-  
sident Carter a adressé samedi  
un message personnel au ma-  
rchal.

**BALLAND**

Collection  
**FACE A FACE**  
dirigée par  
**THIERRY PFISTER**

1 volume 35 F

**CONTRE LE VOL**  
**ALARME 2000**

le spécialiste de la protection volumétrique autonome  
une technique d'avant-garde - un matériel éprouvé

**Nouveau le D180 ME**  
radar hyperfréquence avec mise en  
surveillance télécommandée par fil

- Adaptable à tous les locaux - Rayon de protection réglable de 2 à 30 m - Il traverse meubles et cloisons
- Inébranlable - Autonomie totale d'alimentation (2 ans en veille)
- Plus de 15 000 appareils ALARME 2000 en fonctionnement, appartements, maisons, usines, bureaux, services publics, administrations.

Pour connaître les possibilités du D180 ME et ses systèmes annexes d'alarme : sirènes supplémentaires, éclairage, transmetteur téléphonique, etc. remplir et retourner le bon ci-dessous à : ALARME 2000 - 7 agences régionales - 81 avenue de la République - 92000 Nanterre - Agence à Bruxelles pour le Bénélux

GARANTIE 2 ANS

Je désire sans engagement de ma part recevoir une information personnelle sur le D180 ME

NOM .....  
RUE .....  
N° ..... Code Postal .....  
VILLE .....



# EUROPE

## LOIN DES CAPITALES

### Reggio-de-Calabre perdue dans le Sud lointain

**L**e sud de l'Italie n'a guère fait parler de lui au cours des derniers mois. Ce sont surtout le centre et le nord qui se sont agités, avant la conclusion d'un programme de gouvernement entre démocrates-chrétiens et communistes. Le Mezzogiorno inquiète pourtant les partis politiques et les syndicats, car la crise économique y est particulièrement ressentie. En Calabre — « lanterne rouge » d'Italie, la province la plus atteinte est celle de Reggio. On n'a pas oublié la révolte qui éclata, en 1970, dans le chef-lieu et pour laquelle certains meneurs ont été condamnés à plusieurs années de prison. La mise en question du centre sidérurgique de Gioia-Tauro (150 km du 19 juillet), promise en 1971 pour calmer la révolte, suscita déjà de vigoureuses protestations.

**A**VOCAT de longue date, ancien gouverneur du Rotary-Club, M. Domenico Bartoli n'est pas du genre à s'émouvoir. « Dans les petites villes italiennes, remarque-t-il avec philosophie, il se passe rarement de grandes choses. » Et pourtant, n'est-ce pas Reggio qui défraya la chronique pendant sept mois, en 1970 et 1971, quand ses habitants descendirent dans les rues pour protester ? « Ce n'était pas conscient, réplique l'avocat, qui semble chercher les étoiles par les fenêtres grandes ouvertes de son cabinet. D'ailleurs, la ville a beaucoup changé. »

Cela, tant le monde vous le dira : le Reggio de 1977 n'est pas le même qu'il y a sept ans. Une révolte silencieuse y serait impensable, même si certains problèmes demeurent entiers et que d'autres se sont aggravés.

Pour un Milanais ou un Turinois, l'image de cette ville méridionale reste la même : une sorte de Naples en pire, sans le charme de sa grande cousine ni son glorieux passé. Reggio-de-Calabre évoque le chômage, l'extrême droite, la Mafia. « On nous enferme dans cette image », affirment les responsables locaux, qui ne savent comment en sortir.

Pour changer d'avis sur Reggio, il faudrait y séjourner. Or ce gros bourg écrasé de soleil n'attire personne. C'est un lieu de passage pour la Sicile, l'un de ces lieux où l'on passe sans s'arrêter. L'avion permet maintenant d'éviter le détour, auquel les guides touristiques n'encouragent pas. Quelle discrétion sur cette « ville de cent soixante mille habitants, siège d'un archevêché, située à la pointe de la botte » ! Il est vrai que, « entièrement reconstruite après le tremblement de terre de 1908 », elle suggère un peu trop le béton. C'est pourtant à la législation antisismique, appliquée au lendemain de la catastrophe, que l'on doit cette hauteur limitée des édifices. Ils ne s'agissent pas trop mal, en fin de compte, au-dessus d'une promenade de mer copiée sur celle de Nice, au début du siècle, par un maire qui aimait voyager.

**A**u lendemain de la révolte, l'extrême droite avait fait un malheur, passant brutalement de 7 % des suffrages à 38 %. Le Mouvement social italien devenait ainsi le deuxième parti de la ville, balançant la démocratie chrétienne de quelques points. Un résultat unique en Italie. Mais c'était un fan de paille, prouvant que les colères sont provisoires. Aux élections successives, Reggio s'est reprise, donnant même au parti communiste un score jamais vu : 24 %. Il devait s'ensuivre une nouvelle formule politique à la municipalité : un maire démocrate-chrétien, président comme par le passé une « junte » de centre gauche, soutenue officiellement par le P.C.

Partis « démocratiques » et syndicats ont retenu la leçon de 1970. Ils s'étaient alors lourdement trompés sur les événements, car la « manœuvre des fascistes » cachait bien un soulèvement populaire.

A lui seul, le choix de Catanzaro comme capitale de la Calabre ne l'expliquait pas. Reggio se révoltait, en fait, contre une coupe pleine, que cette ultime goutte d'eau venait de faire déborder. Aujourd'hui, si le mécontentement demeure, l'extrême droite, en pleine décadence, n'a plus les moyens de le conduire. Il est « canalisé » par la démocratie chrétienne, la gauche et les syndicats.

Mécontent de quoi ? « Rien dans cette ville ne fonctionne comme il faudrait », constate M. Domenico Cosmopoli. On ne peut soupçonner de déniement systématique cet ingénieur de trente-sept ans qui porte une chemise Jean : il est le nouveau maire de Reggio. Passons sur la santé des rues, que seul le régime fasciste avait réussi à abolir grâce à un amiral-gouverneur pointilleux, un maniaque du balai.

N'insistons pas non plus sur le trafic automobile « chaotique », selon le maire, et sur le personnel municipal « mal employé ». Ce n'est pas cela qui mécontente la population. Le vrai problème de Reggio est le chômage. « Seule, la Mafia embouche », disent les plus amers, en citant des chiffres plus ou moins précis : deux cent mille disoccupés en Calabre, dont soixante-dix mille diplômés à la recherche d'un premier emploi.

« Il y a la crise italienne, la crise du Midi, celle de la Calabre et celle de Reggio », remarque le maire. En d'autres termes, la ville est la plus atteinte d'une région mal en point, appartenant à la « mauvaise » moitié d'une Italie qui, elle-même, souffre davantage de la récession que d'autres pays européens. La clé de l'emploi ne se trouve donc pas ici.

« Notre seule chance était le bâtiment, affirme M. Cosmopoli, mais le plan régulateur que la région a mis cinq ans à approuver et dont les décrets d'application ne sont toujours pas adoptés. Entre-temps, l'émigration a diminué, et des « Suisses » et des « Allemands » sont rentrés au pays. Quant aux pro-

masses de créer des emplois, faites par le gouvernement, en l'attente de la révolte, elles n'ont été qu'à moitié tenues.

**L'**ARGENT continue d'arriver, sous forme de subventions et d'allocations diverses. Reggio est l'une des villes les plus « assistées » d'Italie, mais il repart aussitôt pour aller s'investir plus au nord, dans des régions sûres. Bref, c'est le marasme, sans aucune lueur à l'horizon.

« Nous sommes assiégés de gens qui viennent se plaindre », affirme Mgr Calabro, vicaire général de la ville, qui a organisé une cantine gratuite près de l'archevêché. Il parle de « frustration et de défiance », ajoutant : « Malheureusement, nous les Reggiois, nous ne savons pas nous unir ; nous sommes portés au découragement. L'un des rares aspects positifs des événements de 1970 avait été la cohésion d'un peuple prenant conscience de s'être toujours fait avoir et qui disait basta. »

Reggio n'a jamais su se débrouiller aussi bien que les deux autres chefs-lieux de la Calabre, Catanzaro et Cosenza. Dans cette guerre de clochers, ce campandisme, il est toujours perdant. Depuis 1971, la ville n'a pas eu un seul ministre au gouvernement. Même l'imprévisible Mussolini la boude, ne lui rendant visite qu'en 1939.

Un représentant du parti communiste commente : « Les gens ici ont toujours considéré le pouvoir central comme une chose lointaine, autoritaire et vésatoire. » Mais les gens, eux, en rendent responsables les politiciens. « Nous n'avons jamais eu une classe politique à la hauteur des circonstances », répètent les membres des professions libérales, qui se tiennent prudemment à l'écart au lieu d'aller la renforcer.

**E**n matière économique, l'absence d'initiatives et le manque de confiance en soi sont dénoncés de toutes parts. « Comment voulez-vous que les gens prennent des initiatives, souligne avec bon sens une enseignante catholique, Mme Maria Mariotti, alors que la Mafia est partout présente ? » L'Honorable Société perçoit, en effet, une digne sur de nombreuses activités industrielles, immobilières et commerciales. Il arrive même que des marchands ambulants paient la mazzetta pour pouvoir vivre en paix. Bileux vaut être petit fonctionnaire dans ces conditions. Encore que... On nous a cité le cas d'enseignants qui recevaient des menaces violentes de la part de « l'arriérée des brutes ». Cela doit souvent marcher puisque, avec plus de 90 % de réussites, Reggio apparaît au peloton de tête des villes italiennes.

Part-il attribuer à la Mafia le calme qui a régné en Calabre au printemps dernier, alors que des étudiants s'affrontaient aux paillasses dans les rues de Rome, de Bologne et d'ailleurs ? C'est une explication séduisante. Les mafiosi aiment opérer dans le calme. Contestataires ou terroristes ne

peuvent que gêner leur action. Un responsable local de la sécurité ne nous expliquait-il pas le manque relatif de petites escroqueries à Reggio par « le sérieux » des bandes locales qui se concentrent sur les grandes proies ?

Autre explication plus convaincante : il y a peu d'étudiants dans cette ville, et quand on veut attirer l'attention, c'est plus au nord qu'il faut frapper. Une empoignade dans les rues de Reggio n'aurait pas la même résonance qu'à Milan.

Une troisième explication est donnée par l'ancien maire démocrate-chrétien, M. Battaglia. « Reggio, dit-il avec amertume, n'a pas la force de réagir. Quand elle l'a fait en 1970, elle a reçu douze mille policiers. » Sur son parti, l'ancien maire n'est pas tendre : « Ce n'est qu'un centre de pouvoir. Ou, si vous préférez, une fédération de centres de pouvoir. »

En somme, malgré la présence d'un maire de trente-sept ans qui professe des idées de gauche, malgré l'alliance avec le P.C., la démocratie chrétienne n'aurait pas changé ? Ce n'est pas l'avis des communistes. « Il y a toujours eu deux âmes dans ce parti, affirme M. Tommaso Rossi, vice-président du conseil régional. S'il y a eu alliance à Reggio, c'est en raison de notre avance électorale, mais aussi parce que le P.C. s'est transformé. Une nouvelle génération démocrate-chrétienne évolue dans un esprit d'unité et de changement. Mais les contradictions et les résistances réapparaissent chaque fois qu'on aborde les problèmes concrets. » Pour les communistes, Reggio paie aujourd'hui les conséquences d'une « politique économique décidée de l'extérieur, dans un esprit d'assistance et non de développement ». Le point de départ d'une relance doit être, selon eux, l'agriculture.

N'étant pas une ville ouvrière, Reggio compte des syndicats modestes, assez mal encadrés. Leur drame est qu'ils « gèrent de l'assistance », comme le souligne un responsable. Un fort pourcentage d'insécurité est constitué de retraités tandis que de nombreux chômeurs ou « sous-occupés » frappent à la porte et demandent à être défendus.

Une phrase revient continuellement dans la bouche des personnes que l'on interroge : « Cette ville est en désespérance. » Cela ne saute pas aux yeux du visiteur. Les nombreux Réggiens qui font la passergata au coucher du soleil sur le corso Garibaldi évoquent plutôt la douceur de vivre. D'autant que les pâtisseries continuent à pousser comme des champignons dans cette avenue principale, démentant toutes les statistiques.

« Oui, les gens vivent, mais ne se demandent pas comment », s'exclame Mme Mariotti, qui vit sur les hauteurs dans une rue populaire. « Les ressources diminuent, la consommation augmente. » Eternel miracle des villes du Sud, où l'entraide familiale et les petits travaux non déclarés permettent au moins à des marginaux de manger tous les jours et de regarder la télé qui diffuse les mêmes messages publicitaires aux Calabrais et aux Lombards dont le revenu moyen varie de un à trois. La télé, qui nivelle les goûts, démolit progressivement la notion d'extrême Sud, mais n'empêche pas deux mondes de subsister.

Militant catholique, Mme Mariotti court d'une réunion à l'autre. Elle aussi parle d'« désespérance », mais pour souligner aussitôt tout ce qui se fait de positif à Reggio, notamment dans une église qui a pris la « voie conciliaire », malgré un clergé mal préparé. Dans le marasme de Reggio, cette enseignante continue d'espérer. « Nous étions nombreux, murmure-t-elle, à vouloir quitter la ville. L'émigration aurait présenté de multiples avantages. Mais nous avons voulu rester. » Ils croient donc en Reggio. La foi de ces militants suffira-t-elle à soulever les montagnes de l'Aspromonte qui sépare la ville du reste de la nation ?

ROBERT SOLÉ

RIDEAUX  
VOILAGES  
**Marcel SELGER**  
Maître Artisan Tapisserie  
1, Impasse Druinot  
Paris-12 628.35.30

Ne manquez pas de visiter  
**LES ANTIQUAIRES, en permanence**  
**AU "BON MARCHÉ"**  
UN CHOIX CONSIDÉRABLE D'OBJETS ET DE MEUBLES  
2<sup>e</sup> étage - Magasin 2 - 38, rue de Sévres - Parking Boulecaut

**Holiday Inn HOTEL**

Pourquoi les hommes d'affaires y reviennent-ils en famille ?

**A l'hôtel, de quoi a-t-on besoin quand on voyage pour affaires ?** D'abord de confort. Pour se reposer, se détendre... et aussi pour travailler. Quand on voyage en famille on a autant besoin de confort, sinon plus. Pourquoi s'en priver ? Holiday Inn répond : les hommes d'affaires et leur famille avec l'hôtel.

**Point clé du confort : la chambre**  
De l'espace, 27 m<sup>2</sup>, c'est agréable ; les lits sont toujours grands (un à deux double-lits par chambre) ; la salle de bains est spacieuse. Pour travailler, recevoir un coin bureau, des fauteuils confortables et une ligne de téléphone directe. Climatiseur : elle se règle à volonté. Détente : il y a toujours la télévision (gratuite).

**Des séminaires aux banquets**  
Dans un Holiday Inn, il est très facile d'organiser des réunions d'affaires ou des fêtes. Pour un brain-storming de cinq à six personnes, vous prendrez un petit salon. Pour une réunion importante, un cocktail, un banquet ou un repas de noces comme autrefois, vous choisirez une grande salle.

**Les enfants**  
Logés gratuitement  
Les hommes d'affaires qui connaissent Holiday Inn y font volontiers étape en famille. Holiday Inn loge gratuitement les enfants qui partagent la chambre de leurs parents. Outre le confort, les marmains apprécient des détails comme la chaise spéciale pour le repas des tout-petits.

**Nouveau : le forfait week-end**  
Et quand on voyage à plusieurs, il y a aussi le forfait week-end. Du vendredi soir au lundi matin, la chambre ne vous sera facturée que pour le prix d'une personne, même si vous êtes quatre à l'occuper (du 1<sup>er</sup> Novembre 1977 au 1<sup>er</sup> Mars 1978, sur réservation ; se renseigner auprès du Bureau Central Holiday Inn-Tél. (1) 686.50.87 ou chez votre agent de voyages).

**"Holidex" pour réserver dans le monde entier**  
Avec Holidex, système de communication par ordinateur privé, vous réservez immédiatement votre chambre à Rome, Las Vegas, Acapulco ou dans l'un des 1700 hôtels Holiday Inns du monde. Gratuitement.

Ce sens aigu du confort et des formules adaptées n'explique qu'en partie pourquoi Holiday Inn est si vite devenue la première enseigne hôtelière du monde. C'est aussi le succès d'une ambiance qui vous décontracte et vous met, comme le dit l'enseigne, un peu en vacances.

**Holiday Inn en France**  
Avignon Tél. (90) 82.99.10 - Tél. 431.994  
Lille Aéroport/Lesquin Tél. (20) 97.92.02  
Tél. 12.00.51  
Lille-Marcq en Baroeul Tél. (20) 72.17.30  
Tél. 12.07.35  
Paris/Porte de Versailles  
Tél. (1) 533.74.63 - Tél. 260.844  
Paris/Orly Tél. (1) 687.26.66 -  
Tél. 20.46.79  
Paris/Issy-les-Moulineaux  
Tél. (1) 985.96.11 - Tél. 695.143  
Lyon Tél. (78) 35.70.20 - Tél. 90.00.66  
Strasbourg Tél. (88) 32.49.12 -  
Tél. 89.05.15  
La Guadeloupe Tél. 84.15.00 -  
Tél. 02.93.36.61  
Réservation centrale à Paris  
Tél. (1) 686.50.87 - Tél. 20.46.96  
ou par votre Agent de Voyage

Préparation au concours  
**Médecine**  
PHARMACIE-DENTAIRE  
● Encadrement annuel par CHU  
● Année préparatoire : PCEM - O ●  
6 CENTRES : Lille - St-Pierre - Nîmes  
Clermont - Caen - Nancy - Orléans  
Groupement libre de professeurs  
CEPES 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly  
Tél. 22.34.94 ou 745.89.19

**facile**

**LOTO**

Édité par le S.A.R.L. Le Monde.  
Gérants : Jacques Farret, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.  
Imprimerie de « Monde » 4, rue de la Harpe PARIS-13<sup>e</sup>  
1976  
Reproduction interdite de tout extrait, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57257.

مركز النسخ



## LE PROCÈS DE QUATRE INTELLECTUELS A PRAGUE

## TROIS JOURS D'AUDIENCE

## Une déclaration de Jiri Pelikan

« Certains de ces textes ont été reproduits par Listy, sous le nom ou le pseudonyme de leurs auteurs pour qu'ils ne soient pas réduits au silence et pour l'information de la population. Car

« Il est absurde qu'au moment où se tient la conférence de Belgrade on juge et on condamne des êtres humains pour le seul crime d'avoir fait circuler des idées et contrarié à la diffusion de la culture comme le prévoient les accords d'Helsinki. Je suis sûr que les gouvernements et leurs délégations à Belgrade ne passeront pas sous silence ce cas flagrant de violation des accords d'Helsinki dont ils sont en train d'examiner l'application. »

## Les protestations

## UNE VIVE RÉACTION DE « L'HUMANITÉ »

## Le nouveau primat d'Irlande souhaite la séparation de l'Église et de l'État

**JOE MULHOLLAND**

# Nos idées font réfléchir les Anglais.

Il est important pour son personnel, pour l'économie de la Franche-Comté et pour l'économie française que Jeanrenaud conserve, avec IIT, cet équilibre.

**Les principales sociétés  
du groupe IIT en France sont:**  
Compagnie Générale de  
Constructions  
Téléphoniques (CGCT),  
Laboratoire Central de  
Télécommunications (LCT),  
Claude, La Signalisation,  
Océanic, Lab. N.G. Payot,  
Sheraton Hôtel France,  
Sonolor, Société des Produits  
Industriels-IIT (SPI-IIT), etc...

# THE

**La coopération internationale ne se remplace pas.**



# DIPLOMATIE

RÉUNI POUR LA PREMIÈRE FOIS A MADRID

## Le bureau de l'Internationale socialiste demande la participation du Polisario à une négociation sur le Sahara occidental

De notre correspondant

Madrid. — Boyottage du régime raciste d'Afrique du Sud, isolement international des dictatures d'Argentine et du Chili, reconnaissance du Front Polisario dans les négociations de paix au Sahara occidental, enfin, création d'un groupe de travail sur les problèmes nucléaires et la désarmement, telles ont été les principales résolutions adoptées par le bureau politique de l'Internationale socialiste qui s'est réuni à Madrid les 15 et 16 octobre. S'étalent d'abord de rendre-vous dans la capitale espagnole : MM. Brandt, président de l'Internationale et ancien chancelier d'Allemagne fédérale, le secrétaire général du P.S.O.E., M. Felipe Gonzalez, ancien premier ministre de Suède, M. Soares, premier ministre portugais et M. Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste français, représenté à Madrid par M. Fontinelle. C'est la première fois dans son histoire — et pas seulement ces quarante dernières années que le bureau politique de l'Internationale socialiste se réunit à Madrid. M. Brandt a expliqué ce choix en rendant hommage à la démocratisation de l'Espagne ainsi qu'au parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.) qui s'est réuni avec près de 30 % des voix aux élections du 15 juin, le premier parti du pays (l'Union du centre actuellement au pouvoir n'est encore qu'une coalition). M. Felipe Gonzalez, secrétaire général du P.S.O.E., est intervenu sur la question du Sahara occidental après un exposé d'un délégué du Front Polisario. Sa thèse, favorable aux combattants du Front, a été en grande partie suivie par l'Internationale socialiste, qui a publié un communiqué insistait sur l'urgence d'une solution négociée, rappelant le droit à l'autodétermination des peuples, et surtout invitant au dialogue toutes les parties impliquées, y compris le Front Polisario.

### La répression en Amérique du Sud

La mission a dressé un plan d'action qui a été adopté par le bureau. Elle demande que cesse l'exportation d'armes vers l'Afrique du Sud ainsi que les programmes militaires de coopération et le transfert de technologies, y compris de technologies nucléaires. Elle recommande l'interdiction des exportations de biens d'équipement vers l'Afrique du Sud et la Namibie ainsi que l'arrêt des investissements dans ces deux pays. Sont cités à ce propos les exemples de la Norvège et de la Suède qui ont pris ou sont sur le point de prendre de telles mesures. Le bureau a reconnu sa passivité devant les dictatures d'Amé-

rique latine. Pour y remédier, il a décidé la création d'un comité latino-américain au sein de l'Internationale socialiste. Faute de temps, il n'y aura pas eu de débat sur les pays de ce continent dont la politique suit le plus d'inquiétudes. Les rapports préparatoires avaient néanmoins souligné la situation particulière de l'Argentine et du Chili, et signalé les efforts faits par les régimes militaires du cône sud pour coordonner leurs systèmes de répression, ainsi que l'intention des militaires argentins de s'intégrer à une organisation de l'Atlantique sud qui, outre le régime de Buenos-Aires, pourrait rassembler le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine du Sud. Le rapport recommandait d'aggraver « l'isolement politique, diplomatique, militaire et économique de la junte militaire argentine ».

Quant au Chili, le bureau a fait sienne les recommandations de la conférence de Rotterdam à la fin août dernier. Il avait été convenu alors entre les participants d'organiser un boycottage économique du régime du général Pinochet, de multiplier les missions ainsi que les demandes d'informations sur les disparus, enfin de prendre des mesures efficaces pour isoler la junte.

M. Felipe Gonzalez, secrétaire général du P.S.O.E., est intervenu sur la question du Sahara occidental après un exposé d'un délégué du Front Polisario. Sa thèse, favorable aux combattants du Front, a été en grande partie suivie par l'Internationale socialiste, qui a publié un communiqué insistait sur l'urgence d'une solution négociée, rappelant le droit à l'autodétermination des peuples, et surtout invitant au dialogue toutes les parties impliquées, y compris le Front Polisario.

CHARLES VANHECKE.

# AFRIQUE

Kenya

## Le gouvernement expulsera ses ressortissants somalis favorables à Mogadiscio

De notre correspondant

Nairobi. — Le vice-président kenyan M. Arap Moi, a annoncé samedi 15 octobre, l'expulsion des ressortissants somalis « favorables » au gouvernement de Mogadiscio. Il a également fait savoir qu'un recensement des Somalis du Kenya va être organisé, et demandé à la population de dénoncer « les quelques éléments perdus, recrutés comme agents par une puissance étrangère en vue de lancer une attaque contre la mère patrie ».

Quelques heures plus tôt, l'ambassade de Somalie à Nairobi avait démenti les allégations selon lesquelles elle recrutait des Kenyans d'origine somalie pour les envoyer se battre en Ogaden. M. Dahir Hussein Dahir, chargé d'affaires somalien, a déclaré à la presse que des « laissez-passer » avaient été délivrés « depuis longtemps » à des Somalis du Kenya « pour des raisons humanitaires » et « afin de leur permettre de se rendre dans des pays arabes pour y trouver un emploi ».

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Jusqu'ici, que cette population forme l'une des cinq branches de la « grande famille somalie » tout en s'engageant, à plusieurs reprises, « à ne pas nuire au Kenya ».

En septembre, par l'intermédiaire de M. Sadate, les Kenyans avaient demandé au président Syad Barre des éclaircissements à propos d'une déclaration faite à Nairobi par M. Qassim, ministre somalien du Fian, sur l'existence d'un « problème » entre les deux gouvernements. C'est du moins ce qu'a annoncé le 6 octobre, à la tribune du Parlement de Nairobi, M. James Ogocho, ministre par intérim des affaires étrangères.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Maroc

INAUGURANT LE NOUVEAU PARLEMENT

## La dictature et le parti unique ne peuvent mener qu'à l'appauvrissement de la pensée déclare le roi Hassan II

Rabat (A.F.P.). — Le roi Hassan II a inauguré solennellement, le 14 octobre, le Parlement marocain, élu en juin dernier. Dans le discours qu'il a prononcé, le souverain a notamment déclaré que « la présence de ce corps des députés constituait un acte historique à la dictature et au parti unique qui ne peuvent mener qu'à l'appauvrissement de la pensée ».

CHARLES VANHECKE.

# PROCHE-ORIENT

LES AMÉRICAINS SAVENT QUE NOUS N'IRONS PAS A GENEVE

SI L'O.L.P. Y VIENT DÉCLARE M. MOSHE DAYAN

Le quotidien israélien Haaretz a relayé, dimanche 16 octobre, la discussion concernant un accord entre les États-Unis et Israël en vue d'adhérer à l'O.L.P. de la représentation palestinienne à la conférence de Genève. Selon le journal, il existe, en effet, un document secret bilatéral entre les États-Unis et Israël prévoyant que des délégués de l'O.L.P. ne participent pas à Genève et que l'éventualité d'un État palestinien ne sera pas négociée. Le journal, qui publie en manchette cette information, affirme la teneur d'une source bien placée à Washington. Cet accord secret aurait été établi parallèlement au document de travail américano-israélien lors de l'entrevue entre M. Carter, Dayan et Vance, le 5 octobre dernier.

Cette information a été démentie par M. Moshe Dayan lui-même avant même qu'elle soit publiée. En effet, le ministre israélien des Affaires étrangères, parlant samedi à la radio, avait déclaré : « Il n'y a pas, entre Israël et les États-Unis, d'accord secret réjetant la participation de l'O.L.P. à la conférence de Genève ». Le ministre avait toutefois ajouté : « Mais le fait est que, dans le document de travail américano-israélien, il n'est pas fait mention de l'O.L.P. alors que le texte original américain parlait de la participation à la conférence de représentants de rang inférieur de l'organisation ». Par ailleurs, les Américains savent fort bien que notre décision sur ce point est claire : nous n'irons pas à Genève si l'O.L.P. y vient ».

M. Moshe Dayan répondait ainsi au porte-parole du département d'État qui avait déclaré vendredi qu'il n'y avait pas d'accord entre les États-Unis et Israël sur la non-participation de l'O.L.P. à la conférence de Genève. Le ministre israélien a confirmé dans la même déclaration que le président Carter avait par moment employé des expressions fort dures pour qualifier la position d'Israël et qu'il avait notamment accusé de « causer plus d'obstacles à la paix que la Syrie ».

De son côté, M. Cyrus Vance, secrétaire d'État américain, a affirmé dimanche à Washington que le document américano-israélien « ne traite nullement de la question de la représentation de l'O.L.P. à la conférence de Genève ».

A la conférence internationale

LE « DOCUMENT DE TRAVAIL » AMÉRICANO-ISRAËLIEN EST QUALIFIÉ « D'ENTRÉE A LA PAIX »

La conférence internationale pour un juste règlement de la crise au Proche-Orient, qui s'ouvrira les 14, 15 et 16 octobre à Paris, à l'appel du Comité international d'action pour une paix juste au Proche-Orient, émanation du Mouvement de la paix, a réuni deux cent cinquante délégués venus de soixante pays et des membres de quelque cent vingt partis et organisations internationales.

Parmi les participants, on comptait, outre le représentant du Comité israélien pour une paix juste entre Israël et les pays arabes, et les représentants du parti communiste israélien Rakah et des membres du Conseil israélien pour la paix Israël-Palestine, notamment MM. Arie Eliaz, du parti Sheli, et Shimon Peres, directeur de la revue Outlook. Ces derniers, admis comme « observateurs », n'avaient pratiquement pas droit à la tribune. De ce fait, lorsque M. Eliaz prit la parole, vendredi soir, une partie de la délégation de l'O.L.P. quitta la salle. (1) Un autre membre du Conseil israélien pour la paix, Mme Noemi Kles, décrivit samedi matin, les « difficultés énormes » auxquelles se heurtent, en Israël, les partisans de la négociation avec l'O.L.P.

Dans une déclaration adoptée dimanche à l'unanimité, les participants à la conférence se sont élevés contre la « déclaration commune soviéto-américaine » et condamnent sans équivoque le « document de travail » américano-israélien qui entraine tout progrès vers la paix dans la région. Ce document avait été rejeté dès vendredi par M. Moshe Dayan, porte-parole de l'O.L.P. et avait réitéré à nouveau qu'un texte international fasse état des droits des Palestiniens et complète la résolution 242.

M. Romesha Chandra (Inde), président du Comité international pour un juste règlement de la crise au Proche-Orient, a déclaré à l'issue des travaux de la conférence, que celle-ci « avait débordé avec la déclaration votée à l'unanimité » et qu'elle « avait permis d'assurer la convocation rapide de la conférence de Genève et le succès de ses travaux ». — R.D.

# AMÉRIQUES

Une hirondelle triste dans un ciel pluvieux...

## La reine Elizabeth au Canada

De notre correspondant

La reine Elizabeth est arrivée, samedi 15 octobre, au Canada, pour une visite de six jours, en vue d'assister aux fêtes de son jubilé d'argent. Elle a prononcé, dimanche soir, un discours à la radio et à la télévision d'Ottawa.

Montréal. — La reine passe comme une hirondelle triste dans un ciel pluvieux. Elle parle aux Canadiens avec cet air soucieux des personnes qui se sentent un peu hors de saison, mais tiennent à faire ce qu'elles croient être leur devoir. La télévision expose à la nation la signification de ce petit visage pâle, dont la tristesse communique le respect. La reine passe les troupes en revue. La reine soule la pique, devant un monument aux morts. La reine à l'office religieux, où un acrobate astucieux subtilise l'humour. Le reine s'arrête des mains sorties de la foule, répondant à des propos insignifiants par des phrases sans importance.

Les heures d'un dîner de cent dix couverts terminent le dessert au son des violons. Le premier ministre du Canada obtient progressivement le silence et prononce avec gentillesse des mots de bienvenue, dispense quelques compliments et laisse parler un peu d'humour. On perçoit sous le diadème l'esquisse d'un sourire. La reine se dresse ensuite au milieu des mortels et parle de ses voyages et du Commonwealth, qui rassemble trente-six nations. Elle se réjouit que le Canada ait décidé de célébrer son jubilé d'argent en créant un fonds de 300 000 dollars pour ces nationaux soucieux d'apprendre complètement l'une des deux langues officielles du pays.

Sa Majesté relève que le Canada est né de la rencontre de « deux grandes civilisations » et de l'effort de « deux nations fondatrices ». Elle s'est présentée comme « votre reine ». Dans ces expressions, il y a, pour certains Québécois, les éléments d'une blessure secrète. De ces deux nations fondatrices, l'une a été « vaincue », et, bien longtemps, traitée comme telle.

La reine suggère que l'idée de « la confédération n'est ni française ni anglaise, elle est née sur cette terre ». La création de cette confédération a été essentiellement « une œuvre de vision et de foi » pour que « les instincts les plus élevés de l'homme triomphent ». La Confédération est le fruit d'un « acte-acte créateur, une terre de promesses et de réalisations ». Dans un monde désolé (...), le Canada apparaît comme un message d'espoir.

Le texte, qui exprime cet optimisme royal, a été rédigé quelques heures auparavant, dans le bureau du premier ministre du Canada.

La reine a fait une furtive incursion dans la province de Québec, non loin de la frontière de l'Ontario, dans le but de la campagne du premier ministre. Elle y a rencontré brièvement, au cours d'une réception, M. René Lévesque, premier ministre du gouvernement du Québec, chef d'un parti dont les analyses sont totalement opposées à celles de son collègue fédéral.

M. Lévesque lui-même en présence de la souveraine, a émis une citation de la Bible et de bienveillance. Les observateurs notent que cette rencontre sera sans effet sur les destinées historiques du Canada.

ALAIN-MARIE CARRON.

# ASIE

Cambodge

## SOIXANTE MILLE RÉFUGIÉS CAMBODGIENS ONT TROUVÉ ASILE AU VIETNAM

Hanoi (A.F.P.). — Environ soixante mille réfugiés cambodgiens ont obtenu le statut d'asile au Vietnam depuis le mois d'avril 1975. Ils vivent actuellement dans des conditions misérables dans les fanbois de l'État-Min-Ville et dans les provinces frontalières du Cambodge, dit-on de source diplomatique à Hanoi. Pres-

que tous ces réfugiés appartiennent à l'ancienne classe moyenne : ce sont des employés, des artisans, des petits commerçants ou entrepreneurs octroyés d'agglomérations urbaines.

Le gouvernement vietnamien occupe de ses réfugiés malgré la pénurie de vivres et les difficultés économiques auxquelles il est lui-même confronté, a déclaré un diplomate. Environ seize mille de ces Cambodgiens ont demandé au Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.N.R.) de quitter le Vietnam, mais le H.C.N.R. ne peut leur venir en aide que s'ils ont obtenu un visa d'entrée sans un pays tiers et un visa de sortie vietnamien. Selon le H.C.N.R., trois mille d'entre eux ont obtenu un visa d'entrée en France et soixante-dix en R.F.A.

Japon

## LA POLICE A LIBÉRÉ LES OTAGES RETENUS PAR DEUX TERRORISTES A NAGASAKI

Nagasaki (A.F.P., Reuters). — La police japonaise a pris d'assaut, dimanche 16 octobre, l'antenne dans lequel deux terroristes se réclamaient de l'Armée rouge détenaient une quinzaine de personnes en otages depuis la veille. Le Monde date 16-10-1977. L'un des deux terroristes a été tué ; quelques passagers sont sortis de blessures légères. Les deux hommes, qui avaient accepté de relâcher certains de leurs otages, réclamaient à la fois une rançon et la possibilité de s'entretenir avec le ministre de la Justice en présence d'un journaliste. Celui qui a été tué était un ancien repris de justice. L'autre est un ouvrier âgé de treize et six ans. Bien qu'ils aient déclaré appartenir à l'Armée rouge, la police d'urgence leur relations avec cette organisation.

على الرعايا العراقيين بقرضا الذين لم تصلهم استمارة التعداد العام للسكان الذي سيجرى في ٧٧/١٠/٧٧ الاتصال بـ ( ٥٥٣ ٢١ ٨٦ )

AMBASSADE D'IRAK A PARIS

Les citoyens irakiens habitants en France qui n'ont pas reçu les formulaires de recensement général qui aura lieu le 17-10-1977 peuvent contacter l'Ambassade d'Irak.

Guinée

## « JEUNE AFRIQUE » ESTIME QUE M. SEKOU TOURE A FAIT DE SON PAYS « L'INSTRUMENT DE SA FOLIE »

Dans son numéro daté du 14 octobre, l'hebdomadaire Jeune Afrique publie un dossier de vingt-quatre pages consacré à la Guinée, et intitulé « Le mythe et les réalités ».

Jeune Afrique dresse la liste des quinze camps de détenus politiques existant en Guinée, recense les dirigeants de victimes (ministres, diplomates, hauts fonctionnaires) des « purges » successives décidées par les dirigeants de Conakry, et publie le témoignage d'un ancien détenu sur l'enfer de Kindia (camp situé dans la capitale). L'hebdomadaire dresse, par ailleurs, le constat de faillite de l'économie guinéenne, rongée par la pénurie et le marché noir. Dans son éditorial, Jeune Afrique écrit : « En petit, donc en concentré, Sekou a fait de la Guinée ce que Staline a fait de l'UR.S.S. : sa chose, l'instrument de sa folie ».

UN GROUPE DE CENT VINGT-DEUX MEMBRES DU CONGRÈS AMÉRICAIN a demandé au gouvernement de Pretoria d'invoquer une organisation internationale à venir enquêter sur les conditions de détention des prisonniers politiques en Afrique du Sud. Ils demandent, en outre, des précisions sur les circonstances de la mort du dirigeant nationaliste Steve Biko. — (Reuters.)

# LA PRÉPA AU CONGO

## Le parti giscardien hésite

Le parti giscardien hésite à se présenter aux élections législatives de 1981. Le parti, qui a été créé en 1975, est dirigé par M. Giscard d'Estaing. Il a obtenu 15,5 % des voix aux élections présidentielles de 1974. Le parti a été créé en 1975, à l'initiative de M. Giscard d'Estaing, qui a voulu créer un parti de droite, capable de rassembler les forces de droite. Le parti a été créé en 1975, à l'initiative de M. Giscard d'Estaing, qui a voulu créer un parti de droite, capable de rassembler les forces de droite. Le parti a été créé en 1975, à l'initiative de M. Giscard d'Estaing, qui a voulu créer un parti de droite, capable de rassembler les forces de droite.

## LA DÉMOCRATIE CHINOISE VEUT OFFRIR UN DÉFI À LA MAJORITÉ

La démocratie chinoise veut offrir un défi à la majorité. Le parti communiste chinois, qui a été au pouvoir depuis 1949, a voulu offrir un défi à la majorité. Le parti communiste chinois, qui a été au pouvoir depuis 1949, a voulu offrir un défi à la majorité. Le parti communiste chinois, qui a été au pouvoir depuis 1949, a voulu offrir un défi à la majorité. Le parti communiste chinois, qui a été au pouvoir depuis 1949, a voulu offrir un défi à la majorité.



Le Monde

# politique

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

AU CONSEIL NATIONAL DU P.R.

### Le parti giscardien hésite toujours à proposer certaines réformes

Les dirigeants giscardiens ont confirmé, samedi 15 et dimanche 16 octobre, devant leur conseil national, la stratégie qui consiste, d'une part, à faire du P.R., plus que jamais, le parti du président, et, d'autre part, à donner cette formation l'image la plus « centre-gauche » possible.

Sur le premier point, ils n'ont guère eu de mal. C'était en effet l'attitude dans les rangs du P.R., ce week-end. Les sondages encourageants, la revendication du titre de premier parti de la majorité, les paris sur une conjoncture électorale favorable, tout cela, chacun le savait bien, est étroitement lié à l'amélioration de la popularité du chef de l'État. Les responsables giscardiens trouvaient là un peu de consolation après les difficiles moments qu'ils ont pu connaître depuis 1974.

Le conseil national du parti républicain a siégé samedi 15 et dimanche 16 octobre à huis clos pour examiner le projet de programme du parti. Cette étude a été menée par trois commissions présidées respectivement par Mme Monique Pelletier, membre du bureau politique, et MM. Jean-Pierre Fourcade, ancien ministre, et François Delmas, membre du secrétariat national, ancien maire de Montpellier.

Un certain nombre d'amendements ont été apportés par le conseil national aux propositions initiales. Ainsi, au chapitre « une vie meilleure pour les Français et les Français », il était envisagé d'insérer un article de la mère de famille. Mme Monique Pelletier s'est opposée à cette idée. Les propositions du P.R. en ce domaine, sont diverses, notamment celles-ci : « Les allocations familiales et le complément familial seront regroupés en une aide familiale unique, augmentée et indexée. (...) Cette aide familiale sera attribuée sans condition de ressources, mais incluse dans l'assiette de l'impôt sur le revenu. (...) Elle sera versée à toutes les familles, que les parents travaillent ou non, qu'ils soient le père, la mère ou le conjoint de la mère ou le foyer bénéficiaire d'un statut social propre. »

De même, en ce qui concerne le service national, les dirigeants giscardiens avaient prévu de proposer un service « à la carte ». Cette suggestion n'a pas été retenue. Le texte adopté samedi souligne la nécessité d'introduire « plus de justice » dans le système actuel et recommande une « évolution vers un service civil ».

Au chapitre « un autre progrès pour la France », (commission présidée par M. Jean-Pierre Fourcade), les giscardiens soulignent qu'il faut « faciliter la création et l'adaptation des entreprises ». Initialement, il était envisagé de substituer au régime des charges sociales tel qu'il existe une prise en charge par l'État, compensée notamment par

la création d'une taxe sur le chiffre d'affaires ou une majoration de celle sur la valeur ajoutée. Il s'agissait en quelque sorte d'une fiscalisation des charges et cotisations sociales. Le conseil national a préféré une formule plus nuancée impliquant un blocage du montant des charges, le maintien du principe de l'assurance et une évolution, en ce qui concerne les charges familiales, vers un système qui évite de pénaliser les industries de main-d'œuvre.

La commission présidée par M. François Delmas avait, entre autres, à son programme l'étude des questions électorales. M. Solson avait indiqué avant la réunion du conseil que le P.R. se prononcerait en faveur de l'introduction de la représentation proportionnelle dans le mode d'élection des conseils municipaux de villes de plus de trente mille habitants. Le secrétaire général a affirmé après les travaux que cette proposition serait inscrite dans le programme définitif du parti. Il n'empêche que le conseil national s'est contenté d'adopter la phrase suivante (dont la longueur et le balancement doivent paraître beaucoup à M. Roger Chénier et Jacques Doutriaux) : « Le parti républicain reconnaît la nécessité de la décentralisation de la vie politique et de la reconnaissance des Français, soumettant qu'un régime électoral aux différents niveaux soit élaboré, permettant d'assurer une plus juste représentation de toutes les tendances de l'opinion, mais aussi la constitution de majorités unies sur des idées communes et compatibles avec la continuité qui, par l'élection du président de la République au suffrage universel, fait échapper le pays à la tutelle des partis. »

En ce qui concerne l'Europe, le P.R. suggère la création d'une « force de garde-côte européenne », qui aurait pour tâche la surveillance du plateau continental pour le protéger contre les pollutions et en faire respecter les zones de pêche.

A l'occasion de cette réunion du conseil national est entré officiellement en fonctions M. Jacques Larché, sénateur, ancien secrétaire général du gouvernement. Dans l'état-major du parti républicain, il prend place au troisième rang, après M. Jean-Pierre Fourcade et Jacques Doutriaux, délégué général, avec le titre de délégué national auprès du secrétaire général.

« Celui qui incarne l'unité au-dessus des partis »

M. Jean-Pierre Solson a déclaré au cours de la dernière séance de travail : « Nous avons gagné la pari de Fréjus (...). A mesure que le parti républicain s'est affirmé, la majorité s'est unie et a trouvé la confiance des Français (...). L'entente s'est faite naturellement derrière le président de la République. (...) Porter, attaché à la présidence du président de la République, ce serait se placer soi-même hors de la majorité (...). La majorité n'est pas qu'une alliance électorale. Elle est unie sur un projet de société derrière Valéry Giscard d'Estaing. »

Le secrétaire général a souligné la nécessité d'affirmer la permanence du « courant de mai 1974 ». Il a noté : « Après les Jeux de la politique, les querelles des partis, qui ont occupé ces derniers mois, les Français se tournent vers celui qui incarne l'unité de la France. Seul, au-dessus des partis, aujourd'hui il émerge, parce qu'il est l'âme de toute la nation. Parce qu'il porte l'espoir d'une vie meilleure. C'est cela la modification éventuelle du paysage politique. En 1978, la majorité qui se dégage aura pour tâche d'assurer une plus large base populaire au président. »

Il a ajouté : « Non, la crise économique ne doit pas nous détourner de renouer avec l'esprit de 1974 (...). Ayons l'honnêteté de la reconnaître. La crise économique qui nous frappe est le seul obstacle à la recherche d'une vie meilleure. Le conservatisme, le conformisme, la défense des privilèges, l'attachement aux idées reçues, la peur de l'effort, s'opposent au nouveau courant d'espoir que nous incarnons. »

M. Solson a conclu : « Il faut transformer la société sans ébranler ce qui se transforme. Pour cela, nous devons devenir plus forts. Et d'abord au Parlement. Que les élus qui se recomposent dans ce chaos soient demain plus nombreux à l'Assemblée nationale. Qu'ils donnent au président les moyens de sa politique. »

« La démocratie chrétienne veut offrir un idéal à la majorité »

Fondé le 16 mai dernier par M. Pierre de Bénouville, avec l'appui de M. Marcel Desautels, le mouvement Démocratie chrétienne a réuni, samedi 15 octobre à Paris, son assemblée générale constitutive. M. Alfred Coste-Floret, ancien député M.R.P., a été élu président de la formation et M. Pierre de Bénouville — qui est député apparenté R.P.R. de Paris — secrétaire général. M. Georges Bidault, ancien président du conseil, ancien président du M.R.P., a été désigné comme président d'honneur. M. Jacques Bouteiller, député réformateur du Rhône, est membre du comité directeur.

M. Coste-Floret a déclaré samedi : « Les mesures tendant à résorber l'inflation et la chômage ne peuvent avoir d'effets que dans un climat de confiance restaurée. Cette restauration de la confiance passe par la restauration des valeurs morales et spirituelles que prône la démocratie chrétienne. Celle-ci entend prendre la place de personnalité morale en ville politique pour diriger la majorité et lui offrir un idéal. »

gommé, et, sur certains points, bien gommé. Ainsi en a-t-il été du service national, du salaire de la mère de famille et de la fiscalisation des charges sociales, notamment.

Quant au rétablissement de la proportionnelle dans le mode d'élection des conseils municipaux de villes de plus de 30 000 habitants, il n'y est plus fait allusion dans l'avant-projet qu'a finalement adopté le conseil national. Dans ce texte, il n'est pas question non plus du rétablissement de la proportionnelle dans l'élection des députés. En ce domaine, peut-être des conseils de prudence étaient-ils venus de plus haut, car jusqu'à ce jour les giscardiens étaient plutôt considérés comme proportionnalistes.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

### LES GAULLISTES DE PROGRÈS COMPTENT PRÉSENTER UNE CENTAINE DE CANDIDATS

L'Union des gaullistes de progrès a organisé samedi 15 et dimanche 16 octobre des journées nationales à la mairie de Savigny-sur-Orge. Un conseil national de l'Union des gaullistes de progrès, élargi aux responsables de l'Association des élus gaullistes de progrès, s'est réuni pendant ces journées et a décidé que le mouvement présenterait une centaine de candidats aux élections législatives.

Il a mandaté le délégué national, M. Dominique Challe, pour que les discussions engagées avec MM. Jean Charbonnel et Léo Hamon aboutissent au regroupement de tous les gaullistes d'opposition.

Les participants à ces journées nationales ont adopté à l'unanimité une motion qui confirme « son attachement à une union de la gauche dans laquelle elle perçoit le seul espoir de redressement des destinées nationales ».

### M. JOBERT « TRAHI » PAR LA MAJORITÉ ?

Nice. — M. Gérard Bosio, chargé de mission auprès de l'administration française, fils de M. Raoul Bosio, adjoint au maire de Nice et vice-président du conseil général des Alpes-Maritimes, a annoncé le jeudi 13 octobre sa candidature aux prochaines élections législatives dans la première circonscription des Alpes-Maritimes (Nice 1, 2, 3) dont le député sortant, communiste, M. Virgile Barlet, doyen de l'Assemblée nationale, ne sollicite pas le renouvellement de son mandat.

M. Bosio, qui est âgé de trente-trois ans et qui est suppléant de son père au conseil municipal de Nice, se présentera sous l'étiquette majorité présidentielle. Cette candidature pourrait amener M. Michel Jobert, président du Mouvement des démocrates et ancien ministre des affaires étrangères, à renoncer à se présenter lui-même dans cette circonscription.

M. Jobert, selon ses représentants à Nice, espérait, en effet, bénéficier de la neutralité de la majorité.

### Une étude chiffrée de la Sofres révèle:

# LA GAUCHE A DÉJÀ PERDU LES ÉLECTIONS SAUF SI...

Ce n'est pas un sondage de plus que publie, cette semaine, le *Nouvel Observateur*. C'est une simulation chiffrée, faite par des experts de la SOFRES et du *Nouvel Observateur*, une étude électorale qui donne les chances réelles de la gauche.

Aujourd'hui, la gauche perd à cinq sièges près seulement. Mais l'étude du *Nouvel Observateur* apporte une information importante : la gauche peut encore gagner. Si socialistes et communistes sont d'accord, en mars 1978, il suffira que les reports de voix se fassent normalement en suivant les consignes des partis. Pour comprendre ce qui peut se passer en mars 1978.

lire

## LE NOUVEL observateur

UN NUMERO A NE PAS MANQUER



**Lentilles de contact miniflexibles.**  
Encore plus petites.  
Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gracieusement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



Informez-vous chez :  
YSOPTIC  
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS  
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants  
français et étrangers sur demande.

**Télex** NOTRE

POUR VOS COMMUNICATIONS  
Vos messages téléphoniques vous passent. Mais les  
télécopies, vos correspondances sont rigoureusement  
révisées : nous vous télétransmettons.

SERVICE TÉLEX  
345.21.62-345.00.23  
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

L'année préparatoire à  
**Médecine**

permet aux bacheliers toutes séries d'acquies-  
cer un excellent niveau scientifique et de faire à  
plein le programme PCSM.

CEPES  
722.54.54 ou 745.08.19

## ne restez pas aux portes de Paris, venez à Montparnasse à l'Hôtel Sheraton

En plein cœur de Montparnasse,  
le Sheraton est le plus grand hôtel de la Rive  
Gauche avec ses 1.000 chambres vastes et  
silencieuses dominant Paris, (toutes avec  
bar, téléphone direct, TV couleur et  
films vidéo), ses 32 suites,  
ses salles de réception  
et de conférences  
spacieuses,  
ses 2.500 places  
de parking.



Le Sheraton, c'est aussi une table  
gastronomique réputée "Le Montparnasse 25",  
un bar feutré "Le Corail" où il fait bon  
s'attarder, "La Ruche"  
un restaurant à service rapide  
(de 7 h à 23 h),  
des boutiques luxueuses,  
des pelouses et des jardins...  
Confort, calme, détente et  
élégance. Le cœur  
de Paris bat vraiment  
au Sheraton.

pour réserver : 260 35 11

**Paris-Sheraton Hotel**

AVENUE DU MARSEILLAIS - RUE DU COMMANDEUR MICHELLE TROUSSE

## Avez-vous le droit de décider un investissement en informatique conversationnelle sans avoir vu Prime?

Si vous êtes sur le point de prendre une  
décision d'équipement informatique qui va se  
chiffrer en millions de francs, vous vous  
documentez à fond.

Donc, vous consultez les constructeurs les  
plus spécialisés dans la prestation qui vous  
intéresse. Une démarche de plus peut faire  
gagner à votre société des centaines de milliers  
de francs.

Il existe un constructeur dont la seule  
vocation est le conversationnel : c'est Prime. Au  
Sicob, vous voyez des sociétés qui font "aussi"  
du conversationnel. Maintenant il vous reste  
à rencontrer le spécialiste. Appelez 772.91.92.  
**PRIME** : 9-11, rue Benoît-Malon - 92150 Suresnes.

**PRIME**  
LE CONSTRUCTEUR SPECIALISTE  
DE L'ORDINATEUR CONVERSATIONNEL

**ODOUL**  
**Garde-meubles**  
208 10-30  
16 Rue de l'Atlas - PARIS XIX<sup>e</sup>

IMMENSE  
GARDE-MEUBLES  
**BAILLY**  
148, AV. DU MARSEILLAIS  
75014 PARIS  
557.45.00

## POLITIQUE

### LA PRÉPARATION

#### Trois organisations s'efforcent de susciter des candidatures uniques de l'extrême gauche

A l'approche du scrutin de mars 1978, les  
trotskistes de la Ligue communiste révolution-  
naire (L.C.R.) et des Comités communistes  
pour l'écologie (C.C.E.), rejointes par l'Orga-  
nisation communiste des travailleurs (O.C.T.),  
marxiste-léniniste proche du courant maoïste),  
s'efforcent de susciter des candidatures com-  
munes aux formations qui composent l'extrême  
gauche. Des discussions se sont engagées qui  
laissent prévoir un accord entre ces trois or-  
ganisations.

La L.C.R. et les C.C.E. ont pro-  
posé aux autres partis et groupes  
d'extrême gauche de désigner des  
candidats uniques, chargés de dé-  
fendre une « plate-forme com-  
mune » des objectifs des révo-  
lutionnaires en cas de  
victoire de l'union de la gauche.  
Un tel accord implique, pour le  
second tour, un désistement en  
faveur du candidat de l'opposition  
le mieux placé. Ce schéma ne peut  
convenir qu'aux formations qui  
admettent que, malgré le carac-  
tère de « collaboration de classes »,  
le programme commun, il faut  
tenir de « battre la droite », car  
la victoire des partis communiste  
et socialiste permettrait d'en-  
courager les luttes du prolétariat  
et de « désorganiser », même par-  
tiellement, la bourgeoisie.

Pour le moment, seule l'O.C.T.  
paraît y souscrire. Certes, elle  
a toujours affirmé que le combat  
révolutionnaire se situe d'abord  
« dans les usines, dans les quar-  
tiers, dans les casernes, partout »  
où les travailleurs souffrent de  
l'oppression. Elle n'en néglige  
pas pour autant toute expression  
électorale, dans la mesure où  
celle-ci s'insère dans un projet  
plus vaste qui consiste à convain-  
cre que « s'affirmer une alter-  
native révolutionnaire effective ».

Une réunion préparatoire a eu  
lieu avec la L.C.R., qui a permis  
de poser les premiers jalons de  
cette tactique unitaire.

Les C.C.E., petit groupe formé  
de trotskistes de la L.C.R. et du  
P.S.U., sont également partie pre-  
nante, même s'ils se plaignent de  
« sectarisme » des amis de  
M. Alain Krivine à leur encontre.

En revanche, Lutte ouvrière paraît très  
réservee alors que d'autres organisations,  
notamment le parti communiste révolutionnaire  
marxiste-léniniste (P.C.R.M.L., pro-chinois) et  
le parti communiste marxiste-léniniste de  
France (P.C.M.L.F., maoïste), restent en dehors  
du débat. Enfin, et surtout, le parti socialiste  
unifié n'entend pas se joindre aux groupes  
révolutionnaires.

En revanche, les autres organi-  
sations paraissent réservées. Ainsi  
Lutte ouvrière a publié récem-  
ment dans une brochure intitulée  
« Changement la vie, oui, c'est pos-  
sible » un appel à voter au pre-  
mier tour pour les candidats de  
L.O. De même, il y a peu de  
chances de voir l'Organisation  
du travailiste international (O.T.I.), le parti communiste  
international, ou l'un des deux  
partis pro-chinois, P.C.R.M.L. et  
P.C.M.L.F., se joindre à une  
démarche électorale unitaire.

Mais la défection la plus lourde  
de conséquences pour l'extrême  
gauche est celle du P.S.U., qui  
exclut par avance toute alliance  
électorale. En effet, les socialistes  
unifiés sont avant tout soucieux  
de se démarquer des révolution-  
naires pour mieux se rapprocher  
des écologistes.

Il est vrai que le risque est  
grand pour l'extrême gauche, de  
voir les candidats « verts » jouer,  
en mars 1978, un rôle décisif. Une  
étude récente ne laisse-t-elle pas  
espérer aux mouvements écologi-  
ques 11 % des suffrages ? (Le  
Monde du 29 septembre). Chacun  
est donc tenté d'envisager de « ré-  
intégrer » une contestation qui pour-  
rait redonner vie aux forces  
d'extrême gauche, du moins d'in-  
scrire celle-ci dans une perspective  
d'ensemble révolutionnaire. Ton-  
tefois, cet objectif paraît difficile  
à atteindre.

#### La nébuleuse écologique

En sein de la nébuleuse écologi-  
que, la médiane est grande  
tant à l'égard du jeu politique  
qu'envers toute forme d'organi-  
sation qui pourrait freiner les  
impulsions de la base. La pers-  
pective des élections législatives  
et l'ampleur de la contestation  
ont cependant conduit certains  
mouvements, tel S.O.S. Environ-  
nement, à se structurer et à  
présenter des candidats (le Monde  
du 25 juin). De même, plusieurs  
organisations, regroupées sous le  
sigle Ecologie 78, ont manifesté  
leur intention de prendre part au  
scrutin du 28 septembre. Chacun  
est donc tenté d'envisager de « ré-  
intégrer » une contestation qui pour-  
rait redonner vie aux forces  
d'extrême gauche, du moins d'in-  
scrire celle-ci dans une perspective  
d'ensemble révolutionnaire. Ton-  
tefois, cet objectif paraît difficile  
à atteindre.

De plus, l'un des porte-parole  
d'Ecologie 78, M. Brice Lalonde,  
n'a pas plané aucun doute sur  
les relations que ces mouvements  
entendent avoir avec l'extrême  
gauche en affirmant : « Le gau-  
chisme tente de sortir de son  
ghetto en prenant en charge le  
combat écologique, alors que  
le pouvoir cherche à nous faire  
passer pour gauchistes à seule fin  
de nous appliquer le même tra-  
itement : l'écologie » (Le Monde  
du 12 août). Ainsi, lorsque  
M. Alain Krivine concède que la  
manifestation de Malville « n'a  
pas permis de réduire le fossé qui

existe entre le mouvement écologi-  
que et le mouvement révolution-  
naire », force est de constater  
qu'il ne manque pas de candidats  
« verts » pour penser que ce fossé  
leur est nécessaire.

Parmi ceux qui tentent de faire  
pièce à de telles candidatures  
figure le P.S.U. Les amis de  
M. Michel Monod estiment, d'une  
part, que le refus de tout désis-  
tement fait le jeu de la majorité,  
d'autre part, qu'il faut éviter une  
alliance avec les autres forma-  
tions d'extrême gauche pour ne  
pas « répondre » les écologistes.  
Dans ces conditions, le P.S.U.  
s'efforce de susciter une « gauche  
écologique ». La direction poli-  
tique nationale, instance diri-  
geante du P.S.U., a dans une  
« Lettre à Ecologie 78 », proposé  
un « rassemblement autour d'une  
plate-forme commune sur l'écologie,  
l'énergie, le droit des  
femmes ».

Cette initiative n'a suscité au-  
cun écho chez les animateurs  
d'Ecologie 78. Aussi le P.S.U.  
cherche-t-il davantage à attirer  
part de l'appareillement du cou-  
rant écologique : ses représen-  
tants vont tenter de conclure,  
avec les groupes locaux auto-  
nomes, des accords en vue de  
candidatures communes. Enfin,  
le journal la Gueule ouverte-  
Combat non violent s'est proposé  
pour organiser au mois de  
novembre un débat en vue de la  
constitution d'un « front com-  
mun pour le socialisme auto-  
gouverné », entre ses représen-  
tants et ceux d'Ecologie 78, du  
P.S.U. et du Mouvement d'action  
non violent.

De son côté, la L.C.R. estime  
que l'enjeu du scrutin de mars  
1978 est tel que les voix écologistes  
se partageront au second tour,  
selon les courants politiques tradi-  
tionnels. Elle préfère, aux accords  
électoraux, la tactique du « front  
unique » qui consiste à organiser,  
à l'occasion de chaque lutte, des  
débats qui permettent de regrou-  
per militants de gauche, d'extrême  
gauche et sympathisants écologi-  
stes pour faire avancer l'idée  
selon laquelle, « dans le cadre  
capitaliste, il n'y a pas de solu-  
tion aux problèmes posés par la  
production d'énergie ».

Cette tactique, qui est aussi une  
technique pour faire progresser  
ses propres points de vue, se dis-  
tingue de celle qu'utilisent d'au-  
tres formations révolutionnaires :  
il s'agit alors de mettre à profit  
les nouvelles formes de luttes  
(celles des femmes, des soldats,  
des écologistes) pour « dépasser le  
niveau de conscience de l'en-  
semble de la classe ouvrière orga-  
nisée autour des travailleurs les  
plus avancés ».

Un tel « avant-gardisme », qui  
est notamment celui de l'O.C.T.,  
pourrait être la source d'un iso-  
lement accru.

JEAN-MARIE COLOMBANI

**VIENT DE PARAÎTRE**

**Mémento**  
des  
**Sociétés Commerciales**  
77-78

1230 pages - Franco 156 F

**EDITIONS**  
**FRANCIS LEFEBVRE**  
15, rue Viète, Paris 17<sup>e</sup>

**PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT**  
**D'EXPERT COMPTABLE**

Aucun diplôme exigé  
Aucune limite d'âge  
Demandes et autres guides  
gratuit numéro 696  
ÉCOLE PRÉPARATOIRE  
D'ADMINISTRATION  
École privée fondée en 1873  
soumise au contrôle pédagogique  
de l'État  
4, rue des Petites-Champs,  
75008 PARIS - CEDEX 01

**ESCP**  
**FORMATION CONTINUE**

Mr ..... Fonction ..... Entreprise ..... est intéressé par  
Adresse ..... Tél. ....

désire recevoir le programme complet et détaillé Formation Permanente

	NOV	DEC
INTRODUCTION AU MARKETING (Produits de gde consom.)	21-25	5-9
ANIMATION DES VENTES	21-25	
PSYCHOLOGIE ET TECHNIQUES DE NEGOC. COMMERC.	14-18	
CYCLE DE FORMATION AU MARKETING	à partir du 9.1.78	
METHODES QUANTITATIVES APPLIQUEES AU MARKETING	28-2	
INTRODUCTION A LA GESTION	14-18	
GESTION COMPTABLE FONDAMENTALE 1		5-9
ANALYSE DES COUTS ET DES PRIX DE REVIENT		12-16
ANALYSE ET PREVISION FINANCIERES	21-25	12-16
GESTION DE TRES. ET OPTIMIS. DU FDS DE ROULEM.	21-25	
METHODOLOGIE - EXPRESSION	21-25	
CYCLE DE FORMATION AUX COMMUNICATIONS (1ère Séq.)	14-16	12-16
DOONNEES DE BASE POUR L'EXPORTATION	28-2	
ANALYSE STAT. ET INITIATION AUX METHODES DE PREV.		5-9
INTRODUCTION AU DROIT DES-AMAIRES	28-2	
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE DE L'ENTREPRISE	14-16	
CYCLE DE FORMATION POUR DIRIGEANTS DE P.M.E.	à partir du 19.1.78	

Ces différents stages constituent des modules indépendants, qui peuvent être  
capitalisés pour l'obtention d'un **Certificat d'Etudes Spécialisées**.

**ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PARIS - FORMATION CONTINUE**  
79 Av. de la République 75011 Paris - tél : 355.39.08  
Chambre de commerce et d'Industrie de Paris  
(Centre Parisien de Management)

## DES ÉLECTIONS LIÉGEOISES

M. Raymond Barre : il y a une différence  
entre accepter l'alternance et le socialisme

Liège, 17 octobre. — Les élections législatives de Liège, qui ont eu lieu dimanche 13 octobre, ont vu la victoire de la droite. M. Raymond Barre, ministre de l'Énergie, a déclaré que cette victoire n'était pas une surprise. Il a souligné la nécessité d'une alternance au pouvoir, mais a insisté sur le fait que l'alternance ne signifie pas le socialisme. Il a déclaré que le socialisme n'est pas une solution à tous les problèmes, et que l'alternance doit être basée sur des principes démocratiques. M. Barre a également souligné la nécessité d'une réforme du système électoral, afin d'éviter de telles surprises.

M. Chirac : M. Mitterrand s'est constamment  
trompé depuis trente ans

Paris, 17 octobre. — M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République, a déclaré que M. François Mitterrand s'était constamment trompé depuis trente ans. Il a souligné que M. Mitterrand n'avait jamais compris les véritables intérêts de la France, et qu'il avait toujours cherché à imposer sa vision du monde. M. Giscard d'Estaing a également souligné la nécessité d'une réforme du système électoral, afin d'éviter de telles surprises.

M. Monod : l'écologie est une  
nécessité

Paris, 17 octobre. — M. Michel Monod, ministre de l'Énergie, a déclaré que l'écologie est une nécessité. Il a souligné que la protection de l'environnement est une priorité absolue, et que le gouvernement s'efforce de mettre en œuvre des mesures concrètes pour y parvenir.

BIBLIOGRAPHIE

REVOLUTIONNARISME ET ÉCOLOGIE  
DE L'ALIÉNATION  
de Nicole-Edda...

Les élections de Liège ont été marquées par une victoire de la droite. M. Raymond Barre, ministre de l'Énergie, a déclaré que cette victoire n'était pas une surprise. Il a souligné la nécessité d'une alternance au pouvoir, mais a insisté sur le fait que l'alternance ne signifie pas le socialisme.

M. Chirac : M. Mitterrand s'est constamment trompé depuis trente ans. M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République, a déclaré que M. François Mitterrand n'avait jamais compris les véritables intérêts de la France.

M. Monod : l'écologie est une nécessité. M. Michel Monod, ministre de l'Énergie, a déclaré que la protection de l'environnement est une priorité absolue.

BIBLIOGRAPHIE. REVOLUTIONNARISME ET ÉCOLOGIE DE L'ALIÉNATION de Nicole-Edda...







## PARLEZ "ETRANGER" A 4 OU 5.



Choisissez vous-même votre heure de 8 h à 21 h et dialoguez à 4 ou 5 avec le professeur Berlitz dans la langue que vous avez choisie d'apprendre. C'est souple et efficace. Demandez le calendrier des stages à : Opéra : 742.13.39 - Nation : 346.12.65 - Panthéon : 633.98.77 - Puteaux : 772.18.16 - Boulogne : 609.15.10 - St-Germain-en-Laye : 973.75.00 - Versailles : 950.08.70.

**"STAGE CLUB" BERLITZ**

Depuis 33 ans, le journal spécialisé  
**"Les Annonces" est le n° 1**  
pour la vente des fonds de commerce  
boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc...  
En Vente Partout 1.50 F et 36, rue de Malte, 75011 Paris

**Faites valider vos  
bulletins chez tous  
les dépositaires  
portant l'enseigne**

Notices à votre disposition chez les dépositaires

## POLITIQUE

# « La Comédie du pouvoir »

(Suite de la première page.)

Dans le cas de Françoise Giroud, le crime est d'autant plus impardonnable qu'elle n'a pas seulement du courage, mais du talent. Jamais en n'eût mieux senti qu'en lisant ce livre le plaisir d'écrire. La ronde des mots tourne, tourne, vive et légère, sur une musique alerte et tendre : et puis soudain, au détour d'une phrase, Vividit s'efface, Mozart s'évanouit et trois mesures de

Wagner résonnent comme le sautoir d'une exécution capitaliste.

Tout le livre est dans son titre : le pouvoir n'est que comédie. Il y a ce qu'on dit, qui est tout ; et puis ce qu'on fait, qui n'est presque rien. Dès qu'on touche à l'essentiel ou au moins à la réalité, c'est l'omerta, le loi du silence de la Mafia : ou, c'est vrai, c'est bien ainsi, mais - on ne peut pas le dire - Ne faisons rien, parlons pour faire du bruit, se

taisant dès qu'il risquerait de dire quelque chose, le pouvoir n'est que fausseté. Ce sont les peuples qui font l'histoire, non les gouvernements, isolés de la réalité et de la vie, qui se trompent fort quand ils croient - mais le croient-ils ? - pouvoir changer le cours des choses. Les conseils des ministres ? On s'y annule à périr, on n'y décide jamais rien, on n'y discute même pas. Les réformes, les changements ? Personne n'en veut, sauf parfois le président de la République et son ancien premier ministre, qui s'efforcent alors de mettre, avec des fortunes diverses, au pied du mur le ministre concerné. Les hommes, ah ! les hommes - et même les femmes : une galerie de portraits étonnants, tracés par touches successives, parfois douces, parfois vives, voire sanglantes, où l'indulgence amuse, presque tendre, pour Louis XI - enfin pour M. Giscard d'Estaing. - l'estime administrative mais un peu désolée pour M. Barre, viennent en contrepoint de la féroce des traits patiemment décodés de Jacques Chirac, de Mme Garaud et à quelques autres.

Qu'on ne cherche pas dans ces pages de révélations extraordinaires, de secrets d'Etat enfin dévoilés. Ce n'est ni un brûlot, ni un libelle, ni un pamphlet. Certes, tout n'était pas connu, il s'en faut, du rapport secret et amer de M. de Chambrun devant le bureau politique U.D.F. sur les gaspillages incessants de la fortune de la France jusqu'à l'effusion de sang au château de Bity, le propriétaire d'un domaine de 200 hectares de forêt constituant le domaine privé d'amis sûrs. Mais comment faut-il l'entendre ? Quant à l'« affaire » de la médaille de la Résistance, expédiée en trois phrases, elle ne mérite pas plus. Ce qui fait la force de ce livre, c'est justement qu'il n'apporte rien de sensationnel, mais qu'il retient, envoûte, fascine le lecteur, entraîné dans la taraboule des vanités et des inconsciences par celle qui, sans se mettre jamais en avant, se contente de témoigner : « J'y étais, j'ai vu ».

PIERRE VIANSSON-PONTE

\* Françoise Giroud, *La Comédie du pouvoir*, Fayard, 362 p., 45 F.

## Quatre portraits

### M. Raymond Barre

Raymond Barre est en tous points l'image inversée de Jacques Chirac. Sa charge est plus lourde encore que celle de son prédécesseur puisqu'elle est double, mais il a tout de même le sens du humour, ce qui lui donne autorité sur les ministres : il l'exerce. Son affabilité universelle masque une rigueur sans sympathies et ses antipathies.

Quelque conflit qui l'oppose au président de la République - il y en aura, - rien n'en apparaîtra hors du cercle étroit dont il est sûr. Il a la courtoisie minutieuse de ceux qui ne pratiquent ni l'insolence, ni la familiarité, et ne s'en départissent jamais, même lorsqu'affleure, sous le calme olympien, une certaine arrogance intellectuelle. (pages 244-245.)

Sans doute, mais sans insolence, sûr de lui mais armé de toutes les patiences, supportant sans nervosité d'être appelé dix fois par jour au téléphone de l'Elysée, Raymond Barre n'a qu'un défaut : il arrive trop tard. (Page 252.)

### M. Michel Poniatowski

Qui est-il ? Rigoureusement insaisissable l'imide, certainement ce n'est pas rose, admettant les complots, les manigances et s'y prenant les pieds. « Un éléphant dans un magasin de porcelaine, choisissant ce qu'il casse », a dit parfois de lui François Mitterrand. Il y a longtemps. Depuis, il a cassé énormément.

Dix fois Valéry Giscard d'Estaing a demandé que cessent les accusations incessantes contre les communistes, mais autant empêcher un chien de garde d'aboyer quand il entend des pas dans l'escalier.

Est-il bon, est-il méchant ? Insaisissable vraiment. Plutôt bon, dirais-je, mais tordu quelque part. (Page 163.)

### Mme Simone Veil

Je n'ai jamais pu la voir sans penser à ce qu'un bon auteur écrit de Mme de Lamartine. Se

reprochant de n'avoir pas davantage cultivé sa société, il ajoute : elle « incorporait à une vertu une humeur dominante, beaucoup d'orgueil, un esprit droit mais raide et parfois rude, de telle sorte qu'on ne pouvait ni s'empêcher de l'honorer, ni se plaindre avec elle ».

Mais, outre que dans sa physionomie publique, c'est la vertu qui domine et rassure, son état et sa formation de fonctionnaire la rendent plus apte que moi à la subordination aux intérêts des supérieurs. Quel qu'elle en ait, elle grommelle mais s'incline. (Page 146.)

### Mme Marie-France Garaud

Fascinante personne, Mme Garaud. Probablement l'une des femmes les plus hautes de France parce qu'elle a beaucoup humilité et au-delà. Mais lorsqu'elle veut plaire, pas antipathique, au contraire. Redoutable, oui. Antipathique, non.

Elle est belle, d'une beauté impétueuse dont elle accuse l'usage par la rigueur du chignon. Lisse, poncée, elle porte des vêtements coûteux mais qui ne la montrent pas, dont tout négliçé est exclu, dit-elle. Elle n'a pas l'élégance désinvolte, dite parisienne, mais le bon genre que l'on voit parfois aux épouses de notables de province.

Enfin, elle est cynique, totalement cynique. De sorte qu'en face d'elle quiconque nourrit le moindre idéal a le sentiment d'être le docteur Schweitzer. En remet-elle ? C'est possible. Des déchéances de la Fronde à Mme de Pompadour - et combien d'autres - l'histoire de France est pleine de femmes de cette race.

« Une courtisane intellectuelle », disent d'elle ceux qui l'ont vue établir son empire sur ses « patrons » successifs. Elle le connaît, ce Chirac, comme il elle l'aurait fait. D'ailleurs, elle le fait. Avec des moments d'impatience quand elle doute, parfois, qu'il soit à la taille des ambitions qu'elle nourrit pour lui. (Pages 128-131.)



## Un voyage réussi au Canada commence toujours avec les Air Canadiens.

Si vous allez au Canada, n'y allez pas n'importe comment. Les Air Canadiens vous offrent des conditions intéressantes pour vous rendre dans leur pays.

### Des vols fréquents

Au départ de Paris, Air Canada vous propose 4 fois par semaine des vols sans escales pour Montréal (mardi, mercredi, jeudi, vendredi) et 3 vols directs pour Toronto (mardi, mercredi, jeudi). Tous par Boeing 747.

### Plus de destinations

Seul Air Canada vous offre 31 destinations au Canada et 10 aux Etats-Unis. Et à bord de nos boeings nous transportons aussi du fret.

### Un service plus confortable

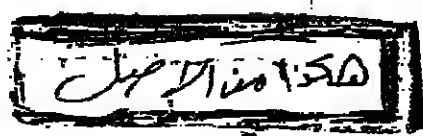
Seul Air Canada peut vous offrir l'hospitalité chaleureuse des Air Canadiens : un service de haute qualité. Vous pouvez voir des films ou écouter de la musique stéréophonique.

Et les Air Canadiens vous donneront, en français, tous les renseignements que vous désirez sur le Canada.

Pour réserver un siège, un hôtel ou pour louer une voiture, appelez votre agent de voyage ou Air Canada : à Paris 9 (24, bd des Capucines, tél. : 273.84.00) ou à Lyon 2 (63, rue du Pdt-E.-Herriot, tél. : 42.43.17).

**AIR CANADA**

Nous serions tellement contents de vous accueillir.



Le Monde

## LES FEMMES

Un faux problème ?  
Les femmes ont-elles un problème ? C'est la question que se pose Pierre VianSSon-Ponté dans son livre « La Comédie du pouvoir ». Il y a beaucoup de femmes dans le pouvoir, mais elles ne sont pas toujours prises en compte. C'est un problème qui mérite d'être posé.

Une enquête américaine  
Une enquête américaine a été menée sur le rôle des femmes dans le pouvoir. Les résultats sont intéressants et montrent que les femmes ont un rôle de plus en plus important à jouer.

Levant et l'après  
Levant et l'après, c'est le titre d'un livre de Pierre VianSSon-Ponté. Il y a beaucoup de choses à dire sur le rôle des femmes dans le pouvoir, et ce livre est une contribution importante.

Notes et soumission  
Notes et soumission, c'est le titre d'un livre de Pierre VianSSon-Ponté. Il y a beaucoup de choses à dire sur le rôle des femmes dans le pouvoir, et ce livre est une contribution importante.

Le rôle des femmes dans le pouvoir  
Le rôle des femmes dans le pouvoir, c'est le titre d'un livre de Pierre VianSSon-Ponté. Il y a beaucoup de choses à dire sur le rôle des femmes dans le pouvoir, et ce livre est une contribution importante.

Le rôle des femmes dans le pouvoir  
Le rôle des femmes dans le pouvoir, c'est le titre d'un livre de Pierre VianSSon-Ponté. Il y a beaucoup de choses à dire sur le rôle des femmes dans le pouvoir, et ce livre est une contribution importante.

Le rôle des femmes dans le pouvoir  
Le rôle des femmes dans le pouvoir, c'est le titre d'un livre de Pierre VianSSon-Ponté. Il y a beaucoup de choses à dire sur le rôle des femmes dans le pouvoir, et ce livre est une contribution importante.







## SOCIÉTÉ

### Le Festival de la femme s'est achevé sous les huées

Le premier Festival de la femme, qui a eu lieu du 12 au 15 octobre au Centre international de la porte Maillot à Paris, a fermé ses portes après avoir accueilli, selon les organisateurs, quelque trois cent mille visiteurs (le

Monde des 12 et 14 octobre). Mettant à profit le débat de clôture qui avait pour thème « la femme et l'avenir », une centaine de féministes se sont, samedi 15 octobre, insurgées contre ce festival de la pompe de luxe d'où les femmes ne peuvent sortir qu'embellies.

Le Festival s'était ouvert, mercredi 12 octobre, sur la visite de Mme Eve Barre. Arrivée en lin de parcours, Mme Barre, qu'accompagnait Mme Ludmilla Tcherine, ne broncha pas devant huit dizaines d'Asian représentant des femmes nées dans des pays africains : « Oh ! vous savez, sur les plages les femmes sont de plus en plus déshabillées. Et puis, il y a celles qui luttent et celles qui ne luttent pas ! »

Le lendemain, Mme Nicole Pasquier, nommée, en août 1976, déléguée nationale à la condition féminine par M. Raymond Barre, tenait un langage différent. Elle déclarait : « On a fait un pas en arrière à Paris. La femme-bonbon dans une pochette-surprise, je ne l'accepte pas. » (Le Monde du 16-17 octobre). « Votre présence cautionne cette mentalité », lui fit remarquer une spectatrice. « Pas du tout, rétorqua Mme Pasquier, les absents ont toujours tort, et je suis venue, justement, pour dire ce que je pense. »

Car avant de franchir le seuil du Palais des congrès, aucune des femmes invitées n'avait été informée du caractère et des objectifs de cette manifestation. Aux artistes, on avait fait miroiter les attraits de l'endroit

le plus prestigieux de Paris « avant de réclamer 500 francs au comptant de la location des petits boxes qui avaient cessé dans le hall.

Chaque jour, un nombre sans cesse plus important de personnes invitées aux débats se décommandait ou dernier moment. Chaque jour apportait son lot d'indignation. La première, Mme Thérèse Fichet, spécialiste du psychisme, s'insurgeait : « Quand la seule invitée, la dame qui devait faire du masqué venait de partir, car il n'y avait même pas de mur pour accrocher ses tapisseries. En fin de compte, l'ail d'homme d'aller le Centre international pour qu'un installateur électrique pour la lumière. » De leur côté, les commerçants du Centre international déplorèrent, dans une sorte de pétition, le caractère improvisé du Festival. Pourtant, la fête continuait, voguant vers le débat consacré à « la femme et à l'avenir », dont M. Pierre Guilleme, organisateur du Festival, annonçait : « Les filles du M.L.F. sont inscrites au programme : elles assureront le succès de curiosité. »

Samedi soir, une dizaine de femmes, au nombre desquelles

se trouvaient Mme Xavière Hollander, Marthe Richard, Alice Sapritch, et le docteur Hélène Bernard, prenaient possession de la tribune sous les huées. D'abord, le docteur Hélène Bernard constata que le sujet « ne lui disait rien », puis Mme Zoé Oldenbourg dit son étonnement de se trouver mêlée à un tel débat. Cela ne l'empêcha pas de réclamer la parole. Parfois, quand les féministes voulaient bien cesser de traiter les femmes de la tribune de « suppôts de l'homme », ce concept s'élevait, quand Mme Xavière Hollander faisait remarquer avec douceur qu'elle aussi « elle n'était pas une femme », et quand Mme Tristan et Annie de Plan disaient qu'« il y avait là un piège conçu par des types pour se ficher de la figure des femmes », un sursaut de dialogue s'installait. Cependant, les organisateurs veillaient et relançaient le pugilat : « Si vous voulez vous adresser à une femme présente, faites-le donc ! » Vous pouvez la huier si vous le désirez ! » Allez régler vos comptes ! »

Après un peu plus d'une heure de vacarme, le débat était fini, le Festival aussi, et M. Guilleme, qui, outre le Festival de la femme, a, son côté, le Festival du cirque et celui de la marionnette, était ravi. — M. S.

**CLOTURE DES JEUX MARDI APRÈS-MIDI**

Notices à votre disposition chez les dépositaires

**LOTO**

• S.O.S. Amitié-Paris recherche pour son poste de Boulogne des personnes bénévoles pour « écouter », le jour ou la nuit, des personnes ayant des difficultés personnelles. Les permanences d'écoute durent quatre heures, quatre à six fois par mois. Une formation préparatoire est assurée.

• S.O.S. Amitié, Paris, B.P. 21, 92101 Boulogne.

## JUSTICE

### Les douanes sommées de débloquent le vin italien.

Le tribunal d'instance de Nantes, statuant en référé, a ordonné, le 13 octobre, au receveur des douanes d'effectuer la mainlevée de 5 000 hectolitres de vin italien bloqués depuis le 11 août dans l'attente des résultats d'une analyse de conformité aux règles communautaires. Dans ses conclusions, le juge indique que les analyses « opérations de pratique courante, doivent s'effectuer dans un laps de temps relativement bref », et estime « qu'il est manifeste que l'urgence de l'administration dénote sa volonté de gêner l'importation des vins en provenance d'Italie ».

Le déblocage, demandé par la société d'importation SAVIN, doit être réalisé dans les trois jours à partir de la signification de l'ordonnance. Passé ce délai, les services des douanes devraient payer à 500 F par jour de retard à la société importatrice. Mais le receveur des douanes a manifesté l'intention de faire appel de l'ordonnance.

### La souris qui vomissait.

Le tribunal de grande instance de Metz a condamné le 15 octobre une compagnie d'assurances à rembourser à un automobiliste les 9 350 francs de dégâts causés à sa voiture par... une souris. En novembre 1974, lors d'une mise en marche du véhicule, le moteur avait été subitement mis hors d'usage. Des souris qui nichaient sous le capot avaient été happées par la courroie du ventilateur bloquant le système de refroidissement. Le moteur avait dû être remplacé. La compagnie d'assurance avait refusé d'accorder sa garantie estimant que la présence de souris dans un moteur n'était pas « un accident au sens technique du terme ».

Le tribunal a estimé, au contraire, qu'un article des conventions spéciales de la police d'assurance prévoyait la garantie des dommages « d'un choc ou d'un choc fixe ou mobile », mais ne précisait pas quelle devait être la « nature du choc ». Le tribunal a conclu que la garantie devait s'appliquer « dès lors que la raison est établie entre le dommage et la présence des rongeurs ». La compagnie a fait appel de cette décision.

### POUR UN STATUT DU RÉFUGIÉ

### Le Haut Commissariat veut renforcer le principe du droit d'asile

De notre correspondante

Genève. — Le comité exécutif du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.), qui a réuni sa session annuelle du 4 au 12 octobre au Palais des Nations, vient de réaffirmer que le rôle primordial de cet organisme était de garantir au réfugié la protection nationale qui lui fait défaut tant qu'une protection internationale ne lui est pas assurée. Il a adopté, à cet effet, un certain nombre de conclusions tendant à renforcer le principe du droit d'asile, du non-refoulement, et à déterminer le statut du réfugié. Les textes adoptés affirment « l'importance fondamentale de l'observation du principe du non-refoulement » tant à la frontière qu'à l'intérieur du territoire de l'État — dans le cas des personnes qui risquent d'être en butte à des persécutions si elles sont renvoyées dans leur pays d'origine, qu'elles aient ou non été officiellement reconnues comme réfugiées ».

Le renvoi des réfugiés ne peut être admis que « dans des circonstances exceptionnelles ». Il est recommandé expressément à l'État de ne pas signer d'accord de paix d'une détention que « pour des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public, et que cette détention ne soit pas indéfiniment prolongée ».

Le comité exécutif a également réaffirmé l'importance fondamentale de la réunion des familles de réfugiés séparées, ainsi que le rôle coordonnateur que le H.C.R. doit jouer à cet effet.

Soixante et onze États seulement — environ la moitié des membres des Nations unies — ont adhéré à la convention de 1951 et au protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés. En dépit des efforts déployés par le H.C.R. pour engager les États qui ne l'ont pas encore fait à adhérer à ces deux instruments indispensables pour garantir la sécurité des réfugiés, un seul nouveau pays, Djibouti, a depuis un an, répondu favorablement. Au surplus, les gouvernements qui se sont engagés vis-à-vis du H.C.R. ne respectent pas toujours leurs obligations. C'est le cas de l'Iran, qui a extradé, en octobre 1976, un aviateur soviétique, un aviateur qui avait demandé l'asile sur son territoire, et de la Finlande, qui a également extradé un aviateur soviétique le 13 juillet dernier.

ISABELLE VICHNIAC.

• M. Philippe Léger, conseiller technique au cabinet du garde des sceaux, a confirmé, au nom de M. Alain Peyrefitte, les sanctions administratives prononcées à l'encontre de cinq éducateurs de la prison de Fleury-Mérogis (le Monde du 29 septembre et du 10 octobre). Il s'agit d'un avertissement, de deux déplacements d'office d'une relance et d'une exclusion.

Dominique Lebon, âgé de vingt ans, est lui aussi incriminé par pendaison dans sa cellule, à Fleury-Mérogis. Il était en détention provisoire depuis le 13 septembre dans une affaire de haschisch.

• M. Pierre Leroy demande des indemnités à l'État. M. Pierre Leroy, notaire à Brumet-Arzel, qui fut inculpé et écroué par M. Henri Pascal, premier juge d'instruction à Béthune, après la mort de Brigitte Desverre, et qui bénéficie d'un non-lieu, réclame à l'État des dommages et intérêts, en raison du préjudice qu'il dit avoir subi. La commission d'indemnisation, présidée par M. Landeau, se réunira vendredi 21 octobre, à huis clos à la Cour de cassation à Paris, pour statuer sur le bien-fondé de cette demande de réparation.

Le 5 octobre, un autre détenu,

# LES INTERNATIONAUX DE BORDAS

**1er EN ANGLAIS.**

Depuis de nombreuses années, Bordas élite des manuels scolaires, des encyclopédies, des atlas et aussi... le célèbre Harrap's Shorter. Dans le domaine particulier de l'étude, Bordas connaît mieux que quiconque les attentes du public et les moyens de les satisfaire.

C'est dire que les dictionnaires bilingues qui constituent aujourd'hui la collection des Internationaux sont le fruit d'une longue expérience.

Conçus par des auteurs étrangers, Bordas a choisi pour tous ses dictionnaires des ouvrages conçus par des auteurs de la langue étrangère concernée. C'est une des garanties de leur valeur et de leur richesse. Les Internationaux aident à mieux saisir les nuances souvent subtiles qui font le génie d'une langue. Ils rendent compte des expressions courantes qui lui sont spécifiques. A l'aide d'exemples concrets ils illustrent l'emploi des mots régis par une syntaxe différente de la nôtre. Enfin ils établissent les frontières entre langage écrit et langage parlé.

Toutes ces qualités sont illustrées de façon exemplaire dans les dictionnaires Harrap que Bordas a choisis pour l'anglais. La richesse du vocabulaire qu'ils proposent est inégalée. Langue courante, langue technique, américanismes et même canadianismes, expressions et idiosyncrasies, les Harrap donnent une idée juste, précise et claire de la langue anglaise.

Adaptés aux besoins du public français.

A partir d'ouvrages conçus par des auteurs étrangers Bordas s'est appuyé sur l'expérience de linguistes, de sémanticiens, de professeurs de français pour en faire des outils de travail de grande précision, sans cesse actualisés.

Connaissant parfaitement les nuances de notre langue et les difficultés que peuvent constituer pour des Français telle tournure ou telle prononciation, ils ont enrichi et adapté chaque dictionnaire aux besoins de leurs utilisateurs.

Une collection de dictionnaires bilingues. Anglais, Espagnol, Allemand, Italien, il existe pour chacune de ces langues un ou plusieurs dictionnaires Bordas. Du plus complet ou plusieurs volumes au plus simple qui tient dans la poche, chacun répond à un usage particulier.

Qu'il s'agisse de vérifier le sens d'un mot dans un article de presse étrangère, de comprendre un traité d'économie, ou de traduire un ouvrage scientifique, Bordas permet aujourd'hui à chacun de franchir les obstacles que pourrait représenter l'usage d'une langue étrangère.

Pour l'anglais, Bordas a choisi Harrap.

— Harrap's Standard (angl. - fr.) 1 vol.  
— Harrap's New Standard (fr. - angl.) 2 vol.  
D'un niveau élevé, c'est le grand classique et le plus complet. Pour les professionnels.

— Harrap's Shorter (fr. - angl. / angl. - fr.) 1 ou 2 vol.  
C'est le plus connu car il convient au plus grand nombre. Plus d'un million d'exemplaires en ont été vendus dans le monde entier.

— Harrap's New Pocket (fr. - angl. / angl. - fr.).  
Un petit dictionnaire, mais cependant très complet.

— Harrap's Mini (fr. - angl. / angl. - fr.).  
Un compagnon de voyage idéal. Tout petit, mais même à ce format on retrouve la grande qualité des Harrap.

Bordas diffuse également un dictionnaire monolingue : le Collins English Learner's Dictionary.

Pour l'allemand, Bordas a choisi chez Klett le Weiss-Mattulat.

— Neue Weiss-Mattulat.

Pour l'espagnol, Bordas a choisi chez Bibliograf le Manual.

— Manual (fr. - esp. / esp. - fr.).  
Un nouveau dictionnaire extrêmement riche en exemples, en explications de sens, en indications grammaticales.

Bordas diffuse aussi deux dictionnaires monolingues.  
El Diccionario Escolar de la Lengua Española et el Diccionario General Ilustrado de la Lengua Española.

Pour l'italien, Bordas a choisi Garzanti.

— Garzanti (fr. - ital. / ital. - fr.).  
Un dictionnaire riche en références classiques mais où les termes techniques occupent aussi une large place.

Piccolo Garzanti (fr. - ital. / ital. - fr.).  
Un petit dictionnaire pour les grands voyages.

Langage et technique chez Dunod.

Pour les traducteurs d'ouvrages spécialisés et pour les chercheurs, Dunod propose une collection complète de dictionnaires bilingues ou trilingues spécialisés.

Quelle que soit votre spécialité, chimie ou électronique, informatique ou machines-outils, vous trouverez sûrement dans le catalogue Dunod le dictionnaire spécialisé dont vous avez besoin. Renseignez-vous auprès de votre libraire.

Le dernier-né de cette collection est la Dictionnaire Technique Générale (anglais-français) de J. Gerald Belle Isle. Instrument de travail indispensable, il contient plus de 49.000 noms de langue anglaise appartenant à une trentaine de techniques industrielles et commerciales modernes, traduits par près de 126.000 équivalents de langue française. Un dictionnaire technique de référence édité par Dunod.

**dunod**

**UNE GRANDE COLLECTION DE DICTIONNAIRES BILINGUES "LES INTERNATIONAUX DE BORDAS".**

**Bordas**

**Mieux vous écouter**

Savez-vous que les Caisses d'Épargne "Ecureuil" sont des organismes à but non lucratif ? Elles ne cherchent pas à gagner de l'argent avec votre argent. C'est dire qu'à la Caisse d'Épargne "Ecureuil" les intérêts des intérêts. Vous êtes d'abord écoutés et, en fonction de vos besoins et de vos aspirations, vous êtes conseillés et aidés pour vos placements comme pour les prêts.

Vos dépôts "Ecureuil" sont en parfaite sécurité. Parce qu'ils sont garantis par l'Etat. De plus, ils sont réinvestis dans des réalisations d'intérêt collectif dont vous profitez directement.

Les Caisses d'Épargne "Ecureuil" : sachez vous en servir. A travers plusieurs formules qui sont expliquées et après. Lisez bien et vous en saurez certainement quelque chose d'intéressant.



## JUSTICE

### L'ENQUÊTE SUR LA MORT DE JEAN DE BROGLIE

## Une vérité officielle et dix mois de silence

Il y a près de dix mois, au matin du 24 décembre 1976, Jean de Broglie était assis devant le n° 2 de la rue des Dardanelles à Paris (17<sup>e</sup>). Le 27 décembre, les policiers arrêtèrent les auteurs et les instigateurs présumés du meurtre. Deux jours plus tard, le 29 décembre,

le ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Michel Poniatowski, annonça, au cours d'une conférence de presse à grand spectacle, que le coup de fil est complet et que les mobiles du crime sont connus. Il tira « un grand coup de chapeau » à la police.

Mais des questions commencent déjà à se poser sur la si rapide conclusion d'une affaire, d'abord présentée comme complexe. Des lézards apparaissent dans l'explication des raisons de l'assassinat. Tout ce qui semblait clair et solide à l'origine s'effrite au cours des

mois. Les vérités du ministère de l'Intérieur faisaient place au doute, à tel point qu'aujourd'hui on se demande si on saura jamais répondre aux trois questions essentielles : pourquoi le meurtre, qui l'a commandité, et qui « savait » ?

Dans son bureau du palais de justice, M. Guy Floch, le juge d'instruction chargé de l'affaire, fait le point. Après les auditions et les confrontations qui se sont succédées au printemps, le magistrat s'apprête à procéder aux dernières vérifications. Il vient de reprendre, pièce par pièce, ce dossier qui comporte un peu plus de deux mille cotes. Parmi toutes les personnes inculpées, seules quatre d'entre elles sont encore incarcérées : MM. Gérard Frêche, l'auteur des coups de feu, Serge Tassard, qui a participé au crime, l'ancien policier Guy Simoné, qui l'a organisé, et enfin Pierre de Varga, son instigateur présumé.

Tous les autres, ceux dont les noms ont été épurés dans l'affaire, M. Simoné, Kolkowicz, le docteur Nelly Aserad et surtout M. Patrick Alerand de Ribemont, ont été remis en liberté. L'ancien président-directeur général de la société de la Reine Pédagogue a été pratiquement blanchi bien que selon la police, trois lettres en date des 4 et 20 décembre 1976 et du 29 janvier 1977 eussent établi de manière irréfutable le mobile d'intérêt, en l'occurrence le prêt accordé par M. de Broglie à M. de Ribemont pour le rachat de la Reine Pédagogue.

Depuis, le Quai des Orfèvres ainsi que M. Guy Floch ne font plus mystère pour reconnaître que ce qui avait été avancé avec un

peu trop de précipitation comme l'explication du meurtre ne tient plus guère. M. de Ribemont s'en est toujours défendu. Estimant victime d'une « infamie », il réclame d'ailleurs 10 millions de francs de dommages et intérêts à l'Etat en réparation du préjudice causé.

Mais alors pourquoi Jean de Broglie a-t-il été tué en pleine rue ? De nombreuses hypothèses ont été avancées. Le député de l'Eure était devenu gênant politiquement. Il avait beaucoup de choses. Il allait quitter les républicains indépendants pour le R.P.R. « Il ne faisait pratiquement plus partie du mouvement », avait déclaré M. Jacques Dominati, alors secrétaire général des R.I., comme pour justifier l'affront causé à la famille de Broglie lors des obsèques par la dégradation des principaux hommes politiques de la majorité.

Jean de Broglie a-t-il été victime, comme l'a indiqué l'Express le 14 février dernier, d'un gang international de criminels « en col blanc » ? L'hebdomadaire affirmait alors que le parlementaire avait été éliminé parce qu'il risquait de mettre en circulation un faux titre des Charbonnages de France : celui-ci aurait été remis en garantie du prêt consenti à M. de Ribemont pour le rachat du restaurant de la Reine Pédagogue. Cette hypothèse a été complètement écartée par les enquêteurs.

#### Aux abois

avait même été ouverte par le parquet du grand-duché. Elle est toujours en cours et n'a, pour l'instant, pas permis d'aboutir à des conclusions. Cette société, comme beaucoup d'autres à l'existence éphémère, permettait-elle simplement d'obtenir des capitaux auprès des banques ? Le meurtre de Broglie a souvent joué de sa renommée pour obtenir des prêts. Que faisait-il de cet argent ? Les

rapidement de 800 000 francs. Mais cela suffisait-il ?

Un homme pourrait vraisemblablement répondre à toutes ces questions. Il a d'ailleurs été interrogé par la police. Il s'agit de M. Raoul de Léon, un homme d'affaires parisien qui remplissait, en fait, des fonctions d'administrateur délégué de la Sodetex. « Fondé de pouvoir », a précisé de Broglie, il était au courant de tous ses efforts.

A défaut de certitudes, il est permis de penser que la décision de supprimer Jean de Broglie est due à une conjonction de facteurs, « un conflit d'intérêts aux prolongements politiques ». On reste persuadé de certains maux, comme M. Floch lui-même, que l'affaire a des dimensions plus importantes que celles qu'on a bien voulu lui donner, les responsabilités dépassant le niveau de l'instigateur présumé, M. Pierre de Varga, l'homme que les policiers désignent comme « un Machiavel du crime ».

#### Conscience tranquille

Quelles charges pèsent contre ce peintre amateur, soupçonné d'avoir fait assassiner devant sa porte un homme qui sortait de chez lui ? Après une bonne dizaine de confrontations, son principal accusateur, M. Guy Simoné — avec lequel il était en contact permanent au moyen d'un petit appareil électronique, portatif, l'Enregistreur — n'a pas pu ni à élever solidement ses propres allégations ni à lui faire perdre son calme. « C'est le signe d'une conscience tranquille », répond M. de Varga, qui se prétend victime d'une machination destinée à couvrir quelque chose d'autre. Pourtant il ne fournit pas d'explication satisfaisante sur l'existence de l'Enregistreur, lequel prouve, pourtant, que des relations étroites existaient entre les deux hommes. Il n'apporte pas non plus de véritable réponse aux déclarations de M. Gérard Frêche aux policiers, affirmant que, le jour même du meurtre, réclamant à M. Simoné sa part en exécution du contrat, il s'était fait rabrouer : « Comment se peut-il que la rue ait été barrée ? » Autre indice important à l'encontre de M. de Varga, l'intervention de son avocat, M. Alain Beaumier, — qui, a depuis, été suspendu, — auprès du docteur Nelly Aserad, afin de forger un alibi à son client. Le docteur Aserad était le cardiologue de Jean de Broglie. Ce dernier devait, être exécuté lors de l'un des deux rendez-vous qu'il avait pris pour les 26 novembre et 10 décembre, au cabinet de ce médecin. Quelques éléments suffisent-ils

à prouver la culpabilité de M. Pierre de Varga ? Le « journal » de la rue des Dardanelles attend confiant dans sa cellule. On parle même d'une prochaine mise en liberté, mais pour l'instant, aucune demande n'a encore été déposée par ses avocats. Avec M. Raoul de Léon, M. Pierre de Varga est certainement l'un de ceux qui savent. Mais ils se taisent et se taisent.

De quels moyens dispose donc le juge d'instruction, M. Guy Floch, pour sortir de cette situation apparemment bloquée ? Le magistrat reconnaît que, à moins d'un coup de théâtre, ses chances d'éclaircir cette affaire sont très minces.

M. Floch veut entendre prochainement M. Pierre Ottavio, le chef de la brigade criminelle, afin de connaître les éléments qui ont permis aux hommes de la brigade de recherches et d'interventions du commissaire Robert Broussard d'appréhender les assassins. On sait, en effet, que M. Frêche, Simoné et Tassard, soupçonnés d'avoir participé à un hold-up et soupçonnés en préparant un autre, étaient suivis par les policiers de la B.R.I. Ces futures ont cessé le 8 décembre, quand l'ancien policier Simoné s'en est rendu compte. On dit même qu'il avait photographié des inspecteurs de la brigade antiterroriste chargés de le suivre.

Après le meurtre, tous ces hommes ont été arrêtés dans une auberge, à proximité de Marly-le-Roy (Yvelines), où ils avaient l'habitude de se rendre.

Le commissaire Ottavio affirme qu'il connaissait les activités de Simoné depuis longtemps et qu'un cheque à son nom avait été trouvé dans le portefeuille de M. de Varga, il savait où aller le chercher, et la bande complète se trouvant sur les lieux, tous ses membres ont été arrêtés. Le chef de la « criminelle » dément aussi que la police ait été au courant des projets de meurtre du député

de l'Eure — décidé environ six mois avant l'exécution, — bien que le commando ait longtemps suivi le prince de Broglie et que les futurs assassins aient été eux-mêmes suivis par les policiers.

En est-il de même en ce qui concerne les renseignements généraux, dont on a dit qu'une voiture se trouvait sur les lieux du crime le 24 décembre ? M. Simoné Kolkowicz, contacté dès l'été 1976 pour exécuter le « contrat », est, d'autre part, bien connu des renseignements généraux, dont un ancien fonctionnaire, M. Raymond Boucher, était très lié à la famille de Varga. Le commissaire Boucher a été entendu par la police et le directeur des renseignements généraux le sera bientôt par le magistrat instructeur.

A la longue liste des inculpés, il faut encore ajouter M. Albert Leyris, qui était au courant des préparatifs, ainsi que M. André Bernard, sollicité à l'origine pour faire ce « travail ». C'est lui qui, le premier, a laissé percer le mobile « officiel » : le contrat de la Reine Pédagogue. Personnage équivoque, il avait, par la suite, déclaré qu'il avait été manipulé par la police. Il avait été, d'autre part, attaqué, le 22 janvier, par deux individus qui lui avaient reproché d'avoir trop parlé.

M. Guy Floch peut donc légitimement se demander si la police était au courant de ce qui se tramait contre le député de l'Eure, et dont tant de gens paraissent informés. L'ordre de constatation, une réponse permettrait en tout cas d'expliquer, sans ambiguïté, la promptitude des arrestations, et l'étonnante célérité avec laquelle a été menée l'enquête. Cela n'est d'ailleurs pas sans rappeler l'affaire Ben Barka, où, six jours après l'enlèvement du leader marocain, trois des exécutants étaient appréhendés, alors que, douze ans plus tard, le crime demeure inexplicable.

MICHEL BOLE-RICHARD.

## Mieux vous écouter pour mieux vous conseiller.

Savez-vous que les Caisse d'Epargne "Eureuil" sont des organismes à but non lucratif ? Elles ne cherchent pas à gagner de l'argent avec votre argent.

C'est dire qu'à la Caisse d'Epargne "Eureuil" les avis sont désintéressés. Vous êtes d'abord écoutés et, en fonction de vos besoins et de vos aspirations, vous êtes conseillés et aidés pour vos placements comme pour les prêts.

Vos dépôts ? Ils y sont en parfaite sécurité. Parce qu'ils sont garantis par l'Etat. De plus, ils sont réinvestis dans des réalisations d'intérêt collectif dont vous profitez directement.

Les Caisse d'Epargne "Eureuil" : sachez vous en servir. A travers plusieurs formules qui sont expliquées ci-après. Lisez bien : il y en a certainement qui vous intéressent.

#### MIEUX VOUS CONSEILLER POUR VOS DISPOSITIONS :

Le livret A. Totalement exonéré d'impôt.

Ce livret reçoit la rémunération la plus élevée pour une épargne disponible à vue : 6,50 %<sup>(1)</sup> exonérés d'impôt. Les dépôts peuvent aller jusqu'à 32.500 F<sup>(2)</sup> par livret. Et chacun dans la famille peut avoir le sien ! Capitalisation illimitée des intérêts. Ni déclaration, ni imposition.

Autre avantage : vous pouvez faire virer directement vos salaires, vos pensions et faire régler vos quittances de gaz, d'électricité.

Le livret B. Dépôts limités. Les intérêts (6,50 %<sup>(1)</sup>) du livret B sont soumis à l'impôt sur le revenu, avec option fiscale :

- ou bien vous demandez à votre Caisse d'Epargne "Eureuil" que vos intérêts soient soumis au prélèvement forfaitaire libératoire, ce qui vous dispense de les déclarer ;
- ou bien vous mentionnez vous-même ces intérêts dans votre déclaration annuelle de revenus, si votre taux d'imposition est inférieur au taux forfaitaire.

#### MIEUX VOUS CONSEILLER POUR VOTRE LOGEMENT :

L'Epargne-Logement et ses prêts. L'Epargne-Logement peut considérablement améliorer votre vie et c'est un bon placement.

Si vous êtes mal logés, par exemple, elle vous permet soit l'acquisition d'un logement neuf ou ancien, soit la réalisation de certains travaux de réparation, d'amélioration ou de rénovation. L'Epargne-Logement peut également intervenir dans le financement du futur logement de vos enfants qui vont fonder à leur tour un foyer.

Un avantage important : le prêt principal d'Epargne-Logement peut constituer l'apport personnel indispensable pour toute acquisition.

L'Epargne-Logement s'applique uniquement à une habitation principale, celle du bénéficiaire du prêt ou celle de son locataire. Selon l'urgence, vous pouvez choisir entre le Livret ou le Plan d'Epargne-Logement.

Dans les deux cas, vous aurez droit à un prêt principal à taux réduit et à un prêt complémentaire — exclusivité des Caisse d'Epargne — au taux exceptionnel de 10 %<sup>(2)</sup>.

#### MIEUX VOUS CONSEILLER POUR VOS PLACEMENTS :

Les Bons d'Epargne. Comme des billets de banque mais à intérêts progressifs.

Vous pouvez souscrire des bons à 1, 2 et 5 ans, en coupures de 100, 500, 1.000, 5.000 et 10.000 F<sup>(2)</sup>. Ils vous rapportent des intérêts progressifs et restent remboursables, sans frais, en cas de nécessité.

Une formule simple, discrète, rentable et souple. Qui intéresse-t-elle ? Ceux qui préfèrent les placements anonymes et ceux qui ont à prévoir des sorties importantes de fonds à échéances fixes ou échelonnées dans le temps.

Nous vous proposons bien d'autres formes d'épargne et de crédit. Renseignez-vous.

Apprenez à nous connaître et à vous servir de nous. Nous sommes une organisation à but non lucratif. Notre accueil est désintéressé, amical... et attentif.

Caisse d'Epargne

CELLE OÙ EST L'EUREUIL

<sup>(1)</sup> Chiffres à la date du 2 mai 1977.

<sup>(2)</sup> Régime spécial pour la Moselle, le Bas-Rhin et le Haut-Rhin.



# JUSTICE

## REGARDS

### DURE LIBERTÉ

« Ce n'est pas humain de révoquer sans faire entendre. Je ne m'aperçois que de mes deux permissions de la force morale nécessaire au moment où l'on arrive devant la porte de l'enfer. C'est vite fait de ne pas réintégrer et de se faire condamner pour évasion. C'est trop dur. »

François, vingt-cinq ans, en prison depuis quarante mois, après avoir essayé deux fois de libération conditionnelle, il aurait pu, comme tous les détenus, bénéficier d'une amnistie de prison, mais il a refusé. Le plus dur, c'est d'être obligé de rentrer le dimanche à la maison, où l'on commence à s'ennuyer. Et puis, nous ne comprenons pas que l'on nous tienne en prison un week-end sur deux pour des permissions de sortir, et pas l'autre.

En fin de peine, la semi-liberté vise à favoriser la réinsertion sociale par un cas entre le prison et la liberté. Elle permet, entre autres, au détenu de gagner de l'argent pour aider sa famille, rembourser ses victimes éventuelles, et disposer de quelques ressources lors de sa libération. L'obtention préalable d'un travail étant en général la condition sine qua non pour bénéficier de ce régime, le développement de celui-ci se heurte à la réserve de certains employeurs à embaucher des condamnés. Réserve renforcée par l'absence fréquente de qualification professionnelle et par la récession du marché de l'emploi. De plus, la semi-liberté ne concerne guère les détenus les plus incallés à réintégrer, qui peuvent bénéficier auparavant d'une libération anticipée, ou d'un sursis à exécution.

10 h. 15 au centre de détention de Melun. Dehors depuis 6 h. 30, quatre détenus regagnent le quartier de semi-liberté. Les éducateurs de l'administration pénitentiaire leur ont trouvé des emplois de manutention, de magasinier et de mécanicien. Leur salaire est versé à l'administration qui prélève 7 F par jour de « pension », et met de côté 10 % sur un livret de caisse d'épargne à titre de pécule de sortie et 10 % comme provision pour les amendes et frais de justice.

« Bien sûr, il faut faire un effort sur soi-même et avoir une certaine force de caractère pour supporter la semi-liberté. Mais

il faut savoir ce que l'on veut. Tout dépend de la nature de l'emploi. Si l'on tombe mal et qu'on nous exploite, on est quand même obligé d'y rester. Nos collègues arrivent rapidement à savoir où nous logeons, parce que nous sommes obligés de rester les « pots » pour ne pas être en retard et parce que, de ce côté de la ville, il n'y a que l'église et la prison. Mais en général, ils nous acceptent bien. Pour les minutes, cela dépend. Ce n'est pas facile de les décider avant 17 heures... (L'un d'eux s'est fait passer pour surveillant de prison pour exploiter ses horaires.) Le plus dur, c'est d'être obligé de rentrer le dimanche à la maison où l'on commence à s'ennuyer. Et puis, nous ne comprenons pas que l'on nous tienne en prison un week-end sur deux pour des permissions de sortir, et pas l'autre.

« Au début, expliquent les direc-

teurs du centre de Melun et de l'éducateur spécialisé, le détenu compare la semi-liberté à la prison. Dans une deuxième phase, il compare la semi-liberté à la liberté. Cela devient trop pénible, et il adopte une conduite d'échec. C'est pour cela que la semi-liberté est habituellement appliquée pendant moins de six mois. »

Cet avis est partagé par les responsables du centre autonome de Villejuif. Ici, la plupart des quarante détenus condamnés à des peines inférieures à un an, ont bénéficié de la semi-liberté dès l'incarcération (en 1976 ce fut le cas de mille cinq cent dix-huit personnes, soit 38 % des admissions à ce régime, mais 57 % de plus qu'en 1975). L'objectif de cette loi est d'éviter l'effet nocif et désocialisant des courtes peines d'emprisonnement en permettant aux condamnés de ne pas perdre leur emploi.

#### Semi-confiance

Le bâtiment de Villejuif n'a que de très lointains rapports avec une prison et ressemble bien davantage à un foyer de jeunes travailleurs. Lorsqu'il désire entrer dans une chambre, le surveillant, qu'on n'appelle pas « méton », lui tend la porte. Chaque détenu est libre de se rendre à la cuisine, aux douches, à la bibliothèque, dans la salle de télévision, et possède la clé de sa chambre. Celle-ci, très correctement aménagée, n'a pas de barreaux, mais le mouvement de bascule horizontale de la fenêtre se bloque à mi-parcours. Ainsi, d'il prenait envie au détenu de s'éclipser pendant la nuit, cela laisserait des traces. A semi-liberté, semi-confiance.

« C'est grâce à l'intervention de l'association sociale de la chaîne de restaurants qui m'emploie que j'ai pu venir ici, explique un garçon de vingt-trois ans. Je trouve que le temps y passe vite. Mais certains ne supportent pas la semi-liberté : ça leur fait le moral en fait d'avoir à rentrer le soir, j'en ai même connu un qui faisait le cirque exprès pour retourner en prison. »

La bon fonctionnement d'un tel centre nécessite beaucoup de personnels et de sous-pensées de la part de ses responsables. On fait tout pour que l'employeur ne sache rien (sauf si le détenu présente la lettre au courant). Ce qui signifie que le pointage des heures d'entrées et de sorties doit s'adapter à diverses situations. Comme celle de ce chauffeur d'ambulance qui présente chaque semaine le

calendrier des réceptions prévues. Ou celle de ce cadre obligé d'effectuer une tournée dans plusieurs villes, et auquel on demande d'implémenter de faire venir un papier par les gendarmes, ou encore celle de ce témoin de Jérusalem qui, après avoir refusé service militaire et statut d'objecteur de conscience, a accepté un emploi de gardien de nuit et vient dormir le jour au centre.

Les échecs sont peu nombreux : en 1976, pour deux cents personnes, dix-sept révoqueries ont été prononcées, une majorité pour état d'ivresse (pour l'ensemble de la France en 1976, 7 % d'échecs pour la semi-liberté des incarcérations, 17 % pour la semi-liberté en cours de peine, 13 % au total). Des centres de ce type (actuellement au nombre de neuf) sont bien mieux adaptés aux exigences de la semi-liberté que des quartiers réservés dans les maisons d'arrêt ou centres de détention, souvent éloignés des zones d'emploi et où les contraintes de surveillance sont lourdes. Leur développement est actuellement freiné par l'opposition des municipalités, aux coûts politiques diverses, qui, sous la pression de comités du préjudice de la méfiance et de la peur, bloquent les permis de construire. Elles privent ainsi chaque jour de leur emploi, et souvent de bien plus, des personnes susceptibles de bénéficier de la semi-liberté, qu'elles obligent, finalement, à passer derrière les barreaux.

MICHEL SIDHOM.

# RELIGION

## LES TRAVAUX DU SYNODE A ROME

### Les évêques repoussent l'idée d'un nouveau catéchisme universel

Rome. — Le synode, réuni de nouveau ce lundi 17 octobre en assemblée générale, va s'efforcer d'analyser les comptes rendus des travaux des onze groupes linguistiques qui se sont rassemblés la semaine dernière. Un consensus semble s'être d'ores et déjà réalisé au cours de ces débats spontanés. Reste à déterminer les priorités que les évêques entendront définir lorsqu'ils seront arrivés au terme de la session.

L'idée forte que l'on pourrait dégager, dès

maintenant, serait la volonté de donner à la catéchèse de nouvelles dimensions, tant par son contenu que par ses méthodes et par sa diffusion. En quelque sorte, un catéchisme « extra muros ».

Faute de pouvoir surveiller l'ensemble des travaux de tous les groupes, nous nous insé-

#### De notre envoyé spécial

devrait être pour le moins une école de liberté. Toute dévotion de la culture contemporaine se retourne contre celui qui s'y livre. Il ne suffit pas d'évoquer d'une manière intelligente et bienveillante les idéologies non chrétiennes, il faut aussi essayer de présenter les vérités de la foi dans un vocabulaire qui trouve des résonances auprès des catholiques. Cette adaptation qui n'est pas à confondre avec un alignement sur les catégories de la pensée moderne reste le problème le plus difficile et le plus urgent de la catéchèse.

Par divers moyens, le synode cherche à faire sortir la catéchèse de son cocon ecclésial en rajoutant son contenu, ses méthodes, et en élargissant ses lieux d'implantation. Bousculée par les idéologies modernes, dépourvue de ses fonds traditionnels, la catéchèse doit trouver dans son espace vital minimal au moins de l'écrit, l'Eglise commence à se révéler moins pré-occupée de défendre des droits et de se crispier sur son passé que de partir à la rencontre des « signes de Dieu » dans le monde moderne. Ce n'est qu'en dialoguant avec les pensées du jour que la communauté chrétienne pourra se révéler et sa réputation de « tribu » Jacques Maritain demandait jadis que les chrétiens ne lui tournent le dos ? A partir du moment où l'on considère la foi dans son lien direct avec la vie, la catéchèse

ne peut pas se limiter à ses manifestations traditionnelles (famille, paroisse, établissements scolaires, mouvements chrétiens, écoles de la foi pour adultes). Elle se trouve partout chez elle. Dans les mass media, par exemple, non évidemment sous des formes didactiques, mais par des articles ou des émissions ou apparaît explicitement ou non tel ou tel axe évangélique. Les évêques francophones ont pris conscience de la médiocratie de l'Eglise à se servir de la radio et de la télévision. Ils ont exprimé, par exemple, le désir que Radio-Vatican augmente son audience en renouvellant si besoin est le style de ses émissions (Le Monde du 24 août).

Quant à l'enseignement formel de la religion, un point sur lequel beaucoup attendent le synode, il est acquis que l'immense majorité des Pères considèrent tout à fait insupportable la rédaction d'un nouveau catéchisme universel. Ce serait, en effet, la négation de l'effort actuel pour enrichir la foi dans les cultures locales et pour se mettre au diapason des différents âges ou milieux.

En revanche, beaucoup souhaiteraient que les données essentielles de la foi soient récapitulées dans un document de base. Non par des énoncés de vérités abstraites, mais par une présentation vivante de la foi, internationale de théologiens et de catéchistes pourrait s'atteler à cette tâche en liaison avec le secrétariat permanent du synode.

Si ce projet aboutissait, l'assemblée n'aurait pas perdu son temps.

HENRI FESQUET.

## Une pétition sur l'absence des femmes

### Discrimination sexuelle ?

#### De notre envoyé spécial

Rome. — Avec une régularité de marée, chaque synode romain fait réapparaître le désir des femmes catholiques de jouer dans l'Eglise un rôle de partenaire correspondant à leur nombre et à leurs capacités. Certaines formes de féminisme — qu'il soit ou non chrétien — se sont imposées, mélo-dramatiques et vont à l'encontre du but recherché. D'autres échappent à ces défauts. Ainsi, le mouvement Femmes et hommes dans l'Eglise (58, rue de la Prévoyance, Bruxelles, B 1000) dont la discrétion et la maturité forcent l'attention.

Des théologiens comme le Père Marie-Dominique Chenu et Karl Rahner, parmi beaucoup d'autres, ont signé une pétition internationale adressée aux membres du synode qui demande modestement que la session 1980 « inclut, à part entière, des laïcs hommes et femmes pour discuter avec les évêques des nouveaux besoins ministériels » (quatre mille signataires dont mille trois cent cinquante françaises). Ce mou-

vement ne veut pas se poser comme un mouvement revendicatif. Il évite soigneusement toute agressivité. Il rappelle seulement que la discrimination sexuelle, dont fait toujours preuve l'Eglise en dépit de belles déclarations et de quelques timidités, est une atteinte à l'annonce de l'Evangile et plus encore à sa compréhension.

Une doctrine exclusivement élaborée par des hommes, selon des critères théologiques souvent dépassés, concourt à entraver la foi et à scinder l'Eglise en deux. Il n'y a pas, d'un côté, les « enseignants » qui possèdent la vérité en fonction de leurs pouvoirs, et de l'autre, des « enseignés », passifs. « Catholiques », et catholiques font partie d'une communauté dont tous les membres sont invités à scruter l'Evangile. C'est le peuple et non la hiérarchie qui fait l'Eglise, comme l'a fait remarquer, en son temps, Vatican II dans un de ses textes les plus importants.

#### Des fonctions subalternes

Dans le cas présent, cette dichotomie est encore plus dommageable : « Qui met les enfants au monde, qui les élève, qui les catéchise, sinon les femmes ? » Pourtant celles-ci sont presque toujours et presque partout au service du monde (et non rémunérées dans l'immense majorité des cas) de clercs plus ou moins inexpérimentés en pédagogie, et qui se font de la femme une idée d'autant moins réaliste qu'ils n'en ont qu'une expérience lointaine.

S'il y a quelques cinquante femmes sur deux mille personnes employées à la curie romaine, elles remplissent la plupart du temps des fonctions subalternes. Cinq femmes — dont trois religieuses — sur trente experts ont été désignées au synode, mais elles ne sont pas membres de l'assemblée, sauf assure-t-on dans les groupes linguistiques. La commission d'étude sur la femme, créée en mai 1973 par Paul VI, a vu son mandat se terminer en janvier 1976 sans grand résultat apparent. On lui avait d'ailleurs interdit de se réunir d'examiner la possibilité d'ordonner prêtres des femmes.

Le fait est que le comble pour une commission de recherche... L'Eglise catholique, c'est bien évident, fait partie de la société et ne peut échapper par miracle aux carences de celle-ci. On ne saurait espérer d'elle, malgré le message libérateur de l'Evangile, qu'elle soit à la pointe de la lutte pour la promotion de la femme. Mais est-il vraiment impossible d'obtenir qu'elle fasse des efforts pour cesser de mériter de passer au point pour une des plus rétrogrades de toutes les institutions actuelles, civiles ou religieuses ? Combien de temps encore les hommes d'Eglise se réserveront-ils le droit de parler à la place des femmes de l'Eglise ? Si saint Paul vivait de nos jours, redoublait-il que les femmes doivent se taire dans les églises ?

A l'assemblée du Conseil oecuménique des Eglises de Nairobi, M. Michel N. Manley, premier ministre de la Jamaïque, déplorait que le christianisme ait pu « tolérer que l'on soumette les femmes à des injustices et à des privations permanentes qui défient toute analyse rationnelle ». — H. F.

# MÉDECINE

Inaugurant deux instituts de recherches à Lille

## Mme Veil veut encourager le génie biomédical

De notre correspondant

Lille. — Mme Simone Veil, ministre de la santé et de la sécurité sociale, a inauguré samedi 15 octobre à Lille le centre d'immunologie et de biologie parasitaire de l'Institut Pasteur (1) et le centre de technologie biomédicale de l'INSERM (2), avant de présider la séance solennelle qui marquera le centenaire de la faculté mixte de médecine et de pharmacie de Lille.

Ce fut l'occasion pour M. Pierre Mauroy, député-maire de Lille, président du conseil régional, de réaffirmer la volonté du Nord de devenir « le troisième pôle français de la recherche médicale ». Mme Veil a souligné son souci de voir se développer la recherche biomédicale, dont le potentiel est nettement insuffisant au regard des besoins du pays. Deux axes de recherche doivent, en particulier, être encouragés : le génie biologique et médical, appelé à réaliser les appareils nouveaux dont ont besoin les laboratoires et les hôpitaux, qui ont trop souvent recours à l'étranger, et la recherche en santé publique pour une meilleure appréciation de la valeur des méthodes thérapeutiques afin de mieux juger de leur efficacité.

D'autre part, Mme Veil a déclaré : « Les recherches sur l'évolution des méthodes de diagnostic sont encore embryonnaires dans notre pays. Face à leur importance, il y a un besoin urgent de chercheurs. Je souhaite que les cliniciens, les internes, les

chefs de clinique, auxquels l'INSERM ouvre largement ses portes, se consacrent le plus possible à ce domaine privilégié. » Par ailleurs, Mme Veil a déploré « la désaffection des jeunes médecins pour les organismes de recherche ». Elle a aussi évoqué la création de postes d'assistant pour les internes des C.H.U. en vue d'une recherche biomédicale à plein temps pendant une durée de un à quatre ans dans les grands laboratoires de l'INSERM, du C.N.R.S. et de l'université et même de l'étranger. — G. S.

(1) Le Centre d'immunologie et de biologie parasitaire de l'Institut Pasteur de Lille est dirigé par le professeur André Capron. Il consacre ses activités à l'étude de trois maladies infectieuses : les schistosomoses, les trichomonoses, et la leishmaniose. Les travaux de recherche sont effectués dans un laboratoire de 1 700 m<sup>2</sup>, d'une salubrité moderne et d'une équipe perfectionnée. Le centre occupe d'anciens locaux permanents plus de cinquante personnes.

(2) Le Centre de technologie biomédicale de Lille (INSERM) : il s'agit du premier centre français de technologie créé et dirigé par M. Yves Morellet, maître de recherches à l'INSERM. Ce centre poursuit plusieurs axes de recherche concernant l'équipement biomédical, qu'il s'agisse de petits appareils ou de matériels plus importants. Une partie des études est consacrée à la mise au point de prototypes d'appareils de diagnostic et d'analyseurs automatisés.

# DÉFENSE

## L'armée de terre française restitue plusieurs casernements aux autorités ouest-allemandes

L'armée de terre française abandonne plusieurs casernements en République fédérale d'Allemagne et restitue ces installations aux autorités ouest-allemandes. Ce réaménagement du dispositif français outre-Rhin est lié à la décision du gouvernement de rapatrier environ dix mille hommes, pour constituer les nouvelles divisions blindées et d'infanterie du corps de bataille.

Au terme de cette réorganisation, l'armée de terre française d'Allemagne, qui devrait être achevée en 1980, l'armée de terre sera constituée de trois corps d'armée englobant huit divisions blindées, six divisions d'infanterie, une division alpine et une division parachutiste.

Cette réorganisation touche une soixantaine de garnisons, au total, en République fédérale d'Allemagne et en France. Les transferts d'une garnison à l'autre et les abandons de casernements sont en cours ou en projet, pour s'étaler sur une ou deux années environ.

En République fédérale d'Allemagne, les garnisons abandonnées, totalement ou partiellement, sont celles de Constance (avec la dissolution du 12<sup>e</sup> régiment d'infanterie et le 1<sup>er</sup> régiment de dragons dans un an et demi, du 34<sup>e</sup> régiment d'artillerie), de Radolfzell (avec la dissolution du 3<sup>e</sup> régiment d'infanterie), de Weingarten (avec le départ pour Oberhofen, dans le Bas-Rhin, du 32<sup>e</sup> régiment d'artillerie, qui sera équipé de missiles Pluton), de Ebnat, le départ de la compagnie d'escadron et de l'escadron de transport sanitaire) et de Deux-Ponts (avec la disparition de l'établissement du matériel, transféré de la rive droite de la frontière).

Certains quartiers sont, d'autre part, abandonnés, sans que, pour autant, l'ensemble de la garnison ne soit. C'est le cas du quartier Thielau-Espagnola, à Tübingen, qui est rendu aux autorités ouest-allemandes du casernement de la compagnie de munitions à Kienzingen et du quartier Finat-Duclos à Trévis. La compagnie d'intendance, installée à Freudenstadt, et le régiment de missiles sol-air, cantonné à Stuttgart, devraient quitter leurs casernements dans un an et demi.

### Le Monde de l'éducation

Numéro d'octobre

#### Qui sont les étudiants

- attitudes politiques
- vie quotidienne
- drogues
- sexualité
- loisirs
- les études où l'on travaille le plus, et le moins...

#### L'école à l'hôpital

En vente partout : 1 F

# LE PATRON

## Le patron

Après l'annonce d'un projet de loi sur la formation professionnelle, le gouvernement va-t-il à l'encontre de la loi ?

Le projet de loi sur la formation professionnelle, annoncé par le gouvernement, va-t-il à l'encontre de la loi ?

Le projet de loi sur la formation professionnelle, annoncé par le gouvernement, va-t-il à l'encontre de la loi ?

Le projet de loi sur la formation professionnelle, annoncé par le gouvernement, va-t-il à l'encontre de la loi ?

Le projet de loi sur la formation professionnelle, annoncé par le gouvernement, va-t-il à l'encontre de la loi ?

Le projet de loi sur la formation professionnelle, annoncé par le gouvernement, va-t-il à l'encontre de la loi ?

Le projet de loi sur la formation professionnelle, annoncé par le gouvernement, va-t-il à l'encontre de la loi ?

Le projet de loi sur la formation professionnelle, annoncé par le gouvernement, va-t-il à l'encontre de la loi ?

Le projet de loi sur la formation professionnelle, annoncé par le gouvernement, va-t-il à l'encontre de la loi ?

Le projet de loi sur la formation professionnelle, annoncé par le gouvernement, va-t-il à l'encontre de la loi ?

Le projet de loi sur la formation professionnelle, annoncé par le gouvernement, va-t-il à l'encontre de la loi ?

Le projet de loi sur la formation professionnelle, annoncé par le gouvernement, va-t-il à l'encontre de la loi ?

Le projet de loi sur la formation professionnelle, annoncé par le gouvernement, va-t-il à l'encontre de la loi ?

Le projet de loi sur la formation professionnelle, annoncé par le gouvernement, va-t-il à l'encontre de la loi ?

Le projet de loi sur la formation professionnelle, annoncé par le gouvernement, va-t-il à l'encontre de la loi ?

Le projet de loi sur la formation professionnelle, annoncé par le gouvernement, va-t-il à l'encontre de la loi ?

Le projet de loi sur la formation professionnelle, annoncé par le gouvernement, va-t-il à l'encontre de la loi ?

Le projet de loi sur la formation professionnelle, annoncé par le gouvernement, va-t-il à l'encontre de la loi ?

Le projet de loi sur la formation professionnelle, annoncé par le gouvernement, va-t-il à l'encontre de la loi ?

Le projet de loi sur la formation professionnelle, annoncé par le gouvernement, va-t-il à l'encontre de la loi ?

Le projet de loi sur la formation professionnelle, annoncé par le gouvernement, va-t-il à l'encontre de la loi ?

Le projet de loi sur la formation professionnelle, annoncé par le gouvernement, va-t-il à l'encontre de la loi ?



L'HEURE  
DE L'EMPLOI

## DANS LA VIENNE

## Le patronat mobilisé, les jeunes plus réticents

**A** PRÈS l'espoir suscité par la loi du 16 juillet 1971, la formation permanente vit aujourd'hui à l'heure de l'emploi. Le gouvernement, le premier, a jeté ses forces dans la bataille, qui consacre aux jeunes chômeurs la plupart des crédits de la formation professionnelle. Les entreprises ensuite, qui finissent ce plan d'action par une taxe de 0,2 % sur les salaires (1).

Lancé en juillet dernier, le plan gouvernemental n'en est encore qu'à ses balbutiements. Mais il donne déjà lieu à une éducation d'initiatives dans lesquelles se manifeste, comme le rapporte Roger Canis, page 18, à propos des étudiants chômeurs, le tempérament de choc. Nul doute que la pédagogie des adultes n'en sorte enrichie.

Selon le ministre du travail ce plan aurait déjà permis de dégager fin septembre cent cinquante-cinq mille emplois au poste de formation. Mais il n'est pas possible de dire si les entreprises ont recruté depuis la rentrée davantage de jeunes gens que l'année dernière et si ce recrutement s'est fait ou non au détriment d'autres catégories de sous-emploi.

L'enquête que nous avons menée à ce propos dans la Vienne montre que si les entreprises, les organismes consulaires et l'éducation nationale se sont mobilisés, les jeunes sont plus réservés. Il y a là un problème qui débouche celui de l'emploi et qui met en cause les perspectives offertes aux jeunes par notre société. Leurs aspirations, trop souvent bafouées, méritent d'autres solutions que celles, mécaniques, imaginées contre le chômage.

BERTRAND LE GENDRE

(1) Cette taxe est prélevée sur le 1 % de la masse salariale que les employeurs doivent consacrer à la formation de leurs salariés.

« Prendre des jeunes en stage ? Pourquoi pas ? D'abord, ils ne nous coûtent rien, et puis, quoi qu'on en dise, ils rendent service. » Silhouette massive et lunettes épaisses, M. Marcel Duc n'est pas le seul patron de la Vienne à exprimer cette opinion. Si le service comptable du groupe Hutchinson qu'il dirige, et qui est situé en bordure de la nationale 10, au nord de Châtelleraud, accueille depuis quelques jours dix jeunes chômeurs, ce n'est pas — il le reconnaît franchement — par philanthropie. C'est surtout parce que, calculs faits et refaits, il s'est aperçu que les avantages l'emportent sur les inconvénients.

Ce calcul pour les entreprises de plus de dix salariés, assujetties, depuis la loi du 5 juillet dernier, à la taxe de 0,2 % sur les salaires, se résume à ceci : ou s'acquitter de cette obligation par un chèque au Trésor, ou bien organiser un « stage pratique » qui permet de déduire de cette taxe 2 500 F par stagiaire. Avec dix recrues, M. Duc « économise » donc 25 000 F. Mais il n'entend pas déboursier un cen-

timètre avec laquelle doivent être accueillis les premiers résultats du « pacte national pour l'emploi ». Dans la Vienne, où ont été recensés, fin septembre, 4 300 chômeurs de moins de vingt-cinq ans, 17 stages de formation (2) étaient sur le point de démarrer. Mais 250 places seulement sur 320 environ avaient trouvé preneur. Même déséquilibre pour les stages pratiques : sur les 471 places proposées, 138 étaient pourvues, les contrats emploi-formation

d'apprentissage de plus que l'année dernière.

Un résultat qui reste subordonné au nombre de contrats d'apprentissage effectivement conclus : 538 dans le secteur des métiers, le 30 septembre, contre 419 l'année dernière à la même date. Le chiffre est encourageant, mais il reste pour l'instant inférieur au total des contrats enregistrés dans ce secteur en 1976 : 689.

Le réel effort d'information auquel se sont livrés les organismes consulaires et l'administration — affichage systématique dans les lieux publics, campagne à la télévision et dans la presse, lettres personnelles du préfet aux maires — aurait-il pu être plus efficace ? C'est possible. « Nous nous sommes aperçus que certains employeurs qui avaient reçu cinq ou six lettres d'origines différentes et avaient fait à peine attention, expliquent M. Michel Bonchet, directeur du département formation de la chambre de commerce et d'industrie. En fait, il aurait fallu contacter les entreprises une à une. C'est ce que nous avons essayé de faire dans certains cas. Mais nous n'avons pas les moyens de rendre systématiquement visite à toutes, en particulier les petites, auprès de qui cette campagne semble avoir eu le moins d'impact. »

Une distorsion  
qui n'explique pas tout

Il semble malgré tout que si le patronat, en général, s'est assez vite mobilisé, les jeunes, en revanche, soient plus réticents. « Nous avions demandé à une dizaine d'entre eux de participer à la journée « emploi » organisée, le 3 octobre, par les chambres de commerce et d'industrie, ajoute M. Bonchet. Nous avons été frappés par leur manque d'informations concrètes sur l'entreprise et sur ce qu'on y fait. » Cette peur de l'inconnu explique pour une part le déséquilibre observé entre l'offre et la demande de stages. Mais elle n'explique pas tout.

Un examen attentif des statistiques montre que cette distorsion est d'abord imputable au faible nombre de places offertes aux jeunes filles. Ainsi, sur les 471 places proposées en stages pratiques, à peine 40 % s'adressent à des femmes. Ce phénomène reflète les caractéristiques du marché de l'emploi : alors que les filles représentent 50 % des chômeurs de moins de vingt-cinq ans du département, les entreprises embauchent surtout des jeunes gens (dans la proportion de deux tiers ces derniers mois).

Le déséquilibre est tel que lorsque le lycée Allouard-Aguilaine, de Poitiers, a ouvert un stage de formation de secrétaires, 60 se sont présentés pour 25 places. Les fonctionnaires du ministère du travail, qui jusqu'ici avaient recommandé de n'organiser que des stages en fonction des débouchés, avaient, dans

certaines cas, fermé les yeux sur des initiatives qui ne présentaient pas toujours des garanties suffisantes, justifiant ainsi l'accusation de « formation parking » lancée par les syndicats.

Mais la cause principale de déséquilibre, qui recoupe en partie la précédente, semble être le refus persistant des jeunes de se diriger vers certains secteurs. Ceux précisément où il y a des débouchés. Ainsi le bâtiment, difficilement accessible aux jeunes filles, rebuté-t-il la plupart des jeunes gens.

« Prenez un maçon ou un couvreur, remarque M. Daniel Larroche, chef de la section départementale de l'A.N.P.E. Même si nous n'avons rien à leur offrir immédiatement, il suffit d'alerter une ou deux entreprises de la région. Nous les plaçons sur-le-champ. »

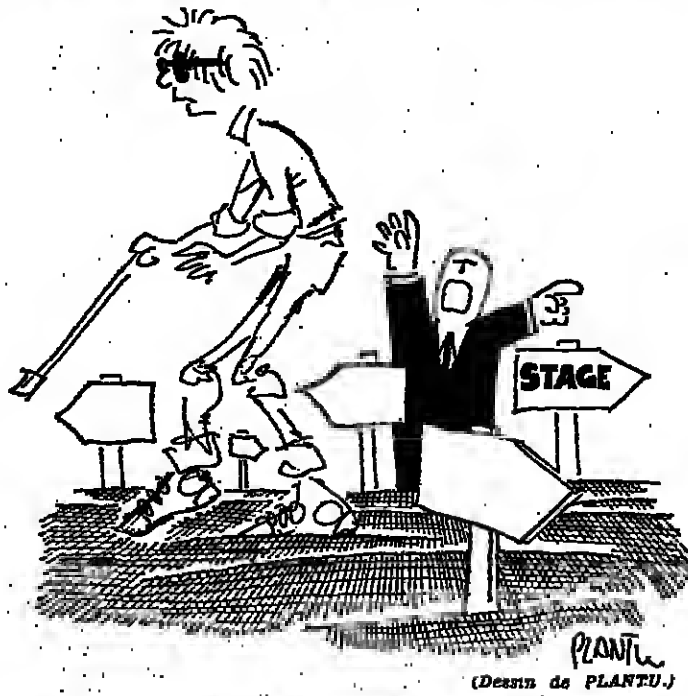
Ainsi y a-t-il eu cinq volontaires seulement pour un stage de « découverte des métiers du bâtiment » annoncé à grand renfort de publicité, mais... 250 pour un stage de formation aux métiers de la vente.

Faut-il pour autant imputer à la mauvaise volonté des jeunes les obstacles rencontrés ? Certainement pas. S'il y a pour l'instant, dans la Vienne, plus d'offres de stages et de contrats d'apprentissage que de chômeurs

décidés à profiter de l'occasion, le nombre de places non pourvues reste nettement inférieur à celui des sans-emploi auxquels entreprises et pouvoirs publics ne proposent rien.

Cela dit, ces réticences sont significatives de certains obstacles qui, pour n'être pas propres au département, doivent être soulignés. D'abord le refus persistant d'un certain nombre de jeunes à « retourner à l'école », surtout aux niveaux de qualification les plus bas, là où précisément un complément de formation serait le plus utile. Ensuite il est clair que les réticences à occuper certains emplois persisteront tant que la politique de revalorisation du travail manuel restera à l'état embryonnaire. Deux réformes dont la nécessité apparaît de nouveau très clairement.

B.L.G.



(Dessin de PLANTU.)

time de plus : « Pour les deux cents heures de cours (1), nous nous étions adressés à l'éducation nationale. Nous leur proposons 20 000 F de matériel à garder une année pour nos frais : repas, fournitures, etc. Ils réclamaient 25 000 F ! Finalement, nous avons fait affaire avec le service de formation continue de la chambre de commerce. Ils comprennent mieux nos difficultés. »

Est-ce à dire qu'Hutchinson prend ses responsabilités à la légère ? Certainement pas. « Plus question, assure M. Duc, de leur faire faire l'impression qu'il s'agit d'un stage. Le premier objectif est de les former. Ce qui n'exclut pas que les stagiaires rendent service : « Pour nous, la fin de l'année est une période difficile. C'est le moment où nous établissons les bilans de fin d'exercice. Dix personnes en plus sur la centrale que compte le service, c'est un renfort appréciable. »

Un réel effort  
d'information

Une entreprise respectueuse des consignes patronales, dix jeunes gens à l'abri pour huit mois des soucis et rayés, au soulagement général, des fichiers de l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.), l'histoire serait exemplaire si le but poursuivi n'était pas de leur donner un emploi.

Sur ce plan, l'affaire paraît moins bien engagée. Installée depuis dix ans à peine dans le département, le service comptable d'Hutchinson emploie un personnel jeune, le prochain départ à la retraite n'étant prévu que dans douze ans. Aucun accroissement du volume d'activité n'étant non plus envisagé, la seule possibilité d'embauche réside dans le mince espoir de voir, comme les années précédentes, trois ou quatre employés quitter l'entreprise pour se marier.

Un exemple qui explique la

n'ayant pas non plus rencontré un très vif succès. A la chambre des métiers, une circulaire avait été envoyée dès le mois de mai à 1150 artisans leur demandant d'embaucher des apprentis. Une nouvelle lettre, tirée à 2 300 exemplaires, leur a été ensuite adressée, aussitôt qu'a été connu le plan gouvernemental. Bilan : 300 offres de contrat

EUROFORMATION S.A.

PIERRE GOURGAND

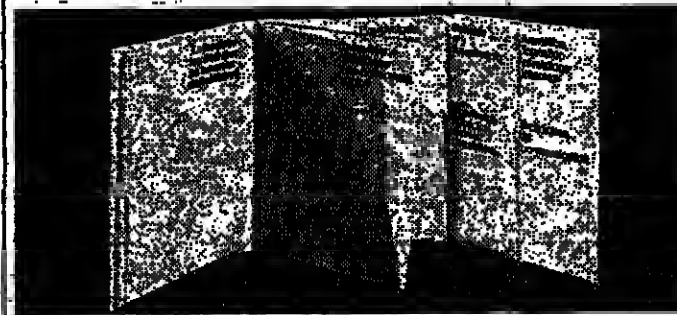
Une réponse à vos  
projets de formation

Créée en 1965 :  
139, rue du Ranelagh Paris-16<sup>e</sup>  
524-58-80

## Vient de paraître:

La formation continue  
dans les industries de  
l'habillement.

Fonctions techniques et services de production.



Pour tous renseignements,  
s'adresser à C.E.T.I.H., Secrétaire  
de la Formation: 14, rue des Reculons,  
75013 PARIS. Tél. 587.36.87. Téléc. 27.00.19.

CETIH

M. \_\_\_\_\_ Fonction \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
désire recevoir ☐ exemplaire(s) du Guide de la Formation Continue dans les Industries de l'Habillement.  
Au prix unitaire Franco de 100 F hors taxes (117,60 F T.C.)  
Ci-joint, chèque de \_\_\_\_\_  
en règlement de cette commande.  
Attention: Conditions spéciales pour les adhérents du C.E.T.I.H.  
**Bon de commande.**

## RESPONSABLES DE FORMATION

vous recherchez  
des organismes capables de sélectionner, former, insérer des jeunes salariés.  
Les animateurs et les psychologues de SODEFOP CARRIÈRES ont conçu des solutions à la mesure de vos problèmes : stages de préparation à l'activité salariée (24 h), stages d'adaptation à l'emploi (60 h), stages de reconversion (200 h).

## DEMANDEURS D'EMPLOI

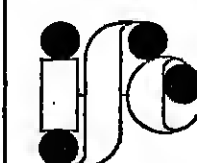
nous, animateurs pour vous des stages de formation à la recherche d'un emploi - Consultations particulières à la demande.  
**SODEFOP CARRIÈRES**  
Association Loi 1901 à but non lucratif  
14, rue d'Edimbourg 75008 PARIS - Tél. : 252-19-35

## CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



TITULAIRES D'UN B.T.S., D'UN D.U.T. ou EQUIVALENT  
DEVENEZ INGENIEURS PAR LA FORMATION CONTINUE

L'Ecole Supérieure d'Ingénieurs en Electrotechnique et Electronique organise, à votre intention,  
un cycle long d'études conduisant  
au diplôme d'Ingénieur de l'E.S.I.E.E.



Placement facilité

Renseignements-Inscriptions :

Ingénieur par la Formation Continue/ESIEE  
Madame JOHNSON, 81, rue Falguère,  
75015 PARIS - Tél. : 567-55-54, poste 307

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris  
CENTRE PARISIEN DE MANAGEMENT  
I. F. A. C. E.

Institut de Formation et de Perfectionnement  
de Formateurs

Pour tous renseignements :

I.F.A.C.E. : 108, bd Malesherbes. — 75017 PARIS

## IUT de Saint-Denis

formation continue

Stages agréés offrant la possibilité d'obtenir un  
DUT (Diplôme Universitaire de Technologie) en 1 an

4 départements :  
• Techniques de commercialisation • Génie mécanique  
• Gestion des entreprises et des administrations • Hygiène et sécurité

2, rue de la Liberté, 93200 Saint-Denis. 821 63 50

## CIRP

Conception et animation de stages sur mesure  
adaptés aux besoins spécifiques des entreprises

• Mécanique • Relations humaines  
• Mesures physiques • Formation de formateurs  
• Sécurité • Langues

2 rue de la Liberté, 93200 Saint-Denis. 822 01 38

Demandeurs d'emploi, victimes ou non de licenciements économiques, l'UNIVERSITE DE DROIT, D'ECONOMIE ET DES SCIENCES D'AIJ-MARSEILLE vous offre des stages de conversion-réaménagés à temps plein

Si vous avez le niveau :

BAC + 2 : « Statistiques et techniques quantitatives de gestion » (8 mois) début octobre.

Licence en droit : « Techniques de commercialisation des appareils électroménagers » (8 mois) début novembre.

BAC + 3 : « Stage de juristes conseil d'entreprise ou de juristes d'affaires internationales » (8 mois) début octobre.

BAC : « Préparation au diplôme de perfectionnement des entreprises » (12 mois) à l'U.A.E. tél. 16 (43) 34-30-83, début janvier 1978.

Pour jeunes de 18 à 25 ans : stages en « gestion hôtelière » et « gestion comptable » (7 mois) début septembre ; « Commercialisation de la petite informatique » (6 mois) début novembre.

Candidatures à l'Université de Formation continue de l'Université, 13100 Aix-en-Provence - Tél. (43) 27-76-41 avant le 21/10/77.



# FORMATION 77

**Groupe Formation 77, 9, rue Cadet 75009 PARIS - Tél : 770-20-14**



1, square Saint-Gély,  
rue de la Fontaine,  
Pila-Saint-Gély.  
(67) 72-17-90

**Stages de Formation Continue - 1<sup>er</sup> trimestre 1978**

Chromatographie liquide sur couches minces, sur colonne : début 5 janvier.

Chimie organique générale. Méthodes physicochimiques de détermination des structures : début 12 janvier.

Statistique appliquée : début 8 février.

Corrosion électrochimique : début 13 février.

Titrages potentiométriques : début 20 mars.

**SCIENCES  
TECHNIQUE  
MÉDECINE**

- ### 1.300 stagiaires pour l'année 1976-1977

4, place Jussieu  
(tour centrale, 13<sup>e</sup> étage)  
75230 PARIS - Cedex 03.  
Tél.: 633-10-32 (ligne directe).

**UNIVERSITÉ PARIS VI**  
**formation permanente**  
**633.10 32**

numéro d'octobre

## L'ÉCOLE A L'HOPITAL

# Soyez vous-même !

**I**ls sont une douzaine, assis en fer à cheval dans une salle du département de psychologie de la faculté des lettres de Besançon. Douze étudiants — ou anciens étudiants — âgés de vingt à trente-quatre ans. Tous à la recherche d'un emploi, presque toujours le premier. On trouve là plusieurs ingénieurs (chimie, mécanique, chronométrie), des psychologues, des biologistes, une titulaire d'un B.T.S. de technicien supérieur) de comptabilité, une informaticienne, une ancienne maîtresse auxiliaire et une *cochueuse mariée* après un an d'études scientifiques.

Ils (ou elles) sont venus pour trois journées d'un genre nouveau : une session d'aide à la recherche du premier emploi à l'intention des étudiants, diplômés ou non, desirux de s'insérer dans la vie active. C'est une initiative du Bureau d'information et de relations extérieures (BIRE) de l'université de Franche-Comté, qui dirige le moyen de la famille des lettres, M. Jacques Rott, et sa jeune épouse chargée de mission, M. René Didi.

Première étape : le bilan personnel. René Didi et ses collègues du département de psychologie vont s'efforcer de faire découvrir à chaque candidat son « profil » et sa « main ». « Il faut apprendre à soi-même, dit-il, apprendre à montrer sa personnalité plutôt que ses diplômes ». Pendant une journée, les étudiants vont se livrer à une série d'exercices qui ont pour but de faire une recherche collective des traits de personnalité de chacun. Etre diplômé de biologie animale est une chose. Etre née dans le Doubs, à la campagne, et avoir été élève de la classe de vacances sont tout aussi importants pour un éventuel employeur.

Chaque étudiant remplit une fiche d'informations sur son « expérience de vie » et la passe à son voisin, qui en tire des éléments pour apprécier la personnalité de l'autre. Le voisin porte ses conclusions dans une colonne en face de la première, et chacun peut ainsi apprécier l'« image » qu'il donne de lui-même à partir des éléments fournis.

Deuxième étape : la rédaction d'un curriculum vitae. Les ingénieurs, qui ont déjà à leur actif une certaine

« Doit-on être qu'on aime le sel ou la clarinette ? » demande quelqu'un. « Pourquoi pas ? » répondent les animateurs. « C'est une indication pour nous pour employer ceux qu'étonnent des examens passés avant le diplôme final. » Chacun s'accorde à reconnaître qu'il « agit à l'intuition. » Dons tous les cas, conclut René Didi, le recruteur sait gré au candidat de ne pas s'abriter derrière un mur de diplômes et de stages. »

L'après-midi du deuxième jour est consacré à l'entretien d'embauche — supposé obtenu grâce au curriculum vitae et à la lettre qui l'accompagne. Chaque candidat subit l'épreuve de l'entretien avec un animateur ou une animatrice, émettant un chef de personnel. Grâce à la vidéo, il revolt son comportement sur l'écran de télévision. Certains subissent l'épreuve de la séduction, d'autres l'épreuve de l'entretien « vache ». Pour tous, ce sera l'épreuve de l'écrit, sous la forme d'un test de simulation. L'ingénieur faussement sûr de lui se met à bavagier, la petite étudiante sage tient tête et exige tranquillement « 4 500 F pour commencer », un troisième s'arrête sa surprise, un quatrième se perd dans un blocage lorsque son interlocuteur lui propose le Gabon comme lieu de travail.

Le troisième jour défilent ceux dont l'emploi ou le recrutement sont le métier. Le responsable de l'agence locale de l'emploi explique que, depuis quatre ou cinq cadres, ingénieurs et techniciens sont inscrits chez lui, à Besançon, comme demandeurs d'emploi. « Nous sommes au plus fort de la crise », dit-il, en laissant entendre qu'il faut se tenir prêt à s'expatrier (d'après les mesures récentes d'état) ou la recherche « comprenant des transports et remboursements de la recherche », sans pas couper la parole et répondre vite, sans apprêt. Les prétentions ? « Attendre l'entretien, même si on nous les réclame. » Et l'obligation ? Le chiffre proposé au départ, fixé à l'avance par l'entreprise — est toujours un « salaire de méfiance ». Surtoit, éviter de « se vendre le plus cher possible ». Enfin, la conclusion, moine décecevante : « Dites-vous bien que, après l'embauche, ce n'est pas le chef qui personnel que j'ait voulu solliciter, c'est vous ».

ROGER CANS.

## Apprenez à vous vendre !

**A**YÉNTIS par convocation individuelle ou annonce dans la presse, quelque soient jeunes diplômés de l'université se sont présentés ce matin-là au Centre national de management de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, appelé plus couramment « Centre Malesherbes » pour participer à la formation d'un nouveau service, la gestion qui doit diriger les entreprises. Leur rémunération est fixée à 90 % du SMIC.

Pour beaucoup, il s'agit donc d'une aubaine. Mais le Centre Malesherbes a prévu : le stage est réservé à des diplômés de l'université et à des titulaires d'une maîtrise (ou à la rigueur d'une licence) de droit, de sciences économiques, de lettres ou de sciences, dégagés des obligations militaires et « recherchés » par le Centre pour trouver un premier emploi dans l'entreprise.

Certains diplômés qui ne remplissent pas toutes ces conditions doivent faire demi-tour, ou bien ils sont « trop vieux », ou bien ils ont reçu une formation inadéquate, trop ou pas assez poussée. Un ingénieur, venu pour « compléter sa formation », se voit poliment conseiller de chercher sans plus attendre un premier emploi. « Pourquoi perdre un an à acquérir une formation inutile négociant avec l'ingénieur, dit-il, un objet-*c*on ? A une autre, sur le point d'obtenir une maîtrise de droit, on conseille de rater une troisième année à la faculté pour décrocher le diplôme. « Vous le regretterez par la suite », lui explique-t-on. Mais il s'insiste, affirmant qu'il n'apprend « rien de nouveau » à l'ac... il fera peut-être partie des trente heureux élus.

Pour rassurer l'auditoire, on fait défilér les futurs « maîtres de stage ». La première, « passionnée par les problèmes de reconversion », s'efforce de démontrer qu'elle a une « bonne, mais un peu longue, mais une saine sagesse du temps ». La deuxième, spécialiste du « jeu d'entreprises » (on simule la vie de l'entreprise en assignant à chaque stagiaire un rôle), prévient son auditoire : « Vous serez peut-être P.-O. dans dix ans, mais pas maintenant. » La troisième, maître de la comptabilité, emploie la manière forte. « En une maîtrise, leur dit-il, vous saurez tout ce qu'il faut savoir pour la comptabilité. Mais la comptabilité n'est pas une science : c'est un art qu'on met vingt ans à posséder. »

Les stagiaires sourient, amu-

Pour Thérèse, les candidats ne mesurent pas en encore ce qui les attend. Lorsque des licenciés des lettres, s'entendent dire sans embages : « Vous êtes une sorte de produit : il faut apprendre à vous vendre », ils se demandent d'abord dans quelle galère ils se sont embarqués, ils écoutent ensuite les explications. Le stage se déroule en trois « périodes », se déroule communément quatorze semaines, « pour acquiescer le langage de l'entreprise » et se familiariser avec « l'approche des problèmes » qu'on y rencontre. Une période de six semaines

DÉSIREUX DE « METTRE A JOUR » VOS CONNAISSANCES EN :

**Electrotechnique - Electronique - Informatique**  
**Electrochimie - Radio - Electricité - Hydraulique**

**Documentez-vous sur les sessions de :**

**FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE**  
**INSTITUT NATIONAL POLYTECHNIQUE DE GRENOBLE**  
établissement public à caractère scientifique et culturel  
relevant du Secrétariat d'État aux Universités

Pour tous renseignements, s'adresser à :

**INSTITUT NATIONAL POLYTECHNIQUE DE GRENOBLE**  
Service de la Formation Professionnelle Continue  
av. Félix-Viollet, 38031 GRENOBLE Cédex. Tél. (76) 96-98-55

(PUBLICITE)

**Pour réussir un couple « Produit-Marché »  
l'intuition ne suffit pas**

L'Institut National des Techniques Commerciales et Marketing  
— Institut spécialisé du groupe I.F.C.  
— Institut Français de Gestion  
— patronné par l'I.N.M.  
— Institut National du Marketing  
— lance, le 6 décembre prochain, deux sections :  
— **ETUDES COMMERCIALES**

**« ETUDES COMMERCIALES »**

destinée aux cadres d'entreprise ayant à mener ou à exploiter des  
activités et désirant de rester maîtres d'œuvre dans leurs relations  
avec les spécialistes.

**« DIRECTION DES PRODUITS »**

destinée aux cadres d'entreprise concernés par les problèmes de  
gestion et de diversification des produits ou de lancement de  
produits nouveaux.

Chaque section propose un cycle de perfectionnement de 24 jours,  
répartie sur un an à raison de 2 à 3 jours par mois, avec pour  
objectifs :

- de permettre une approche claire et complète des rôles de  
chef de produit et de chef de service marketing ;
- de définir leurs relations avec les autres fonctions de  
l'entreprise ;
- pour la section « études commerciales », d'optimiser les  
moyens de recherche et d'exploitation de la connaissance  
du marché ;
- pour la section « direction des produits », d'étudier les  
techniques propres à la spécialité : stratégies marché, pro-  
ducts, prix, distribution, action.

**Recrutement et inscriptions :**

**Christiane FIESSY** **INTECO-MARKETING**, Groupe I.F.G.  
37, quai de Grenelle 75738 Paris Cedex 15  
TEL. : 578.25.00



**LANGUES**  
ANGLAIS  
ALLEMAND  
ESPAGNOL  
ARABE  
RUSSE  
ITALIEN  
PORTUGAIS  
FRANÇAIS  
Tous niveaux - Toute l'année

CEPRI  
SEMINAIRES 1977-1978  
MUTATIONS

# INTERNATIONALES ET AVENIR ÉCONOMIQUE FRANÇAIS

8-9 novembre : les entreprises nationalisées en Europe occidentale.

9-12 décembre, 12-13 janvier : les pays à économie dominée et les nouveaux États indépendants, chances et fulbueses françaises. Avec notamment : M. A. J. J. Boussac, P.-Y. Cossart, M. Henry, G. Mathieu, F. M...

**Enseignements et inscriptions :**  
**Christiane PIESYK - INTECO-MARKETING, Groupe I.F.G.**  
 37, quai de Grenelle - 75738 Paris Cedex 15  
 Tél. : 578-61-52



## A la conquête des marchés extérieurs

FAIT-CE un mirage ? L'annonce, il y a deux ans, de la signature entre des industriels français et des Etats pétroliers d'importants contrats de construction d'usines « produits en main » a soudain mis sur le devant de la scène un problème présenté comme nouveau et capital : la formation liée à l'exportation. Comment allait-on former, pour ces pays clients, les ingénieurs, les techniciens, les cadres, les ouvriers qualifiés destinés à faire fonctionner dans les délais les plus rapides et dans les meilleures conditions les installations commandées à des industriels français ? Colloques, commissions interministérielles, rapports, se sont multipliés. Et voici qu'aujourd'hui ce problème paraît avoir disparu, ou du moins avoir perdu de son urgence et de son acuité.

« La bousculade s'est dégonflée aussi vite que les bulles de savon », dit-on dans les milieux officiels. Mais si l'on parle moins, aujourd'hui, de cette question, c'est aussi que les entreprises ont, de façon dispersée et souvent discrète, commencé à y apporter une réponse.

### Un échec normal

Certains y étaient prêts de longue date. Former le personnel nécessaire au bon fonctionnement des installations dans certains pays du tiers-monde, c'est la tradition industrielle et sans travailleurs compétents, leur pas-saient commande est une responsabilité que des grandes firmes ont acceptée d'assumer avant même que l'on parle de contrats « produits en main ». Et pas par philanthropie, mais dans leur intérêt bien compris. Un exportateur, soucieux de sa bonne image de marque, prendra toutes les mesures pour que l'usine ou la centrale qu'il livre soit non seulement « en état de marche » mais qu'elle fonctionne effectivement, ce qui implique la présence d'un personnel qualifié. Pour cela, les entreprises invitent en général le futur utilisateur à envoyer en France, pendant quelques semaines ou plusieurs mois, dans les usines et les centres de formation de la firme exportatrice, des hommes que l'on initie à la marche des installations. Si cette formule subsiste, elle ne suffit souvent plus à satisfaire les clients du tiers-monde, qui réclament une véritable assistance technique pendant les premières années de fonctionnement des usines qu'ils ont achetées.

Les organismes privés de formation qui ont essayé de se lancer sur ce marché ont souvent échoué : non seulement parce qu'ils ont proposé leurs services à des prix prohibitifs, mais surtout parce qu'ils n'offraient pas pour la plupart l'expérience industrielle et la qualité pédagogique exigées. Ce marché à l'exportation s'est ouvert en 1974-1975 au moment même où a commencé à se manifester un

« tassement » sur le marché de la formation en France, nous expliquait un industriel. Les organismes qui se sont précipités sur l'étranger étaient ceux qui n'avaient pas réussi à se développer en France ; il était normal qu'ils échouent là aussi.

Ceux qui ont réussi : tout d'abord les entreprises industrielles elles-mêmes, qui avaient une expérience de la formation comme E.D.F., qui a créé près d'une centaine de centres de formation à l'étranger (le dernier en date en Indonésie), ou Cretin-Lotz, qui a créé, en Côte d'Ivoire, une entreprise, qui a accueilli, simultanément à la construction d'une usine sidérurgique en Irak, de « monter » un collège technique dont la capacité d'accueil sera bien supérieure aux besoins en personnel de cette usine. Un certain nombre de ces sociétés n'hésitent pas à demander l'aide d'organismes publics de formation : Cretin-Lotz fait appel à l'expérience pédagogique de l'A.F.P.A. (Association pour la formation professionnelle des

adultes) ; Alstom s'associe avec l'ENSI (Ecole nationale supérieure d'ingénieurs) de Grenoble. Dans les industries mécaniques, c'est au niveau de la branche professionnelle que les sociétés se sont organisées en créant Mécanorm.

Autre succès, qui n'est pas lié cette fois à des ventes de biens d'équipement : celui d'un certain nombre d'écoles d'ingénieurs ou d'organismes de formation d'adultes, comme le Centre d'études supérieures industrielles. Ce centre, à but non lucratif, géré par un comité de représentants de grandes firmes et des responsables syndicaux, a pris appui, il y a plusieurs années déjà, sur l'expérience de Berliet pour développer des relations privilégiées avec l'Algérie. Il assure actuellement en France la formation de deux cents stagiaires à des postes d'ingénieurs de cadres, de formateurs pour huit sociétés nationales algériennes (Sonatrach, Sonelgaz, S.N. Métal, etc.) avec qui il a passé des

contrats. Etape suivante et déjà entamée de cette coopération : la mise en place, en Algérie cette fois, de trois centres de formation d'ingénieurs. Ce type d'intervention est aujourd'hui en train de s'étendre au Maroc et à la Côte d'Ivoire.

L'exportation de la formation n'est donc pas un mirage, même si le caractère divers et aléatoire des initiatives prises ne permet pas d'en mesurer l'ampleur. Mais bien des obstacles subsistent qui freinent le développement de ce « marché ». Les uns tiennent aux pays étrangers eux-mêmes, qui veulent désormais tout définir dans des contrats mais ne sont pas toujours aptes à préciser clairement leurs besoins ou se refusent à prendre en considération le coût réel des opérations de formation et d'assistance technique. Celles-ci, nous a affirmé un industriel français, peuvent représenter jusqu'à 30 % du coût global de la construction et de la mise en fonctionnement d'une usine « produite en main ». D'autres obstacles proviennent des Français : leur réputation casaniers continue de se vérifier chaque jour ; les problèmes que pose l'adaptation des enfants à l'étranger (la France a une politique restrictive dans la reconnaissance d'équivalences de diplômes) sont le plus souvent invoqués par les cadres qui refusent de s'expatrier ; les difficultés actuelles de l'emploi en France renforcent les réticences de ceux que l'on incite à partir à l'étranger. « Retrouverons-nous un poste au retour ? » se demandent-ils. C'est pourquoi des chambres de commerce, comme celles de Dunkerque, de Lyon, de Nantes, de Marseille ont mis sur pied des stages de formation pour des cadres en chômage qui acceptent de faire de l'assistance technique hors des frontières : cycle court (quinze jours) d'initiation à la vie dans le pays d'accueil, stage plus long (trois à six mois) de formation de formateurs ou de formation aux méthodes de transfert de technologie.

### La difficulté de s'expatrier

Reste une dernière difficulté, d'ordre linguistique et culturel, qui se pose aussi bien aux futurs cadres étrangers qui viennent s'initier aux techniques françaises qu'aux Français qui s'expatrient. Difficulté d'autant plus difficile à résoudre, qu'elle est, semble-t-il, souvent sous-évaluée, aussi bien par les intéressés que par les entreprises exportatrices ou les clients. « Tout le monde laisse sur le tapis les problèmes de formation », nous a déclaré un dirigeant de l'ACTIM (Agence pour la coopération technique industrielle et économique), organisme public qui s'occupe notamment de l'accueil et de l'environnement culturel « des stagiaires étrangers ».

Dans le domaine de l'exportation de la formation comme dans bien d'autres, les choses évolueront plus rapidement dès qu'il y aura de surcroît les difficultés techniques et de sous-évaluation des problèmes humains.

JEAN-MARIE DUPONT.

## Les nourrices aussi...

QUELQUE six cent mille enfants de moins de trois ans sont confiés, pendant que leur parents travaillent, à des nourrices. On compte environ deux cent quatre-vingt mille nourrices agréées par les services départementaux de protection maternelle et infantile (P.M.I.). Mais il y a vraisemblablement autant de « blanches ».

Agréées ou pas, les nourrices n'ont aucune formation spécifique. On leur demande, en quelque sorte, d'être pour les enfants une « seconde mère », ce qui n'est guère souhaitable et peut poser notamment des problèmes de relation (jalouse de l'enfant, de la mère par exemple).

La loi du 17 mai 1977, qui a défini un statut des assistantes maternelles, c'est le nouveau nom des nourrices — prévoit, entre autres, pour celles qui sont agréées, des actions de formation et d'information. Souhaitable pour les enfants, cette décision contribuera peut-être aussi à transformer en profession ce que l'on considère comme une simple activité. Avant même l'application de la loi, fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1978, des actions de formation — encore limitées en nombre — ont commencé à l'initiative soit d'associations privées de placement familial, soit de centres de P.M.I. Mais les conditions de stage et leur contenu sont délicats à définir.

A partir de son expérience on maîtrise de formation des familles, qui accueillent à temps plein des enfants ayant des problèmes familiaux, le Groupe de recherche et d'action pour la petite enfance (GRAPE) s'est intéressé à celle des assistantes maternelles.

Un journal, *l'Enfant d'abord*, leur apporte à domicile des connaissances sur le monde des petits. Mais, plus encore que d'informations sur la diététique ou le langage, le GRAPE insiste sur la nécessité, pour les nourrices, de se rencontrer,

d'échanger leurs expériences, leurs difficultés. C'est même le point de départ de la formation conçue par cet organisme. Des jeux de rôles, des études de cas doivent permettre de réviser les problèmes. « Il est important, précise Mme Liliane Vaisman, responsable de la formation, que les nourrices prennent conscience de leur histoire, leurs manières se répètent sur leur comportement quotidien avec les enfants. » C'est le groupe qui doit trouver les réponses propres à faire évoluer le comportement de chacune.

Pour aider les participantes, l'animateur doit posséder des techniques d'animation de groupe. C'est pourquoi le GRAPE s'attache d'abord à la formation des formateurs d'assistantes maternelles. Destinées notamment aux travailleurs sociaux, cette formation s'étend sur deux cycles de douze jours. Le premier est théorique (sensibilisation à la méthode de groupe et au rôle des nourrices, connaissances paramédicales, psychologiques, démographiques, économiques, sociologiques, politiques), l'autre consiste à « co-animer » des groupes d'assistantes maternelles. Le coût du stage (2.000 F) peut être pris en charge sur les crédits réservés à la formation permanente.

Les groupes ou associations d'assistantes maternelles, les centres de P.M.I., peuvent demander au GRAPE des animateurs ainsi formés. Il en coûte 600 F par jour, pour un groupe de douze personnes (les sessions durent six semaines, réparties sur un an).

La prise en charge des dépenses de formation des nourrices sur les crédits de la formation continue est actuellement en discussion entre les ministères de la santé et du travail.

CATHERINE ARDITTI.

\* GRAPE : 51, rue Saint-Germain, 75006 Paris. Tél. : 273-26-14 ou 277-35-10.

## CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

### STAGES DE FORMATION CONTINUE

120 stages sont prévus en 1977-1978 dans les domaines suivants :

- Enseignements préparatoires et formation générale : (moyens d'expression, anglais technique, problèmes socio-économiques de l'entreprise, etc.).
- Sciences et techniques : (chimie, biologie, alimentation, qualité de l'air et de l'eau, construction, génie civil, électrotechnique, électronique, automatisation, énergétique, mathématiques, informatique, mini-informatique, recherche opérationnelle, mécanique et mécanique des fluides, métallurgie, plastiques, matériaux industriels, physique, métrologie, optométrie, topométrie).
- Economie et gestion : (économie industrielle, gestion financière et comptable, économie et droit immobilier, organisation).
- Sciences humaines : (ergonomie, formation de formateurs, psychologie du travail, sécurité, sociologie du travail).
- Promotion et conversion professionnelle à plein temps.

Catalogue complet sur demande. Renseignements, inscriptions, dès maintenant.

CNAM - FC - 252, rue Saint-Martin, 75141 PARIS - CEDEX 05, Tél. : 271-24-14, postes 376 ou 338.

## L'I.U.T. de Paris-Sceaux

organise des stages

### Formation Permanente

PROGRAMME 1977-1978

## Stages inter-entreprises

### Gestion :

- Introduction à la comptabilité générale : 3 au 7 avril 1978.
- Mise à jour des connaissances fiscales TVA/BIC/IS : 24 au 28 avril 1978.
- Présentation et analyse des documents de synthèse du Nouveau Plan Comptable : 25 et 26 avril 1978.
- Initiation au droit et à la gestion pour les représentants du Personnel : 16 au 20 janvier 1978.
- Contrôle budgétaire : 26 au 30 juin 1978.
- Mathématiques appliquées à la gestion : 16 au 20 janvier 1978.
- Initiation au Marketing : 6, 7 et 8 février 1978.
- Jeu d'entreprise de Marketing et de Gestion : 7 et 9 mars 1978.

### Informatique :

- Informatique de Gestion : 8 au 12 mai 1978.
- Correspondant informatique : 16 au 20 janvier 1978.

## PRÉPARATION AU D.U.T. DE GESTION DES ENTREPRISES POUR ADULTES

145 diplômes délivrés depuis 1974

Renseignements et inscriptions

I.U.T. PARIS-SCEAUX  
CENTRE DE FORMATION CONTINUE  
5, AVENUE CAUCHY  
93200 SCEAUX  
Tél. : 650-19-77

## SI VOUS ÊTES SANS EMPLOI ET AVEZ DE 16 A 25 ANS LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

VOUS PROPOSE  
UNE FORMULE NOUVELLE  
POUR COMPLÉTER  
VOTRE FORMATION GÉNÉRALE  
(FIN SECONDAIRE MINIMUM)  
ET VOUS PRÉPARER A UN EMPLOI

Elle présentera votre candidature à des entreprises. Ainsi pendant une durée de 6 à 8 mois vous partageriez votre temps entre un travail en entreprise et une formation de 200 heures minimum dans un centre de formation de la C.C.I.P.

Formations prévues :

- Vente itinérante.
- Connaissances de l'entreprise et dactylographie.
- Connaissances de l'entreprise et comptabilité.
- Connaissances de l'entreprise et expression.
- Gestion administrative et comptable.
- Gestion administrative et commerciale.
- Préparation à la vente de produits industriels et de biens d'équipement.
- Vie d'ensemble sur la fonction commerciale.
- Initiation à la vie de l'entreprise.
- Introduction à la vie active en entreprise (tous niveaux).
- Stage d'initiation à la gestion des entreprises.

Pour en savoir plus :

Envoyer au BUREAU POUR L'INFORMATION, L'ORIENTATION ET LE PERFECTIONNEMENT, 7, rue Balzac, 75008 PARIS.

## CENTRE DE FORMATION TECHNIQUE INDUSTRIELLE CONTINUE (C.E.F.T.I.C.)

8.P. n° 9 - av. Jean-Giono 84500 BOLLÈNE - Tél. (90) 30-05-37

- Formations « Technique et Industrie »
- Formations « Manutention et Sécurité »
- Assistance-Conseil

## CHEFS D'ENTREPRISE SI VOUS POUVEZ ACCUEILLIR DES STAGIAIRES DE 16 A 25 ANS REMUNÉRÉS PAR L'ÉTAT DANS VOS SERVICES

## LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

PEUT VOUS PROPOSER DES CANDIDATS ET PEUT LES PRÉPARER EN 200 HEURES DE FORMATION A DEVENIR OPÉRATIONNELS

### FORMATIONS PRÉVUES :

- Vente itinérante
- Connaissances de l'entreprise et dactylographie
- Connaissances de l'entreprise et comptabilité
- Connaissances de l'entreprise et expression
- Gestion administrative et comptable
- Gestion administrative et commerciale
- Préparation à la vente de produits industriels et de biens d'équipement
- Vie d'ensemble sur la fonction commerciale
- Initiation à la vie de l'entreprise
- Introduction à la vie active en entreprise
- Stage d'initiation à la gestion des entreprises

Pour une documentation gratuite présentant les objectifs et les conditions de mise en œuvre des stages ou la validation de candidats stagiaires.

— Ecrire ou téléphoner à : DÉLÉGATION A LA FORMATION CONTINUE de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, 7, rue Balzac - 75008 PARIS - Tél. : 798-61-66.

## EUROFORMATION S.A.

P. GOURGAND

A la dimension  
de votre entreprise  
(grande ou petite)  
Créée en 1965 :

139, rue du Ranelagh Paris-16<sup>e</sup>

524-58-80

## PERFECTIONNEMENT SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Ingénieurs, techniciens, maîtrise

150 stages par an  
inter et intra-entreprises

CAST

Centre d'Actualisation Scientifique et Technique

INSA 705 - 20, avenue Einstein, 92011 VILLIERS-LE-BEL  
Tél. : (70) 69-61-12, poste 3088

## SALARIES ET EMPLOYEURS DES MÉTIERS DE LA VIANDE

## L'ASFOV

Fonds d'Assurance Formation des Travailleurs Solidaires des Métiers de la Viande

Peut vous aider !

Pour tous renseignements, écrire :  
98, boulevard Péniche  
75350 PARIS CEDEX 17  
ou téléphoner au 754-87-00

## FORMATION CONTINUE

INITIATION ET PERFECTIONNEMENT EN

ARABE (littéral et dialectal) - CHINOIS - GREC MODERNE - HÉBREU  
JAPONAIS - RUSSE - SERBO-CROATE

Et toutes langues du domaine de l'Institut National des Langues Orientales (INALCO)

Début des cours le JEUDI 3 NOVEMBRE

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS AUPRES DE :

MISSION DE FORMATION CONTINUE DE L'INALCO  
Faculté de Cléry, 104,106, quai de Cléry 92110 CLICHY  
Tél. : 270-70-40, poste 227 (14h-17 h)



# FORMATION

## NOTES DE LECTURE

### L'école à perpétuer

de Heinrich Pons et Étienne

La formation, c'est un processus continu, qui s'inscrit dans la durée. Elle n'est pas une simple transmission de savoirs, mais une véritable éducation. Elle doit être adaptée aux besoins de la société, et elle doit être ouverte à tous. C'est la mission de l'école, et c'est la mission de la formation.

La formation, c'est un processus continu, qui s'inscrit dans la durée. Elle n'est pas une simple transmission de savoirs, mais une véritable éducation. Elle doit être adaptée aux besoins de la société, et elle doit être ouverte à tous. C'est la mission de l'école, et c'est la mission de la formation.

La formation, c'est un processus continu, qui s'inscrit dans la durée. Elle n'est pas une simple transmission de savoirs, mais une véritable éducation. Elle doit être adaptée aux besoins de la société, et elle doit être ouverte à tous. C'est la mission de l'école, et c'est la mission de la formation.

La formation, c'est un processus continu, qui s'inscrit dans la durée. Elle n'est pas une simple transmission de savoirs, mais une véritable éducation. Elle doit être adaptée aux besoins de la société, et elle doit être ouverte à tous. C'est la mission de l'école, et c'est la mission de la formation.

La formation, c'est un processus continu, qui s'inscrit dans la durée. Elle n'est pas une simple transmission de savoirs, mais une véritable éducation. Elle doit être adaptée aux besoins de la société, et elle doit être ouverte à tous. C'est la mission de l'école, et c'est la mission de la formation.

La formation, c'est un processus continu, qui s'inscrit dans la durée. Elle n'est pas une simple transmission de savoirs, mais une véritable éducation. Elle doit être adaptée aux besoins de la société, et elle doit être ouverte à tous. C'est la mission de l'école, et c'est la mission de la formation.

La formation, c'est un processus continu, qui s'inscrit dans la durée. Elle n'est pas une simple transmission de savoirs, mais une véritable éducation. Elle doit être adaptée aux besoins de la société, et elle doit être ouverte à tous. C'est la mission de l'école, et c'est la mission de la formation.

La formation, c'est un processus continu, qui s'inscrit dans la durée. Elle n'est pas une simple transmission de savoirs, mais une véritable éducation. Elle doit être adaptée aux besoins de la société, et elle doit être ouverte à tous. C'est la mission de l'école, et c'est la mission de la formation.

## Les associations patronales, ces mal aimées

Le C.N.P.F. n'est pas content. Les ASFO, autrement dit les Associations patronales de formation, n'ont pas bonne presse. Et il s'en fait. « Tout le monde en parle à tort et à travers, dit-on au siège du C.N.P.F., sans savoir ni ce qu'elles sont ni ce qu'elles font. » Le patronat admet, toutefois, qu'il est difficile d'y voir clair. « C'est une institution très hétéroclite »,

Le label ASFO recouvre, en fait, une réalité très mouvante : d'une part, cinquante associations de formation continue, de taille et d'activités très variables, qui n'ont en commun que leur rattachement à une organisation professionnelle ou interprofessionnelle patronale. Un rattachement qui, sur le marché de la formation, vaut de l'or. Il donne à ces organismes toutes les facilités pour recevoir et dépenser, avec un minimum de contrôle, les fonds que les entreprises affectent obligatoirement chaque année, depuis 1971, à la formation continue : actuellement 1 % de la masse salariale. L'ASFO fonctionne un peu comme une mutuelle, à laquelle les entreprises adhèrent, et qui répartit l'argent en fonction des besoins des uns et des autres. Pour l'entreprise, tout est simple : elle effectue un versement global et dispose en contrepartie d'un avoir formation ; si elle n'utilise pas tout son avoir, au bout d'un certain délai, l'ASFO peut s'en servir au profit de ses autres adhérents. Mais l'entreprise, dès lors qu'elle a versé son argent à l'ASFO, est en régie avec les pouvoirs publics (1). Ce mécanisme profite surtout aux grandes entreprises qui dépensent chaque année plus que le minimum légal (2). Il n'en est pas de même pour la plupart des petites et moyennes sociétés, bien embarrassées souvent pour utiliser leur 1 %, quand elles ne sont pas réticentes à l'idée même de formation. Le versement à l'ASFO est tentant : il les décharge d'un fardeau encombrant et l'argent reste dans la profession. Aux ASFO de le dépenser !

Les ASFO, autrement dit les Associations patronales de formation, n'ont pas bonne presse. Et il s'en fait. « Tout le monde en parle à tort et à travers, dit-on au siège du C.N.P.F., sans savoir ni ce qu'elles sont ni ce qu'elles font. » Le patronat admet, toutefois, qu'il est difficile d'y voir clair. « C'est une institution très hétéroclite »,



(Dessin de GENEZ)

**Concurrence**

Mais qu'en font-elles, de ces crédits qui ont représenté, en 1976, 600 millions de francs, soit environ le quart des sommes versées par les entreprises à des organismes de formation ? Directeur de l'ASFO interprofessionnelle de l'Eure, M. Jaurbert explique : « D'abord, on a perdu le 1 %. Puis on a dit aux entreprises : « Si vous ne voulez pas faire, on vous propose des stages. La réponse a été : « Proposez-nous des stages, on verra si ça nous intéresse. Nous avons donc constitué des catalogues de stages, auxquels nous inscrivons les salariés que nous embauchons les entreprises. » Aujourd'hui l'ASFO d'Eure emploie dix-neuf personnes à temps plein, et son rôle s'est considérablement transformé : « Nous prenons en charge tous les problèmes de formation de nos adhérents, pour l'essentiel des petites et moyennes entreprises ne disposant pas de ser-

d'accord définissant leurs rôles respectifs. Le ministère souhaiterait d'ailleurs systématiser ces rapports en concluant des « conventions-cadre » sur le plan national. Les syndicats d'enseignants dénoncent la « dénaturation » du service public de l'éducation, que ses responsables auraient volontairement placé sous la coupe des organisations patronales. Les chambres de commerce, dont les ASFO concurrencent les activités traditionnelles, et les petites et moyennes entreprises minoritaires dans les conseils d'administration de ces dernières ne voient pas non plus d'un très bon œil leur développement. Elles ont tenté de se défendre en favorisant la création des fonds d'assurance formation (FAF) compétents, eux aussi, pour collecter et gérer le 1 % » (3).

**Réussite**

À la tête des ASFO, la place faite aux représentants des salariés est très limitée ; absents du conseil d'administration, sauf par exception, ils siègent en principe

**ICH/FORMATION**  
Orientation - Communication  
Créativité - Initiation au droit  
Formation d'animateur  
Grapho/Morpho-Psychologie  
Cours oraux - par correspondance  
Séminaires Paris et Province  
Inf. - ICH, 30, rue des Mathurins  
75008 Paris - 266-36-75

**EUROFORMATION S.A.**  
P. GOURGAND  
**forme vos formateurs**  
Créée en 1965 :  
139, rue du Ranelagh Paris-16<sup>e</sup>  
524-58-80

**CHEFS D'ENTREPRISE, CHEFS DE PERSONNEL, RESPONSABLES DE FORMATION,**  
les techniques d'usage évoluent...  
Vous devez donc :  
- adapter vos moyens de production,  
- préparer votre personnel aux mutations technologiques.  
C'est le champ d'application de la commande managériale.  
L'ADEPA met à votre disposition plusieurs types de formation destinés plus spécialement :  
- aux Responsables Industriels  
- aux Responsables Commerciaux  
- aux Responsables Techniques  
- aux Responsables Administratifs  
Ces stages, conçus dans un souci d'efficacité, comprennent de nombreux stages pratiques.  
Compagnie 657.12.31, postale 3480 et 3470, notre Service « ASSISTANCE-CONSEIL » en Commande Managériale vous orientera et déterminera avec vous la formation la mieux adaptée à votre problème.  
La société des chefs de personnel est inscrite au titre de formation professionnelle continue.  
Une convention commerciale vous sera adressée sous pli séparé.  
**ADEPA**, 7, bd. Romain Rolland - 92128 MONTROUGE - Tél. 01.47.13.21

**SOCOF**  
Dans le cadre :  
- des CONTRATS - EMPLOI-FORMATION  
- d'un PERFECTIONNEMENT des CONNAISSANCES dans le TRAVAIL INDUSTRIEL des VIANDES.  
La S.O.C.O.F. propose :  
- des actions de formation professionnelle technique pour le personnel et l'encadrement de production des INDUSTRIES de TRANSFORMATION des viandes de bœuf, porc, ainsi que de volailles et poissons.  
- une équipe de spécialistes des industries de la viande, composée d'ingénieurs, de techniciens, de professionnels dont l'expérience des problèmes industriels est confirmée par la vie professionnelle.  
**SOCOF**  
32, rue St-Hilaire 35100 RENNES  
Tél. : (99) 79-24-23.

**ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE**  
ORGANISME PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT À DISTANCE FONDÉ EN 1963  
rue de la Loi 12-7-1977  
Vous permettront de découvrir les sciences humaines et la graphologie au de vous y perfectionner.  
Préparé à la profession de graphologue associée depuis l'année 1963.  
Paiement d'études complètes dans dépenses formation personnelle.  
Documentation gratuite  
L.-M. CHARENTON  
12, rue Saint-Pierre, R - 3, 94220 CHARENTON  
Tél. : 308-72-41 et 316-72-41.  
Analyses et sélections par professeurs

**FORMATION modules de 100 h.**  
Niveau CAP-BP le Samedi matin  
• M1 Métier de Bâtiment  
Etude de prix  
• M2 Résistance matériaux  
Béton armé  
• M3 Electricité  
• M4 Comptabilité  
• M5 Mathématiques  
du 22/10/77 au 13/5/78  
**info formation**  
1, rue Théard 75240 Paris Cedex 05  
Tél. 329.21.99

**A.D.E.P.R.I.N.A.**  
Association pour le Développement de l'Enseignement, de la Recherche, du Perfectionnement à l'Institut National Agronomique Paris-Grignon  
16, rue Claude-Bernard - 75231 PARIS cedex 05 - Tél. 337-96-34  
ASSURE : une actualisation des connaissances des ingénieurs, cadres et techniciens des secteurs agricole et agro-alimentaire en rapide évolution ;  
INFORME : tous les responsables des secteurs public et privé des problèmes inédits posés par l'aménagement rationnel du territoire rural et de la protection de la Nature (pollution, nuisances) ;  
ORGANISE : à la demande des AS-FO (Associations de formation), entreprises, institutions locales (communes, départements), associations de consommateurs, des sessions de formation adaptées à leurs besoins ;  
EFFECTUE : dans un cadre contractuel tous les travaux dans les domaines de l'Agriculture, de l'Agro-Alimentaire et de l'Aménagement du territoire et de la Protection de la Nature.

**LE GUIDE** Centre Universitaire d'Information, de Recherche et de Documentation sur l'Éducation Permanente  
Organisme public, à vocation interuniversitaire, rattaché à l'Université des Sciences Sociales de Grenoble, édite  
**FLASH-FORMATION-CONTINUE**  
Ce bulletin bimensuel  
- vous tient au courant de la législation dans les domaines  
- vous propose des études complexes de  
- vous rend compte d'expériences concrètes l'Éducation Permanente  
GUIDEP - 2, place de l'Étoile - 38000 Grenoble - Tél. (76) 44.29.06

**L'ANIMATION DES VENTES EST UN MÉTIER**  
L'Institut National des Techniques Commerciales et Marketing - Institut spécialisé du groupe I.F.G. - Institut Français de Gestion - patronné par l'IN.M. - Institut National du Marketing  
... lance, le 3 février prochain, son cycle de perfectionnement  
**DIRECTION ET ANIMATION DES VENTES**  
destiné aux responsables et animateurs d'une force de vente :  
• Directeurs de vente, chefs de vente, inspecteurs de vente ;  
• Animateurs et délégués régionaux.  
D'une durée de 26 jours, répartie sur un an à raison de 2 à 3 jours par mois, ce cycle a pour objectif :  
• de perfectionner au métier ;  
• de favoriser l'insertion du responsable des ventes dans le système marketing ;  
• d'étudier les différentes situations de vente et les processus de la négociation appliquée à la vente ;  
• d'étudier les méthodes de recrutement, d'encadrement, de formation et d'animation d'une force de vente ;  
• de donner aux responsables des ventes les outils nécessaires pour l'organisation et la gestion de leur territoire.  
Renseignements et inscriptions :  
Christiane PÉREZ - INTERCOM-MARKETING, Groupe I.F.G.  
37, quai de Grenelle - 75780 Paris Cedex 15  
Tél. : 378-61-32

**L'UNIVERSITÉ DES SCIENCES SOCIALES DE GRENOBLE**  
Une longue expérience au service de l'Éducation Permanente  
Héritière d'une longue tradition en matière d'Éducation Permanente, Grenoble II a, dès sa création en 1970, mis l'ensemble de ses moyens à la disposition des salariés :  
**Ses secteurs d'activité**  
• administration publique et des collectivités locales  
• animation socio-culturelle  
• audio-visuel  
• carrières sociales  
• comptabilité, gestion, marketing  
• économie  
• gérontologie  
• informatique  
• psychologie, sciences de l'éducation  
• urbanisation et aménagement  
**Ses stages**  
• en périodes bloquées  
• étalés dans le temps  
**Ses expériences originales** en liaison le plus souvent avec le milieu professionnel  
• Accueil des non-bacheliers  
• accueil et formations spécifiques des demandeurs d'emploi  
• enseignement alterné : Maîtrise A.E.S. (travail social)  
• enseignements de licence et de maîtrise par correspondance, radio-télévisés et par cassettes  
• formation de formateurs  
• formation de psychologues scolaires  
• formation des personnels des fonctions publiques et communales et des élus municipaux  
• promotion collective agricole, télé-promotion rurale  
• promotion collective ouvrière  
• recherche en rénovation pédagogique par l'audio-visuel  
• recyclage des enseignants du secondaire  
• sensibilisation des salariés à la Formation Permanente  
• université du 3e âge  
Service de l'Éducation Permanente et de la Promotion Sociale  
Université des Sciences Sociales  
47 X - 38040 Grenoble-CéDEX - Tél. (76) 42.18.72 - 54.81.78

**Le Monde**  
dossiers et documents  
NUMÉRO D'OCTOBRE  
**LA CONQUÊTE SPATIALE**  
**LA RÉGION RHONE-ALPES**  
Le numéro : 2,50 F  
Abonnement un an (dix numéros) : 25 F

**Le Monde**  
dossiers et documents  
NUMÉRO D'OCTOBRE  
**LA CONQUÊTE SPATIALE**  
**LA RÉGION RHONE-ALPES**  
Le numéro : 2,50 F  
Abonnement un an (dix numéros) : 25 F

**Le Monde**  
dossiers et documents  
NUMÉRO D'OCTOBRE  
**LA CONQUÊTE SPATIALE**  
**LA RÉGION RHONE-ALPES**  
Le numéro : 2,50 F  
Abonnement un an (dix numéros) : 25 F



## NOTES DE LECTURE

## L'école à perpétuité

de Heinrich Dauber et Étienne Verne

L'ÉCOLE à perpétuité, comme le bague ? Et si la formation continue était une vaste entreprise de mystification à l'échelle de la planète destinée à conforter les hiérarchies, à maintenir les hiérarchies, à contrôler plus efficacement les sources ? Le livre que publie la collection « Techno-artique » et que préface Ivan Illich ne s'embarrasse pas de circonlocutions. Pour ses auteurs, un funeste dessein des classes dominantes nous menace : « La pédo-pédagogie de l'enfance échouée grâce à l'école, il reste à terminer celle, bien commencée, de la prime enfance, mais surtout à assurer celle de l'âge adulte », écrit Étienne Verne. Ce « transfert d'une éducation limitée à une éducation illimitée et éternelle » a un objectif : « transformer la société en une immense salle de classe aux dimensions de la planète sous l'œil de quelques satellites (...) pour mieux assurer la contrainte bureaucratique des hommes ».

## Une idée d'Illich

Tout vient d'un malentendu soigneusement entretenu par ceux qui disposent du savoir et donc du

## L'ADÉQUATION ENTRE LA FORMATION ET L'EMPLOI DANS LES RÉGIONS

de Jean-Marie Chanut

LES femmes occupent, en général, des emplois pour lesquels elles sont surqualifiées, constate M. Jean-Marie Chanut dans cette étude. Ce phénomène est encore plus marqué chez les femmes actives âgées de vingt-cinq à trente-quatre ans, qui possèdent statistiquement plus de diplômes que l'ensemble de la population féminine. M. Chanut explique, notamment, cette « surqualification » par une plus grande difficulté pour les salariées à trouver un travail dans certaines régions où il existe un sous-emploi important, comme le sud de la France, et dans une certaine mesure le Nord et la Lorraine. Second handicap de la population active féminine : elle posséderait surtout des diplômes d'enseignement général.

Au sujet des « salariés masculins », M. Chanut observe que l'absence de diplôme est particulièrement fréquente dans certaines régions très agricoles ou très industrielles. Il cite à ce propos la Basse et la Haute-Normandie et indique qu'un emploi de cadre supérieur exige davantage de qualification à Paris que dans le reste de la France. A propos de l'adéquation entre la formation et l'emploi occupé, l'auteur note que celle-ci est presque toujours plus marquée chez les femmes, car « plus le niveau de qualification offert par l'appareil productif est élevé et plus la population active féminine est surqualifiée ». — E. F.

\* Les collections de l'INSER, série R, n° 28, août 1977, 125, rue de Bercy, 75552 Paris Cedex 12. 15 F.

## L'Université et la formation continue

de Daniel Chevrolet

avec la collaboration de Roger Gautun et Robert Cug

L'ENSEIGNEMENT supérieur est malade, la formation continue ne va pas très bien non plus. C'est dire les difficultés qui assaillent les services d'éducation permanente des universités. Tout le monde ou presque, selon l'auteur, qui dirige à Rennes un de ces services, est coupable. Les entreprises, les organismes privés de formation, les délégués académiques à la formation continue (DAFCO), auxquels il n'attribue « ni compétence ni rôle pédagogique notables », mais aussi le secrétariat d'État aux universités, dont les initiatives ne reflètent, selon les cas, qu'une impuissance, incapacité ou incompétence, paralysie, incompréhension, aboulie, laisser-aller, désintérêt.

Cette virulence qui ressemble fort à de l'esprit déçu n'est heureusement pas la seule facette de ce livre clair et précis. Au

## Une gageure

Or, si l'on regarde de près l'utilisation des crédits consacrés par les entreprises à la formation continue, on s'aperçoit qu'une grande partie d'entre eux sont directement versés à des organismes agréés et aux associations patronales de formation. Restent 243 millions de francs (soit 1973), qui représentent le marché réellement « libre ». C'est la moitié de ce marché que les universités devraient concurrencer si elles veulent s'autofinancer. Une gageure, qui contraindrait en outre « une bonne partie des enseignants à un quasi-doublement de leurs services ».

Les universités doivent-elles se laisser entraîner sur ce terrain ? Certainement pas, souligne Daniel Chevrolet, qui propose une

autre « logique » fondée notamment sur la satisfaction des demandes individuelles « non économiques » et sur les besoins collectifs des travailleurs. On comprend ce sonnet de redorer le blason de l'enseignement supérieur et on souscrit volontiers à l'affirmation selon laquelle ces réformes ne pourrissent pas sans un changement de comportement. Mais on aurait aimé en savoir un peu plus sur certains blocages qui, quel qu'en soit l'auteur, ne sont pas tous extérieurs à l'université. C'est la principale faiblesse de cet ouvrage qui, bien qu'il s'en défende, cherche un peu trop systématiquement à démontrer que l'université est « l'outil unique et immédiatement partiel de l'éducation permanente ». B.L.G.

\* Casterman, coll. « Orientations », 196 pages, 36 F.

## POUR UNE « VRAIE » FORMATION D'ADULTES

Une équipe DYNAMIQUE, EFFICACE au Service des HOMMES des ENTREPRISES du FUTUR

Société Internationale d'Études & d'Interventions  
32, rue de Dunkerque, 75009 Paris  
Tél. 1.878-91-35.

## EUROFORMATION S.A.

P. GOURGAND  
développement des organisations

Une équipe connue ou à connaître

Créée en 1965 :  
139, rue du Ranelagh Paris-16°  
524-58-80

## CONTROL DATA

premier constructeur mondial de super ordinateurs forme dans son Institut de Paris

PROGRAMMEURS en 19 semaines  
TECHNICIENS DE MAINTENANCE en 26 semaines

Pour conditions et dates d'interviews  
Appelez dès maintenant M. MAGNAN au 340.17.30

Vous pouvez aussi lui écrire ou venir nous voir  
INSTITUT PRIVÉ CONTROL DATA  
19, rue Erard 75012 PARIS - Tél. 340.17.30  
Répondant automatique aux heures non ouvrables

## Le Monde de l'éducation

Le numéro de septembre consacré à :

- La rentrée de la réforme Haby
- Les sujets de français au bac

ayant été très vite épuisé, il a fait l'objet d'un nouveau tirage. Il sera maintenu à la vente pendant le mois d'octobre, en même temps que le numéro consacré aux étudiants en 1977.

Vendu partout et au « Monde », service de la vente du numéro.  
5, rue des Halles, 75427 PARIS CEDEX 09.

## gratuit

sur simple demande notre catalogue

## SPECIAL université

ADRESSEZ VOTRE DEMANDE A  
LA DOCUMENTATION FRANÇAISE  
28, quai Voltaire - 75004 Paris Cedex 04

POUR vos Problèmes de L'ANGLAIS

**I.O.E.**  
Institut O.H. English  
Marque Déposée

♦ CONVENTIONS AVEC LES SOCIÉTÉS  
♦ Sous-traitance avec les organismes de formation  
♦ Stage pour les animateurs de formation en anglais.

On apprend l'anglais là où on se fait enseigner !

SIÈGE SOCIAL POUR L'EUROPE  
BOM-LOE  
LONDON WC1V 6XX  
Tél. 01-242-29-39 - Cables Monomark I.O.E. London - Telex 28005 Monomark I.O.E. London

REPRÉSENTATION EN FRANCE  
I.O.E.  
35, rue Ampère - Escalier H  
94400 VITRY-SUR-SEINE  
Tél. : 480-62-65 (à part du 1<sup>er</sup> Janv. 78). Renseignements : 754-40-70.

## préparation à la gestion au niveau le plus élevé pour jeunes cadres et jeunes diplômés

Formation en groupes rapprochant juristes, littéraires, économistes, architectes, vétérinaires, pharmaciens... et X, Agro, A & M, chimistes... ayant ou non une expérience pratique. Programmes professionnels personnalisés éventuellement en partie à l'étranger.

Sélection du type recrutement de collaborateurs basée sur aptitudes et motivation profonde, contrôlée ainsi que la délivrance du diplôme par le Secrétaire d'État aux Universités. Environ un admis sur dix candidats.

Financement entièrement assuré par les allocations professionnelles, le budget formation des entreprises et un système de prêts très favorable.

Information facile auprès de 400 Anciens ISA.

**isa** INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES  
78350 JOUY-EN-JOSAS. TEL. LIGNE DIRECTE (1) 956.43.61  
OU (1) 956.80.00 POSTES 430, 434, 488, 476  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS.

## STAGES LINGUISTIQUES

• Perfectionnement en Anglais  
EN GRANDE-BRETAGNE  
IA Crosby House School, BOURNEMOUTH

5 HEURES DE COURS PAR JOUR  
SESSIONS SPÉCIALES DE 1 A 4 SEMAINES.  
• ÉTUDE APPROFONDIE • 1, 2, 3 TRIMESTRES.  
LABORATOIRE DE LANGUES, MÉTHODES MODERNES.  
ÉCOLE RECONNUE PAR LE GOUVERNEMENT ANGLAIS.

A Paris  
(Dans nos locaux : 7, rue de l'Éperon, Paris (6<sup>e</sup>) ou dans les entreprises)

COURS A EFFECTIFS TRÈS LIMITÉS  
SESSIONS • SUR MESURE •

• Perfectionnement en Allemand  
IA KASSEL, Europa Kolleg, et à Paris.

I.O.S.F.B., 43, rue de Provence, PARIS (9<sup>e</sup>)  
Tél. : 526-63-49

## FORMATION CONTINUE DES ADULTES

Le Centre de Formation Continue, service commun de l'Université Paris-Nord offre, dans les divers U.E.R. et dans les I.U.T. de l'Université, trois types de services de formation :

- élaboration et mise en œuvre d'actions adaptées aux problèmes spécifiques des entreprises, administrations et collectivités diverses ;
- formation conduisant à des diplômes d'État pour des adultes engagés dans la vie professionnelle ou demandeurs d'emploi ;
- formation de formateurs et conseils en formation.

**CFC**  
CENTRE DE FORMATION CONTINUE  
Renseignements : 822-04-42 poste 63  
822-87-78  
avenue Jean-Baptiste Clément  
93430 Villetaneuse

## F.O.P.

FORMATION - ORGANISATION - PROMOTION  
58, rue Curviart - 75013 PARIS - Tél. 337-58-79

Depuis 1967, l'Equipe FOP assure des stages intra-entreprises pour Cadres - Maîtrise - Employés - OP/OS

Domaines d'activité : Psychologie, Organisation, Pédagogie, Gestion, Management, Économie, Méthodes de Communication, Marketing, Techniques de secrétariat.

Département Conseil

## FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

PEDAGOGIE MODERNE  
17, villa d'Alesia - 75014 PARIS - Tél. 542.99.88

FORMATIONS ADAPTÉES  
SESSIONS dans les ENTREPRISES ou à PEDAGOGIE MODERNE

Domaine d'action  
PRATIQUE et MAÎTRISE de la COMMUNICATION  
• Expression écrite ou orale • Secrétariat  
• Langues vivantes

Pour tout renseignement s'adresser à Dominique MOUCHEL

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Halles  
75427 PARIS - CEDEX 09  
01-242-29-39

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - ÉTR. - T.O.M.  
106 F 136 F 233 F 378 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
136 F 166 F 263 F 408 F

ÉTRANGERS  
(par mandat)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAR VOIE NORMALE  
136 F 166 F 263 F 408 F

II. - SUISSE  
136 F 166 F 263 F 408 F

Par voie aérienne  
Toute sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) recevront leur journal en double à leur demande.

Changements d'adresse  
avis ou préavis (à l'exception des abonnements à l'étranger) sont invités à adresser leur demande aux semaines de moins avant leur départ.

Journal : la dernière bande d'envoi à tous correspondants.  
Veuillez avoir l'obligeance de nous adresser vos lettres et cartes d'abonnement.



# ÉDUCATION

A Marseille

## La région s'intéresse à l'école... ...et réciproquement

De notre correspondant

Marseille. — Les professeurs d'histoire et de géographie de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur vont désormais disposer d'un document pédagogique élaboré à leur intention et intitulé : Campagnes méditerranéennes - permanences et mutations, grâce à une coopération exemplaire entre l'administration, la région et l'enseignement. Ce 101<sup>er</sup> ouvrage de plus de trois cents pages (format 21 x 29, abondamment illustré de cartes et de photos, contient des études sur l'histoire et la géographie régionales. Il a été conçu par l'université, subventionnée par le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et édité par le Centre régional de documentation pédagogique (C.R.D.P.).

Le livre — exécuté sur le thème du monde rural — veut être un recueil de la richesse documentaire de la région à travers sa littérature, son iconographie, ses vestiges, son architecture, ses modes de vie, son habitat, son ethnologie et sa sociologie, mêlant des textes de géographes et d'historiens.

L'ouvrage, élaboré par un groupe de sept maîtres assistants, est né des rencontres entre ces universitaires, des enseignants du primaire et du secondaire, et des animateurs d'organismes socio-culturels. En octobre 1976, explique Mme Marie-Claire Amouretti, professeur d'histoire et d'animation du groupe des auteurs, l'inquiétude des enseignants d'histoire et de géographie devant les changements de programmes, dont personne n'avait la teneur, et l'absence de perspectives de formation permanente, dont l'université était délibérément écartée, nous a conduits à mettre en route cette entreprise.

Avec le soutien de l'Association régionale des professeurs d'histoire et de géographie, les promoteurs du projet se mirent en devoir de le faire, pour les enseignants du secondaire, la synthèse d'une messe de travaux universitaires (thèses et mémoires) concernant la région. Sans subvention, le projet n'aurait guère eu de chance de voir le jour. Amouretti trouve aussi auprès de Mlle Michèle Marli, chargée de mission au conseil régional, et d'un élu, Mme Geneviève Béguin-Lebellegou, présidente de la commission éducation nationale et affaires culturelles du conseil régional, qui parvint à son tour à convaincre les collègues de voter une subvention de 60 000 F. En retour, les auteurs ont proposé de travailler bénévolement.

Le Centre régional de documentation pédagogique a tiré l'ouvrage à quatre mille exemplaires, dont deux mille ont été rachetés grâce à la subvention du conseil régional, ce qui va permettre de distribuer l'ouvrage gratuitement dans chaque lycée, à chaque professeur d'histoire et de géographie. Il recense pédagogiquement les canaux pour un cours général, ce « livre du maître » veut aider ceux qui s'intéressent au patrimoine de leur région.

Un travail semblable a pu être réalisé, toujours grâce à une subvention du conseil régional (120 000 F) accordée à la publication de cartes de géographie en quadrichrome destinées à l'enseignement du second degré réalisées par une équipe de géographes de l'université d'Aix-Marseille-II placée sous la direction de M. Bernard Barbier.

JEAN CONTRUCCI.

## LES ÉLECTIONS AUX COMITÉS DES PARENTS

### La pédagogie restera l'affaire des professionnels déclare le directeur des écoles

« Un événement majeur pour la réforme du système éducatif. » C'est ainsi que M. Jean Deygout, directeur des écoles, a présenté, récemment, la prochaine mise en place des comités des parents. « Pour la première fois, en effet — depuis quatre-vingt-dix ans — les parents disposeront d'une instance officielle de concertation avec les maîtres. » Pour le directeur des écoles au ministère de l'Éducation, ces comités des parents, qui ne sont qu'un « essai », modifient profondément « l'esprit » du système éducatif.

Deygout a cependant souligné que cette initiative ne devait pas être considérée comme « une manifestation de défiance envers les enseignants ». La pédagogie reste « l'affaire des professionnels », eux-mêmes réunis en conseil des maîtres dans chaque école. « Mais, a poursuivi M. Deygout, l'élève continu à vivre en dehors de la classe. Les parents ne peuvent rester à l'écart de la vie scolaire alors qu'ils ont un rôle éducatif dans les activités péri ou post-scolaires. »

Le directeur des écoles s'est montré très prudent sur une éventuelle politisation des élections. « Les comités des parents seront un lieu où se confronteront et non s'affronteront les points de vue des maîtres et des parents », a-t-il expliqué.

Dans la plupart des cas, l'élection se jouera sur un faible nombre de voix (entre cent et deux cent cinquante dans les écoles à neuf classes), et l'on ne voit pas comment, dans ces conditions, les élections pourraient se politiser à outrance.

Enfin, à propos du rôle des associations de parents d'élèves dans ces élections, M. Deygout a déclaré : « Il est dans l'ordre des choses que les fédérations de parents s'intéressent à la mise en place des comités. Mais les parents doivent savoir qu'il n'est pas nécessaire d'appartenir à une association pour voter ou se porter candidat. »

Porte ouverte pour les élus de la région Lorraine. — Les élus de toute la région Lorraine ont été accueillis, samedi 15 octobre, dans les laboratoires de recherche de l'université de Nancy et de Metz. L'initiative en revient au recteur de l'académie qui a voulu que la valeur de la recherche régionale soit appréciée à sa source par les élus appelés à défendre ses dossiers financiers.

À Orléans, une manifestation de plus de mille cinq cents personnes a eu lieu le samedi 15 octobre pour protester contre le licenciement des directeurs des stations de jeunes et de la culture intervenu à la demande de la mairie 16<sup>e</sup> Monde du 28 septembre. Les manifestants avaient choisi le ton humoristique. Des personnalités portant des masques représentant des conseillers municipaux chargés des « dépolluages » des M.C.C. Le manifestant, ont ensuite accroché aux grilles de la mairie une déclaration où l'on pouvait lire que le maire, M. René Thinat (M.J.), était « licencié » pour avoir « fait grave erreur » en licenciant la culture populaire. — (Corresp.)

Les perturbations qu'introduit la pesanteur dans la circulation du sang. La coopération avec l'U.R.S.S. commencée modestement en 1967 par quelques tirés de fusées-sondes, est en passe de devenir la principale composante de la recherche spatiale française. Les deux pays sont complémentaires : l'U.R.S.S. apporte ses moyens de lancement et sa construction presque en série de satellites ; la France dispose de bonnes compétences dans plusieurs technologies de pointe participant à plusieurs laboratoires de chaque pays, chacun ayant la responsabilité d'une partie de l'appareillage.

MAURICE ARVONNY.

## L'ENSEIGNEMENT DES MATHÉMATIQUES

### Nouvelles protestations contre la réduction de crédits des IREM

La décision du ministre de l'éducation de réduire de 20 % les crédits des Instituts de recherche sur l'enseignement des mathématiques (IREM) (le Monde du 11 octobre) suscite de nouvelles protestations. Pour le Syndicat national des enseignants de second degré (S.N.E.S.), « cette mesure autoritaire, nouvel effet de la politique d'austérité appliquée à l'enseignement, montre le peu de cas que fait le ministre de l'éducation de la nécessité d'une formation continue pour les enseignants... ». S'adressant aux IREM, dont le rôle positif est unanimement reconnu, c'est illustrer la volonté d'abaïsser les contenus scientifiques d'enseignement que les programmes de la réforme Baby consécraient.

Le S.N.E.S. estime que le ministre de l'éducation « torpille l'enseignement des mathématiques et la formation continue des enseignants ». Parant de « gâchis » et d'« incohérence », le Syndicat national de l'enseignement des mathématiques (S.N.E.M.) considère que « M. Baby vient de démontrer son peu de souci de la pédagogie » et déplore que « la formation des enseignants fasse les frais de la restructuration budgétaire ». « Si l'État ou le département du service public de l'éducation nationale, qui n'est mieux placé pour la faire, avec méthode et sans scrupules, que le ministre de l'éducation. »

## LA NAISSANCE ET L'IMAGINAIRE

Organisé par le Département des Sciences de l'Éducation, ce stage pour les futurs parents, sages-femmes, pédiatres, médecins, gynécologues, accoucheurs, infirmières, puériculteurs, éducateurs, travailleurs sociaux et instituteurs. Les 7, 8, 9 et 10 novembre 1977 (24 heures) Renseignements et inscriptions : Formilmon Perreux, Université de Paris-VIII, route de la Tourne, 75015 Paris, tél. 374-12-50, p. 289.

## SCIENCES

A Marseille

### Savants soviétiques et français ont étudié le lancement futur d'un ballon sur Vénus et d'un télescope spatial

Marseille. — Depuis 1966, des Français et des Soviétiques se réunissent chaque année pour étudier des projets en coopération de recherche spatiale. La quatorzième réunion vient d'avoir lieu à Marseille, du 8 au 15 octobre, sous la direction de M. Hubert Curien, président du Centre national d'études spatiales (CNES), et de l'académicien Boris Petrov, président d'Interkosmos, cet organisme, dépendant de l'Académie des sciences soviétique, gère toute la coopération spatiale de l'U.R.S.S. avec d'autres pays. Cent vingt spécialistes représentant une trentaine de laboratoires ont participé à cette réunion.

De nombreux envoyés spéciaux qui focaliseront la lumière des études sur un spectrophotomètre de fabrication française ; ce dernier analysera la lumière et mesurera son intensité. Il est actuellement étudié par le laboratoire d'astronomie spatiale de Marseille, et devrait être le principal instrument dont on disposera dans l'espace jusqu'au lancement du grand télescope orbital construit par les États-Unis et l'Europe, que la navette spatiale américaine mettra en orbite en 1983.

## De nombreux projets

Il y a de nombreux autres projets, parmi lesquels une nouvelle expérience Araks de création d'auroras boréales artificielles. Le programme de biologie spatiale se développe rapidement, et un appareil français permettra de mesurer, depuis l'extérieur de l'organisme, le flux de sang qui transite par les artères carotides pour irriguer le cerveau. On devrait ainsi mieux connaître les perturbations qu'introduit la pesanteur dans la circulation du sang.

La coopération avec l'U.R.S.S. commencée modestement en 1967 par quelques tirés de fusées-sondes, est en passe de devenir la principale composante de la recherche spatiale française. Les deux pays sont complémentaires : l'U.R.S.S. apporte ses moyens de lancement et sa construction presque en série de satellites ; la France dispose de bonnes compétences dans plusieurs technologies de pointe participant à plusieurs laboratoires de chaque pays, chacun ayant la responsabilité d'une partie de l'appareillage.

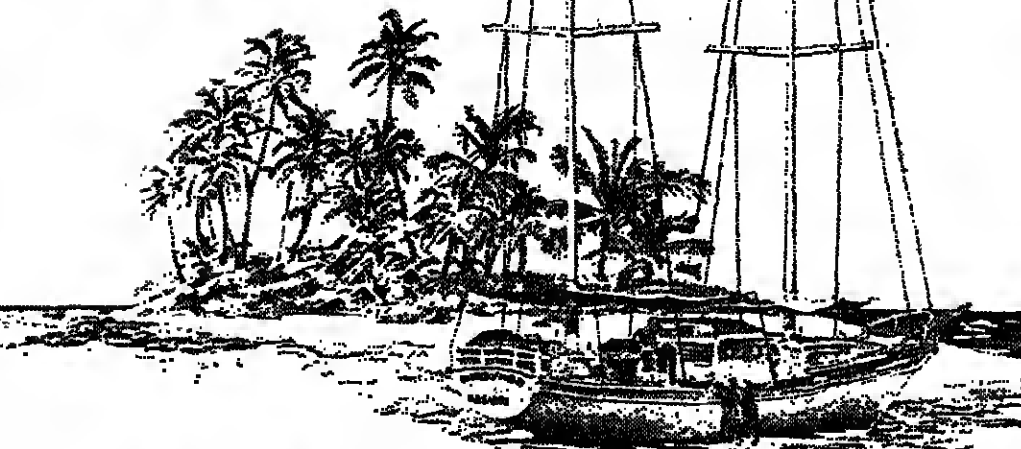
## Un programme de coopération sur l'astronomie

La réunion de Marseille a permis d'établir le calendrier de la préparation de cette expérience : elle sera suffisamment définie l'été prochain pour que puisse être alors signé l'accord intergouvernemental qui engagera formellement sa réalisation. Le lancement du ballon est envisagé pour 1983.

Un autre important programme en coopération concerne l'astronomie. L'U.R.S.S. prévoit de mettre en orbite, vers 1980, un télescope de 80 centimètres de diamètre, qu'elle construira, et

Un plongeur français a trouvé le mort, dans la nuit du vendredi 14 au samedi 15 octobre, dans un accident survenu sur une plate-forme de production de gaz naturel dans la mer du Nord. L'identité de la victime n'a pas encore été révélée. Les responsables du consortium D.U.C. qui groupent les sociétés A.P. Moeller (propriétaire officiel de la concession), Chevron (opérateur sur Merx Explorer, Shell et Texaco, détiennent le monopole de la recherche et de l'exploitation dans le secteur, ont reconnu que cet accident était dû au mauvais fonctionnement d'une des vannes de sécurité, quelques semaines techniciens travaillant sur la plate-forme ont dû être évacués à cause du danger d'explosion. — (Corresp.)

# LES BAHAMAS VOUS CONNAISSEZ?



Les Bahamas, au nord de la mer des Caraïbes, à deux pas de la Floride et tout près de Haïti.

700 îles au soleil, baignées d'une eau bleue, transparente, tiède en toutes saisons.

Les Bahamas où vous apprécierez tous les sports nautiques, les joies du far niente...

\* 1 semaine, transport Jet, hôtel, compris. Lic. A 478. Lic. A 496. Lic. A 702.

Retournez cette annonce à votre Agent de Voyages ou à AIR BAHAMA, 32, rue du 4 Septembre - 75002 Paris tél. 742.52.26 - 073.75.42 et vous saurez tout sur vos prochaines vacances !

Les Bahamas, où vous irez tenter la chance au casino...

Les Bahamas où tout semble possible...

Paradis pour milliardaires ? Jugez-en vous-même : 1 semaine à Nassau (la capitale) vous coûtera F. 2490\*

Alors ! Pourquoi pas les Bahamas ?

NOM \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

Retournez cette annonce à votre Agent de Voyages ou à AIR BAHAMA, 32, rue du 4 Septembre - 75002 Paris tél. 742.52.26 - 073.75.42 et vous saurez tout sur vos prochaines vacances !

c'est mieux aux Bahamas! AIR BAHAMA

073 75 42





Le Monde

DE L'ECONOMIE

## La fortune des Français dans l'inflation

En matière de croissance économique, le sentiment se répand de « fin de partie » et de début d'une « autre période » incite à l'établissement de bilans. Si les tableaux, en ce qui concerne l'évolution des flux au cours du quart de siècle écoulé (croissance des revenus, de la consommation, etc.), sont relativement faciles à dresser, malgré les changements de base de la comparabilité nationale, il n'en est pas de même des variations d'actifs détenus par les ménages. Des cadres existent, en effet, pour les comptes patrimoniaux, mais ils restent très largement à remplir. Plusieurs travaux et notamment une étude récente du Centre de recherches économiques sur l'épargne (COREP) menées pour le compte du CORDIS (1) apportent cependant quelques informations sur l'accumulation, la composition et l'évolution de la distribution des patrimoines des ménages au cours de cette période.

Le patrimoine moyen par ménage (31,6 milliards de francs en 1974, contre 15,6 en 1949), est légèrement supérieur à 200 000 F en fin de période (1<sup>er</sup> janvier 1975) : le coefficient multiplicateur est donc un peu supérieur à 1,3, soit une croissance annuelle en valeur de 10,4 %. Compte tenu de l'augmentation du nombre de ménages, l'accroissement du patrimoine global est plus fort, proche de 12 % en moyenne annuelle.

Ce qui frappe si l'on examine les fac-

teurs de cette évolution, c'est la place importante qu'y occupent les mouvements de prix : ils comptent pour à peu près les deux tiers de la croissance en valeur. Le dernier tiers représente donc la croissance « en volume » due à l'épargne, mais aussi — puisque ce sont les patrimoines bruts qui sont ici étudiés — l'endettement, dont le rôle augmente dans les dernières années de la période.

Le premier enseignement que l'on peut tirer du rapprochement des croissances respectives des flux et des actifs est que si la croissance en volume des actifs a sans doute été quelque peu inférieure à celle des flux de la comptabilité nationale (production, revenu, consommation), la croissance des indices de prix de patrimoines a été notable-

fin de période. En ce qui concerne cette dernière, elle ne peut guère être considérée comme un phénomène inflationniste puisqu'elle représente, au moins pour une bonne part, la contrepartie de l'épargne constituée dans l'entreprise par l'autofinancement.

De 1949 à 1975, l'indice des patrimoines a augmenté quelque peu sa course : c'est que la Bourse connaît l'évolution que l'on sait — mais les prix des biens immobiliers continuent d'augmenter à peu près au même rythme que précédemment. Au total, l'évolution des prix de patrimoines tend à rester au-dessus de celle des prix à la production, même si les deux évolutions tendent à se rapprocher au fil de la période. L'étude de la contribution, par divers canaux, de la hausse des prix des biens immobiliers à l'inflation qu'a connue la France au cours du quart de siècle écoulé est donc à entreprendre : c'est une tâche certes difficile, mais qui apporterait beaucoup à la compréhension de cette phase de notre histoire économique.

L'examen de la composition des fortunes de 1949 à 1975, nous fait retrouver, sous un autre angle, les mêmes phénomènes que ceux qui viennent d'être évoqués.

ANDRÉ RABEAU,

professeur à l'université de Paris-X, secrétaire général du COREP.

(Lire la suite page 24.)

### STRUCTURE DES PATRIMOINES DES MÉNAGES FRANÇAIS (1949-1962-1974)

(en pourcentages)

	Encaisses monétaires et liquidités	Valeurs mobilières	Entreprises individuelles	Immobilier bâti	Terres et forêts	Total
1949	22,8	4,9	10,1	41	21,2	100
1962	20	7,5	5,6	45,5	14,4	100
1974	19	4,3	9,2	53,7	13,7	100

## Un remède à la crise : la réduction des impôts

La théorie économique actuelle peut-elle apporter une solution au problème de la coexistence de l'inflation et du chômage appelé « crise » en raison de sa durée et de son caractère mondial ? Quelles sont d'abord les recettes des théories classiques à savoir celles des classiques, des keynésiens et des monétaristes ? Pour la théorie « classique », c'est-à-dire celle d'avant Keynes, un haut niveau de l'emploi est un état « naturel ». Certes, elle admet qu'il existe une certaine alternance des récessions et des booms, mais elle recommande aux gouvernements de maintenir le budget en équilibre et de laisser les choses suivre leur cours « naturel ».

Dans sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* de 1933, Keynes, conscient des lacunes de la théorie classique, crée la théorie « macro-économique », dans laquelle la demande globale assume le rôle-clé de l'activité économique. Pour assurer le plein emploi, le gouvernement doit intervenir sur le budget et sur la monnaie, afin que la demande globale s'élève à un niveau qui garantisse la prospérité.

Mais la théorie keynésienne a-t-elle ses limites. Les politiques budgétaires et monétaires qu'elle recommande de suivre se révèlent être une cause d'inflation. Le maintien du plein emploi à un coût imprévu : celui de l'inflation, sinon celui d'une inflation croissante. Le phénomène inflationniste des années 60 a donné naissance à l'école monétariste, pour la quelle l'inflation est un phénomène monétaire (ce que les théoriciens classiques soutenaient) qui n'a d'influence sur l'emploi que dans la mesure où il existe une illusion monétaire définie par des anticipations inflationnistes en matière de l'évolution de l'inflation effective (qui stimule l'emploi) ou en avance (qui crée du chômage).

Depuis 1974, la théorie économique est dans une impasse, ni la théorie keynésienne ni la théorie monétariste n'ont débouché sur le problème du chômage dans les termes où il se pose aujourd'hui. La théorie keynésienne, avec sa relation de la demande globale, attise immédiatement les anticipations inflationnistes et produirait un taux d'inflation plus élevé sans réduire sensiblement la situation du chômage, par la vision fondée sur la pensée monétariste, mais aujourd'hui largement acceptée par la plupart des keynésiens. Les recettes monétaristes sont plutôt celles de l'austérité : juguler l'inflation par une politique monétaire restrictive et graduelle, et lutter contre le chômage par des mesures non conjoncturelles, à savoir augmenter la mobilité, rendre plus transparent le marché du travail, ajuster l'allocation-chômage au niveau économique optimum, intensifier la reconversion de certaines catégories de chômeurs, etc.

Il est difficile d'attribuer la nouvelle pensée en matière « macro-économique » ou conjoncturelle à un groupe particulier d'économistes. Elle est apparue, voutée de ces trois ans, aussi bien en Amérique du Nord qu'en Europe. Certes, elle n'est pas purement nouvelle, parce qu'elle emprunte aux trois vagues des écoles « classiques » et des combinaisons pour formuler une nouvelle politique conjoncturelle. Cette nouvelle pensée économique en matière de politique économique est conservatrice (ou libérale) : elle espère la croissance économique par les stimulations du marché libre. Tout ralentissement de la croissance à long terme est dû à une diminution

relative du secteur privé et au gonflement des dépenses de l'Etat. Les faibles taux de croissance de ces dépenses récentes sont aussi expliqués par les distorsions de prix provoquées par la longue période d'inflation qui a élevé les salaires réels et les taux d'intérêt réels à un niveau tel que les bénéfices à attendre d'un investissement restent assez aléatoires. Cette conception est certainement plus « classique » que « monétariste ». Elle peut être considérée, en même temps, comme « libérale » si on l'oppose à la théorie socialiste ou marxiste, qui explique la faible croissance du long terme et du court terme par la proposition strictement fautive.

La première recommandation de la « nouvelle » pensée en matière de politique économique est l'arrêt de la progression du secteur de l'Etat dans l'activité économique et l'intensification de la concurrence. Une deuxième recommandation, en matière de politique conjoncturelle, est le respect des équilibres budgétaires et la poursuite d'une politique monétaire quantitative (fixation d'un taux de croissance de la monnaie neutre destiné à réduire graduellement l'inflation). Un budget équilibré est certainement une recette anti-keynésienne. Cependant, la « nouvelle » école reconnaît la nécessité d'un soutien de la demande globale pour stimuler l'activité économique.

Aussi propose-t-elle une réduction massive des impôts sous forme d'une réduction importante des barèmes fiscaux, qui créent au début un déficit budgétaire mais qui engendrent, par la stimulation de la croissance, un équilibre du budget à moyen terme.

C'est pourquoi cette dernière recommandation de la « nouvelle » école qui a été discutée — et seulement partiellement appliquée — au cours de l'élaboration des plans de relance conjoncturelle qui ont vu le jour aux Etats-Unis et en Allemagne ces deux derniers mois. Leur attrait indéniable réside dans leur action simultanée sur l'offre et la demande globales.

L'offre sera stimulée par la diminution (relative) des coûts de production : d'une part, la revendication des salaires avant impôts sera moins importante en raison du gain après impôts à la suite de la diminution du barème fiscal ; d'autre part, la réduction des impôts sur les entreprises par l'intermédiaire d'une amortissement dégressif augmentera les bénéfices après impôts. En même temps, la demande globale sera relancée aussi bien du point de vue des consommateurs (augmentation des salaires nets) que du point de vue des investisseurs (augmentation des bénéfices).

Il serait souhaitable qu'un tel programme soit discuté et appliqué en France. Les mesures conjoncturelles décidées au début du mois de septembre sont plutôt axées sur les dépenses de l'Etat que sur les impôts. Il est vrai que la faible montant de dépenses supplémentaires (d'environ 6 milliards de francs) constitue plutôt une mesure tendant à éviter une aggravation de la récession. Avant d'adopter trop longtemps les effets incertains des plans de relance récents (et modérés) des Etats-Unis, de l'Allemagne et du Japon sur notre activité interne, il serait bon d'envisager un plan conjoncturel dans les termes de la « nouvelle » école pour relancer l'économie française d'une manière vigoureuse.

EMIL-MARIA CLAASSEN,

professeur à l'université de Paris-IX-Dauphine.

ment plus forte que celle des indices de prix de production ou de consommation. Cependant, avant de tirer de cette observation une conclusion trop hâtive quant au rôle joué par l'inflation dans les déséquilibres apparus sur les divers marchés des actifs patrimoniaux, il faut distinguer deux périodes.

De 1949 à 1962, la hausse des prix des patrimoines est vive et doit être attribuée à deux facteurs : la forte augmentation de prix des biens immobiliers et celle du cours des actions en

### LES GROUPES INDUSTRIELS, LEURS FILIALES ET L'ÉTAT

## Faut-il nationaliser la S.N.C.F. ?

Motif véritable ou simple prétexte, la querelle sur les nationalisations divise la gauche à divers niveaux. Dans quels délais les partenaires acceptent-ils de nationaliser à 100 % la sidérurgie (puisque le principe d'un contrôle majoritaire — de l'ordre de 70 % — des l'arrivée d'un gouvernement de gauche au pouvoir est acquis, par transformation des prêts publics en participation au capital des entreprises) ? Combien d'entreprises peuvent correspondre à la définition des filiales « stratégiquement indispensables à l'orientation de l'industrie » qui donne le comité directeur du P.S. le 9 octobre ? Y a-t-il lieu de revenir sur la liste des filiales entrant dans le champ des nationalisations les quelques quarante-cinq firmes citées par le

P.C.F. ou les neuf groupes industriels nationalisables de 1972 n'ont qu'une participation minoritaire ? Faut-il ou non accepter les cas des quarante sociétés appartenant aux ensembles Nobel-Bozel et Pricel, qui n'ont aucun lien direct avec les neuf groupes en question ? Enfin y a-t-il lieu de faire acquiescer par la collectivité publique la totalité du capital des quelque quatre cents filiales où les neuf groupes ne possèdent qu'une participation majoritaire n'atteignant pas 50 % ? Cette dernière question, qui pose le problème des rapports entre les groupes et leurs filiales, a pris une place croissante au fil des jours. Nous y consacrons pages 24 et 25 un premier dossier.

A VEC une insistance particulière, le parti communiste demande — ou plutôt demande à juger — l'intérêt de la poursuite de la négociation — que l'Etat acquiesce la totalité du capital des filiales industrielles des neuf groupes insérés au programme de 1972. Pourquoi cette demande ? Parce que, a-t-il expliqué, seule la possession à 100 % de ces filiales permet d'y faire la loi, d'y opérer les restructurations souhaitées, d'y assurer la gestion démocratique promise depuis cinq ans. Avec 100 % aux mains de l'Etat, plus d'« indépendance » privée, plus de « droit de blocage » de propriétaires minoritaires, utilisant les possibilités que leur offre la loi pour bloquer (ou retarder) les fusions souhaitées par la puissance publique.

On s'étonne, à vrai dire, si ce discours est parfaitement sincère, que le parti communiste n'ait pas pensé à le faire plus tôt. Car, dès avant la guerre, l'Etat avait choisi de ne posséder qu'une majorité du capital dans un bon nombre d'entreprises ou de filiales qui contrôlaient, tendance qui s'est largement développée depuis.

Plus de cent entreprises publiques concernées

Les propagandistes du P.C. savent-ils, en effet, que dans les cent entreprises publiques, l'Etat ne détient qu'une majorité ? Si qu'il ne s'agit pas, pour plusieurs d'entre elles, de firmes mineures. Puisque, au total, quelque 500 000 salariés travaillent actuellement dans des entreprises publiques de ce genre. Soit à peu près autant que dans les sept cent vingt-neuf filiales des neuf groupes dont le P.C. demande précisément la nationalisation à 100 %.

### PARADOXE PÉTROLIER

COMME chaque fois que se rapproche une réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole — la conférence de Caracas aura lieu dans deux mois — les spéculations vont bon train sur le prix futur du brut. Déjà, l'Algérie réclame une augmentation de 15 %, les Emirats arabes unis parlent d'une « hausse modérée » et le secrétaire général de l'OPEP affirme généralement qu'il n'y aura pas de doublement des prix.

Pourtant, le marché regorge de pétrole. Les cours SPOT (schéma du coup par coup) sont inférieurs de plus de 3 % aux prix OPEP et nombreux sont les exportateurs qui offrent des rabais : le Koweït, par une réduction de 10 cents par baril, l'Iran, par un allongement des délais de paiement qui correspond à une remise de 15 à 20 cents. On a même murmuré à New-York que de petites quantités de pétrole saoudien étaient offertes avec un rabais de 12 cents par baril. Et, certains pays — notamment africains — ne réduisent pas leurs prix, c'est qu'ils n'augmentent pas pour autant leurs ventes : partout les cuves sont pleines.

Cette pléthore, provoquée tant par la morosité des consommateurs que par l'arrivée sur le marché des bruts de la mer du Nord, du golfe du Mexique et de l'Alaska, pourrait durer quelques années. Et, cependant, paradoxe : les prix du pétrole augmentent très vraisemblablement en janvier.

Conférences et études multiples ont démontré abondamment cette année que les hydrocarbures n'étaient qu'une peau de chagrin — dont le rythme de réduction sera largement conditionné par la politique énergétique américaine — et que leur rareté devait signifier leur cherté. Se rapprocher des coûts des énergies de substitution est désormais une idée acceptée dans les pays industrialisés. Les représentants des compagnies pétrolières réunis à Vienne pour un séminaire par l'OPEP ne l'ont pas contesté. Il est vrai que « la crise » a largement profité aux « majors ».

A plus court terme, des éléments autres que le seul marché peuvent intervenir. Ainsi, l'Arabie Saoudite a-t-elle récemment réduit sa production à 2,5 millions de barils par jour pour obtenir l'institution de la « paix » au Proche-Orient et l'acceptation par Israël du retour aux frontières d'avant 1967. L'arme du pétrole n'a donc pas été remise. Enfin, les pays producteurs ne manqueraient sans doute pas de réagir si la baisse du dollar se poursuivait.

On le voit, il y a des paradoxes qui n'en sont pas vraiment.

GILBERT MATHIEU.

(Lire la suite page 25.)

Provence

Avignon  
Marseille Vieux-Port  
Marseille Aéroport  
Salon-Lançon

Réservation  
Réservation Centrale Paris  
Tél. : 657 11 43 Téléc. : 200432  
ou dans un des 35 hôtels Sofitel  
ou dans les agences de voyages.

Hotel Sofitel ★★★★★ L'amour du métier.



# La fortune des Français dans l'inflation

(Suite de la page 23.)

L'évolution de la structure des patrimoines, sur les vingt-cinq années de la période, fait ressortir trois faits marquants (voir tableau page 23) :

● La décroissance de la part des valeurs mobilières : elle est due, semble-t-il, non pas à des ventes de titres, mais à l'évolution des cours boursiers : de 5 % environ en 1949, cette part s'élève à 7,5 % à la fin de 1975 pour retomber, en 1976, à quelque 4 %.

● La diminution de la part des terres et forêts de 21 % à 14,5 % : elle est, a priori, plus étonnante si l'on se réfère au comportement des prix de ces actifs au cours de la période : mais elle se comprend assez nettement si l'on considère l'importance des surfaces possédées par les ménages n'est guère susceptible d'augmenter. On a donc affaire ici à une croissance en volume nulle, alors que celle qui caractérise d'autres actifs a été forte.

● La forte augmentation de l'immobilier bâti, qui passe de 41 % à près de 54 % du patrimoine brut : à une forte croissance en volume (le nombre des propriétaires du logement principal passe de 4,4 millions de ménages à près de 9 millions) s'ajoute une croissance en prix qui a été très soutenue.

Au total, malgré le maintien des encaissements monétaires et liquides à un niveau élevé (environ un cinquième du patrimoine, sans variation importante sur la période), les actifs physiques pris globalement (maisons, terres, entreprises individuelles) ont accru leur poids relatif, dépassant nettement les trois quarts de la valeur globale du patrimoine brut au début de 1975. On ne peut évidemment manquer de se demander comment cette croissance des actifs à des rythmes différents a pu affecter la distribution des fortunes au sein des ménages.

## Un mouvement contrarié

Tous les critères de disparités économiques peuvent être contestés à quelque point de vue. Le coefficient de Gini, utilisé dans l'étude, n'est pas plus contestable qu'un autre : il fait apparaître, sur la période, une légère augmentation de la concentration des patrimoines (4) : la croissance, dit-on, n'est donc bien traduite par une accentuation des inégalités. Mais cette accentuation est, en fait, tout entière acquise en 1962, et le coefficient de Gini reste rigoureusement stable pendant les treize années qui suivent, où la croissance économique a cependant été spécialement forte : l'augmentation des inégalités patrimoniales n'accompagne donc pas nécessairement le développement économique.

En fait, il apparaît même que l'on aurait pu obtenir une déconcentration non négligeable des fortunes, si certain-

es évolutions de prix d'actifs avaient pu être contenues, l'importance de l'inflation et les déformations du système de prix relatifs qui se sont manifestées ont contrarié un mouvement de réduction des inégalités, qui aurait normalement dû être le fruit de la forte croissance en volume caractéristique de la période.

Cela peut être aisément montré en soulignant les causes de l'évolution ou de la stabilité de la concentration des patrimoines pour chaque sous-période. De 1949 à 1962, les disparités tendent à se creuser quelque peu, en partie parce que les portefeuilles d'actions se situent, le plus souvent, dans les patrimoines élevés et que la Bourse se porte bien, comme on l'a déjà noté, mais aussi, et peut-être principalement, parce que les prix de l'immobilier augmentent beaucoup et que la proportion de propriétés de logements est encore assez faible.

De 1963 à 1975, la stabilité de la concentration des fortunes est la résultante de plusieurs forces qui s'exercent en sens opposés. L'évolution défavorable de la Bourse et la rapide diffusion de la propriété du logement principal jouent dans le sens d'une réduction des disparités. Le développement de la pratique des donations, qui avantage les ménages jeunes, joue aussi dans ce sens. Mais l'écart entre la situation des propriétaires de biens immobiliers et celle des non-propriétaires tend à se creuser, introduisant ainsi une force opposée aux précédentes, et qui pratiquement les annule.

L'augmentation de cet écart peut être expliquée de la façon suivante. L'accroissement de l'inflation au cours de cette sous-période (tout spécialement sensible au cours des dernières années) a entraîné une dévaluation relative de la valeur globale du patrimoine, une accentuation de la réduction du prix relatif des actifs financiers libellés en francs courants (perte de la valeur réelle des encaissements monétaires et de l'épargne liquide), actifs qui occupent fortement une grande place dans le patrimoine des locataires.

Deux remarques, encore, pour mieux cerner les déterminants de la distribution des patrimoines :

— La prise en considération de la diffusion des biens durables autres que le logement (automobile, équipement du ménage) contribuerait évidemment à la réduction des disparités, mais il ne faut pas trop s'exagérer l'importance réelle de ce facteur. Ces biens durables représentent en moyenne moins de 10 % de la valeur globale du patrimoine.

— L'insertion, à côté des composantes classiques du patrimoine, de la valeur actuelle des droits acquis aux pensions et retraites, sur la distribution des fortunes, ont un impact beaucoup plus marqué. Un rapide calcul montre que, en fin de période, la valeur de ces droits pourrait être de l'ordre d'un tiers du patrimoine classique. Comme ils émanent d'un très grand nombre de ménages modestes, la distribution de cette fortune « élargie » est sensiblement moins concentrée que celle de la fortune traditionnellement prise en compte.

Ainsi, la croissance des patrimoines apparaît-elle comme un phénomène complexe encore très mal connu dans tous les pays. Un effort s'impose donc, à la fois empirique et conceptuel, pour aboutir à une meilleure connaissance. Il n'est plus acceptable, en effet, de mesurer l'évolution du bien-être en se référant uniquement à la croissance des flux (revenu, consommation, etc.) et en négligeant celle des actifs patrimoniaux.

ANDRÉ BABEAU.

(4) Le coefficient de Gini qui est toujours compris entre 0 (égalité parfaite) et 1 (toute la fortune est détenue par un ménage) passe de 0,516 en 1949 à 0,532 en 1975.

# Le vrai problème :

## LE CONTROLE DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

Le programme commun de 1972 prévoit, on le sait, la nationalisation d'un certain nombre de « groupes » industriels. Où commence et où finit cette notion ? Nul ne le sait, quant à de certains pouvant être utilisés, qui conduisent au tracé de frontières très dissemblables. Quelle que soit la définition retenue, un groupe comporte normalement une société mère (ou un holding) et des filiales. Part-il nationaliser les filiales, et si oui, lesquelles ?

En simplifiant un peu, on peut dire que, pour le parti socialiste, ces problèmes sont de faux problèmes. Si, en effet, on nationalise la tête du groupe (société mère ou holding), la collectivité nationale s'approprie son portefeuille d'actions, donc toutes ses participations (minoritaires ou majoritaires) dans d'autres sociétés. Les participations majoritaires permettraient aux dirigeants de la société mère de contrôler la composition du conseil d'administration d'une filiale, de lui imposer telle politique, d'en avoir indirectement la direction. Les responsables qui leur seraient substitués à la barre de la société mère, après nationalisation de celle-ci, disposeraient des mêmes possibilités, des mêmes pouvoirs. Dès lors, à quel bon nationaliser les filiales dans lesquelles une société nationalisée est majoritaire ? Nationaliser le reste n'apporterait rien de plus, si ce n'est des charges financières supplémentaires.

Si les socialistes s'accommodent de participations privées restant minoritaires au niveau des filiales, les communistes estiment cette survie inconciliable avec les objectifs mêmes de la nationalisation des groupes concernés. C'est donc à ces objectifs qu'il faut confronter les deux thèses en présence.

Les auteurs du programme commun ont exprimé l'essentiel de deux solutions : l'instrument essentiel de deux politiques, d'autre part. Deux maîtres mots reviennent sans cesse à leur sujet : restructuration, démocratisation. La nationalisation est censée accomplir, par des restructurations, la cohésion, dans l'efficacité des secteurs soustraits à la seule loi du profit ; elle doit également permettre de leur donner des structures de gestion plus démocratiques.

## Les moyens de restructurer

— **RESTRUCTURATION D'ABORD.** — Le mot recouvre une grande diversité d'opérations. Tenons-nous en aux plus simples : les fusions. Deux ou plusieurs sociétés sont réunies en une seule, dans un souci de rationalisation de l'ensemble. Pour réaliser semblable opération, il faut modifier les statuts des sociétés intéressées ; or une telle modification suppose une résolution prise par une assemblée extraordinaire d'actionnaires, à la majorité des deux tiers des voix exprimées. Si la société mère nationalisée ne possède pas les deux tiers des actions d'une filiale, elle ne peut, en particulier, une société ou un groupe hors secteur public en détenir 94 %, cela suffit pour faire obstacle à toute restructuration dans laquelle serait impliquée la filiale en question.

Affirmer que l'on peut tout faire avec 51 % des actions est de ce fait, profondément inexact en l'état actuel du droit des sociétés : il faut en posséder au moins 67 %, et encore sous réserve de certaines règles relatives à la protection des minorités ou sous réserve de dispositions statutaires particulières. Dans la mesure où le programme commun a expressément fait des nationalisations l'instrument de certaines restructurations, le parti communiste semble donc marquer un point sur ce thème, en dénonçant la faiblesse ou l'ambiguïté de la position de ses partenaires.

A y regarder de plus près, cependant, l'affaire est moins évidente qu'il n'y paraît au premier abord. D'abord parce que, si l'on pose le problème en ces termes, la difficulté ne concerne que les filiales dont la société mère possède déjà un nombre d'actions inférieur à 66 % : l'argument tiré des éventuelles

restructurations perd sa force dans tous les cas où la participation est supérieure à ce dernier chiffre.

D'autre part, la loi du profit n'a pas forcément orienté le déploiement des secteurs nationalisables dans des directions aberrantes : personne n'a la naïveté de croire qu'ils devront être restructurés de A à Z, surtout s'il ne faut licencier personne. Dès lors, pourquoi procéder à des nationalisations au niveau des filiales si c'est inutilement ? Faut-il sur dix ? Pourquoi nationaliser Carrière ou Rochas ?

Enfin et surtout, sous réserve de quelques précautions constitutionnelles, le législateur est souverain : il peut parfaitement et si le besoin s'en présente, éliminer ses exigences relatives à la modification des statuts, en substituant la majorité simple à la majorité des deux tiers. Dès lors, dans l'hypothèse où la gauche l'emporterait au Parlement, où serait le problème ? Le comité directeur du P.S. a formellement opté pour la formule du 3 octobre, en annonçant qu'un projet de loi modifiera, dans cette hypothèse, les règles sur la « minorité de blocage ».

## Démocratiser

— **LA DÉMOCRATISATION** du secteur nationalisé pose d'autres problèmes. Le programme commun prévoit que l'extension du secteur public s'accomplisse d'un « développement parallèle de la participation des travailleurs et de leurs organisations à la direction et à la gestion des entreprises nationales ». De façon plus précise, « responsable de l'orientation de la direction et de la gestion, le conseil d'administration des entreprises nationales sera constitué de représentants des salariés et de représentants des pouvoirs publics (syndicats, collectivités publiques, grandes entreprises nationales) et de représentants désignés par le nouveau pouvoir ouvrier ». Ces derniers ne pourront être majoritaires. Le conseil d'administration élira son président et désignera la direction générale de l'entreprise ».

On retrouve, ici, le principe d'un tripartisme — représentants des travailleurs, des consommateurs de l'Etat — déjà retenu en 1945 pour diverses entreprises nationalisées (E.D.F., etc.), avec toutefois une différence fondamentale : dans le cas de ces dernières, l'exécutif (le directeur général) est généralement nommé par le gouvernement, alors qu'il est élu ou désigné par le conseil d'administration dans le schéma du programme commun.

Nationaliser la société mère, et elle seule, dit le parti communiste, c'est renoncer à démocratiser la gestion des filiales ; comment greffer à une société anonyme dont le conseil d'administration est actuellement composé de membres élus par l'assemblée des actionnaires un conseil tripartite correspondant aux canons du programme commun ? La démocratisation des entreprises devant accompagner l'extension du secteur public, il faut donc nationaliser les filiales pour les pourvoir de structures de gestion remodelées ; le progrès serait illusoire sur le plan de la démocratisation si la nationalisation qui le permet ne devait concerner que quelques sociétés isolées.

Une telle analyse appelle deux observations. D'abord, le maintien des filiales dans leur moule juridique actuel, avec simple participation majoritaire de la société mère, n'interdit nullement la démocratisation de leur gestion. En effet, si la société mère nationalisée, elle-même pourvue d'un conseil tripartite, est majoritaire dans une filiale, elle peut, pratiquement, imposer à celle-ci un conseil d'administration composé à sa convenance. Sans doute, pour être administrateur, faut-il remplir certaines conditions ; mais les exigences légales sont bien modestes. La loi elle-même prévoit, d'ores et déjà, qu'un tiers des membres du conseil d'administration d'une société anonyme peut être composé de salariés de la société ! Si donc l'aménagement des structures de gestion au sommet procède d'un principe démocratique, ce principe doit normalement se diffuser de lui-même au niveau des

## Les rapports entre

filiales. Avec même d'éventuels « gauchissements », si les conseils d'administration des filiales doivent être composés, à la seule image de la tendance dominante dans le conseil de la société mère.

D'autre part, la cohésion et l'efficacité de l'ensemble des participations nationales dépendent de la façon dont les filiales sont contrôlées et de leur imposition d'une politique commune, nationalisée à l'échelle du complexe. Par hypothèse, ce sont ces participations, parfois croisées, qui constituent le ciment du groupe. Sans doute s'agit-il de données juridiques de base, mais il serait pour le moins imprudent de les jeter par-dessus bord sans disposer d'un produit de remplacement suffisamment fiable.

Or si la nationalisation — qui n'a rien à voir avec l'efficacité — implique l'abandon du rôle traditionnel des actionnaires dans la désignation des administrateurs, et la mise en place de conseils tripartites composés de représentants des usagers, de représentants de l'Etat, de représentants de la collectivité nationale, quelle autonomie de principe sera reconnue à l'entreprise nationale ? Comment, si les représentants de l'Etat sont de toute façon minoritaires — comme l'exige le programme commun — évitera-t-on les divergences, les mouvements centrifuges ? Qu'est-ce qui assurera et garantira la cohésion du groupe si chacune de ses principales composantes accède à l'indépendance, ou, en tout cas, à une large indépendance ?

En réalité, de deux choses l'une :

— Ou bien, conformément à la position socialiste, les filiales conserveront leur statut actuel ; en ce cas, comment les pouvoirs quasi discrétionnaires d'un actionnaire majoritaire dans la désignation des administrateurs, les maîtres des sociétés mères nationalisées, auront-ils toute liberté pour placer les hommes de leur choix aux commandes des filiales.

— Ou bien, conformément à la position du parti communiste touché par la grâce de l'autogestion, on donne aux filiales des structures de gestion démocratiques ; mais il sera néanmoins nécessaire d'assurer, par un biais ou par un autre, un contrôle minimum de la société mère sous peine de prendre le risque d'une désintégration du groupe.

## A qui le pouvoir ?

Pour parler de ce risque, on peut renverser les termes du problème et, au lieu de nationaliser séparément chacune des principales composantes du groupe nationalisable, les réunir en une entreprise unique, elle-même nationalisée. Toutefois cette unification risque fort de s'avérer artificielle si les activités des différentes sociétés concernées sont profondément différentes. Une telle solution préjuge le contenu exact que l'on entend donner à la politique de restructuration, mais, par ailleurs, au niveau de sociétés nationalisées géographiques le progrès social évident au plan de la démocratisation.

En réalité, quelle que soit la direction empruntée, le problème que l'on a voulu poser à la périphérie refuse automatiquement au centre du groupe : qui déléguera réellement le pouvoir au niveau de la société mère ? Tout est là. Une chose est certaine : dans l'esprit des auteurs du programme commun, ce ne doit pas être l'Etat. Alors qui, exactement ? Comment désigneront-ils les représentants des usagers ? Quel sera le rôle des syndicats dans l'élection des représentants du personnel ? Quelles seront les compétences des conseils ? etc.

La se trouvent les véritables difficultés. Or elles ne semblent pas avoir été préalablement débattues et tranchées par les partenaires de la gauche, comme cela eût été logique avant que soit abordée la question, secondaire selon nous, des filiales.

JEAN-JACQUES DUPEYROUX.

# les groupes industriels et La tradition UN FRUIT DE LA

UNE tradition industrielle, c'est une tradition de progrès, de recherche, de perfectionnement. C'est une tradition qui se transmet de génération en génération, qui s'enrichit de nouvelles idées, de nouvelles techniques, de nouvelles méthodes. C'est une tradition qui est le fruit de la collaboration, de la coopération, de la solidarité. C'est une tradition qui est le fruit de la passion, de l'engagement, de la conviction. C'est une tradition qui est le fruit de la culture, de l'éducation, de la formation. C'est une tradition qui est le fruit de la science, de la technique, de l'innovation. C'est une tradition qui est le fruit de la vie, de la croissance, de la prospérité. C'est une tradition qui est le fruit de la paix, de la justice, de la liberté. C'est une tradition qui est le fruit de l'humanité, de la fraternité, de l'amour. C'est une tradition qui est le fruit de la civilisation, de la culture, de la science. C'est une tradition qui est le fruit de la vie, de la croissance, de la prospérité. C'est une tradition qui est le fruit de la paix, de la justice, de la liberté. C'est une tradition qui est le fruit de l'humanité, de la fraternité, de l'amour. C'est une tradition qui est le fruit de la civilisation, de la culture, de la science.

## Le modèle anglo-saxon

Ce modèle anglo-saxon, qui est le modèle de la tradition industrielle, est basé sur la collaboration, la coopération, la solidarité. C'est un modèle qui est le fruit de la passion, de l'engagement, de la conviction. C'est un modèle qui est le fruit de la culture, de l'éducation, de la formation. C'est un modèle qui est le fruit de la science, de la technique, de l'innovation. C'est un modèle qui est le fruit de la vie, de la croissance, de la prospérité. C'est un modèle qui est le fruit de la paix, de la justice, de la liberté. C'est un modèle qui est le fruit de l'humanité, de la fraternité, de l'amour. C'est un modèle qui est le fruit de la civilisation, de la culture, de la science. C'est un modèle qui est le fruit de la vie, de la croissance, de la prospérité. C'est un modèle qui est le fruit de la paix, de la justice, de la liberté. C'est un modèle qui est le fruit de l'humanité, de la fraternité, de l'amour. C'est un modèle qui est le fruit de la civilisation, de la culture, de la science.

## Les avantages des filiales

Les avantages des filiales, qui sont les avantages de la tradition industrielle, sont basés sur la collaboration, la coopération, la solidarité. C'est un avantage qui est le fruit de la passion, de l'engagement, de la conviction. C'est un avantage qui est le fruit de la culture, de l'éducation, de la formation. C'est un avantage qui est le fruit de la science, de la technique, de l'innovation. C'est un avantage qui est le fruit de la vie, de la croissance, de la prospérité. C'est un avantage qui est le fruit de la paix, de la justice, de la liberté. C'est un avantage qui est le fruit de l'humanité, de la fraternité, de l'amour. C'est un avantage qui est le fruit de la civilisation, de la culture, de la science. C'est un avantage qui est le fruit de la vie, de la croissance, de la prospérité. C'est un avantage qui est le fruit de la paix, de la justice, de la liberté. C'est un avantage qui est le fruit de l'humanité, de la fraternité, de l'amour. C'est un avantage qui est le fruit de la civilisation, de la culture, de la science.

## La naissance des groupes français

La naissance des groupes français, qui est la naissance de la tradition industrielle, est basée sur la collaboration, la coopération, la solidarité. C'est une naissance qui est le fruit de la passion, de l'engagement, de la conviction. C'est une naissance qui est le fruit de la culture, de l'éducation, de la formation. C'est une naissance qui est le fruit de la science, de la technique, de l'innovation. C'est une naissance qui est le fruit de la vie, de la croissance, de la prospérité. C'est une naissance qui est le fruit de la paix, de la justice, de la liberté. C'est une naissance qui est le fruit de l'humanité, de la fraternité, de l'amour. C'est une naissance qui est le fruit de la civilisation, de la culture, de la science. C'est une naissance qui est le fruit de la vie, de la croissance, de la prospérité. C'est une naissance qui est le fruit de la paix, de la justice, de la liberté. C'est une naissance qui est le fruit de l'humanité, de la fraternité, de l'amour. C'est une naissance qui est le fruit de la civilisation, de la culture, de la science.

## Les prévisions pour le futur

Les prévisions pour le futur, qui sont les prévisions de la tradition industrielle, sont basées sur la collaboration, la coopération, la solidarité. C'est une prévision qui est le fruit de la passion, de l'engagement, de la conviction. C'est une prévision qui est le fruit de la culture, de l'éducation, de la formation. C'est une prévision qui est le fruit de la science, de la technique, de l'innovation. C'est une prévision qui est le fruit de la vie, de la croissance, de la prospérité. C'est une prévision qui est le fruit de la paix, de la justice, de la liberté. C'est une prévision qui est le fruit de l'humanité, de la fraternité, de l'amour. C'est une prévision qui est le fruit de la civilisation, de la culture, de la science. C'est une prévision qui est le fruit de la vie, de la croissance, de la prospérité. C'est une prévision qui est le fruit de la paix, de la justice, de la liberté. C'est une prévision qui est le fruit de l'humanité, de la fraternité, de l'amour. C'est une prévision qui est le fruit de la civilisation, de la culture, de la science.

Lecteurs des pages économiques  
Vous pourrez désormais disposer en permanence de l'intégralité des articles qui ont paru dans les pages du Monde grâce à la

**REIMPRESSION COMPLETE DU JOURNAL LE MONDE**

réalisée en miniformat par les Editions France Expansion et Lobbies

Chaque année, le 15 février, nous vous livrons deux volumes reliés, réunissant les 10 000 pages du Monde de l'année précédente. Cette réimpression est réalisée en format réduit (4 pages du Monde tiennent sur une feuille de 29 x 43), sur papier bible. Une année complète n'occupe que 8 cm de rayonnage.

Cet ouvrage qui rassemble, sous une forme complète, élégante et pratique, l'intégralité des pages quotidiennes du Monde, est le complément naturel du Monde pour tous ceux qui désirent, au-delà de leur information quotidienne, conserver sous une forme rationnelle et constamment accessible, les éléments de référence irremplaçables qui supportent.

Les deux volumes représentent l'année 1977 (France toutes destinations) 1 300 F.

Si votre commande et son règlement nous parviennent avant le 30 octobre, vous pourrez bénéficier du prix de souscription de 1 040 F.

Renseignements et spécimen : FRANCE EXPANSION Service PC 336 rue Saint Honoré 75001 PARIS Tél. 260.32.09

**chefs d'entreprise, responsables du recrutement**

de la région parisienne qui n'êtes pas déjà en relations suivies avec une agence locale de l'AN.P.E.

**pour déposer rapidement vos offres d'emploi ou de stage pratique en entreprise appelez**

**central-emploi**

un nouveau service de l'Agence Nationale pour l'Emploi

**797-11-19**  
(10 lignes groupées)  
Tél. : EMPLOI 21995  
24 heures sur 24

**ANPE**  
Agence Nationale Pour l'Emploi

**COMMENT TRAITER UN V.I.P.**

Il vient à son Club (fermé, discret, raffiné dans le moindre détail) retrouver deux heures de détente. Comme on s'avoure un plaisir un peu secret.

Il a choisi pour son adresse, son ambiance feutrée et ses installations uniques à Paris. Son lit et sa cabine y sont personnels. Tout comme le salon-bain où l'accueille l'une des douces ravissantes jeunes femmes, venues de tous les coins du monde.

En plus de leur beauté, elles ont un point commun : l'art de pratiquer la douceur dans les nuances. Sauna, hammam, soins esthétiques complèteront sa détente.

Cet homme est un V.I.P. Une "Very Important Person" à qui l'on rend pendant deux heures l'hommage qui lui est dû. Une sensation rare.

**RELAX CENTER**  
261.27.25-261.27.97  
6, rue de la Paix - 75002 Paris

**V.I.P. Club**

EX 1150



## les groupes industriels et leurs filiales

## La tradition française : Le but et le moyen :

## UN FRUIT DE LA CROISSANCE EXTERNE

UNE vision par trop centrée sur l'Hexagone pourrait faire croire que la multiplicité des filiales est un trait commun à toutes les entreprises de grande taille. La comparaison avec les structures américaines, adoptées en particulier aux États-Unis, montre qu'il n'en est rien.

Les entreprises américaines connaissent généralement une croissance effective à l'intérieur de l'entreprise, la « croissance interne » — qui se décline en trois étapes. A une période d'expansion initiale correspond une entreprise monopolistique. Le développement des produits fait ensuite apparaître la nécessité d'améliorer les ressources de l'entreprise par un processus d'intégration verticale et par la centralisation des services communs aux différentes unités de production. Enfin, l'expansion est dirigée, au sein de l'entreprise, vers des secteurs ou des produits nouveaux, dont la variété incite à adopter une structure par unités homogènes, analogues à des entreprises monopolistiques.

## Le modèle anglo-saxon

Ces unités opérationnelles, généralement appelées « divisions », correspondent chacune à un « couple » produit-ressource. Chaque division, autonome en matière de production et de commercialisation, dépend étroitement de la direction générale pour la planification stratégique, la gestion financière, les décisions d'investissement et le contrôle de ses résultats. La direction générale est elle-même le plus souvent éclatée en branches, qui assurent chacune le contrôle de plusieurs divisions présentes sur un même marché et coordonnent leurs orientations à moyen terme.

Le responsable paritaire d'un grand centre d'organisation américaine voit dans cette structure quatre avantages principaux :

● Une entreprise qui se présente sous une seule entité juridique peut faire circuler librement les fonds entre ses différentes divisions. Elle peut ainsi financer aisément plusieurs produits dont les phases sont complémentaires : les profits tirés des produits en phase de maturité pourront financer le démarrage de nouveaux articles, éventuellement dans des secteurs d'activité très différents, qui remplaceront eux-mêmes les précédents lorsqu'ils auront atteint une phase d'obsolescence.

● La centralisation des décisions d'investissement permet très efficacement d'obtenir un optimum global dans l'allocation des ressources, supérieur à la somme des optima locaux obtenus dans plusieurs sociétés.

● La mise en commun des services et en particulier l'unité de la trésorerie sont des économies d'échelle.

● Enfin, le personnel est plus mobile, notamment à l'échelle des cadres et des agents de maîtrise.

## La naissance des groupes français

Ce mode de développement des entreprises, fondé sur un processus de croissance interne, s'explique par la taille du marché américain. En France, au contraire, la croissance interne a atteint le plus souvent un palier dans l'entre-deux-guerres, pour donner lieu à des ententes entre groupes, qui ont multiplié les prises de participation croisées et constituées des holdings financiers ou industriels pour répartir les risques.

Les fondements d'une croissance externe, effectuée par absorption et par fusion d'entreprises, étaient ainsi posés. Le mouvement d'expansion externe, observé à partir des années 50 et jusqu'à la crise du pétrole, a été de ce fait caractérisé par le développement de groupes industriels, entrés dans des holdings ou des sociétés portées, et appuyés par de grandes banques d'affaires. Les mouvements de concentration ont ainsi fait apparaître le concept de « grands groupes » ou de « grands groupes ».

Différents facteurs sont intervenus pour accélérer le processus dans les quinze dernières années. Le développement du Marché commun représentait en effet un véritable défi industriel, auquel ont répondu notamment les orientations déclinées par le V<sup>e</sup> Plan en faveur de grandes entreprises de taille internationale et la réforme du régime juridique des sociétés en 1968. Ainsi se sont constituées les grandes groupes actuels, sous la pression de la croissance internationale : Saint-Gobain - Pont-à-Mousson (né de la fusion en 1970 des activités « verre » de Saint-Gobain, et « canalisation-mécanique » de Pont-à-Mousson, sous le patronage de la Compagnie financière de Suez) ; Rhône-Poulenc (qui regroupe des activités dans la chimie, le textile, la pharmacie, les pesticides et films photographiques) ; Pechnine-Ugine-Kuhlmann (comme son nom l'indique) ; B.S.N.-Gervais-Danone (issu du rapprochement en 1974 d'un groupe « verrier » : Boussois-Souchon - Neuvecel et d'un groupe alimentaire) ; Creusot-Loire, Thomson.

On observe un mouvement parallèle dans le secteur public, appelé à se poursuivre à l'avenir. L'importance des investissements incite à centraliser les équipements nécessaires aux différentes filiales du groupe dans une filiale unique. Filiale qui peut, en outre, assurer des prestations à l'extérieur, pour amortir ses équipements (la Compagnie Internationale de Services Informatiques (CISI), filiale du Commissariat à l'Énergie atomique, par exemple).

● Meilleure décentralisation... de la gestion d'un grand ensemble... C'est sur ce point qu'insistent le plus les groupes qui connaissent à la fois divisions et filiales. « Celles-ci proposent au personnel un horizon de rapprochement, un moyen de concilier plus proche, une unité de direction, de Saint-Gobain-Industries, surtout dans une entreprise de moins de mille salariés voire de cinq mille. Les cadres et les agents de ma-

Comment les groupes sont-ils organisés ? L'exemple de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson permet d'illustrer un schéma général d'organisation. Le groupe détient quelque cent trente filiales contrôlées à plus de 50 %, employant cent cinquante mille personnes et réalisant un chiffre d'affaires de 26,5 milliards de francs. Une société holding contrôle et coordonne un ensemble de filiales et de participations soit directement soit, pour la plupart, par l'intermédiaire de six sociétés-pilotes détenues en quasi-totalité par le groupe.

Afin de faciliter la dispersion de ces multiples filiales et de doter le groupe d'une véritable structure de gouvernement, des liaisons verticales ont été établies sous la forme de six départements correspondant aux grands marchés auxquels s'adressent ses entreprises : construction, canalisation et mécanique, emballage, entreprises et services, commerce, produits réfractaires. Chacun de ces départements est dirigé par le président de la société-pilote correspondante.

De nombreux autres groupes, tels Rhône-Poulenc depuis sa reconstitution en 1974, B.S.N.-Gervais-Danone, Creusot-Loire, la Société nationale Elf-Aquitaine ou la Société chimique des charbonnages ont adopté une structure reposant sur les mêmes principes. Trois niveaux de compétence sont ainsi distingués :

Le niveau opérationnel, autonome pour la production, l'approvisionnement et la commercialisation, présente généralement la forme d'une filiale, contrôlée le plus souvent entre 50 et 80 %.

Le niveau des orientations sectorielles correspond à la définition de branches qui contrôlent la gestion de plusieurs filiales et décident de leurs investissements au-delà d'un seuil. Dans la plupart des cas, cette structure de branche repose sur une structure juridique de filiale contrôlée à plus de 100 %. Ainsi, Saint-Gobain-Industries pour la construction, la S.G.P.M. ou Rhône-Poulenc-Textile ou encore, Pechnine-Ugine-Kuhlmann, société créée en 1977 par la fusion de Ugine et Kuhlmann.

Enfin, le niveau de coordination est généralement celui d'une société-holding qui assure l'animation du groupe, le contrôle des décisions à long terme, de la planification et des grands investissements, et fournit les services communs à l'ensemble du groupe.

## Les avantages des filiales

La constitution de grands groupes ne doit pas être vue comme une fin en soi, mais comme un moyen de développement de la concurrence internationale. Cette structure ne se serait pas maintenue, cependant, si elle n'avait pas permis de multiples avantages.

A en croire les dirigeants concernés, plusieurs raisons ont milité pour faire préférer en France la filialisation à la structure multinationale.

● Gestion financière. — Le régime fiscal du bénéfice imputé des sociétés permet de faire circuler les fonds sans difficulté entre société mère et filiales détenues à 100 % ; en particulier, le régime des sociétés imposables exonère les sociétés françaises de l'impôt de 3 % normalement perçu sur les dividendes versés par les filiales. D'autres canaux permettent une libre circulation des flux financiers dans un groupe, notamment les réductions de taxes de brevets d'assistance technique ou de recherche fondamentale, et les prix de cession interne. La multiplicité des filiales rend, enfin, plus aisée la mise en œuvre de la fusion d'un groupe, la fusion ou l'absorption d'une petite entreprise par une filiale est plus facile à réaliser, comme les cessions d'activité à un autre groupe.

● Les filiales facilitent les rapports avec l'extérieur du groupe. À l'extérieur, les filiales ont des contacts juridiques et fiscaux, et souvent pour permettre une association avec des capitaux locaux sous contrôle privé ou public. En France, les avantages de la soumission préventive à une taille limitée sont le plus souvent évoqués : « Une filiale dispose généralement d'une meilleure faculté d'adaptation aux fluctuations des marchés et des produits, dit un responsable. Elle facilite les relations avec les clients et les fournisseurs, qui craignent souvent d'être dominés par un géant et préfèrent traiter avec des entités de taille analogue à la leur, tout en disposant de la caution d'un groupe important. En outre, elle permet de développer à petit frais une concurrence commerciale entre deux marques d'un même groupe ».

Les préoccupations des consommateurs sont évidemment inverses, les grands groupes ayant tendance à vendre des produits similaires sous des noms et des marques concentrent (Thomson, par exemple, avec ses machines à laver Brandt et Vedette).

● Les prestations de services à l'extérieur du groupe sont souvent assurées par une filiale. Dans le domaine de l'informatique, l'importance des investissements incite à centraliser les équipements nécessaires aux différentes filiales du groupe dans une filiale unique. Filiale qui peut, en outre, assurer des prestations à l'extérieur, pour amortir ses équipements (la Compagnie Internationale de Services Informatiques (CISI), filiale du Commissariat à l'Énergie atomique, par exemple).

● Meilleure décentralisation... de la gestion d'un grand ensemble... C'est sur ce point qu'insistent le plus les groupes qui connaissent à la fois divisions et filiales. « Celles-ci proposent au personnel un horizon de rapprochement, un moyen de concilier plus proche, une unité de direction, de Saint-Gobain-Industries, surtout dans une entreprise de moins de mille salariés voire de cinq mille. Les cadres et les agents de ma-

trés n'aiment guère les très grandes sociétés ; ils s'y sentent des pions, dans une machine dont ils ne contrôlent ni ne perçoivent l'évolution ».

Le degré de décentralisation ressort par les cadres eux-mêmes, il est vrai. Les dirigeants des filiales se sentent souvent plus responsables, et jouent plus « vrai » le rôle de directeur de leur firme que celui d'une division soumise à une répartition arbitraire des fonds généraux du groupe (même quand le jeu des prix de cession interne tempère ce jugement).

## Jugement inverse des syndicats

● S'agissant des statuts du personnel et de la représentation syndicale, le jugement des syndicats est, au contraire, très contrasté. — Les dirigeants d'entreprise accordent deux avantages aux filiales : lorsque les secteurs d'activité diffèrent, la variété des situations collectives permet d'éviter l'extension à l'ensemble du groupe de mesures particulières à un secteur donné, notamment dans le cas des entreprises à statut ; la diversité des sociétés permet, en outre, de limiter l'extension des conflits sociaux.

Les syndicats d'entreprise voient cependant dans la filialisation un démantèlement de la société mère, lorsque celle-ci est une entreprise industrielle et ce, tout particulièrement dans le secteur public. Il leur est malaisé de mettre en place une concentration efficace entre structures syndicales de différentes filiales et entre comités d'entreprise du groupe. Inversement, leur influence sur les décisions de taille moyenne est souvent plus importante.

Des réactions nombreuses se sont produites ces dernières années, notamment de la part de la C.F.D.T., dans les secteurs de la métallurgie et de la chimie. Il est probable que se développera un pouvoir syndical au niveau du groupe, aussi bien dans les domaines traditionnels de revendication sur les salaires et les conditions de travail que dans celui de l'information sur la gestion de l'ensemble du groupe.

La crise économique a d'ores et déjà modifié deux éléments considérés comme profitables aux groupes :

— la mobilité du capital a diminué depuis 1973 ; l'intérêt des filiales pour la croissance externe tient donc une moins grande place ;

— l'encadrement du crédit, la faiblesse des investissements, les inquiétudes des conjoncturelles, ont renforcé le maintien des directions de groupes sur les filiales opérationnelles, réduisant la relative indépendance des dirigeants de celles-ci.

Ces deux effets conjugués ne paraissent cependant pas suffisants pour renverser la tendance. La méthode des filiales ou, plutôt, celle des divisions, finalement un aboutissement, elle demeure dans bien des cas un facteur essentiel de lutte contre le gigantisme et l'irresponsabilité.

CHRISTIAN DE GOURNAY.

## DEUX LIVRES DE TECHNICIENS DE GAUCHE

Le hasard fait parfois bien les choses. Ainsi même que les nationalisations sont au centre du débat entre partis de gauche, deux experts — MM. Anicet Le Pors, sénateur communiste depuis les dernières élections, et Alain Boubill, membre de la commission économique du P.S. — font paraître deux livres sur ce sujet brûlant. On reproche souvent aux spécialistes de compliquer à l'excès les discussions. Cette fois, il n'en est rien : la lecture de ces deux ouvrages permet, au-delà des querelles de mots et de pourcentages, de mieux cerner ce qui fondamentalement sépare socialistes et communistes dans l'approche du dossier.

Haut fonctionnaire, M. Anicet Le Pors connaît bien, de par ses fonctions, l'industrie française et est chargé de cours à l'université Paris-XII. Il est aussi responsable, au sein de la section économique du comité central du parti communiste, du département « nationalisations et politique industrielle ». Il y a un an, il publiait une remarquable étude sur « Les transferts État-industrie en France et dans les pays occidentaux », à la Documentation française. Cette étude lui a fourni la matière de la première partie de son livre, *Les Béquilles du capital* (1).

Que dit-il ? Tout simplement que l'on connaît bien, de par ses fonctions, l'industrie française et est chargé de cours à l'université Paris-XII. Il est aussi responsable, au sein de la section économique du comité central du parti communiste, du département « nationalisations et politique industrielle ». Il y a un an, il publiait une remarquable étude sur « Les transferts État-industrie en France et dans les pays occidentaux », à la Documentation française. Cette étude lui a fourni la matière de la première partie de son livre, *Les Béquilles du capital* (1).

Ce phénomène n'est pas propre à la France : tous les grands pays industrialisés capitalistes agissent de même et le montant des transferts État-industrie est comparable. C'est le capitalisme monopoliste d'État (C.M.E.) vigoureusement dénoncé par le P.C.

Pour M. Anicet Le Pors, le C.M.E. « apparaît de plus en plus clairement comme système historiquement dépassé. C'est ce qui traduit la gravité et l'urgence de la crise actuelle ». Pour sortir de cette impasse, une seule solution : le socialisme, dont l'établissement passe par l'application du programme commun et la mise en œuvre des nationalisations qu'il comporte, jugées « déviantes ». Celles-ci le seul de nationalisations actualisées ne crée pas pour autant de base matérielle du socialisme dont les deux conditions sont la propriété sociale des grands moyens de production et d'échange et le pouvoir politique des travailleurs, dont la classe ouvrière est la force motrice ; mais « ce seul minimum touche l'essentiel de l'essentiel ».

Démarche essentiellement politique, on le voit, il ne s'agit pas pour l'auteur de nationaliser à la carte, au vu d'objectifs précis de politique indus-

trielle, mais bel et bien d'amorcer un processus irréversible. Dès lors, il n'est pas surprenant que M. Anicet Le Pors préconise l'expropriation des groupes nationalisables et de la totalité de leurs filiales et qu'il rejette le concept de contrôle, défendu par les socialistes.

« La nationalisation d'une firme est justifiée sur le plan économique quand elle se rattache à des objectifs industriels et sociaux », écrit, au contraire, M. Alain Boubill dans le *Socialisme industriel* (2), même s'il s'empresse d'ajouter que « la finalité première (de la nationalisation) est de donner une nouvelle légitimité à ceux qui l'ont initiée, tant au sein des travailleurs nationaux qu'au regard des travailleurs étrangers dans cette firme », son propos marque bien une différence d'approche.

Partant d'une analyse souvent proche de celle de M. Le Pors — on trouve dans le *Socialisme industriel* une vigoureuse dénonciation des transferts État-industrie et de la mainmise du capitalisme financier sur l'économie — M. Boubill parvient à des conclusions fort divergentes. Sans doute peut-on remarquer qu'il n'est pas un politique, au sens où l'on entend généralement ce terme : il a voulu faire — à titre personnel, sans engager son parti — œuvre de spécialiste en décrivant avec précision les grands groupes nationauxisables et en formulant des propositions de réorganisation du secteur public comportant certaines restructurations industrielles. Cela rapporté, on peut constater qu'aux yeux de cet auteur les nationalisations et la planification démocratique, si elles sont de conditions nécessaires pour surmonter la crise, ne sauraient, pour autant, être considérées comme suffisantes. Une politique industrielle de grande envergure devrait être mise en œuvre par la gauche si elle arrivait au pouvoir, le champ des nationalisations — donc le sort réservé aux filiales des groupes nationalisables — étant subordonné aux impératifs de cette politique. Les nationalisations n'apparaissent donc pas comme un but mais comme un moyen.

PHILIPPE LABARDE.

(1) *Les Béquilles du capital*, par Anicet Le Pors. Éditions du Seuil. Prix : 39 F.

(2) *Le Socialisme industriel*, par Alain Boubill. Presses universitaires de France. Prix : 22 F.

## Faut-il nationaliser la S.N.C.F. ?

(Suite de la page 23)

Moins connus sont les cas des deux grandes sociétés publiques de transport : la France (Compagnie générale transatlantique), contrôlée à 64,2 % seulement par le groupe public Générale maritime, et les Messageries maritimes, contrôlées, elles, à 79,1 %. Air Inter est dans la même situation avec 84,5 % seulement détenus par les pouvoirs publics (24,95 % par Air France, autant par la S.N.C.F. et 4 % par la Caisse des dépôts et consignations). Une nature différente — 52,5 % par les chambres de commerce. Dans le secteur des transports, on relève encore le cas de Trapp, société de pipelines dont la puissance publique s'assure le contrôle à travers les participations de l'État, du Port du Havre, de la Caisse des dépôts et — cas plus récent, lui aussi — de la Française de raffinage.

Dans le domaine industriel, la puissante Société chimique des charbonnages (C.S.C.) chimie) n'est contrôlée par l'État qu'à concurrence de 82,4 % (les Houillères sarroises possédant le reste). Près d'une dizaine de filiales de cette entreprise n'appartiennent également qu'en majorité à la collectivité nationale, parmi lesquelles les Salles, goudrons et dérivés (55 %), l'Artésienne de vigne (70 %), la Chimique de Douvres (80 %) et Copena (80 %). De la même façon, les Charbonnages de France n'ont qu'une participation majoritaire dans les plastiques Sidal (84,3 %) ou la SACUC (80 %).

## Les trois grandes banques nationales elles aussi...

L'É.D.F. possède, elle aussi, une dizaine de filiales contrôlées simplement à la majorité, parmi lesquelles l'Améliorateur d'énergie (55 %), la Centrale nucléaire NERSA (61 %), les Forces hydrauliques de la Meuse (62 %) et la Société de l'énergie électrique dans les immeubles (60 %). Parallèlement, Gas de France contrôle avec 50 % la Compagnie française de méthane.

Restent à multiplier depuis quinze ans les filiales de ce genre, dont plusieurs sont fort importantes : la Société nouvelle de roulements (contrôlée à 79,3 %), les Ateliers de Valenciennes (70,9 %), Gerdyn (69,6 %) et les Alpines (87 %), Ser-

nard Moteurs (83,3 %), deux fabriques de machines-outils : les Constructions de Cluchy (54 %) et SEIV-Automatismes (51 %), l'outilage Carbox (50 %).

Pour ne pas passer sous silence, nous mentionnerons seulement les dizaines de filiales majoritaires des compagnies d'assurances nationales, les imprimeries de l'État, les « planches » fixées à la part de la puissance publique n'est plus que de 75 %, de façon que le personnel puisse avoir — c'est déjà commencé — une fraction non négligeable des titres de l'entreprise. S'il faut vraiment nous que l'État puisse contrôler les entreprises nationales, qu'il possède la totalité de leur capital et de celui de leurs filiales, le parti communiste peut-il demander la nationalisation de la S.N.C.F. et des trois grandes banques d'État ?

GILBERT MATHIEU.

## JOURNÉES IVOIRIENNES

24 octobre-3 novembre

Organisées sous l'égide du C. N. P. F. pour la promotion des projets industriels de la COTE-D'IVOIRE et le développement des relations économiques franco-ivoiriennes.

PARIS : 24-28 octobre - Hôtel Méridien.

LYON : 2 novembre - Chambre de Commerce et d'Industrie.

ROUEN : 3 novembre - Port Autonome.

Pour tous renseignements s'adresser :

— C.N.P.F. :

● Service de l'Afrique francophone

31, avenue Pierre-I<sup>er</sup>-de-Serbie, 75116 PARIS.

Tél. : 723-61-58.

● Service d'Information et d'Action Economique

de Côte-d'Ivoire, 24, bd Suchet, 75016 PARIS.

Tél. : 524-43-28.



## LE CONGRÈS DE LA SIDÉRURGIE A ROME

### Face à la crise mondiale, une montée du protectionnisme paraît inévitable

L'heure de vérité a-t-elle sonné pour la sidérurgie mondiale, qui s'enfonce dans la crise ? A en juger par la violence des déclarations enregistrées chaque jour, cela est bien possible. Le fait nouveau de ces derniers mois, et même de ces dernières semaines, est la très vive réaction des producteurs d'acier américains, qui procèdent à des licenciements massifs et s'estiment fondamentalement menacés par les importations étrangères.

En Europe même, les porteurs de la C.E.E. commencent à se déchirer, à propos notamment des fameux petits producteurs italiens, les « Bresciani ». Si l'on en croit le secrétaire général de l'Institut international de l'acier, s'exprimant à l'issue du onzième congrès mondial qui vient de se terminer à Rome, seuls les gouvernements ont la capacité d'élaborer des solutions. Mais une chose est certaine, telle qu'elle ressort des statistiques : la sidérurgie des grands pays anciennement industrialisés est désormais en position défensive face à un avenir de plus en plus incertain.

De notre envoyé spécial

Rome. — « Ce n'est que lorsqu'on ressent du plaisir dans la souffrance que l'on commence à comprendre la signification profonde de la vie », en citant ces paroles d'un célèbre prêtre de la secte Zen, M. Eishiro Sato, président du géant japonais Nippon Steel et de l'Institut international de l'acier, a sans doute voulu aider ses collègues à supporter leur malheur. Dans la plupart des pays, les entreprises enregistrent des pertes énormes, licencient du personnel ou font les deux. L'Europe, on le sait, déjà touchée par la crise depuis trois ans, est de plus en plus durement affectée. En Allemagne fédérale, les effectifs viennent de diminuer de 10 000 personnes en six mois. En France, il est prévu 16 000 suppressions de postes d'ici à 1978. En Suède, où la situation devient critique, un rapport officiel préconise des compressions portant sur 15 % du personnel, soit plus de 5 000 personnes. En Belgique, un moratoire des licenciements a été

décreté jusqu'en décembre 1977 ; mais les très graves difficultés rencontrées par certaines sociétés, comme Cockfield, vont entraîner presque inévitablement des licenciements. En Grande-Bretagne et en Italie, les pouvoirs publics, qui contrôlent la plus grande partie des entreprises sidérurgiques, bloquent tout dégrèvement de personnel, mais doivent financer des déficits effrayants (1 million de livres par jour pour la British Steel Corporation). Aux États-Unis, où les importations croissent très rapidement, au point de couvrir plus de 15 % de la consommation intérieure, les aciéristes s'apprêtent à licencier 50 000 personnes, et 20 000 ont déjà été mises à pied. Même au Japon, les grandes sociétés commencent à dire qu'elles ne pourront maintenir le système traditionnel de l'emploi à vie et annoncent déjà une réduction des effectifs par l'arrêt de l'embauche. Heureux Nippon de n'envisager que cette extrémité dans une telle conjoncture !

#### La chasse aux débouchés

Les raisons qui expliquent cette crise sont déjà connues. En augmentation très rapide jusqu'en 1973 (+ 14 % cette année), la consommation d'acier a chuté très brutalement en 1975 (- 16 %) pour ne reprendre qu'un rythme beaucoup moins rapide en 1976 (+ 5,6 %) et ne progresser que lentement en 1977

(+ 2,6 % environ). Les capacités de production, en revanche, ont continué à augmenter au fur et à mesure de l'achèvement des programmes de construction qui avaient été mis en route avant le changement de conjoncture. Le résultat prévisible est un excédent croissant dans toutes les gam-

mes de produits, avec le fait aggravant de l'apparition de nouveaux aciéristes équipés de façon ultra-moderne, et dont les marchés intérieurs ne peuvent absorber la production : il s'agit notamment de la Corée du Sud, de l'Australie, de l'Indonésie, du Japon, qui était déjà installé, en 1974, dans les tout premiers rangs mondiaux.

Dans cette chasse aux débouchés à tout prix, une fléauuse partie de « guerre commerciale » s'est engagée. Ce fut d'abord la période japonaise : les producteurs nippons ont littéralement submergé l'Europe, au point qu'un accord de limitation doit être signé. Du coup, ils se déversent sur les États-Unis, la grande forteresse de ces derniers, qui sont en train d'acquiescer les armes de leur arsenal anti-dumping. Puis ce fut l'arrivée des aciéristes de l'Inde, qui ont rempli de ronds à ronds sud-africains en provenance de la Manche après s'être vu fermer les ports anglais et s'être fait chasser à coups de gaz lacrymogènes. Enfin la malheureuse Europe — dernier endroit où l'on pouvait vendre encore un peu d'acier supplémentaire — fut envahie par les Sud-Coréens et les pays de l'Est. Pour comble de malheur, assaillie de l'extérieur, l'Europe s'est trouvée également investie de l'intérieur. La Lorraine et la Savoie sont actuellement submergées de ronds à ronds et de petites cornières fabriquées par les aciéristes nippons « Bresciani », les petites aciéristes de la région de Brescia : point de haute fournaux ni d'aciéries géantes, mais simplement un petit four électrique (60 tonnes au plus) alimenté en ferraille à très bas prix et accompagné d'un petit laminier intégré.

Puis discrètement, l'usine française de Fos, seule usine du pays à fonctionner à plus de 80 % de sa capacité, fournit l'État du Nord en bobines de tôles minces à chaud. Aux Italiens qui se plaignent il est reproché par les Français d'importer d'Australie de telles bobines. Dernier paradoxe : l'usine de Fos, marquée actuellement à un feu d'enfer et livre 600 000 tonnes par an de bobines aux États-Unis sur une production de 3 millions de tonnes.

De ces luttes anarchiques il résulte tout de même que les États anciennement industrialisés sont les plus touchés. Si les aciéristes japonais atteignent en 1977 20 % de leur production maximum de 1973-1974, ce pourcentage s'élève à 81 % pour les États-Unis, tombe à 75 % pour l'Europe des Neuf, chute à 65 % pour la seule Belgique, la France s'efforçant un peu à l'arrière. Inversement la Corée du Sud est à 190 %, l'Inde à 128 % et le Brésil à 140 %. Pour ces deux derniers pays qui n'exportent pas mais servent de débouchés à l'acier, sont des marchés qui se ferment aux exportations européennes ou japonaises.

Le plus terrible est qu'à terme la situation n'apparaît guère brillante. On ne le répète jamais assez : l'acier produit va pour 70 % aux équipements d'investissement, le reste étant consommé par l'automobile (15 à 20 %) et par

l'électroménager. Or, du fait de la quasi-stagnation mondiale, la demande d'équipement reste languissante, ce qui n'est, hélas, pas la cas pour l'automobile, mais pour combien de temps ? On se le demande.

#### De nouveaux plans

Il importe donc pour les aciéristes de tirer de nouveaux plans sur la comète. Dans l'immédiat, comme l'a souligné le Baber, secrétaire général de l'Institut de l'acier, seuls les gouvernements ont la possibilité d'élaborer des solutions et de les faire appliquer. Parmi ces solutions, la plus citée est celle des accords d'autolimitation. Puis viennent les contingents quantitatifs, pour finir avec les droits anti-dumping. Dans le passé les accords d'autolimitation ont été fréquemment utilisés avec un succès inégal : les producteurs marginaux ne respectant guère les accords dans la plupart des cas. À l'heure actuelle les États-Unis, auxquels les aciéristes européens, par la voix de M. Jacques Ferry, président des producteurs français d'acier, viennent de proposer un tel accord, y refusent. Pour eux le vrai problème est celui des prix des importations, réputées trop basses et de nature à compromettre le développement de leur propre industrie, au risque de les rendre dépendants de l'étranger dans l'avenir, qui est jugé « inacceptable ».

A cette occasion, il faut s'interroger sur ce que doit être le véritable prix de l'acier dans les différents pays. Les Américains accusent les Japonais de dumping en mettant l'accent sur l'aide qui leur a été apportée par leurs pouvoirs publics. À Tokyo, tout en déclinant cette aide, on réplique que les succès nippons sont dus à un appareil de production ultra-moderne et à des investissements énormes (18 milliards de dollars entre 1970 et 1976) ; on ajoute que les investissements effectués dans les usines américaines dans le même laps de temps sont inférieurs à 4 milliards de dollars et que la productivité par ouvrier est tombée, aux États-Unis, à 321 tonnes d'acier par an, contre 615 au Japon. En Europe, toutes choses égales d'ailleurs, les conditions de production des « Bresciani », quelles qu'aient été les nombreuses réserves que l'on puisse valablement formuler, sont beaucoup plus économiques que celles du géant Saeclor, en Lorraine. A chacun ses Japonais.

#### Une redistribution du travail

On peut donc se demander si dans l'avenir une certaine redistribution du travail ne devra pas s'opérer. Les « géants » se cantonnant dans les productions à haute technicité, et à investissements très élevés (tôles fortes, tôles minces, tubes, grosses poutrelles) et laissant à des mini-usines le soin de fabriquer les produits moins élaborés (ronds à béton et petites poutrelles). Dans l'immédiat, en tout cas, compte tenu de l'ampleur de la crise, il est fatal, sinon souhaitable, que des mesures protectionnistes soient prises, ne fût-ce que pour éviter toute catastrophe. Ainsi les « Bresciani », qui vendent à 20 % en dessous des tarifs minima fixés par la Commission de Bruxelles et jugés par eux trop élevés, seront forcés de relever leurs prix, sous peine de se voir fermer les frontières. L'intérieur même de la C.E.E. Les États-Unis vont sans doute obtenir des concessions de la part des Japonais et des Européens. De cette façon, il serait peut-être possible d'attendre que la consommation d'acier rattrape la production, ce qui,

hélas ! n'est pas pour demain, compte tenu des sur-capacités présentes et à venir. Il n'est toutefois pas exclu — c'est même probable — qu'au terme de ce rattrapage, c'est-à-dire avant 1985, une pénurie d'acier apparaisse, faute d'investissements suffisants. Ce ne serait pas le moindre paradoxe d'une situation qui, de l'avenir même d'un des congrèsistes, n'est jamais apparue aussi mouvante et aussi imprévisible.

FRANÇOIS RENARD.

#### VOIX ET EXPRESSION

partir avec aisance de faire écouter, maîtriser l'émotion, convaincre, décider. Tous renseignements : C.E.S.D.E.L. de 14 h. 30 à 19 h. 24, rue Henri-Barbuse - 75002. Téléphone : 325-15-10 - 325-15-42

(PUBLICITÉ)

## DEPUIS 10 ANS, LA CAECL A EMIS 17 MILLIARDS D'OBLIGATIONS.

La CAECL. Des emprunts pour prêter de l'argent aux collectivités locales qui s'équipent.

Etre un trait d'union entre les Français et leur commune, tel est le rôle essentiel de la CAECL, la Caisse d'Aide à l'Équipement des Collectivités Locales.

Trait d'union, parce que la CAECL, orga-

nisme financier, emprunte de l'argent auprès du public, de l'argent qu'elle prête ensuite aux communes qui en ont besoin.

Trait d'union, également, entre les familles françaises, qui souhaitent que leur cadre de vie

s'améliore, et les responsables des municipalités, qui se heurtent quotidiennement aux contraintes de la réalité. Par ses interventions, la CAECL permet que ce qui était souhaitable devienne possible, que le projet devienne réalité.

#### 1) 26 milliards de francs pour 26.000 communes

En 10 ans, la CAECL a prêté 26 milliards à plus de 26 000 communes. Pour 1976, les prêts se sont élevés à 5,3 milliards en engagements. Ils devraient atteindre cette année environ 6 milliards. Ainsi, en une décennie, la CAECL arrive-t-elle au second rang, après la Caisse des Dépôts et Consignations, pour l'importance de l'aide apportée aux collectivités locales.

Le montant global sans cesse croissant des sommes distribuées suffit à montrer l'ampleur des réalisations effectuées sur le territoire métropolitain ainsi que pour les DOM-TOM, dans la plupart des villes et des villages, grâce à l'aide de la CAECL.

#### 2) Les équipements collectifs favorisent l'emploi

L'amélioration du cadre de vie est une exigence générale. C'est les équipements sociaux, hôpitaux, maladrains, crèches, les équipements sportifs, stades et piscines, les équipements scolaires et culturels, bibliothèques municipales, maisons de la culture, etc. Et, bien sûr, les transports urbains, les espaces verts. La CAECL aide au financement de tous les éléments nécessaires à une vie meilleure et permet aux municipalités de créer l'emploi.

Ces réalisations ont un effet direct sur l'emploi. Les entreprises, lorsqu'elles décident de s'implanter dans une région, s'orientent plutôt vers les localités qui présentent les conditions d'accueil les plus satisfaisantes : aussi bien pour leur

installation matérielle, que d'ailleurs la CAECL aide parfois à réaliser, que pour les équipements nécessaires à la vie quotidienne de leur personnel.

Ainsi, par son aide permanente à l'équipement, la CAECL participe de façon efficace à la vie économique de la cité.

REPARTITION DES PRETS ENGAGES PAR TYPES D'EQUIPEMENT : (en millions)

OBJET	1975	1976
Équipement rural et agricole	215	269
Équipement urbain	985	917
Établissements	370	439
Enseignement	579	551
Sport, culture, tourisme	552	469
Équipement sanitaire	119	243
Transports et communications	1 325	1 144
Divers et prêts globaux	557	555
Réserve foncière	362	315
TOTAL GENERAL	5 281	5 297

#### 3) Administrée par des élus

Les réalités communales, la CAECL les connaît bien. Par son rôle, par ses interventions, bien sûr, mais aussi par l'origine de ses structures. La CAECL, qui a reçu des pouvoirs publics sa mission d'aide aux collectivités locales, est un établissement public administré par des élus, députés, conseillers généraux, maires. Son Conseil d'Administration est présidé par M. Edouard Schloessing, député du Lot-et-Garonne.

La gestion exercée par ces hommes venus de toutes les régions garantit le

juste répartition des prêts à l'ensemble des communes, quelles que soient leur taille et leur situation géographique.

REPARTITION DES ENGAGEMENTS PAR REGION :

	1975	1976
Alsace	178	106
Aquitaine	234	236
Artois	90	99
Bretagne	173	155
Centre	352	324
Champagne-Ardenne	191	157
Corse	70	104
Franche-Comté	129	115
Île-de-France	870	831
Langues - Roussillon	181	202
Limousin	59	72
Lorraine	189	133
Midi-Pyrénées	163	197
Nord	283	295
Normandie	150	130
Pays de la Loire	297	273
Poitou-Charentes	85	129
Provence-Côte d'Azur	306	341
Rhône-Alpes	625	625
Strasbourg	111	95
TOTAL GENERAL	5 281	5 297
En millions de francs		

#### 4) Deux sortes d'emprunts

Pour prêter de l'argent aux communes, la CAECL doit collecter des fonds. A cet effet, elle émet, grâce à la Caisse des Dépôts, deux sortes de public debt : les emprunts ponctuels « CAECL » et les emprunts permanents « Villes de France ».

#### 5) Les emprunts ponctuels « CAECL »

Ils sont émis généralement deux fois par an, au printemps et à l'automne. Leur taux est fixé comme pour tous les emprunts par le ministère de l'Économie et des Finances. Annoncés au public par une campagne d'information, ils ont une durée d'émission d'environ quinze jours. La souscription des obligations, cotées à la Bourse de Paris, s'effectue dans tous les bureaux de poste, les caisses d'épargne, dans les banques et chez les comptables du Trésor. 16 emprunts, 10 nationaux et 6 régionaux, ont été émis par la CAECL depuis sa création, pour un montant total de 6,8 milliards.

#### 6) Les emprunts permanents « Villes de France »

C'est une exclusivité de la CAECL. Ils sont émis, placés et gérés par la CAECL directement pour le compte des collectivités locales. On y soumet toute l'année aux mêmes conditions que pour les emprunts ponctuels. (À l'exception des banques.) 40 séries « Villes de France » ont été émises jusqu'à présent, pour un montant dépassant 10 milliards.

Ainsi, depuis 10 ans, la CAECL a émis avec succès 17 milliards d'obligations, dont 2,7 milliards pour 1976. Pour 1977, les prévisions sont de 3,4 milliards. Cette confiance du public montre qu'il s'agit d'un bon placement, grâce à son rendement compétitif, mais aussi à sa sécurité.

Par ailleurs, la CAECL dispose de fonds déposés par les collectivités locales ainsi

que des fonds provenant des remboursements des prêts antérieurement consentis : au total 5 milliards en 10 ans.

#### 7) Une triple sécurité

La CAECL offre à tous ses souscripteurs une triple sécurité : 1) La garantie de la CAECL, 11 ans d'existence. Établi 30 milliards de prêts. Un établissement public administré par des élus et contrôlé par deux commissaires du Gouvernement représentant le ministère de l'Économie et des Finances et le ministère de l'Intérieur ; 2) La garantie des collectivités locales elles-mêmes. Le Code communal leur fait obligation de rembourser le montant de leurs emprunts et d'assurer le paiement des intérêts ; 3) Le fait que la Caisse des Dépôts et Consignations gère la CAECL.

#### 8) Faire fructifier son patrimoine. Améliorer son cadre de vie

Placements rentables et sûrs, mais aussi placements utiles. Voilà comment se présentent les emprunts de la CAECL. Ainsi, chacun peut, à la fois, protéger son patrimoine, le faire fructifier, tout en contribuant à la mesure de sa vie quotidienne, à l'amélioration de la qualité de la vie.

Par ce mécanisme de la confiance, la CAECL peut assurer sa mission : être le partenaire des communes en les aidant quotidiennement à s'équiper, à réduire leur développement.

CAECL Caisse d'Aide à l'Équipement des Collectivités Locales 56, rue de Lille 75007 PARIS.

LES...  
GESTION SOCIALE : LES...  
Comment associer...

LES UNITES DE PER...  
DE LA GESTION SOCIALE

CYCLE DE PERFECTIONNEMENT

DIRECTION DES HOMMES  
COMMUNICATION, MÉTAVISION, CHANGEMENT

ENTRAÎNEMENT À L'ENTRETIEN  
ET À L'ACQUISITION

Les programmes  
de l'Institut de Gestion Sociale



## LES PROGRAMMES 77-78 DE L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

## GESTION SOCIALE : LES ENTREPRISES A LA RECHERCHE DE NOUVELLES COMPÉTENCES

## Comment associer efficacité économique et objectifs humains et sociaux ?

Aujourd'hui, dans l'entreprise comme dans les organisations, l'émergence des problèmes sociaux et humains est une réalité. Longtemps admise comme un problème essentiel, elle n'a cependant pas toujours fait l'objet de politiques, de réflexions, de formations intégrées au développement de l'entreprise.

Maintenant, la pression pour un changement se généralise. La mentalité des jeunes cadres est différente : les phénomènes de pouvoir et de groupes s'accroissent, l'encadrement est en crise. Du côté des pouvoirs publics, des réformes sont en cours et entraînent une évolution de la responsabilité des chefs d'entreprise. Le bilan social devient une obligation : sera-t-il l'occasion pour les entreprises de prendre mieux en compte leurs réalités sociales, voire de redéfinir de nouveaux systèmes de valeurs ?

Face à cette évolution, bon nombre de dirigeants éprouvent la nécessité de chercher des réponses progressives et efficaces, de posséder des outils de diagnostic social, humain et économique.

Il s'agit pour eux d'avoir une attitude volontariste de changement dans le respect des individus et dans un esprit de dialogue avec les différents partenaires sociaux, et d'admettre que leur autorité comme leur compétence s'acquerront désormais grâce à leurs qualités d'animateur. En période de conjoncture difficile et de croissance désormais faible, toutes les décisions font plus ou moins l'objet de négociations. Cadres et dirigeants doivent donc admettre et maîtriser des comportements différents auxquels ils n'ont pas été préparés, sur lesquels ils seront finalement jugés et dont dépend le développement de l'entreprise.

Une entreprise ne peut plus viser une réussite économique sans la prise en compte des hommes qui la constituent.

Alors, comment faciliter ou provoquer ce changement ? Améliorer la qualité de la communication entre les différents niveaux hiérarchiques est essentiel, mais il faut concevoir des procédures nouvelles de gestion des hommes.

Pour les appliquer et les contrôler, il faut admettre aussi que la gestion sociale concerne l'ensemble de l'encadrement et pas seulement les responsables de la fonction personnel.

C'est dans cet esprit que l'Institut de Gestion Sociale a conçu l'ensemble de ses programmes et actions pour 1977-1978, et, en particulier, les Unités de Perfectionnement présentées plus largement aujourd'hui, ainsi que le programme Management et Gestion Sociale, dont la deuxième session débutera en décembre.

## SESSION NOVEMBRE 1977

## LES UNITÉS DE PERFECTIONNEMENT AUX « PRATIQUES DE LA GESTION SOCIALE » OUVERTES A TOUS LES CADRES

ANIMER DIALOGUER NEGOCIER	Direction des hommes, communication, motivation, changement.	Pratique de la législation sociale et fonctionnement des instances légales.	Tensions et conflits : entraînement à la négociation. 1	Tensions et conflits : entraînement à la négociation. 2
S'ENTRAÎNER A L'EXPRESSION, A L'ENTRETIEN, A LA PEDAGOGIE.	Entraînement à l'entretien et à l'appréciation.	Entraînement à la conduite de réunions et à l'animation de groupe.	Entraînement au rôle pédagogique de l'encadrement.	Organisation et communication.
AMELIORER LES CONDITIONS ET L'ORGANISATION DU TRAVAIL.	Analyse du travail et nouvelles formes d'organisation.	Analyse systématique d'expériences d'amélioration des conditions de travail.	Hygiène — Sécurité — Santé dans l'entreprise.	Analyse et diagnostic Sociotechnique.
CONCEVOIR ET METTRE EN PLACE UN SYSTEME DE GESTION SOCIALE.	Méthodes et outils : Tableau de bord Bilan social.	Méthodes et outils : Diagnostic et Audit Social.	Systèmes de planification sociale.	Systèmes d'information et politique sociale.

## CYCLE DE PERFECTIONNEMENT A LA FONCTION PERSONNEL

LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.	Les postes.	Les hommes.	Les relations.	Structure et politique de la fonction personnel.
-------------------------------------	-------------	-------------	----------------	--

\* Voir détail ci-dessous.

L'ensemble des UNITÉS DE PERFECTIONNEMENT de la première grille est regroupé selon quatre thèmes d'actions et de réflexions principaux pour la mise en œuvre d'une politique

de gestion sociale. Ainsi, chaque participant pourra choisir ses priorités, ses orientations personnelles et approfondir les techniques et les outils qui faciliteront de nouvelles attitudes

A l'intérieur de son entreprise ou de son service. A TITRE D'EXEMPLE : sont détaillées ci-dessous les objectifs et les thèmes des premières unités de chacune des lignes :

## DIRECTION DES HOMMES

## COMMUNICATION, MOTIVATION, CHANGEMENT

## OBJECTIFS :

Permettre aux responsables opérationnels d'améliorer leurs méthodes et leur style de direction, de mieux connaître les motivations du personnel dont ils ont la responsabilité, de s'entraîner aux nouveaux modes de relations avec l'encadrement et le personnel.

## THEMES :

- Motivations et aspirations des hommes au travail.
- Styles de direction.
- Autorité et pouvoir.
- Relations hiérarchiques. Décisions de groupe.
- Participation et délégation.
- Information et communication. Expression du personnel.
- Rôle pédagogique de l'encadrement.
- Résistance au changement. Attitudes et comportements face aux différents types de changement.

## ENTRAÎNEMENT A L'ENTRETIEN ET A L'APPRECIATION

## OBJECTIFS :

Etre capable de conduire un entretien interpersonnel et plus particulièrement un entretien d'évaluation et d'appréciation.

## THEMES :

- Définition de la situation d'entretien.
- Analyse des différents styles d'entretien.
- Développement des capacités d'écoute et de reformulation.
- Entraînement pratique à l'entretien (utilisation du magnétoscope).

## ANALYSE DU TRAVAIL ET NOUVELLES FORMES D'ORGANISATION

## OBJECTIFS :

- Appréhender les différentes dimensions d'une situation de travail.
- Mieux connaître les principaux outils d'analyse et les nouvelles formes d'organisation du travail.

## THEMES :

- Evolution des conditions de travail.
- Le poste, l'atelier, l'unité de production.
- Grilles d'analyse des conditions de travail.
- Nouvelles formes d'organisation : causes, expériences, conditions préalables, conséquences.
- Analyse et mise en œuvre d'un changement.
- Rôle de l'encadrement et de la maîtrise.

## Les moyens d'un plan de perfectionnement adapté

Tous les cadres opérationnels, comme les spécialistes de la gestion du personnel, seront amenés à se former et à se développer dans un domaine en constante évolution : la gestion sociale.

Une formation intensive dans ce domaine requerrait de n'apporter qu'une connaissance superficielle parce que la gestion sociale est avant tout affaire de pratique, le but d'une formation dans ce domaine étant de permettre à chacun de confronter sa pratique, son expérience, avec les théories existantes et les expériences en cours.

C'est pourquoi, suite à une enquête de besoins menée l'année dernière à la demande de plusieurs entreprises, l'INSTITUT DE GESTION SOCIALE a parallèlement à des programmes longs (Management et Gestion sociale) et des actions spécialisées (voir calendrier au bas de la page), conçu un ensemble d'unités de perfectionnement permettant à la fois un entraînement et un enseignement complet dans des domaines précis.

Les Unités de perfectionnement aux pratiques de la gestion sociale répondent aux besoins des cadres des entreprises par :

- un étalement dans le temps évitant la rupture avec la vie professionnelle, et facilitant la mise en œuvre des acquisitions (module de sept journées à raison d'une journée tous les quinze jours) ;
- une journée de synthèse, deux mois après la fin de la session, dans le but de permettre à chaque participant de faire le point sur les acquisitions et leur permettre une confrontation à l'épreuve des faits ;
- un corps professoral largement composé de praticiens.

## TABLEAU DE BORD - BILAN SOCIAL

## OBJECTIFS :

- Répondre à la nouvelle législation en matière de bilan social.
- Concevoir les bases d'un système de gestion sociale.
- Mettre en place un tableau de bord social pour l'encadrement.

## THEMES :

- Analyse et interprétation des textes relatifs à l'établissement d'un bilan social dans l'entreprise.
- Structure et fonctionnement d'un système de gestion sociale.
- Champ d'investigation social, nomenclature, banque de données, indicateurs sociaux.
- Tableau de bord social.
- Bilan social.
- La mise en place : informer et former l'encadrement.

## LES POSTES DE TRAVAIL

Les hommes ne sauraient, dans l'entreprise, être gérés indépendamment des tâches qu'ils ont à y accomplir. La connaissance de ces tâches, de leur complexité et de leurs conditions de réalisation est le point de départ de la gestion du personnel. Cette unité de perfectionnement aborde donc les éléments de la gestion prévisionnelle liés aux postes de travail : description de poste, définition de fonctions, évaluation de la qualification et des conditions de travail, rémunération liée aux postes.

## Les programmes de l'Institut de Gestion Sociale

M. ....

Fonction .....

Entreprise .....

Adresse .....

Tél. ....

- Souhaite rencontrer un des responsables du Centre d'orientation de l'Institut de Gestion Sociale. ☐

- Souhaite s'inscrire aux unités de perfectionnement suivantes : .....

- Est intéressé par les sessions spécialisées suivantes : .....

- Souhaite recevoir les programmes détaillés ainsi que des dossiers d'inscription. ☐

INSTITUT DE GESTION SOCIALE  
Centre privé de formation continue  
siège social : 2, rue de la Paix, 75002 PARIS  
du 31 décembre 1975  
2, rue de la Paix, 75002 PARIS - 200-10-30

SESSIONS SPÉCIALISÉES  
Calendrier du dernier trimestre 1977DÉFINIR ET METTRE EN PLACE  
UNE GESTION PRÉVISIONNELLE DES CADRES  
(24 au 28 octobre 1977)

Au cours de ces cinq journées, techniques et outils de gestion de cadres seront abordés et feront appel à un large échange d'expériences et de réflexions sur la mise en œuvre et le développement d'une gestion des cadres intégrée dans une politique sociale et humaine globale.

STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET HUMAIN DE L'ENTREPRISE  
(22, 23, 24 novembre 1977 - 10, 11 janvier 1978)

Ce groupe d'études permettra aux participants, avec l'appui de responsables de l'Administration et de personnalités du monde politique et économique, de réfléchir aux modalités de mise en œuvre d'un projet social de l'entreprise : changement social, efficacité économique, choix d'axes prioritaires, plan social (...).

## BILAN SOCIAL (22, 23 novembre 1977)

Obligation légale ou occasion de changement. Ces deux jours, en présence de responsables du ministère du Travail et d'entreprises avancées dans le domaine, permettront une réflexion concrète sur les problèmes d'actualité.

## ENTRAÎNEMENT A LA RÉUNION CONTRADICTOIRE (13, 14, 15 décembre 1977)

En groupe très restreint, cet entraînement permettra une meilleure maîtrise des participants, face aux débats, aux réunions et aux confrontations, et qu'ils ne manquent pas de devoir assumer.

PRATIQUE DE L'ÉVALUATION DANS LA FORMATION  
(13 et 14 novembre 1977 - 19 et 20 janvier 1978)

Ce groupe d'études s'interrogera sur les moyens d'améliorer la pratique de l'évaluation des actions de formation et de permettre une plus grande rigueur dans les résultats, dans les décisions d'orientations des fonds et dans leur choix.

## UN CENTRE D'ORIENTATION

Toute inscription à l'Institut de Gestion Sociale pour les unités de perfectionnement est subordonnée à un entretien entre le futur participant et un membre du comité d'orientation de l'établissement.

Le but de cet entretien est d'appréhender le niveau de base du candidat, mais permet de déterminer quelles sont les unités de l'Institut de Gestion Sociale qui correspondent le mieux à sa formation première, son expérience, ses préoccupations professionnelles immédiates et sa carrière, en tenant par ailleurs compte de l'entreprise à laquelle il appartient.

Il s'agit également, pour l'Institut de Gestion Sociale, d'aboutir à la constitution de groupes homogènes, permettant une formation plus riche et plus cohérente.

Le comité d'orientation de l'Institut de Gestion Sociale est donc l'organe privilégié d'information des participants et des entreprises.

Institut de Gestion Sociale  
2, rue de la Paix, 75002 PARIS  
200-10-30







# Le Monde

# culture

## LE JOUR DE LA MUSIQUE

Avec un peu  
d'entêtement.

Hors des circuits de distribution traditionnels, une aventure au pays de l'édition musicale, une aventure plutôt. Vu de l'extérieur, ce sont deux albums : l'un de D. Scariatti (1), par Scott Ross, et l'autre pour orgue de Brahms (2), par Jean Boyer, que l'on trouve chez les disquaires avec un peu d'entêtement, mais dont les revues spécialisées ne parlent pas. C'est qu'Alain Villain, le maître d'œuvre de cette collection, a choisi de faire bande à part. Comme il ne se contente pas de produire des disques — une quinzaine à son catalogue depuis 1972 : orgues historiques, clavier, musique de l'Inde, — il cherche chaque fois un prolongement. En même temps que l'enregistrement, il édite en fac-similé l'original des Essercizi de Scariatti (vendus séparément 180 francs environ), de même qu'il jamaît Imrat Khan exécutant un raga, sans trouver pour autant, malgré la mode et la qualité de ce document, un débouché dans les salles de cinéma ou à la télévision. Auparavant, il avait réussi à promener sa caméra dans les entrailles de l'orgue de la cathédrale de Poitiers (un grand seize pieds) et à fixer sur la pellicule l'orgue du Cameroun. Palace le jour de son démontage, trouvant tout de même le temps de remplir deux pleines faces de microfilm sous les doigts de Tommy Deserre, qui, pendant trente années, était un peu le roi de l'entente.

Pour faire bonne mesure, sur un coup de foudre, Alain Villain s'est mis en tête de faire graver à l'ancienne le dernier opéra de Rameau : les Boréades. Une entreprise qu'aucun éditeur en place n'aurait osé risquer ; une folie qui attend encore des interprètes dignes d'elle. A paraître bientôt : le second livre de Pierre Vidal (après le succès mérité de Bach et la machine à vapeur). Ecouter Bach, et à chercher chez les libraires de la musique, Romarzo, photographies, histoire et exégèse, par D. Boudinet et R. Fouquet, d'un Jardin italien de la Renaissance.

(1) STIL 0890 et 1493 378.  
(2) STIL 0905 et 0906 378.  
★ STIL disquette, 76, boulevard de Vincennes, 94120 Fontenay-sous-Bois. Tél. : 873-60-13. Catalogue sur demande.

## Félix le notaire.

Une feuille de papier réglé couverte de notes — des variations sévères, à la Bach — avec, d'un même coup de plume assuré, des silhouettes dessinées, et, tout en haut, une figure géométrique avec sa formule :  $ab + de =$ . Presque tout Mendelssohn est déjà dans cette esquisse de jeunesse : maîtrisant la fugue et le contrepoint dès l'âge de dix ans, il dessinait comme il écrivait, avec la même finesse de trait, et possédant le sens de la spéculation abstraite, se passionnait pour le jeu d'échecs. Grâce à son iconographie, à une approche qui suit les idées reçues, le livre de René Jacobs réhabilite le « notaire déguisé et facile » dont parlait Debussy, ce Félix qu'on voulait croire heureux et qui, parlant à sa sœur Fanny de l'ouverture des Hébrides, ajoute : « Tout le développement se fait devant le contrepoint que les motifs et la forme suivent, et ce devrait être le contraire. » La biographie est coupée judicieusement d'analyses des œuvres principales, mettant en lumière tel ou tel point ; on s'étonne pourtant que l'auteur s'applique à dénoncer une licence d'harmonie dans le début de la fameuse Marche nuptiale sans se demander si la popularité du morceau ne vient pas de la vigueur de cette modulation inattendue.

★ Collection Solfège, n° 26, 192 p., 14,50 F.

Kagel à Metz. Précédées d'un mois d'antennation dans toute la région par Harry Halbreich, les VI<sup>es</sup> Rencontres de Metz auront lieu du 17 au 20 novembre : créations de Kagel, Xenakis et Amy.

Renseignements : RDMC, hôtel de ville, Metz. Tél. : (87) 75-25-12.

## Musique

### «OTELLO», à Strasbourg

Il y a des œuvres qui se donnent, d'autres qui restent rebelles et se vengent d'être sollicitées quand elles voudraient continuer leur long repos en silence. « J'ai mal tant la solitude en compagnie d'Otello et de Desdémone, disait Verdi au lendemain de la première, mais la foule, toujours avide de nouveauté, me les a pris et ne me laisse plus que le souvenir de nos entretiens secrets, de notre chère intimité. »

Parce qu'aux beautés de la partition s'ajoutent celles du livret de Boito, fidèle de Shakespeare et réellement pensé pour le théâtre lyrique (Boito était également compositeur), Otello exerce sur les directeurs, les artistes metteurs en scène, chefs d'orchestre, chanteurs — et le public une étrange fascination. C'est toujours après qu'on se rend compte qu'il s'agit d'une entreprise impossible : tout sonne trop juste dans cet ouvrage qui, comme un révélateur, dénonce les insuffisances de la représentation. Reste le mérite d'avoir essayé et de n'avoir pas complètement échoué.

Lors de la précédente production de l'Opéra du Rhin, en décembre 1971, Alain Lombard avait été invité par Pierre Barrat à conduire les cinq premières représentations (avec Sandor Konya, André Guio, et Kostas Paskalis). Il s'agit cette fois d'une coproduction avec l'Opéra de Lyon, plus exactement d'un spectacle monté à Strasbourg et « exporté » à Lyon au mois de novembre. Alain Lombard, devenu entre-temps directeur artistique

de l'Opéra du Rhin, est à nouveau au pupitre, tandis que la mise en scène a été confiée à Jean-Pierre Ponnelle. Après une très belle Bohème à Strasbourg, en mars dernier (et récemment retransmise à la télévision), après le Faust de Glendebour, on pouvait s'attendre à tout sauf à ce qu'on a vu : une foule qui lève les bras sur les temps forts, un jeune Turc grisé tout vif en coulisses sous l'œil fasciné des dames de Chypre qui n'ont jamais vu cela — mais il faut bien occuper les chœurs quand l'action est allée, — et Iago (Kostas Paskalis, comme en 1971) si ostensiblement ourbe qu'il faut toute la complaisance naturelle des ténors pour prêter l'oreille aux discours malveillants de ces barytons-là.

Le décor, grands murs de pierres blanches percés de fenêtres, usés, a l'air d'être la ruine, et draps suspendus, présages sans doute du dévouement, les costumes et les éclairages du dernier acte subissant seuls d'un regard inutile. Très tendu pendant les deux premiers actes, Guy Chavet, qui aborde le rôle-titre pour la première fois, a repris peu à peu confiance, laissant bien présager des représentations ultérieures. Magdalena Kononovici (Desdémone) s'est également révélée dans le dernier acte ; Simone Codina (Emilia) n'a pas comme elle de la troupe permanente lui donnait une excellente réplique, tandis que Alberto Cusido se jouait des difficultés du rôle ingrat de Cassio.

GERARD CONDE.

## Théâtre

### LE GROUPE TSE A SAINT-DENIS

#### « Les Peines de cœur d'une chatte anglaise »

Chats, chiens, souris, lapins, renard, plus quelques oiseaux mirifiques ont envahi Saint-Denis. Les animaux dessinés par Grandville prennent corps et voix exotiques. Le Théâtre Gérard-Philipe les retient entre de vrais et de faux rideaux rouges où s'encastreront des toits japonais. Des accents venus d'Amérique traversent l'Angleterre inventée par Balzac. A quel bon chercher sur le globe terrestre les sources de l'enchantement ? Au son d'un violon, d'une guitare, d'un orgue de barbarie, il nait, par-delà les frontières et au-delà du temps, dans l'hyper-théâtre du T.S.E.

Pour la première fois, le T.S.E. raconte une histoire toute simple. Ce n'est pas, comme dans Comédie poétique, la fragmentation de l'écriture-type. C'est une vraie intrigue à rebondissement, une copie conforme de mélo édwardien avec du rire, des larmes, des intermèdes chorégraphiés, des personnages corsetés dans des définitions psychologiques. Comme ces personnages sont des chats, des chiens, des souris, un renard et des oiseaux mirifiques, le spectacle ne peut pas être reçu au premier degré. Il est peut-être le plus sophistiqué que le T.S.E. ait produit.

Au commencement, il y a eu le désir de travailler avec des masques — les masques fantastiques de Doboujinsky — qui obligent le corps à écrire l'histoire. Il y a les dessins de Grandville et une nouvelle peu connue de Balzac, les Peines de cœur d'une chatte anglaise, ou les aventures de Beauty, adorable chatte blanche née en Irlande et donc très pauvre. Recueillie par une cornette puritaine et victorienne (Alfreda Arias) et protégée par une chienne folle, elle apprend les bonnes manières, devient une lady, épouse un riche obèse et châtre, mais très riche. Elle tombe amoureuse d'un chat français séducteur, beau parleur (Fausto Bo), qui est assassiné par un samurai écroulé. Le renard à l'âme noire (Alain Salomon). Elle finit célèbre, auteur d'une émouvante autobiographie. Balzac, qui était anglophobe, se

misogynie, fustige les mœurs britanniques, la perdition d'Albion et l'inconscience des femmes. En adaptant cette nouvelle, Geneviève Serreau en élargit la portée, en efface le chauvinisme bête et fait une satire légère et aigüe de l'hypocrisie des mœurs bourgeoises, sans distinction de pays. En général, le théâtre sert à proposer une morale sociale ou politique, le T.S.E. se sert d'une parabole sociale pour proposer le théâtre, pur et absolu, à travers sa forme la plus rabêchée, la plus désuète, un théâtre de consommation. Le T.S.E. et sa ruse l'illusion jusqu'à la détacher de ses supports concrets : le bois, les toiles, les comédiens, les lumières. Il en fait l'objet même du spectacle.

Il sont étranges et presque effrayants ces animaux engoncés dans des crinolines et des lunettes, ces personnages exprimant mieux que les discours le fondement de la morale chrétienne : les corps doivent disparaître, être oubliés, puis être qu'ils manifestent un désir. Seul les bêtes sont nobles, têtes démesurées, splendides, si exactes que, dans leurs grands yeux de verre, on croit voir sourires et souffrances.

Etranges, ces animaux qui nous tirent vers eux, et que nous comprenons parce qu'ils parlent notre langage, mais parce que

## Danse

### Le retour de Serge Lifar à l'Opéra

La salle Balleau au palais Garnier, la rampe sous la coupole qu'éclaboussent les rais de lumière à travers les vitraux de la nef et qui a les proportions réduites, le trépan en bois blond de la grande scène d'en bas. Aux sons d'un piano de répétition, une trentaine de danseurs en maillots académiques s'élèvent dans les airs, traversent l'espace, puis amortissent leur chute sur le plancher en des « plés » sans empreinte à l'instant précis où le Maître frappe dans ses mains.

Le Maître en pull-over noir et pantalon tire-bouchonné, c'est Serge Lifar faisant répéter « Suite en blanc », l'un de ses ballets préférés qui, avec « Phédre » et « Les Mirages », va composer son spectacle de rentrée du 18 octobre. A soixante-deux ans, il a toujours son profil mangot, son cheveu noir luisant, cette vivacité de gestes qu'atteste sa santé incroyable et cet accent russe à couper ou courecu que sa grosse voix porte imprudemment au loin, jusque derrière les portes les plus fermées du théâtre.

« Vous premier corps de ballet du monde. Alors, traînez pas par terre, sautez, sautez ! Ecoutez pas les bêtises (il dit un mot plus fort) qu'on vous raconte... »

Leurs mains crochées comme des serres d'oiseau à la barre, les danseurs écoutent, ruissellent de sueur, recrus mais amusés. Certains qui

ont dansé dans leur adolescence pour Lifar et qui rafraîchissent sa mémoire toujours défilante ont retrouvé le sourire. « Enfin nous dansons et l'on rigole », disent-ils. Les jeunes beautés du corps de ballet que l'œil infatigable du Maître a distinguées comme solistes d'un soir soupirant, ravies : « Quel personnage ! » Seules, dans un coin, les délaissées qui ne sont pas de la distribution font la fine bouche : « Dans la crise actuelle de l'Opéra, il ne manquait plus que Lifar avec ses ballets démodés pour anciens combattants... »

Hommage ou rétrospective, réhabilitation ou revanche, que cette série de treize représentations exceptionnelles accordées en fin de parcours par M. Rolf Liebermann ? Il est écrit qu'aucune rentrée de Lifar au palais Garnier — c'est la cinquième de sa carrière — ne se fera sans pleurs ni gémissements de deuil. L'émotion : L'homme en question a été consacré ce di-

lart est le paladin du monde occidental.

A voir comment Lifar balade celui-ci d'un revers de la main, de même que Balanchine, Roland Petit, ses collègues anciens de la Maison Aveline, Staats, Ricoux, et la grande Zambelli et Suzanne Loria, et comme il néglige superbement Rolf Liebermann ainsi que pour les administrateurs passés, Jacques Rouché, qui prit l'initiative de l'engagement en 1929, Georges Hirsch, qui eut le courage de le réintégrer en 1947, Maurice

Lehmann, qui eut l'élégance de le soutenir, Georges Auric et André Chabaud, qui le firent revenir, on se doute bien que, tout mirabolant de son « hommage », aucune critique ne l'atteindra.

C'est même le norcisme phénomenal de ce Kean de la danse, qui, tout en exaspérant ses admirateurs les plus fidèles, finit par provoquer chez eux une sorte

## Un intérêt d'archives ?

Que peut bien représenter Serge Lifar pour la jeunesse aujourd'hui ? C'est une question à poser dans le hall du Théâtre de la Ville où Béjat est joué à bureaux fermés. Les réponses arrivent sur le mode ironique : « Pourquoi, nous devrions nous sentir concernés ? — C'est qui Lifar, un danseur belge ? — Molière, déclare un étudiant en architecture, si j'ai l'occasion, j'irai voir ses ballets ; d'abord, parce que c'est historique, ensuite pour rire de tous les gens qui applaudiront en croyant que c'est encore vivant. — Chez les danseurs, les ophions sont plus musclés : « Lorsque j'étais à l'Opéra, se souvient Jacques Garnier, on dansait des extraits de Suite en blanc. C'était physiquement très beau. En revanche, toute la portée expressionniste de l'œuvre de Lifar était perdue. — Au Conservatoire, nous avions des billets pour aller voir ses ballets. Je crois que les danseurs aimaient travailler avec lui. Roland Petit, même s'il ne l'aime pas, a été marqué par lui. L'Opéra sans doute ses raisons de lui rendre hommage, mais l'intérêt ne peut être que rétrospectif. »

Jean-Claude Ramseier, danseur et chorégraphe dans la compagnie Le Carpe, demeure perplexe : « Je ne l'ai jamais vu que sur des photos. C'était sculptural, très beau. Il a créé un style personnel qui jouait sur son physique : ça ne peut rien apparaitre au public, sauf, peut-être, le côté rétro de la chose. »

« Je ne suis pas au courant », dit Karin Wehmer, professeur à la Schola Cantorum. Un hommage

à Serge Lifar... ça peut avoir un intérêt d'archives. C'est triste que le dense vieillisse, Lifar a été le pionnier de la sixième position et ça me fait toujours un peu rire, car, pour nous danseurs modernes, c'est la position primitive, le retour au point zéro, au singe qu'on !

Stéphane Brice-Hamp, lui, vient du Miroir. Chorégraphe en herbe, il a été primé au concours de Bagnolet pour une version actualisée du Pierrot lunaire : « J'ai dansé Suite en blanc avec Rosella Hightower, et ça m'a paru prodigieusement ennuyeux. Serge Lifar est le premier à avoir parlé de néo-classicisme. C'est important dans la mesure où Béjat est l'aboutissement de cette lignée-là. »

Lucien Mars, danseur à Lyon, où il a ouvert un centre chorégraphique, admire profondément Serge Lifar : « Il a été un grand créateur — un peu mégalomane sans doute — mais il a fait progresser le vocabulaire de la danse académique, et c'est important, même si ses ballets peuvent paraître kitsch. Sur trente élèves interrogés, dix connaissent au moins le nom de Lifar. Mais si Lucien Mars est venu à Paris, c'est, avouons-le, pour voir Maurice Cunningham et Carolyn Carlson. »

Lifar, conclut l'historien Jacques Baril, a été un grand danseur ; mais sa chorégraphie est un geste égoïste, qui prolonge le ballet académique en un style néo-classique, qui n'a pas évolué. Il n'a pas fait école. Ce retour est inutile. Il risque de ne pas être compris par le public jeune. Il est à mille lieues de ses préoccupations.

MARCELLE MICHEL.

manche soir par FR3 en donnant une illustration éloquentes. Avoir régné avec pleins pouvoirs et une activité baulmique sur notre première scène de 1929 à 1944, puis de 1947 à 1958, y revenant épisodiquement en 1963 puis en 1968, ne pouvait changer son homme. Possé maître dans l'art de se faire des ennemis en même temps que d'être d'un fier infatigable pour la réclame personnelle — « Il se prostituait pour une ligne dans un journal », disait de lui Stravinsky, — très drôle et brave tous les ridicules, bourreau de travail, et méprisant l'argent — de fameuses vertus par le temps qui court ! — gonflé d'importance dans les parades du Foyer mais d'une extrême gentillesse avec les plus humbles coiffes des loges, Lifar est à la fois obhorré et adoré. Mais il demeure que ce grand masque de théâtre, ce danseur apollonien que nous connaissons il y a un demi-siècle dans tout l'éclat de sa plastique triomphante, ce chorégraphe tellement épris d'art français, si étrangement imprégné de nos traditions classiques qu'il en aura inventé un style, et dont le nom est gravé vivant sur le frontispice de notre Académie nationale, a cette Maison dans le sang, et qu'à chacune de ses apparitions dans une rampe, sur un simple claquement de pouce ou battement de pied, la passion renaît.

L'énigme de demain est de se demander ce que donnera sur scène la transposition de ses épreuves linéaires et si celles-ci ne vont pas accuser des rides comparées aux ballets de masse dont Maurice Bé-

d'attardement. A titre de marque de bravoure premier choix, ces lignes tirées de son livre « Ma vie » et décrivant son émotion lors de sa rentrée le 2 février 1949 en vedette américaine du début du corps de ballet : « Au Foyer de la danse, je m'approche de la porte de la caveau, l'entends des milliers de voix qui hurlent, qui m'appellent en criant mon nom. Je me présente enfin tout en blanc, étoilé et maître de ballet... Public et artistes, debout, saluent sans fin. J'aurais pu mourir en cet instant... »

En fait de mourir, Serge Lifar, Dieu merci ! tient toujours bon la rampe — et même l'étréole. Souhaitons de tout cœur son succès, mais qu'il laisse maintenant parler le ballet.

OLIVIER MERLIN.

**ESPACE PIERRE CARDIN**  
**MICHEL BOUQUET**  
JOUE  
**ALMIRA**  
de Pierre Jean de SAIN-BARTOLOME  
Mise en scène Jean Louis THAMINI  
LOCATION THEATRE ET ASSIÉS 266.17.30

**WALT DISNEY**  
**MARY Poppins**  
MERCREDI  
USC BENTONVILLE V. REX V. MARIAN V. MISTRAL V. USC BOBELINS V. MAGIC CONVENTION V.  
USC ORION V. LA ROYALE V. L'ÉCLAT V. USC RARE DE LYON V. NAPOLÉON V.  
VERSAILLES Cytosine V. LE PÉREUX Palais du Parc V. PANTIN Carrefour V. ORTÉOL Artel V.  
ARRENTHEUX G. G. V. DUSAY V. V. SARCELLES Les Placettes V. MONTREUIL M. G. V.  
ENGHIEN Hollywood V. SAINT-BERNARD CCL V. LA VARENNE Paramount V.

**SAINT-SÉVERIN - MAC-MAHON**  
**ACTION LAFAYETTE**  
**OLYMPIC ENTREPO**  
**HARLAN COUNTY U.S.A.**  
film de Barbara Kopple  
**OSCAR HOLLYWOOD**  
1977







# SPECTACLES

# RADIO-TÉLÉVISION

## D'une chaîne à l'autre

### LE PARTI REPUBLICAIN POUR UNE RADIO LIBRE

Le conseil national du parti républicain a adopté, dimanche 16 octobre, sur proposition de M. François Delmas, ancien maire de Montpellier, une motion qui déclare notamment : « La tradition républicaine est celle de la liberté de la presse que les républicains d'aujourd'hui ont imposée et garantie. Le parti républicain se doit de réaliser la liberté d'expression par la radio. Par ailleurs, nous sommes convaincus de la nécessité de l'existence d'une radio libre, indépendante, sans arrière-pensées, une radio libre par et pour tous les citoyens. »

### R.M.C. : UNE DÉMISSION

M. Maurice Ponton d'Amécourt vient de quitter ses fonctions de directeur général de la R.M.C. Il occupait ce poste depuis le 7 juillet 1977, date à laquelle il avait succédé à M. Frédéric de La Panouse. Son départ après la démission de M. Henri Dolbow, directeur général de la station (le Monde date 25-26 septembre), remplacé depuis par M. Frédéric de La Panouse.

### FRANCE-INTER EN POITOU-CHARENTES

Après l'Aquitaine et le Nord-Pas-de-Calais, c'est en Poitou-Charentes que France-Inter continue de son développement. Cette fois encore, toutes les émissions (sauf celle d'Anne Gaillard) auront lieu dans les principales villes de la région. Poitiers, Angoulême ou La Rochelle, avec la participation des personnalités locales et des habitants. Dans son journal et Inter-Midi, André Lemaire, dans la semaine du 17 au 21, des dossiers concernant successivement le fait régional, l'agriculture, l'industrie, la pêche et le tourisme.

### FR.3 : L'EMPLOI DES JEUNES

Pour s'associer à l'action de la F.F.J.E. (Fédération Française des Jeunes), FR.3 diffuse les maris, meris et jeudis, dans ses programmes régionaux, à 19 h. 20, et pendant trois mois, une annonce sur les offres d'emploi de la région. Les offres locales pour l'emploi de chaque région concernée.

### TRIBUNES ET DÉBATS

**LUNDI 17 OCTOBRE**  
Michel Ducourt, vice-président de l'Institut de l'Énergie, de la France, à 19 h. 40.

### MARDI 18 OCTOBRE

La tribune libre est ouverte à la Fédération des épaves navales de France : « Qui sont les Bepistes ? », à 19 h. 30. L'édition de T.P. 1 sera diffusée en direct du Conseil économique et social à 13 h.

## ÉCHECS

### LE CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE

Le congrès de la Fédération internationale d'échecs (FIDE), qui se tient actuellement à Caracas, a décidé la nomination de quatre grands maîtres internationaux. Il s'agit de Dragoslav Minic (Yougoslavie), Carlos Torres (Argentine), Julio Bolbocean (Roumanie) et Boris Spassky (URSS).

Le champion du monde d'échecs, organisé l'an prochain, à partir du 1<sup>er</sup> juillet, et opposera le tenant du titre, le Soviétique Karpov, au vainqueur de la finale du tournoi des prétendants organisé à partir du 15 novembre 1977 en Yougoslavie entre Spassky et Kortschnoi.

Le champion du monde d'échecs, lors du prochain championnat, le nombre de parties sera limité : on ne jouera pas compte des parties nulles et la finale se jouera jusqu'à ce qu'un des joueurs ait gagné une partie. C'est une décision importante puisqu'elle reprend les propositions de l'ancien champion du monde, l'Américain Robert Fischer. Karpov lui-même a déclaré : « Ce fut une erreur de ne pas se mettre d'accord en 1975, quand je devais rencontrer Fischer, j'aurais joué contre lui et je pense que maintenant il y a de bonnes chances que cela se produise. »

## DE MELIES A VERGEZ

Eblouissant cet Enlèvement du régent, samedi, sur Antenne 2. Pas un temps mort, pas une fausse note, un rythme vif de bout en bout : la perfection. C'était encore plus travaillé, plus réus, que l'Assassinat de Concini ou les Mystères de Loudun, les deux premières productions de la troupe du Théâtre historique. Dans un genre très différent, un genre qui consiste à mélanges, à écumer les genres, un genre dont la tradition, d'où son charme peut-être, ramène aux origines mêmes du spectacle.

de la vidéo et renouant près d'un siècle après avec Meliès. Meliès, successeur de Robert Houdin, à la tête de sa petite salle bonbonnière de la rue de la Harpe, à Paris, Meliès lui-même héritier des bateleurs du Pont-Neuf et des machineries du Châtelet, avec ses femmes volantes, ses acrobates et ses tempêtes de toile peinte, Meliès, cet illusionniste de profession, ce prestidigitateur passionné de trucages photographiques, ce fabricant d'anthologies qui allait ouvrir au cinématographe la voie royale, la voie secrète, magique, merveilleuse, décadente, érotique, tantamagorique de la mise en scène théâtrale.

Les années passent, le grand écran et après lui le petit public. Il est parti — tout à fait — les républicains du Palais-Royal de sa Louisiane galante. Voyez si c'est bien imbriqué, habes russes, habes gigas : dans une émission de télévision, une opérette d'un roman de cape et d'épée, où l'on voit naître un opéra, prêtée à un lieu d'art-cinéma électronique.

trouvaille incroyable et naturel le surmulet. Pour un Caligari, combien de King-Kong ? Vous connaissez la suite : l'ado, le surréalisme, Tanguy, le théâtre noir, l'échec de Karel Zeman.

Avery Colin. Vergez lui doit beaucoup. Il a su emprunter sans se gêner ce qui pouvait le mieux convenir au récit : belot, bouclet, raconté, chanté, dansé, des complots curieux pour la duchesse du Maine et son belour de mari ; contra l'aimable Philippe d'Orléans, libérin, musicien — c'est Paul Gaudier, il est parti — cour à l'amour des républicains du Palais-Royal de sa Louisiane galante. Voyez si c'est bien imbriqué, habes russes, habes gigas : dans une émission de télévision, une opérette d'un roman de cape et d'épée, où l'on voit naître un opéra, prêtée à un lieu d'art-cinéma électronique.

CLAUDE SARRAUTE.

## LUNDI 17 OCTOBRE

### CHAÎNE I : TF 1

13 h. Journal ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Faut-il chercher dans l'intérêt des familles ; 19 h. 43. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. Journal ; 20 h. 30. FILM : LA COLLINE DES HOMMES PERDUS, de S. Lumet (1968), avec S. Connery, H. Andrews, L. Bannan, A. Lynch, O. Davis. (N. Rediffusion.)

Pendant la seconde guerre mondiale, dans un camp disciplinaire de l'armée britannique, en Afrique, des sous-officiers traitent leurs prisonniers comme des bêtes. Un Noir et un Blanc leur tiennent tête. Malgré une censure surcraie de la scène, les villes de la région ont vu la scène. C'est dans un rôle hétéroclite.

22 h. 30. Les archives du vingtième siècle : Gabriel Marcel, par P.A. Boutang ; 23 h. 30. Journal.

### CHAÎNE II : A 2

**l'autre monde**  
N 13-OCTOBRE  
J. LIGIERES, CONTACTE EXTRA-TERRESTRE, SON INTERVIEW EXCLUSIVE  
l'autre monde le magazine de la vie extraterrestre  
8<sup>h</sup> (N. Rediffusion.)

19 h. 25. Dorothee et ses amis ; 18 h. 40. C'est la vie ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : Ouvrez l'œil ; 20 h. Journal.

20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55. Portrait : Les chemins de Chagall, de D. Lecomte (première partie).  
22 h. 45. Bande à part : Portrait d'Éléonore en petite fille (nouveau) modèle, réal. G. Sana. 23 h. 15. Journal.

## MARDI 18 OCTOBRE

### CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. Journal ; 13 h. 45. Restez donc avec nous ; 14 h. 5. Émission pédagogique (première à 17 h.) ; 14 h. 30. Série : L'homme sans visage ; 18 h. 4. À la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 19 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Faut-il chercher dans l'intérêt des familles ; 19 h. 43. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. Journal ; 20 h. 30. Variétés : Bienvenue au cinéma de Guy Béraud, de R. Crumbar, avec Rufus Charles Vanel, Carolyn Carlson, Yves Simon ; 21 h. 30. Série documentaire : Les Provinciales (la vigne et le vin, troisième partie : le fardeau de Montherlant), prod. J.-C. Bringuier, réal. H. Knapp ; 22 h. 5. Concert : Concerto pour violon et orchestre en ré majeur, de Beethoven. Avec le nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, sous la direction d'E. Krivine (soliste : Leopold Kogan). 23 h. 15. Journal.

20 h. 30. Variétés : Bienvenue au cinéma de Guy Béraud, de R. Crumbar, avec Rufus Charles Vanel, Carolyn Carlson, Yves Simon ; 21 h. 30. Série documentaire : Les Provinciales (la vigne et le vin, troisième partie : le fardeau de Montherlant), prod. J.-C. Bringuier, réal. H. Knapp ; 22 h. 5. Concert : Concerto pour violon et orchestre en ré majeur, de Beethoven. Avec le nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, sous la direction d'E. Krivine (soliste : Leopold Kogan). 23 h. 15. Journal.

### CHAÎNE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Faut-il chercher dans l'intérêt des familles ; 14 h. 5. Émission pédagogique (première à 17 h.) ; 14 h. 30. Série : L'homme sans visage ; 18 h. 4. À la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 19 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Faut-il chercher dans l'intérêt des familles ; 19 h. 43. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. Journal ; 20 h. 30. Variétés : Bienvenue au cinéma de Guy Béraud, de R. Crumbar, avec Rufus Charles Vanel, Carolyn Carlson, Yves Simon ; 21 h. 30. Série documentaire : Les Provinciales (la vigne et le vin, troisième partie : le fardeau de Montherlant), prod. J.-C. Bringuier, réal. H. Knapp ; 22 h. 5. Concert : Concerto pour violon et orchestre en ré majeur, de Beethoven. Avec le nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, sous la direction d'E. Krivine (soliste : Leopold Kogan). 23 h. 15. Journal.

20 h. 30. Variétés : Bienvenue au cinéma de Guy Béraud, de R. Crumbar, avec Rufus Charles Vanel, Carolyn Carlson, Yves Simon ; 21 h. 30. Série documentaire : Les Provinciales (la vigne et le vin, troisième partie : le fardeau de Montherlant), prod. J.-C. Bringuier, réal. H. Knapp ; 22 h. 5. Concert : Concerto pour violon et orchestre en ré majeur, de Beethoven. Avec le nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, sous la direction d'E. Krivine (soliste : Leopold Kogan). 23 h. 15. Journal.

### CHAÎNE III : FR 3

19 h. 45. Pour les jeunes : Touche la tortue. La cuisine voyageuse ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : la Fédération des églises baptistes de France ; 20 h. Les Jeux ; 20 h. 30. FILM (western, film policiers, aventures) : L'HOMME AUX COLS D'OR.

lisez  
**Peyton Place**

Texte intégral  
En librairie, le roman qui a donné naissance au feuilleton le plus célèbre du monde.  
de Grace Metalious

SEGHIER

RAYMOND DEVOS



## Christian Dior

### BOUTIQUE FOURRURE

Choisir  
un nouveau manteau de Fourrure  
est une chose sérieuse.

Prenez le temps de regarder  
la nouvelle collection  
Automne-Hiver 1977-1978

Duffle-coat 3.000 F  
Pelisse doublée vison 7.000 F  
Veste renard 9.800 F  
Vêtements vison à partir de 9.800 F

11 bis, rue François-1<sup>er</sup> - Paris 8<sup>e</sup>  
12, rue Boissy-d'Anglas - Paris 8<sup>e</sup>  
(près du Fbg St-Honoré)

## CARNET

### Naissances

— Amandine-Julie, née Tommy Barbaud et Mme, née Dominique Sassi, ont la grande joie d'annoncer la naissance de Raphaël, Nicolas, le vendredi 14 octobre 1977, à Götter, 41270 Götter (Suisse).

— M. Michel Mund et Mme, née Catherine Leduc, ainsi que Cyril, ont la très grande joie d'annoncer la naissance de Maxime et Albane, le 27 septembre 1977, 219 bis, boulevard Jean-Jaures, 92100 Boulogne-sur-Seine.

— Marc, Evlyne et Nicolas, neudant ont la joie d'annoncer la naissance de Olivier, le 10 octobre 1977, à Paris, 100, rue Orfila, 75002 Paris.

### Mariages

— On nous prie d'annoncer le mariage de Sylvie Cayrol avec Sylvain-Roger Belhou, 25, rue du Moulin-de-la-Vierge, Paris, Villeneuve-sur-Lot.

— M. et Mme Marc Blanc, M. et Mme Francis Lepatre, ont le plaisir de faire part du mariage de Christine et Thierry, qui a été célébré, le 13 octobre, dans l'intimité, 98, rue de Longchamp, 92200 Neuilly-sur-Seine.

### Décès

#### Pierre TAINTEUR

Mme Pierre Tainteur, Le docteur et Mme Georges Mathieu et leurs enfants, M. et Mme Jean-Marcel Plat et leurs enfants, M. et Mme André Thibault et leurs enfants, Les familles Joseph, Vany, Tainteur, Trouvillat, Rouault, Peltier, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre TAINTEUR, chevalier de la Légion d'honneur, président-directeur général du journal « l'Ardennais », il fut, au lendemain de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, le 15 mars 1945, M. Pierre Tainteur avait choisi lui-même la carrière préfectorale au terme de ses études supérieures. Il fut successivement chef de cabinet du préfet de l'Ardennes (1941), sous-préfet de Mortain (1942), secrétaire général de la préfecture des Ardennes (1943), puis du Lot-et-Garonne (1944), sous-préfet de Saint-Gaudens (1947), puis de Corbeil (1948).

C'est à ce poste que, après avoir refusé de collaborer avec les autorités de Vichy, il fut, au lendemain de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, le 15 mars 1945, M. Pierre Tainteur avait choisi lui-même la carrière préfectorale au terme de ses études supérieures. Il fut successivement chef de cabinet du préfet de l'Ardennes (1941), sous-préfet de Mortain (1942), secrétaire général de la préfecture des Ardennes (1943), puis du Lot-et-Garonne (1944), sous-préfet de Saint-Gaudens (1947), puis de Corbeil (1948).

Après avoir participé à la Résistance dans les Ardennes, il devint le directeur adjoint du journal « l'Ardennais », où il assumait les fonctions de directeur de l'information et de la presse jusqu'en 1972, date de son départ en retraite.

De 1946 à 1973, M. Tainteur fut l'un des vice-présidents du Syndicat des journalistes de province et membre du bureau de la Fédération nationale de la presse française. Depuis 1954, il était administrateur des classes de retraite des cadres de la presse et des quotidiens de province.

Il était membre du Rotary et président du comité départemental de lutte contre le cancer.

— On nous prie de faire part du décès de Mlle Marcelle BERNARD-REUTZBERGER (Marianne Sénon), survenue le 3 octobre 1977, à Rabat (Maroc), où a eu lieu l'inhumation. Une pensée est adressée à ceux qui l'ont connue et aimée.

— Mme Pierre Charpentier et ses enfants, Jean-Pierre et Anne, Mme Georges Charpentier, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre CHARPENTIER, leur époux, père et grand-père, à l'âge de cinquante-cinq ans.

Le service funéraire aura lieu le mardi 18 octobre, à 8 h. 30, en l'église Saint-Dominique, 30, rue de la Tombe-Isolée. Il sera suivi, le même jour, de l'inhumation à Montigny, près de Coulommiers (Seine-et-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 12 octobre, de M. Roger COGIS, ingénieur des arts et manufactures. Les obsèques ont eu lieu le 15 octobre.

— Mme Jean Darquès, M. Gilles Darquès, ont la douleur de faire part du décès subit de M. Jean-Baptiste DARQUÈS, leur époux et père, survenu le 14 octobre 1977.

La bénédiction aura lieu en l'église de Saint-Jacques, le mardi 16 octobre 1977, à 18 heures, suivie de l'inhumation dans le cimetière de la famille.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Mme Jean Darquès, 22110 Cléry, 55, rue d'Alsace, Mme Henri Desmard, son épouse, Mme Marc Desmard, sa mère, ses parents, ses amis, ont la douleur de faire part du décès de M. Henri DESMARD, survenu le 7 octobre 1977, à Paris, à la suite d'une longue et cruelle maladie.

L'inhumation religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale, le 13 octobre 1977, à As-les-Thermes (03100). Un service religieux sera célébré ultérieurement à Paris.

2, rue Alexis-Carrel, 75015 Paris. — On nous prie d'annoncer le décès de M. Yves-Marie-Georges DUMY, président-directeur général de la société V. Capillon, Assurances Dakar, chef de l'ordre du Mérite social, chevalier de l'Ordre de la Valeur de la République, unie au Cameroun, survenu à Neuilly-sur-Seine, le 14 octobre 1977, à l'âge de cinquante et un ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Jacques de Neuilly-sur-Seine, le 14 octobre 1977, à 18 heures, boulevard Bineau, le mercredi 19 octobre, à 11 heures.

— Mme Yves-Marie-Georges Dumy, Patricia Dumy, Serge Gauthier, ont la douleur de faire part du décès de M. Yves-Marie-Georges DUMY, leur époux, père et beau-père, survenu à Neuilly-sur-Seine, le 14 octobre 1977, à l'âge de cinquante et un ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Jacques de Neuilly-sur-Seine, le 14 octobre 1977, à 18 heures, boulevard Bineau, le mercredi 19 octobre, à 11 heures.

— Mme Gabrielle Gaudier, sa mère, M. Bruno Gaudier, son frère, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean-François GAUDIER, l'inhumation a eu lieu le 13 octobre 1977, à Saint-Germain-en-Laye, dans la plus stricte intimité familiale. Cet avis tient lieu de faire-part.

33, rue Saint-Basile, Paris 12<sup>e</sup>.

— Mme Francis Harlé, Jérôme Harlé, Mme André Blanc et ses enfants, Mme Jean Widmer et ses enfants, M. et Mme Philippe de Mennay et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Francis HARLÉ, leur époux, père, frère, beau-frère et oncle, survenu le 11 octobre 1977.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité le vendredi 14 octobre.

— Mme Léon Kounmetz, son épouse, M. et Mme Marcel Kounmetz, ses enfants, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de M. Léon KOUNMETZ, Les obsèques auront lieu mardi 18 octobre 1977.

On se réunira à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue Jean - Goujon, 75008 Paris.

— M. et Mme André Gauron font part du décès de leur fille Anne LEVINGE, Les obsèques ont eu lieu le mercredi 5 octobre à Hatfield (Essex), 33, avenue Ernest-Royer, 75014 Paris.

— Toulouse. Le docteur Armand Hochdoerfer et Mme, M. et Mme Pierre Panhard, M. et Mme Alain Benach et leur fils Renaud, ont la douleur de faire part de la mort de Mlle Jeanne PANCRAZI, professeur honoraire, officier des Palmes académiques, leur mère et tante, pieusement décédée après une longue et douloureuse maladie.

La cérémonie religieuse a été célébrée en la cathédrale Saint-Etienne, le jeudi 13 octobre 1977, à Toulouse, 3, avenue Jean-Bleux, 31500 Toulouse.

14, rue Beranger, 24500 Périgueux.

— Mme Jean Renon, M. et Mme Michel de Mareuil et leurs enfants, Mme Monique Legrand, Bruno et Martine Ducourt, ont la douleur de faire part du décès accidentel de M. Jean RENON, survenu le 14 octobre 1977, dans sa résidence-triennale, à Paris.

La divine Ururgie funéraire sera célébrée le mardi 19 octobre 1977, à 8 h. 30, en l'église Saint-Jacques, 96, boulevard Auguste - Blanqui, à Paris (19<sup>e</sup>), où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Crouleux-le-Vieux (Ailier) dans le caveau de famille.

55, boulevard Pasteur, 75016 Paris.

17, rue François-Pédon, 75200 Chambray.

### A L'HOTEL DROUOT

Mardi

EXPOSITIONS  
S. 4 - Extrême-Orient.  
S. 6 - Bijoux. Objets de vitrine.  
S. 12-14 - Obj. art et bel ameub.  
S. 15 - Obj. art et bel ameub.  
S. 16 - Peintures. Dessins.

VENTES  
S. 1 à 21 h. - Elmones et nls de de 1800 à 1850.  
S. 2 - Obj. d'art et d'am. prime. 18.  
S. 11 - Obj. bte euroisité bte époq.

VENTE A CHARTRES (28)

GALERIE DE CHARTRES

DIMANCHE 23 OCTOBRE, 14 h. 30

Collection d'Automotes

de Jacques COURTOIS

Musique mécanique - Oiseaux

chanteurs. Tableau animé.

Expos. : jeudi 20, 15-18 h., vend. 21, 10-12 h., samedi 22, 10-12 h.

14-16 h. dimanche 23, 10-11 h. 30

M. et P. LEBLANC, c.p. des

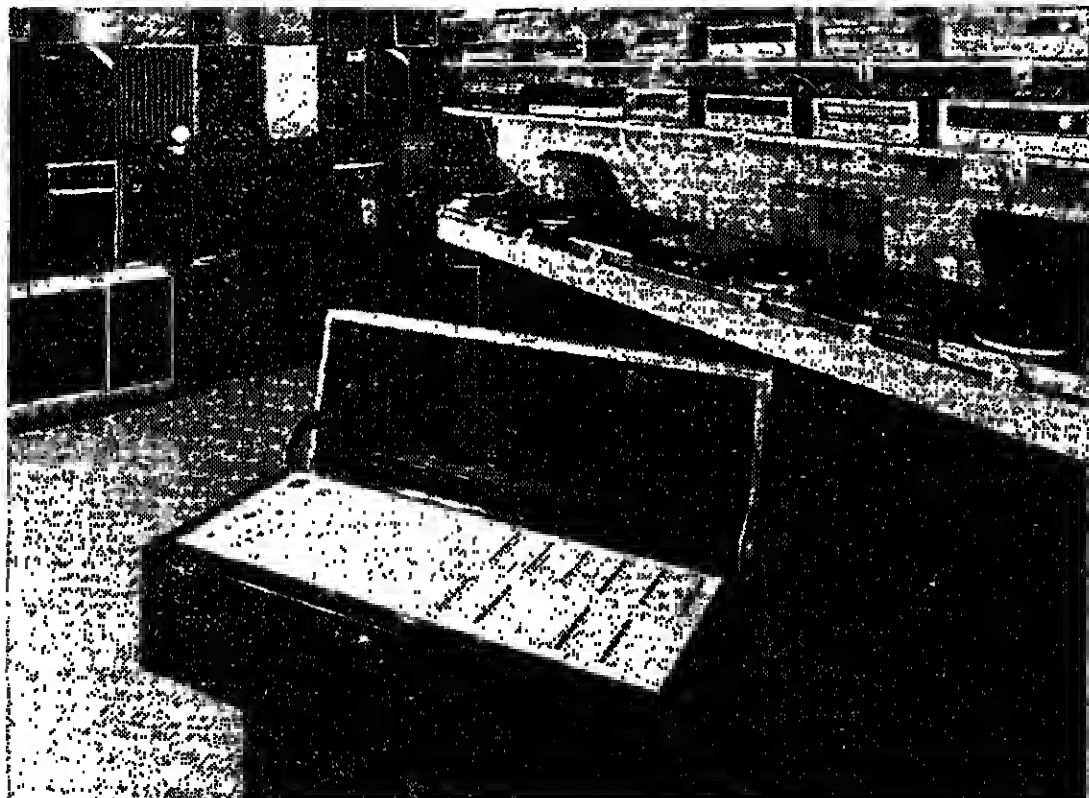
1 bis, place du Général-de-Gaulle

CHARTRES, tél. (37) 36-04-33

Catalogue : 30 francs.

UN SALON PERMANENT DE LA HI-FI AU BHV. (Publicité)

## Comment un amoureux de la musique peut devenir un passionné de la Hi-Fi.



37 marques et toutes les combinaisons possibles.

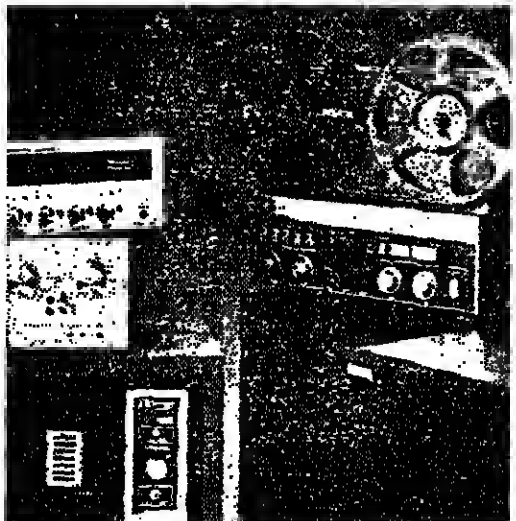
■ L'Auditorium du BHV, c'est le haut lieu du rayon consacré à la Hi-Fi dans ce magasin.

C'est l'endroit où les fans de Hi-Fi viennent comparer les mérites respectifs des matériels les plus sophistiqués, où les mélomanes viennent tester la nouvelle gravure d'un chef-d'œuvre.

L'Auditorium du BHV, c'est à Paris, l'endroit où il faut connaître quand on s'intéresse à la musique et bien sûr à la Hi-Fi.

### Un équipement à la carte.

Une chaîne Hi-Fi, c'est un ensemble d'éléments fabriqués par différents constructeurs. Et composer une chaîne, de façon astucieuse, homogène, et surtout en rapport avec son budget, n'est pas toujours facile à réaliser.



Des chaînes composées scientifiquement.

A l'Auditorium du BHV, vous pouvez tout regarder, tout écouter, tout tester, tout comparer. Grâce à ses 2 pupitres de dispatching, vous pouvez programmer l'écoute de différentes chaînes, en combinant successivement platine, tuner, ampli, magnétophone, eoceliste. Et ces tests, vous pouvez même les faire avec vos propres disques. Et le choix du BHV est considérable : 44 platines, 33 amplis, 36 amplis-tuners, 21 tuners, 61 chaînes compactes, 76 paires d'enceintes, 8 magnétophones à bandes ou platines magnétiques, 51 platines magnétiques à cassettes. Vous pouvez choisir parmi 40 marques les plus prestigieuses, et trouver dans chaque gamme de prix les meilleures combinaisons possibles. D'ailleurs pour vous aider à faire votre choix, des spécialistes sont à votre disposition. Dans tous les BHV, vous pouvez commander le matériel qui ne se trouve pas en présentation.

### Venez parler technique avec des vendeurs conseils.

La sophistication de plus en plus poussée de la technique, le choix presque trop grand des appareils, la sortie de nouveaux modèles, toutes ces raisons peuvent contribuer, pour un non professionnel, à craindre de se tromper dans son choix. C'est pour vous conseiller le plus justement et le plus efficacement possible que les vendeurs spécialistes du BHV ont été formés. Ce sont des passionnés de Hi-Fi. Ils vous guideront dans votre choix, en fonction de vos possibilités budgétaires bien sûr, en fonction de l'aménagement des pièces que vous désirez équiper, et aussi en fonction de leurs dimensions. Ils répondront à toutes vos questions techniques ou pratiques que vous souhaitez leur poser.

### Deux services sur mesure.

Une installation à domicile. Si vous désirez avoir recours à un technicien pour installer et mettre en

service chez vous la chaîne que vous avez choisie, les spécialistes du BHV sont à votre disposition.

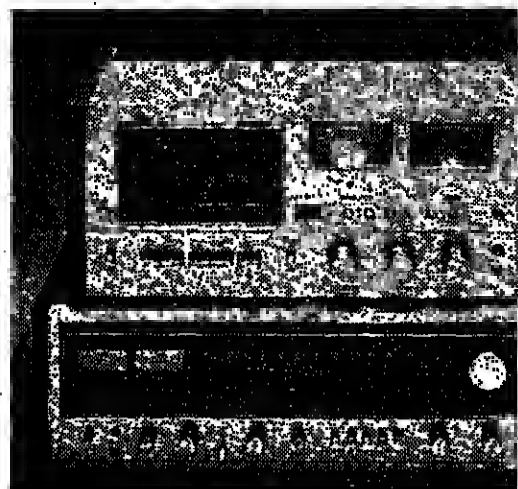
La vente à l'essai. Dans un délai d'un mois après l'achat de votre chaîne, vous avez la possibilité d'échanger gratuitement tout élément, et même la chaîne entière si elle ne correspond pas tout à fait à ce que vous souhaitez.

### Un service après-vente complet, c'est rassurant.

Le dépannage, c'est l'affaire de BHV Service n° 1 (375.98.50). De nombreux techniciens, un standard efficace et surtout une "équipe" dans chaque magasin du BHV vous permettent d'être rassurés quant à l'avenir de votre chaîne. Ce service assure bien entendu pendant la période de garantie, la gratuité des frais de réparation pour les pièces et la main-d'œuvre. (A l'exception de l'usure normale des cellules, diamants et saphirs ou des défects dus à une mauvaise utilisation).

### Le BHV spécialiste de la Hi-Fi.

Le sérieux, l'expérience sont des qualités que l'on reconnaît habituellement au BHV. Il était normal que le rayon Hi-Fi soit à la hauteur d'une telle réputation. L'ouverture d'un 1<sup>er</sup> puis d'un 2<sup>e</sup> auditorium a contribué à faire aujourd'hui du BHV un spécialiste incontesté de la Hi-Fi.



Un matériel de haute technicité.

C'est en tout cas, un endroit à connaître pour le plaisir des yeux et aussi des oreilles.

\* Une présentation est également à votre disposition au BHV Rosny 2, Créteil, Parly 2, Belle Epine, Flandre, Garges, Moolthéry.

### Quelques exemples de chaînes proposées par les 5 BHV.

- Hitachi : ampli tuner SR 6100, platine PS 17, 2 eocelintes G 30	2 990 F
- Kenwood : ampli tuner KR 3600, platine KD 2044, 2 eocelintes 222	3 690 F
- Sanyo : ampli SA 535, platine tourne-disques TT 860, platine cassette 2075, 2 eocelintes LS 901, casque MD 806	4 290 F
- Philips : ampli RH 550, tuner RH 651, platine GA 437, 2 eocelintes RH 453	4 750 F
- Pioneer : ampli tuner SX 550, platine PL 112 D, 2 eocelintes LS 8	5 720 F
- Nivico : ampli tuner JRS 200, platine Technics SL 1700, 2 eocelintes LES 55	7 050 F

Jusqu'à épuisement des stocks.



McGraw-Hill

27/10/1977

Pour  
USA  
Prenez  
porte

Nation

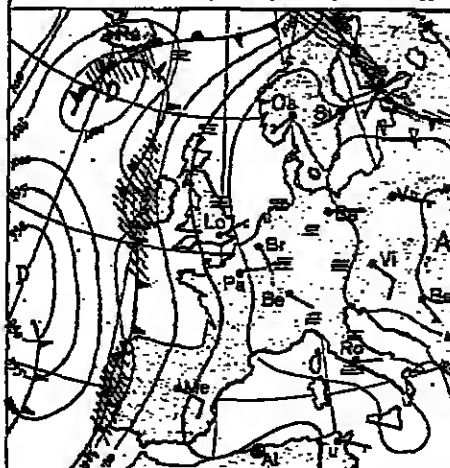


# CARNET

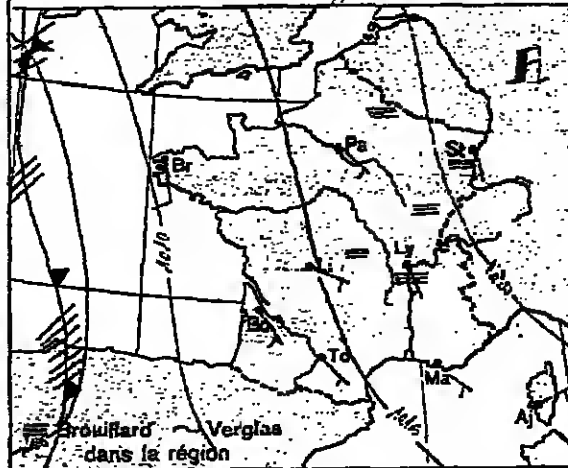
# AUJOURD'HUI

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 17 OCT. 1977, A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 18 OCT. DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 17 octobre à 9 heures et le mardi 18 octobre à 24 heures :

Un flux chaud, de secteur sud, persistera sur la France entre les basses pressions continentales et les basses pressions océaniques.

Mardi 18 octobre, les vents de sud à sud-est seront faibles dans l'intérieur, modérés près de l'Atlantique et de la Méditerranée. Le temps sera le plus souvent ensoleillé, sauf dans l'est et le nord-est du pays, où les brouillards matinaux, assez longs à se dissiper, feront place à un ciel encore très nuageux. En fin

de journée, les nuages deviendront plus nombreux dans l'Ouest et le Sud.

Lundi 17 octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1018,5 millibars, soit 784 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 octobre; le second, le minimum de la nuit du 16 au 17) : Alger, 22 et 8 degrés; Biarritz, 25 et 15; Bordeaux, 22 et 13; Brét, 20 et 13; Caen, 22 et 8; Clermont, 20 et 11; Clermont-Ferrand, 21 et 3; Dijon, 20 et 8;

Grenoble, 17 et 6; Lille, 10 et 5; Lyon, 21 et 8; Marseille, 23 et 13; Nancy, 21 et 13; Nantes, 22 et 13; Nice, 21 et 13; Paris-Le Bourget, 21 et 8; Pau, 25 et 9; Perpignan, 22 et 10; Rennes, 21 et 11; Strasbourg, 9 et 1; Tours, 21 et 11; Toulouse, 22 et 10; Poitiers-Dirre, 20 et 20. Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 14 degrés; Amsterdam, 4 min.; Athènes, 19 et 11; Berlin, 14 et 3; Bonn, 15 et 7; Bruxelles, 19 et 7; Les Canaries, 29 et 17; Copenhague, 12 et 5; Genève, 12 et 5; Lisbonne, 22 et 16; Londres, 17 et 8; Madrid, 20 et 14; Moscou, 3 et 2; New-York, 17 et 8; Palma-de-Majorque, 24 et 14.

— Mme Georges Saint-Mieux, M. et Mme Jean Bourgeois et leurs enfants.  
Docteur et Mme Jean-Marie de Sincety et leurs enfants.  
M. Eric Saint-Mieux.  
Mlle Jeanne Saint-Mieux.  
M. et Mme Michel Saint-Mieux, leurs enfants et petits-enfants.  
Les familles Saint-Mieux et Husar, ont la douleur de faire part du décès de  
M. Georges SAINT-MIEUX, survenu le 11 octobre 1977, 12, rue du Regard, Paris (6<sup>e</sup>).  
Les obsèques ont eu lieu à Dinard, en l'église Saint-Eugène, le samedi 15 octobre, à 11 heures.

— Paris. Polly-sur-Serein.  
M. et Mme Emile Thievenoux, leurs enfants et petits-enfants.  
M. et Mme Charles Dubout, leurs enfants et petits-enfants.  
Le docteur et Mme Robert Thievenoux, leurs enfants et petits-enfants.  
M. et Mme Jean-Paul Thievenoux, leurs enfants et petits-enfants.  
Le docteur Anne-Marie Thievenoux, M. et Mme Michel Thievenoux et leurs enfants.  
ont la douleur de faire part du décès de  
Mme veuve Albert THEVENOUX, née Geneviève Parry, survenue à Vichy, le 14 octobre 1977, dans sa quatre-vingt-deuxième année. Ses obsèques auront lieu le lundi 17 octobre en l'église de Polly-sur-Serein (Yonne).

### Avis de messe

— Mme Berthommé Saint-André adresse ses sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui lui sont parvenus à la suite du décès de son époux.  
M. BERTHOMMÉ SAINT-ANDRÉ, survenu le 1<sup>er</sup> octobre 1977.  
Elle informe les amis du défunt qu'un hommage lui sera rendu au

cours d'une messe célébrée le 25 octobre 1977, à 17 h. 30, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois.

### Messes

— Une messe de requiem sera célébrée le jeudi 20 octobre, à 10 heures, en l'église Saint-Ferdinand, des Ternes, pour le repos de l'âme de Mme André DELAFORE, née Lucie Macmillan, rappelée à Dieu le 21 août 1977. De la part de M. et Mme Daniel Delaporte et de leur Marie de l'Enfant Jésus.

— Une messe sera célébrée, le vendredi 21 octobre, à 8 h. 30, en l'église Saint-François-Xavier, place du Président-Michoud, Paris (7<sup>e</sup>), à l'intention de  
M. Pierre SIMON, commandeur de la Légion d'honneur, inspecteur général des ponts et chaussées (E.R.), président d'honneur de l'Entreprise Industrielle.

### Communications diverses

— Les Heures musicales de l'Oratoire du Louvre, 14, rue Saint-Honoré, auront lieu le dimanche 23 octobre, à 17 heures. Au programme : « Musique et Instruments anciens ».

— Le Centre d'études anti-impérialistes (C.E.A.I.) organise, 14, rue de Nanteuil à Paris (15<sup>e</sup>), une semaine de réflexion sur le thème « Quel impérialisme en 1978 ? ». Chaque jour, à partir de 18 h. 30, film et débat seront présentés avec la participation de membres d'organisations politiques, syndicales et démocratiques.

— Lundi 17 : « La stratégie politique et militaire de l'impérialisme »; mardi 18 : « redéploiement et stratégie économique de l'impérialisme »; mercredi 19 : « les bourgeoisies locales

et le capitalisme d'Etat »; jeudi 20 : « la question du droit des peuples »; vendredi 21 : « crise et migration »; samedi 22, à 15 heures : « stratégie actuelle de l'impérialisme transnational ».

### Visites et conférences

#### MARDI 18 OCTOBRE

— 14 h. 30, 18 bis, place des Vosges, Mme Allaz : « Le Maelle ».

— 14 h. 45 : métro Cambon, Mme Legros : « L'UNESCO ».

— 15 h. 17, quai d'Anjou, Mme Bachelier : « L'Hôtel de Launay ».

— 15 h. 47, boulevard de l'Hôpital, Mme Magnan : « Le Paris de Louis XIV ».

— 15 h. 55, boulevard de Clichy, Mme Parnas : « Chapelle et lieux de culte au pied de la Butte Montmartre » (Cahier nationale des monuments historiques).

— 15 h. 1, place Saint-Gervais : « L'Eglise Saint-Etienne du Mont » (Mme Ferrand).

— 15 h. 7, quai Anatole-France : « L'Hôtel Drouot-Rive gauche » (Paris et son Histoire) (entrée libre).

— 21 h. 147, avenue Malakoff, D. Abel : « Les mystères de la Grèce antique » (Nouvelle Acréole).

— 18 h. et 20 h. 13, rue Edouard-Maurois : « Méditation transcendantale et l'épanouissement de l'individu » (entrée libre).

— « Indien Tonle » de SCHWEPPEL à l'Oratoire Américain, un monde de savoir.

# Pour les USA? Prenez la porte Sud

National Airlines : des vols directs vers le Sud. Orly-Miami sans escale.

Pas besoin d'envoyer vos clients vers le Nord si leur destination est le Sud. National Airlines les emmène directement à Miami dans une confortable cabine de DC 10.

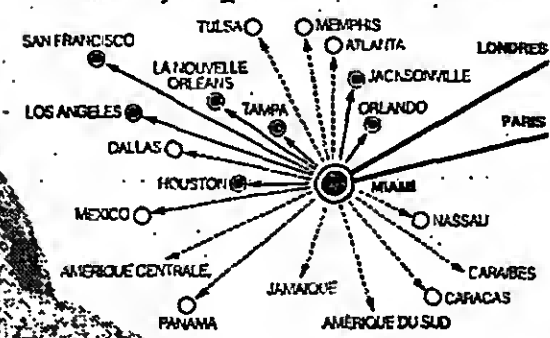
Ils volent vers Houston, la Nouvelle Orléans et d'autres grandes villes du Sud et du Sud-Ouest sans changer de compagnie.

Quand ils sont avec nous, nous sommes à leur disposition pendant tout le voyage. Notre service est celui qu'aiment les hommes d'affaires. Pas d'agitation, mais l'efficacité qu'ils apprécient.

Une autre bonne raison d'entrer aux USA par la Porte Ensoleillée : nos excellentes correspondances pour les Caraïbes, l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud.

C'est le service "aux petits soins" de nos hôtes qui explique pourquoi les trois quarts de nos passagers ont déjà voyagé avec nous.

Miami, la porte Sud des USA



# National Airlines

Contactez Daniel Rebours à National Airlines, 102 Champs-Élysées, 75008 Paris (225.64.75 - 256.25.77 - 563.17.66). Siège de National Airlines Inc. : État de Floride, USA.

## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 16 octobre 1977 :

### DES DECRETS

● Modifiant le décret n° 54-1023 du 13 octobre 1954 portant règlement d'administration publique et relatif au statut général des personnels des offices publics d'habitations à loyer modéré.

● Portant publication de la convention sur la délivrance de brevets européens (ensemble un règlement d'exécution, quatre protocoles, un acte final, une déclaration, deux décisions et une résolution), faite à Munich le 5 octobre 1973.

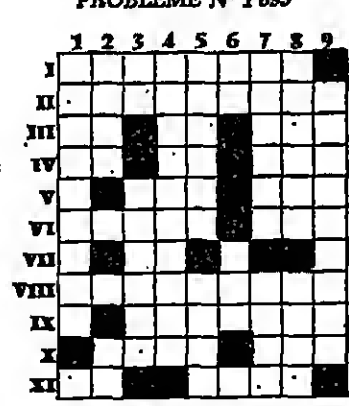
## Stages

● L'Institut de formation des animateurs de Collectivités des Hauts-de-Seine organise du 20 octobre au 6 novembre et du 26 décembre au 3 janvier deux sessions de préparation au brevet d'aptitude aux fonctions d'animateurs (BAFA) des centres de vacances et de loisirs.

43, boulevard de la Paix, 92400 Courbevoie. Tél. : 788-30-40.

## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1895



### HORIZONTALEMENT

I. En stricte rapport avec le parqu岸. — II. Ne sont donc pas à plaindre. — III. Vers latin : Conjonction ; Redonne parfois quelque éclat aux charmes de notre vieille planète. — IV. Mot restrictif ; Adverbe : Tient plus de la grimace que du sourire. — V. Orientation : Trouve facilement des admirateurs. — VI. Temps de neige : Roussin d'Arcadie (inversé). — VII. Temps arbitraire. — VIII. Ignorer la presse. — IX. La dernière est de tout repos. — X. Crochet ; Légumes. — XI. Grossit après l'orage ; Moralement déprécié, physiquement dévalué.

### VERTICALEMENT

1. Effets de torse. — 2. Chantait ; D'un auxiliaire. — 3. En temps normal, il a un modeste débit ; Dans une exposition. — 4. Qu'on ne saurait remettre. — 5. Eut plusieurs fils ; Lance. — 6. Pronom ; Fournissait le gîte à des ancêtres. — 7. Quelle sale bête ! ; Assortir des couleurs. — 8. Figure mythologique ; Manque d'objectif. — 9. Très rigides.

Solution du problème n° 1894

### Horizontalement

I. Tarif ; Pub. — II. Routine. — III. Ode ; Ceuta. — IV. Lévres. — V. Al ; Le ; NS. — VI. Sem ; UV. — VII. St ; En ; Ae. — VIII. Bras ; Enir. — IX. Nécessité. — X. Ré ; Te. — XI. Éténiens.

### Verticalement

1. Troc ; Singe. — 2. Aod ; Astre. — 3. Ruelle ; Acte. — 4. IT ; Sées. — 5. Ficelle. — 6. Néré ; Leste. — 7. Feur ; Mien. — 8. Tentait. — 9. Brassières.

GUY BROUTY.



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	46,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALUX	80,00	91,52

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



## emplois internationaux

### Booz, Allen & Hamilton International

recherche pour diriger l'organisation d'un complexe sidérurgique

#### UN CADRE SUPERIEUR

- Diplômé d'une grande école d'ingénieur
- 10 années d'expérience professionnelle exclusivement dans le sidérurgie et au minimum niveau directeur d'usine
- Connaissance approfondie des systèmes de gestion (production, maintenance, qualité) est essentielle
- Expérience de conseil de quelques années dans un grand cabinet international est également un atout
- Ce poste est à pourvoir dans un pays d'outre mer.

Rémunération et avantages très élevés.

Pour faire acte de candidature, prière d'adresser un curriculum vitae détaillé à

Anne-Marie CHOMTON  
Directeur des Ressources Humaines  
BOOZ, ALLEN & HAMILTON INTERNATIONAL  
58, avenue Kléber - 75784 PARIS CEDEX 16

Important chantier AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE recherche

#### CHEF BRIGADE TOPOGRAPHE ou GEOMETRE

très expérimenté, capable de coordonner travaux de terrain, capable de diriger équipes de techniciens, de géomètres, de topographes, etc.

POSTE A POURVOIR AU 15 DECEMBRE 1977

Ecrire avec C.V. détaillé, carte d'identité et photo (non retournée) n° 4324 P.A. SVP, 20, rue G.-Foy, 75008 Paris.

#### LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces (lundi, mardi, mercredi). Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs offres d'emploi.



## emplois régionaux

### Offshore Systems Technology

Single Buoy Moorings Inc., filiale du groupe international IHC Holland, s'occupe de l'étude et du développement de terminaux flottants offshore pour le transport et le stockage de produits pétroliers. Les systèmes SBM sont installés et fonctionnent dans le monde entier. A la suite de la demande internationale pour ses produits, la société se développe rapidement et offre aux ingénieurs une carrière dans un environnement professionnel fort stimulant.

#### INGENIEUR PROCEDURES D'INSTALLATIONS - BASE A MONACO

Responsable de l'élaboration des procédures préliminaires d'installation offshore des terminaux SBM. Utilise les moyens d'étude (modèles Mathématiques et modèles Physiques) ainsi que l'ordinateur. Participe à la création des nouveaux programmes Mathématiques nécessaires à l'étude des terminaux prototypes. Assiste les ingénieurs des chantiers d'installations dans l'élaboration des procédures finales et contrôle sur chantier l'application de ces procédures. Les candidats seront des ingénieurs diplômés avec 3 ans minimum d'expérience offshore, connaissances de l'informatique souhaitées. La connaissance de l'anglais sera très appréciée. Toutes les candidatures seront traitées de façon confidentielle.



Les interviews se tiendront à Paris. Veuillez envoyer des détails sur votre carrière, et joindre une photo à Chef du Personnel, Single Buoy Moorings Inc., P.O. Box 157, Monaco (Principauté de Monaco).

#### C.A. : 700 MILLIONS DE FRANCS, DONT 60% A L'EXPORTATION

Notre groupe a dans une dimension internationale de premier plan qui lui permet d'offrir des postes de haut niveau dans les spécialités les plus intéressantes.

#### CADRE DES FINANCES INTERNATIONALES

Rattaché à la direction administrative et financière, il sera chargé de la gestion des flux financiers et de la réalisation de tous les problèmes financiers et administratifs liés à l'exportation. Affecté d'une équipe d'experts de tout niveau, ainsi que d'un service informatique, ce collaborateur en même temps qu'une expérience internationale doit pouvoir maîtriser les complexités techniques requises pour l'exportation. Une formation complète et fluide (DECS - Sup. de Co. parat économique, ainsi que la maîtrise courante de langues telles que l'anglais et l'allemand). Quelques déplacements internationaux de courte durée sont à prévoir dans l'année.

Le poste est à pourvoir dans l'Est de la France à proximité d'une grande ville industrielle.

Votre dossier complet adressé au Cabinet MANAGING avec R.F.P. N° 2070 sera traité confidentiellement par M. JARDINI à qui vous pourrez téléphoner pour renseignements possibles (03 50120).

40, rue du Travail 67000 STRASBOURG



#### IMPORTANTE CONSERVERIE LOIRET

en expansion recherche

#### directeur commercial

Le candidat, âgé de 30 ans au moins, devra avoir une expérience de plusieurs années dans le secteur alimentaire, y compris Centrales d'Achats, être bon vendeur, habilité à diriger et à entraîner une équipe commerciale. Il sera chargé de couvrir toutes les régions de la Direction Commerciale (relations avec la clientèle, Etudes, Gestion du Service).

#### responsable administratif

Le candidat, 30 ans minimum, devra posséder l'esprit d'équipe, des qualités d'organisateur et de bon coordinateur humain. Il sera chargé de la coordination des services de la gestion prévisionnelle et des budgets. Des connaissances en INFORMATIQUE et en législation sociale seraient appréciées. L'expérience de la fonction est indispensable.

Pour ces deux postes, rémunération en fonction de l'expérience et de la formation.

Adressez lettres manuscrites, C.V., photo et présentations à S.J.F.F. - 8, place Albert 1er 45000 ORLÉANS

#### directeur de chantier AFRIQUE DU SUD

Société d'ingénierie de grande envergure réalisant de très gros projets en consortium, à l'étranger (multi-milliards), recherche un ingénieur grande école afin de diriger l'un de ses chantiers situés en Afrique du Sud. Il coordonnera les activités du groupement, en gèrera le budget de fonctionnement, établira et suivra le planning général, maintiendra tous les rapports entre clients et groupement sur le chantier. Il assurera également les contacts avec les autorités locales. L'homme que nous envisageons à ce poste : 40 ans minimum - c'est bien sûr un bon organisateur doublé d'un bon diplomate - sachant bien choisir les problèmes à gérer - possédant une dizaine d'années d'expérience de direction de gros chantiers à l'étranger. L'anglais est indispensable - l'effectation en Afrique du Sud peut, à terme, être suivie d'une intégration au siège parisien ou sur un autre site à l'étranger. Adresser candidature et C.V. réf. 9293 à Actel Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

#### RECHERCHONS INGENIEUR ou AUTODIDACTE

Cadre supérieur d'entretien 40 ans minimum, très bonne santé - très actif. Sans apte organisation et commandement de préférence connaissance T.P. et construction, gestion automatisée - Anglais souhaité. Nationalité indifférente et francophone.

— Poste très important CHANTIER AFRIQUE FRANCOPHONE :

- Volume estimé des travaux : 100 milliards de francs G.P.A. — durée 5 ans.
- Valeur du matériel : 15 milliards de francs G.P.A.
- Valeur des stocks : 3 milliards de francs G.P.A. sur 10 000 articles répartis en 4 magasins.

Poste à pourvoir :

#### RESPONSABLE DES APPROVISIONNEMENTS ET MAGASINS

- pouvant justifier des qualités et de l'expérience professionnelles à ce poste.
- Résidence sur place à proximité capitale.
- Logement - voiture de fonction.
- Rémunération à l'échelle des responsabilités.
- Avantages divers - Régimes sociaux - Discretion assurée.

Adresser C.V. manuscrit et détaillé avec photo (non retournée) et présentation à n° 4324 P.A. SVP, 20, rue Général-Foy, 75008 PARIS.

#### EXPERTS SOFTWARE MITRA 125

Cherchons pour engagement immédiat Belgique

Plusieurs spécialistes MITRA 125 MM-TOS

Connaissance de l'anglais obligatoire

#### EXPERTS INTEGRATION SOFTWARE ET TEST HARDWARE

Mini-PL1 variant - IBMJCL - TSO - Assembler

Moniteur temps réel

C. S. I.

Rue Général-Lemaux, 43 - 1040 Bruxelles

649-90-30 - 735-28-19

#### USINE ELEMENTS INDUSTRIALISES BETON AU QATAR

#### UN INGENIEUR DIRECTEUR TECHNIQUE

LIBRE DE SUITE

LANGUE ANGLAISE ou ARABE souhaitée

Besoin d'urgence à GIBAL, B.P. 51, 5812 Verdun.

#### Groupe Agro-Industriel Afrique Noire Francophone recherche

#### directeur général directeur d'exploitation

Les candidats doivent justifier de plusieurs années d'expérience à un poste similaire, d'un diplôme d'une Grande Ecole.

Envoyer CV manuscrit et photo sous référence 8309 LTP 31, Bd Sente Nouvelle 75002 Paris qui transmettra.

#### cm consultant recrute

#### UN CONSULTANT DE HAUT NIVEAU

35 ans minimum

- Diplômé d'études supérieures :
- Niveau licence maîtrise ou doctorat ;
- Avoir une expérience de consultant ou de responsable à un poste commercial ;
- des très grandes facilités dans les contacts humains et absolument nécessaires ;
- Connaissance de l'allemand souhaitée.
- Disponible.

Lieu de résidence Métropole Nord

Envoyer cur. vitae, lettre manuscrite + photo à

M. Willy Augustin, sous référence 178, C.R.M., 51, boulevard Carnot - 59420 NOUVAUX.

#### DIRECTEUR TECHNIQUE ADJOINT

La Société - 600 personnes - 3 usines dans l'Est - est un fournisseur des constructeurs automobiles. Pour le secourir sur l'ensemble des problèmes techniques : (méthodes, Etudes, Outillages, Coordination des fabrications) le Directeur des usines recherche un ingénieur Mécanicien diplômé AM, ENSI ou simil. de plus de 32 ans et ayant une expérience confirmée des fabrications grandes séries.

28 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande.

#### ingénieur d'affaires

Un groupe de promotion, étudiant, faisant construire et vendant des bâtiments industriels et commerciaux cherche, pour Lyon, un ingénieur d'affaires chargé de la construction des dossiers techniques, de leur négociation et du suivi des chantiers. C'est un ingénieur (Centrale, TP, AM), 35 ans minimum, qui a une expérience de plus de cinq ans à un poste identique. Ecrire à Mme G. DILL ss réf. 408 LM.

#### ALEXANDRE TIC S.A.

10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON

PARIS - LILLE - BRUXELLES - GENÈVE - LONDRES

#### LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DE HAUTE-NORMANDIE

recherche pour son centre informatique

équipé d'un E. B. 6000

#### UN ANALYSTE PROGRAMMEUR CONFIRMÉ

PROFIL : Formation supérieure (D.U.T. Informatique ou équivalent minimum).

Plusieurs années d'expérience en gestion.

Bonnes connaissances : E.B. 60-6000 indispensables.

LD.S. indispensables, T.D.E. souhaitées.

Connaissances bancaires appréciées.

Rémunération annuelle 60 000 à 80 000 F selon profil et expérience.

Avantages sociaux.

Lieu travail : BOIS-GUILLEUME (proxim. BOUEN)

Adresser C.V. détaillé, photo et présent. à CHCAEN, Service Relations sociales et humaines : 3077 BOUEN Cedex 76041.

Discretion absolue.

#### MEULES BARRE

recherche pour leur usine de

MONTBELIARD (Doubs) un

#### CHIMISTE

pour lui confier des responsabilités

technico-commerciales :

- essais techniques
- contrôle fabrication
- visite clientèle.

Ce poste doit évoluer à court terme vers une fonction de direction.

• Connaissance de l'allemand appréciée

• Logement de fonction possible.

Ecrire avec CV à MEULES BARRE -

Monsieur BARRE - BP 43

92183 ISSY LES MOULINEAUX

#### LE HAVRE recrute par concours sur titres et sur épreuves pour son école régionale des BEAUX-ARTS :

#### UN PROFESSEUR PLASTICIEN

Net mens. début : 3.200 F.

#### UN PROFESSEUR DE CULTURE GENERALE

(histoire de l'art), 14 heures hebdo. Net mens. début : 3.200 F.

#### UN TECHNICIEN

POLYVALENT (bois, métal, plastique, électricité, menuiserie), 40 heures hebdo. Net mens. début : 2.400 F.

Renseignements : Ecrire ou téléph. de 8 h. à 19 h. à :

L'ECOLE DES BEAUX-ARTS (16-85) 25-26 rue Jules-César, Mairie du Havre

Bureau gestion et formation du personnel.

## offres premier emploi

#### SOCIETE DE SERVICES ET DE CONSEIL EN INFORMATIQUE DE GESTION

cherche pour le 7. XL77

#### 10 JEUNES DEBUTANTS

1er emploi

libérés des obligations militaires, de formation IUT, Maitrise ou équivalent.

Les postes à pourvoir impliquent des contacts fréquents avec les clients (mais pas de commercial) et parfois des déplacements en province.

Une formation est assurée pendant les trois premiers mois.

Envoyer votre CV, accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo sous référence 202 à

INFORMATIQUE ET ENTREPRISE

Conseil en Informatique de Gestion

9 rue Alfred de Vigny 75008 Paris

## offres premier emploi

Le Monde met chaque jour à la disposition de ses lecteurs cette rubrique dans les pages d'annonces classées :

#### OFFRES PREMIER EMPLOI

afin de regrouper les propositions uniquement destinées aux jeunes à la recherche d'un premier emploi.

20/10/50



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	48,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	81,52

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,62
AUTOMOBILES	20,00	22,62
AGENDA	20,00	22,62

REPRODUCTION INTERDITE

## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

### ingénieur d'études hardware confirmé

Pour faire face à la croissance de son département Systèmes Spéciaux, situé à Annecy, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE recherche un ingénieur d'études hardware confirmé.

Son rôle : étudier, mettre au point, lancer la production de petites séries d'équipements hardware raccordés à nos ordinateurs (PDP 11).

Nous lui demandons :

- Une solide expérience (5 ans minimum) en électronique et en logique.
- La connaissance d'un langage assembleur et des micro-processeurs.
- La maîtrise de la langue anglaise.

Le développement de notre groupe permet à chacun de trouver une évolution de carrière à la mesure de ses capacités et de ses ambitions.

Ce poste étant à pourvoir le plus rapidement possible, veuillez adresser votre C.V. complet sous la réf. CSS/M à la Direction du personnel de :

**DIGITAL EQUIPMENT FRANCE**  
16 avenue du Rhône  
74000 ANNECY

#### GRUPPO PHARMACEUTICO

Recherche pour département

réactifs de laboratoire

#### DELEGUE

TECHNICO-COMMERCIAL

Région Rhône-Alpes, départ. obligatoire, militaires.

Préférence donnée à candidat

ayant connaissances en

BIOCHIMIE ou expérience

de l'analyse médicale.

Minimum 2 ans d'expérience

d'avant pour être

DYNAMIQUE, sérieux, important

+ primes et frais.

Env. C.V. photo, réf. et présent.

à n° 138 SIPEP, 3 rue

Chollet, 72000 PARIS 13<sup>e</sup> arr.

vous êtes

• UNE MAITRISE EN DROIT

ADJUS DE VINOT-CINGANS

vous êtes

L'INSTITUT SUP. DE DROIT

des affaires

(Université d'Alsace - Marseille - II)

Grande école de droit

de l'entreprise

vous propose d'accéder

aux carrières de conseil juridique

et fiscal, conseil en droit social,

juriste d'entreprise, etc.

en vous préparant au

DIPLOME DE JURISTE-CONSEIL

D'ENTREPRISE

• Sélection de 30 stagiaires.

• Enseignement pratique

de tout niveau, réalisé

avec les organisations profes-

sionnelles et clôture par un

stage d'été.

• Réduction d'un mémoire.

• Remunération pendant la

scolarité 90 % du S.M.I.C.

• Ouverture du 25 octobre 1977

au 30 septembre 1978.

Tél. : (rapide) (91) 20-14-02.

SOCIETE PETROCHIMIQUE

Industrie

STRASBOURG

cherche pour

poste immédiat

INGENIEUR

CHIMISTE

(débutant ou ayant quelques

années d'expérience)

Pour un poste

d'ASSISTANT TECHNIQUE

LA CLIENTELE.

La pratique courante de

l'analyse est indispensable

des postes d'analyse.

• sont souhaités.

Adresser C.V. sous n° 32-21

CONTEXTE Publiée.

20, av. Opéra, Paris-16, 4. 17.

### LE RESPONSABLE

du département Contrôle Qualité

LE CANDIDAT RETENU DEVRA :

• être diplômé d'une grande école : A.M. E.N.I.

ou équivalent ;

• être âgé d'au moins 30 ans ;

• avoir une bonne expérience des relations indus-

trielles ;

• posséder de solides connaissances métallur-

giques ;

• parler anglais couramment ;

• être de travail rigoureux, vaillant.

Adresser C.V. détaillé, références et photo à :

ORLIT, n° 203.152, 134, av. du Général-de-Gaulle,

92222 NEUILLY.

### I.C.A.R.E.

Société d'Economie Mixte

INFORMATIQUE COMMUNALE RHONE-ALPES

recherche un

### INGENIEUR INFORMATICIEN

28/30 ans - 2 à 3 ans d'expérience

FORMATION GRANDE ECOLE ou EQUIVALENT

Dans le cadre d'une petite équipe d'ingénieurs,

le candidat retenu aura à conduire des études

d'organisation et d'automatisation dans les do-

maines les plus variées de la gestion municipale,

plus à mettre en œuvre les solutions retenues.

Résidence LYON.

Rémunération indicative 75 000-90 000 F/an.

Adresser C.V. et références s/réf. 77/3 à I.C.A.R.E.

30, boulevard Vivier-Marie, 69431 LYON CEDEX 03.

UNICO

Enseignement privé par

correspondance recherche

PROFESSEURS

EN EXERCICE

pour rédaction de cours

des domaines suivants :

• VENTE

REPRESENTATION

PUBLICITE

Tél. au (33) 15-40-21 et demander

M. V. de LANGE, UNICO,

24 rue des Champs-Maillots,

75009 ROUEN.



### LES CAFES JACQUES VABRE

600 personnes,

recherchent

### 1 ANALYSTE FINANCIER

Adjoint au Responsable

de l'Analyse Financière.

Il aura pour tâche :

• plans, budgets, prévisions à court terme

• reporting

• contrôle budgétaire, etc.

Ce poste peut convenir à un candidat MEC,

ESSEC, ESCP ou formation supérieure

équivalente.

Ayant déjà acquis une expérience de 1 à

2 années dans un poste similaire.

Anglais indispensable.

Salaires annuels de 65 à 80 000

suivant expérience.

Adresser C.V. et références à :

Cafés Jacques Vabre Département du Personnel

Zone Industrielle - Les Petites Mules

5, rue Charles Malitry 93 Maisons-Alfort

IMPORTANTES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

Secteur Métallurgie

8000 personnes - 15 filiales à l'étranger

recherche

pour comptabilité analytique

et suivi budgétaire de ses unités de production

### UN JEUNE DIPLOME

EN SCIENCES ECONOMIQUES

OU EN GESTION

« LICENCE OU MAITRISE »

Cette opportunité permettra à un jeune

gestionnaire ayant une personnalité af-

firmée et le sens du travail en équipe de

confirmer une première

EXPERIENCE DE 3 ANS MINIMUM

acquise dans un poste équivalent.

Déplacements fréquents et de courte durée

en province.

Lieu de travail : proche banlieue EST.

Nous vous remercions d'envoyer sous réfé-

rence 32-346 à Contesse Publicité 20,

av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui trans-

mettra.

• Déplacements fréquents

• Possibilité d'évolution

Lieu de travail : ROCQUENCOURT (78)

Adresser C.V., photo, références à :

MERCEDES BENZ France

Direction des Relations Humaines

BP 406-17 - 78330 PARIS CEDEX 17



recherche

pour sa Direction MARKETING

### RÉDACTEUR

Il sera chargé d'un secteur information

• Formation journalistique appréciée,

• maîtrise de la rédaction et de la mise

en page exigée.

• connaissances audio-visuelles appréciées,

• expérience indispensable, si possible en

milieu automobile, véhicule utilitaire,

transport.

• Déplacements fréquents

• Possibilité d'évolution

Lieu de travail : ROCQUENCOURT (78)

Adresser C.V., photo, références à :

MERCEDES BENZ France

Direction des Relations Humaines

BP 406-17 - 78330 PARIS CEDEX 17

### banque

Importante Banque Privée recherche

RESPONSABLE

OU DÉPARTEMENT des CRÉDITS

Le candidat, de formation supérieure, devra avoir

acquis au sein d'un département spécialisé ou dans

un service inspection d'un grand établissement un

niveau de responsabilité, une solide expérience

des engagements de banque, la connaissance par-

faite des crédits et une excellente pratique de

l'opération de crédit, de suivi à lui permettre

de défendre avec autorité les dossiers dont il aura

la charge.

Nous lui demandons un sens critique développé et

des qualités d'animateur pour encadrer une jeune

équipe d'analystes de crédits.

Adresser C.V., manuscrit, photo et références sous

référence BDN à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising

13, rue d'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

Dans le cadre de son développement

DECIS, Société de Conseil

recherche

### UN INGENIEUR INFORMATICIEN

• formation supérieure ;

• de préférence débutant.

### UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

• Niveau I.U.T. pour mise en place sys-

tèmes conversationnels, avec si possible

une bonne exp. dans la programmation.

Env. curriculum vitae, photo et références, à :

DECIS, 24, rue Henri-Barbousse - 92110 CLICHY

### GRENOBLE

Fabrique française de papiers dont la qualité est

reconnue par l'ensemble des utilisateurs, recherche

### chef de fabrication papeterie

Rattaché au Directeur Général, il assure le bon

fonctionnement de tous les moyens de production

dans les meilleures conditions de qualité-délais-prix.

Il dirige et anime 150 personnes.

La réussite dans cette mission doit conduire à des

fonctions de Directeur Technique.

Ce poste de confiance convient à un ingénieur de

formation, âgé d'au moins 35 ans, ayant une expé-

rience papetière confirmée, un sens aigu du

commandement et des qualités de gestionnaire.

Anglais souhaités.

Facilité de logement dans la région.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération

actuelle sous réf. 720 M à notre Conseil

centor

13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

DEPARTEMENT

EMPLOI

recherche

pour son SERVICE RECRUTEMENT

### HOMME ou FEMME

30 ans minimum

• Diplômé de psychologie, maîtrise ou doctorat ;

• Ayant une expérience dans un cabinet de recrute-

ment ou à la tête d'un service du personnel ;

• Un très grand sens du contact humain est

absolument nécessaire ;

• Une très grande disponibilité est demandée.

Envoyer curriculum vitae, lettre manuscrite et photo au

C.B.M. M. WILLY LAURENT, vous référerez 178

21, boulevard Carant, 38420 MOUVAX.

IMPORT. SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES

DE TAILLE INTERNATIONALE

recherche pour son usine (3 200 pers.) de la région



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	60,00	91,52

## ANNONCES CLASSEES

	Le m/m coll.	T.C.
ANNONCES ENCADEES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

### Sté Service Compagnies Aériennes (50 M. CA - 400 personnes) recrute son Contrôleur de Gestion

Cette Société filiale d'un Groupe Important est spécialisée dans la restauration et l'assistance hôtelière des Compagnies Aériennes. Sa croissance rapide et son souci de satisfaire au mieux des objectifs ambitieux l'incitent aujourd'hui à créer le poste de Contrôleur de Gestion.

Celui-ci, interlocuteur direct du Directeur Administratif et Financier aura la responsabilité du système d'information de l'entreprise (Budget Annuel, Tableau de Bord, Comptabilité Analytique, etc.). La partie essentielle de sa mission consistera à remanier profondément celui-ci en vue d'une meilleure adaptation aux besoins des utilisateurs et d'une informatisation ultérieure, ceci en liaison avec les services spécialisés du groupe.

Le candidat à ce poste devra être de formation supérieure (BEC, ESSEC, ISA) et pouvoir justifier d'une expérience professionnelle réussie de trois à quatre ans dans ce domaine. En outre, une familiarisation avec l'informatique est souhaitable.

Une rémunération de départ sera de l'ordre de 100 000 F -/an.

Les personnes intéressées sont invitées à adresser leur dossier sous référence CA 1055/M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP

7 rue Lincoln, 75008 PARIS

### JEUNES H.E.C., E.S.C...

Nous sommes un des tout premiers groupes industriels français aux activités très diversifiées. Nous recherchons pour une de nos filiales deux jeunes cadres de formation commerciale supérieure qui, ayant acquis une première expérience professionnelle de quelques années (1 à 3 ans), souhaitent maintenant intégrer une grande entreprise. Ils pourront travailler, à travers différentes fonctions de plusieurs années, une brillante carrière jusqu'à l'accès à des responsabilités de direction pour peu que leur potentiel et leurs qualités humaines soient à la mesure de leur ambition. Dans un premier temps, nous proposons les postes de

#### ADJOINT AU RESPONSABLE DU PLAN

Vous serez chargé d'études sur les activités (marché, concurrence...) de l'entreprise et vous participerez à la mise au point de stratégies adaptées en liaison étroite avec les opérations et en synergie avec les perspectives du groupe. Votre travail implique que vous ayez déjà une première pratique du marketing et des connaissances de gestion, et que vous possédiez bien la langue anglaise. A terme, votre orientation vers un poste opérationnel vous sera facilitée par cette expérience en liaison avec l'ensemble des directions. Réf. 5.1.79.

#### DELEGUE COMMERCIAL EXPORT

Vous serez responsable d'un secteur géographique à la grande exportation, qui sera déterminé en fonction de vos connaissances linguistiques, l'anglais bien sûr, mais aussi une deuxième langue, l'allemand si possible ou l'espagnol. Votre activité nécessitera des déplacements importants de trois à quatre semaines pour 50% du temps. Vous aurez travaillé seul, de manière autonome, conquis de nouveaux marchés et vous avez déjà une expérience de vendeur à l'exportation. Vous gèrerez les territoires sous votre responsabilité à l'exportation, vous serez responsable de l'entretien et de l'entretien des clients, vous serez responsable des ventes de produits. Votre réussite dans ce premier poste vous ouvrira des débouchés intéressants. La nationalité est indifférente. Réf. 5.1.80.

Si vous pensez avoir le profil des personnes que nous recherchons, écrivez (en précisant la référence) aux consultants de SERIFO à qui nous avons confié le soin d'assurer les premiers contacts.



**SERIFO** CONSEILS DE DIRECTION  
38, RUE DE LISBONNE - 75008 PARIS



### BANK OF CREDIT AND COMMERCE INTERNATIONAL (OVERSEAS) LIMITED

Recrute : pour la France et les Pays francophones

#### 1°) CADRES et GRADES :

Possédant une grande expérience des différents services bancaires et de marketing. Sans des responsabilités de 5 à 15 ans de pratique sont nécessaires.

#### 2°) EMPLOYES DEBUTANTS :

Bonne éducation, bonne formation. Formation assurée dans tous les départements bancaires, à notre siège et à l'étranger. Grandes possibilités d'avancement pour les candidats consciencieux et travailleurs.

#### CONDITIONS INDISPENSABLES :

• Connaissance parfaite de la langue anglaise. • Etre de nationalité française. Ces deux conditions sont absolument exigées. Les candidats et le curriculum vitae doivent être remis en anglais. Ne se présenter en aucun cas. Il sera répondu à tous les postulants. Joindre une photo et indiquer l'ordre de salaire souhaité. B.C.C.I. Personnel division  
125 Champs-Élysées - 75008 PARIS

Située à Paris, notre société est filiale d'un groupe international, leader en Europe dans sa spécialité, dont nous importons et commercialisons les gammes en France.

Avec un effectif de soixante personnes, nous réalisons un chiffre d'affaires de vingt-cinq millions de Francs, et notre expansion se poursuit très régulièrement.

### Directeur administratif et financier

Attaché au Directeur Général, vous superviserez l'ensemble des services intérieurs : administration, personnel, comptabilité, informatique, stocks ; au total près de quarante personnes.

Vous prendrez plus particulièrement en charge trésorerie, comptes d'exploitation et contrôle de gestion, où des méthodes et des procédures sont à élaborer, lancer et suivre.

L'allemand, ou l'anglais, vous sera nécessaire dans vos relations avec la Direction du groupe. Une expérience de plusieurs années dans une fonction analogue, avec responsabilités d'encadrement, le goût pour une petite entreprise, une formation supérieure sont autant d'atouts de réussite dans notre société. Votre rémunération de départ se situera entre 120 et 140.000 Francs.

Nous avons confié l'examen de votre dossier (C.V., lettre manuscrite, rémunération actuelle, sous réf. M 111) à Mme Bernié, 80 rue Taitbout, 75009 Paris, qui vous garantira discrétion et réponse.

la gestion de personnel aujourd'hui.

resonance

### Annonces de recrutement Les cadres sont pour. Et contre.

Pourvu ou non d'un emploi, désirant ou non en changer, les cadres lisent dans leur grande majorité les offres d'emploi diffusées dans la presse.

En confirmant ce point, l'enquête MAKROTEST - HAVAS CONTACT met fin à une vieille polémique comme elle lève aussi le voile sur d'autres interrogations tout aussi essentielles et tout aussi controversées.

Le contenu des annonces, leur taille, la présence ou l'absence du nom de l'entreprise qui recrute satisfont-ils les cadres ? Jouent-ils un rôle, et lequel, dans leur décision de répondre aux annonces qui leur sont destinées ?

Quel type d'annonce incite le plus les cadres concernés à répondre ?

HAVAS CONTACT a prévu de présenter les résultats de cette enquête aux responsables de recrutement qui voudraient bien en formuler la demande.

Pour cela, il suffit d'appeler :

Marie-France HECKLY  
(poste 247), ou  
Sylvie CARPENTIER  
(poste 246)  
HAVAS CONTACT  
156, bd Hausmann,  
75008 PARIS.  
Tél. : 236.42.81 - 755.99.08.



### IMPORTANT GROUPE MECANIQUE LEADER DANS L'EXPORTATION DE BIENS INDUSTRIELS

recherche pour l'une de ses unités en REGION PARISIENNE

### ingénieur fabrication

#### HAUT NIVEAU

(Débutant ou première expérience industrielle) rattaché au Chef du Département Production.

CHARGE DE :

- suivre la mise en œuvre des fabrications mécaniques au sein des services méthodes ;  
- collaborer avec une équipe de spécialistes à la mise au point de techniques avancées de fabrication ;

LE CANDIDAT RETENU :

- sera diplômé d'une grande école d'ingénieurs (ECP, Mines, ENSAM...)  
- présentera de solides connaissances mécaniques et métallurgiques ;  
- anglais correct indispensable.

Adresser lettre, C.V. avec photo et prétentions sous le No 33231 à CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

### Centre de recherche d'un Grand Laboratoire Pharmaceutique International

### VÉTÉINAIRE

pour prendre en charge la responsabilité des Animales.

Les candidats doivent avoir :

- 30 ans et plus ;
- une expérience dans une position analogue ;
- un bon niveau scientifique.

Rémunération élevée.

Adresser C.V. sous n° 7.808, « Le Monde » Publicité, à rue des Italiens, 75007 Paris (9°), qui transmettra.

### STE IMPORTATION SPECIALITES CHIMIQUES

### CADRE COMMERCIAL HAUT NIVEAU

- 35 ans minimum ;
- Solides connaissances chimiques ;
- Expérience vente produits industriels minimum 5 ans ;
- Anglais parlé et écrit indispensable, connaissances allemand appréciées ;
- Résidence région parisienne.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions, n° 71.741 à : J.R.P., 38, rue de l'Arade, PARIS (9°), qui transmettra.

### Second Oeuvre du Bâtiment

Notre Société (180 millions de CA et 550 personnes) est en expansion depuis plusieurs années. Nous sommes filiale d'un groupe important et nous recherchons :

### un Chef Comptable-Adjoint

Le candidat a une bonne formation générale et une spécialisation comptable de niveau DECS minimum. Bien qu'il soit encore dans la première partie de sa carrière, il a déjà quelques années d'expérience pratique d'une comptabilité de gestion.

Il sera chargé de mettre au point les procédures comptables du suivi quotidien des opérations et veillera à leur application.

Il collaborera avec le Chef Comptable pour définir les nouveaux besoins dans le cadre de la refonte en cours des programmes de traitement informatique, et pour proposer des solutions nouvelles qu'il contribuera à mettre en place.

Le poste est à pourvoir à Servon près de Brie-Comte-Robert.

Le salaire prévu ne sera pas inférieur à 90 000 F.

Nous remercions les personnes intéressées d'adresser leur dossier avec lettre manuscrite et photo d'identité à :

WEBER ET BROUTIN  
SERVON - 77170 - BRIE-COMTE-ROBERT

### hb conseil

Conseil de Direction des cinquante premières entreprises du marché français recherche

### Ingénieurs Grandes Ecoles

ayant au moins trois ans d'expérience dans une société multinationale, et connaissant l'allemand. Ecrire : HB Conseil, 70, rue de Ponthieu, 75008 Paris

### Organisation de formation (secteur Distribution)

recherche

#### 2 FORMATEURS (TRICES)

• Posséder une expérience de la formation d'adulte dans la distribution alimentaire ou dans l'administration (comptabilité, secrétariat, droit) ;

• Capable d'adaptation rapide ;

• Aimer les déplacements (Ouest, Sud-Ouest, Sud-Est) ;

Libre recrutement ;

Désirant exercer un métier vivant dans une équipe jeune.

Téléph. 825-12-13, 9 h. à 12 h. 14 h. à 18 h. pour rendez-vous.

### Importante Société Paris (9°)

recherche

#### JEUNE CADRE

Etudes supérieures, mathématiques, économie, comptabilité pour activités d'études.

5 X 8. Salaire X 15.

Participation. Avantage, sécurité.

Erv. C.V. man. photo et prêt sous réf. 9.018 à Axel Pohl, 11, rue de la République, 75001 PARIS (1°), qui transmettra.

E.S.C.I. recherche pour projets importants en Logiciel de base et démarrage de systèmes temps réel

#### INGÉNIEURS

CIT, SIRS, SIEMENS, MITRA, M. Rivière, téléph. 87-77-22/72, International, 24, T. Daubenton-9°.

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE RENOM INTERNATIONAL

produits touchant aux industries d'art - crée à son siège de PARIS un poste d'

#### adjoint à la direction commerciale

Basé à Paris, il prendra en charge toutes études, contrôles et recherches commerciales à l'étranger, plus particulièrement aux U.S.A., et nécessaires à la Direction Commerciale pour prendre les décisions concernant le développement de la société.

Nous souhaitons rencontrer des candidats :

• minimum 28 ans ;

• d'une excellente formation supérieure commerciale (+ INSEAD ou MBA apprécié) ;

• parfaitement bilingues Anglais (+ espagnol apprécié) ;

• prêts à voyager 50% de leur temps ;

• d'une excellente présentation.

Dans cette société prestigieuse, un candidat de valeur peut espérer une carrière très intéressante.

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions sous référence 5.130 B,

egor 5, rue Meyerbeer 75009 Paris

### SIAS-ORSAN

### Finances - Comptabilité

Le groupe SIAS-ORSAN, CA 500 millions, pratique la D.P.P.O. et étend ses activités dans des secteurs variés : biochimie, agriculture, papier, immobilier. Son Directeur Financier cherche son Adjoint.

Superviser les services comptables des divers centres de profit, il sera responsable de la consolidation de leurs bilans, de l'audit interne du groupe, des liaisons avec le service informatique (IBM 3-15) et le contrôle de gestion, et participera étroitement aux études et à la politique financière.

Ce poste, offert à Paris, convient à un diplômé d'une Grande Ecole Commerciale + DECS, ayant plus de 5 ans d'expérience en comptabilité générale et analytique, initié au traitement des données comptables sur ordinateur. La connaissance des langues allemande ou anglaise serait appréciée.

séle

#### CEGOS

Adresser lettre man. et CV détaillé sous réf. 23480/M à CEGOS 23, quai Gallieni 92152 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantit une totale discrétion.

### Sté Française à activités multinationales diversifiées

recherche

pour le lancement d'un nouveau produit au niveau européen

#### UN H.E.C., assistant direct de son Directeur Commercial à PARIS

Ce poste de responsabilité implique une expérience confirmée du commerce international de matières premières ou de biens industriels durables, et l'animation sur le terrain de la force de vente.

Déplacements à prévoir en France et en Europe.

Adresser C.V. sous n° 8828 B à :

blan

17, rue du Docteur Lagne 93000 VINCENNES ou trans.

### responsable achats

### INGENIEUR DE HAUT NIVEAU

### BANQUE INTERNATIONALE

#### RESPONSABLE INSPECTION

### PHILIPS

### INGENIEUR ELECTRONICIEN confirmé

### Chef de projet

### ORDIS

27 215 150



# ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	81,52

ANNONCES ENCADREES	La ligne	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## responsable achats

### SECOND ŒUVRE TECHNIQUE

Notre Groupe, C.A. 1,5 milliard de francs, 20 % de progression annuelle, a une activité second œuvre technique en plein développement orientée essentiellement sur l'étranger, principalement les pays du Moyen-Orient. Le volume d'achats de ce département est de l'ordre de 30 à 40 millions par an et le matériel peut provenir aussi bien d'Europe que d'Asie ou des U.S.A. Nous désirons confier la responsabilité de ces achats à un homme habitué aux négociations dans la branche, connaissant bien la climatisation et capable de rechercher les meilleures stratégies. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 71009/M (à mentionner sur l'enveloppe).

La secret absolu des candidatures est garanti par :

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 05

### LE SERVICE ETUDES ET RECHERCHES

## INGÉNIEUR DE HAUT NIVEAU

pour participer au sein d'une petite équipe à la réalisation sur les moyens d'Organisation et d'Informatique.

Technicien de l'Informatique, possédant une large expérience — en particulier dans le domaine de l'automatisation et des architectures de réseaux — il jouera essentiellement un rôle de Conseil auprès des Etats-Majors des Etablissements du Groupe et d'animation de groupes de travail.

Cette fonction implique des déplacements de courte durée en province.

Les candidats intéressés devront faire parvenir leur dossier à la référence 4187 M à notre Conseil Jean FORACCHIA.

**Foracchia Informatica**  
conseil en recrutement  
127 rue SAINT-HONORE 75001 PARIS

### BANQUE INTERNATIONALE

recherche pour sa direction à PARIS LE

## RESPONSABLE DES SOUS-SERVICE INSPECTION

La préférence sera donnée à un candidat classé V minimum

- Bilingue ou trilingue français, allemand, anglais ;
- Ayant une expérience bancaire de quelques années avec un minimum 3 à 5 ans dans l'audit d'une banque de dépôt.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 3301 à

SENTEL, 36, av. Roche, 75008 Paris, qui transmet.

## PHILIPS

recherche pour son service DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

## UN INGÉNIEUR ELECTRONICIEN confirmé

Formation complémentaire brevets assurée.



Adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions et photo ainsi qu'une enveloppe non timbrée, pour la réponse sous référence 416 au SPID - 205, Rue de l'Université 75007 PARIS

### PARIS IMPATANT GROUPE INTERNATIONAL

recherche pour son service informatique équipé d'un IBM 370/158

## Chef de projet HAUT NIVEAU

- CE POSTE EXIGE :
- une formation d'ingénieur grandes écoles,
- une première expérience de 2 à 3 années en informatique de gestion,
- la connaissance du COBOL.

Les capacités d'adaptation, la sensibilité à l'organisation, les qualités d'animation d'une équipe feront des atouts importants pour réussir dans la fonction.

Adresser C.V. avec photo et prétentions sous référence AL 7 à :

**ORDIS CONSEIL EN RECRUTEMENT**  
15, rue Auber - 75009 PARIS



## Vous êtes jeune diplômé de l'enseignement supérieur commercial

BURROUGHS vous offre en même temps : — une formation complète et dynamique comme INGÉNIEUR COMMERCIAL dans un domaine informatique en pleine expansion — un début de carrière immédiat avec des contacts professionnels de haut niveau — une rémunération de départ attractive et des possibilités d'évolution rapide. Engagement immédiat.

Une information complète sur la fonction ainsi qu'un rendez-vous dans l'entreprise vous seront donnés en appelant sous référence 250 du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures.

EMPLOI INFORMATION 808.95.95

Vous pouvez également adresser votre lettre manuscrite et CV (réf. 250) à la Direction du Personnel

230, avenue Laurent Celvy 92251 GOSNIELLES CEDEX

Emploi Information 609.95.95

### SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

engagée dans une activité commerciale cherche

## UN CADRE

pour diriger le service financier de sa filiale située en plein centre de Paris

Le candidat doit :

- avoir de préférence un diplôme d'expert comptable, ou équivalent ;
- avoir au moins 5 ans d'expérience dans une affaire commerciale ;
- avoir minimum 30 ans ;
- avoir de bonnes connaissances de la langue anglaise.

Nous offrons une bonne rémunération et de bonnes perspectives de promotion pour un élément capable et dynamique.

Env. av. C.V. et photo à Roxel Régies Publicitaires

n° 517.71, rue Royale, 112, 1000 BRUXELLES.

### IMPORTANT FABRICANT DE Produits Industriels

pour le Bâtiment et les T.P.

CA : 1 milliard de F. — 6 usines en France 5500 personnes

recherche un

## Chef du Personnel

pour son USINE (800 personnes) située à 30 km Ouest de Paris.

Son rôle est de mettre en œuvre au niveau de son établissement la politique du personnel de la Société, notamment en matière de recrutement, rémunération, formation, sécurité, relations sociales.

La titulaire de ce poste devra avoir une bonne formation administrative et sociale et, surtout, une expérience en usine, lui ayant permis d'acquies une connaissance parfaite de ce milieu.

Les dossiers de candidatures — sous Réf. M. 1382 à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**  
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

### SIÈGE EUROPEEN DE STE INTERNATIONALE

recherche

## L'Assistante du Chef du Personnel

La candidate devra être :

- Une secrétaire de direction bilingue anglaise confirmée ;
- Avoir une bonne connaissance de la législation sociale ;
- Le sens et le goût des contacts à tous les niveaux doublés de grandes possibilités d'adaptation ;
- Une expérience de 2 à 5 ans dans la fonction personnelle serait appréciée ;
- Une présentation soignée et une parfaite éducation sont indispensables.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à :

N° 7 425 M. RÉCIBÉ-PRESSÉ

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

### SIÈGE EUROPEEN DE STE INTERNATIONALE

recherche

## L'Assistante du Chef du Personnel

La candidate devra être :

- Une secrétaire de direction bilingue anglaise confirmée ;
- Avoir une bonne connaissance de la législation sociale ;
- Le sens et le goût des contacts à tous les niveaux doublés de grandes possibilités d'adaptation ;
- Une expérience de 2 à 5 ans dans la fonction personnelle serait appréciée ;
- Une présentation soignée et une parfaite éducation sont indispensables.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à :

N° 7 425 M. RÉCIBÉ-PRESSÉ

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

85 bis, rue Réa



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

# ANNONCES CLASSEES

	Le min. col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

RECHERCHE  
POUR SERVICES JURIDIQUES  
DU SIÈGE SOCIAL A PARIS

## JEUNES JURISTES

Il sera formé aux problèmes variés d'un très grand Groupe dans des domaines tels que : droit commercial, droit des sociétés, négociations de contrats à l'échelle internationale, affaires immobilières, droit du travail, fiscalité.

Formation exigée :

DOCTORAT EN DROIT PRIVÉ  
quelques années de pratique seraient appréciées.  
Larges perspectives de carrière dans un Groupe de premier plan.

Envoyer dossier de candidature sous n° 501479 M. à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2<sup>e</sup>).

Importante Société du Domaine Nucléaire  
recherche  
POUR CONTRÔLE DE SES FILIALES  
FRANCE ET ÉTRANGER

## CADRE COMPTABLE

Le candidat devra avoir une formation de niveau ESSEC - HEC - SUP de CO, DECS expert-comptable ou équivalent.

Il exercera ses fonctions dans la Région Parisienne - Banlieue Sud.

S'agissant d'une création de poste, quelques années d'expérience dans un poste similaire seraient appréciées.

Adresser C.V. et photo à No 24214, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmet.

## METOX

FABRIQUANT COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES  
(PASSIFS)

recherche :

## DEUX INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Connaissance connecteurs C.I.

Travail itinérant Région parisienne  
éventuellement province.

Age minimum 35 ans - Possédant voiture.

Lettres immédiatement.

Pr rend.-vs, contactez Mme Bonneton 028-96-35

## BANQUE IMPORTANTE

CHEF DE FILE D'UN GROUPE BANCAIRE  
A RAMIFICATION PROVINCIALE, recherche :

## ADJT DIRECTEUR ENGAGEMENT

(crédit direct ou en participation)

Ce poste sera proposé à un candidat faisant montre de personnalité et bénéficiant d'environ 10 ans d'expérience dans le domaine :

- de l'exploitation bancaire ;
- de l'étude des crédits à court et moyen terme ;
- et de la gestion administrative des dossiers.

La rémunération sera discutée librement.

Envoyer curriculum vitae à : D.C.B.P., 66, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris-9<sup>e</sup>, sous la référence 7700 M.

## SOCIÉTÉ D'UN TRÈS IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL

recherche dans le cadre de la loi sur l'emploi  
des jeunes (moins de 25 ans)

## 2 JEUNES DIPLOMÉS

Grandes Ecoles (H.E.C., Arts & Métiers, ESSEC, Sup. de CO).

Après 2 ans de formation au siège à Paris, il leur sera confié en Afrique des postes leur permettant d'accéder aux fonctions de :

Directeur d'Exploitation  
Adresser lettre manuscrite C.V. et photo  
s/réf 8815 à L'ÉCLAIR S.A. B.P. 228 - 75063  
Paris Cedex 02 - qui transmettra -

## SOCIÉTÉ D'ÉDITION JURIDIQUE PRATIQUE DE HAUT NIVEAU TECHNIQUE recherche

## 1) JURISTE

Possédant une MAÎTRISE  
ou un D.E.A. DROIT PRIVÉ

pour assurer, en tant qu'attaché à la Direction de la rédaction, la coordination de travaux affectant l'ensemble des publications de la société.

## 2) FISCALISTE

Ayant plusieurs années d'expérience professionnelle pour collaborer à la rédaction des publications de la société.

Adresser lettre manuscrite et C.V. très complet en indiquant rémunération souhaitée aux : ÉDITIONS LEGISLATIVES ET ADMINISTRATIVES 15, rue Fielet, 75739 PARIS CEDEX 15.

Organisation sociale nationale

## CADRE EN ORGANISATION

administrative, niveau études  
supérieures, expérience  
en organisation nécessaire.

SA MISSION :

- Étude des circuits administratifs ;
- Réalisation d'analyses fonctionnelles ;
- Conception d'organigrammes ;
- Mission de conseil.

Env. C.V. et photo et prêtent : 5/101, 102/101, à BAC Personnel Conseil, 27, avenue Pasteur-14<sup>e</sup> - 75116 Paris.

## STE DE CONSTRUCTIONS METALLIQUES

recherche

## INGÉNIEUR

AYANT :

- Expérience de la conception des bâtiments métalliques à un niveau ;
- Connaissance approfondie en informatique scientifique et de gestion ;
- ANGLAIS APPRÉCIÉ

Env. C.V. et photo (retourner), à ETS PRÉVÉ - Société de Personne - 41, rue Victor-Hugo, 94701 MANDRES-ALFORT

## SOCIÉTÉ SEDAP

recherche

## ANALYSTE- PROGRAMMEUR

COROL - IBM - OS

## PROGRAMMEUR

PL1 - IBM - OS

## PROGRAMMEUR

COROL - BULL. 6000

Débutant s'abstenir

Téléphone ou écrire à SEDAP, 197, rue de Bercy, 75012 Paris  
Téléphone 46-46-80  
(poste 47-881), M. GUILLAUME.

Le Centre de documentation d'une grande entreprise nationale recherche :

1) DOCUMENTALISTE débutant, diplômé (niveau I.U.T.) et spécialisé dans les sciences de l'information. Connaissances scientifiques et droit du travail ; région de FONTAINEBLEAU

Envoyer très rapidement C.V. à M. GUILLARD, 11, rue Servandoni, 75004 PARIS

## CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

recherche

## N 3 ASSISTANT

confirmé pour travaux révision

## STAGIAIRE

D.E.C.S. complet

Écrire Cabinet TUILLET, 22, rue de la Banque, 75002 PARIS

## COLLABORATEUR gd standing

contacts haut niveau, possibilité gains importants - 25-12-30.

## IMPRIMERIE SERVICE COMPTABLE

CAISSIER ou CAISSIER EXPÉR. apte à assurer également la maîtrise de la comptabilité et de la gestion des opérations comptables. Env. C.V. photo et prêtent : 5/101, 102/101, à BAC Personnel Conseil, 27, avenue Pasteur-14<sup>e</sup> - 75116 Paris.

Grande entreprise BTP recherche :

1) Pour son siège : UN JURISTE, minimum licence, expérimenté Droit des sociétés, Droit commercial, Droit du travail, pr serv. présentiellement.

2) Pour ses filiales : UN MÉDECIN, consultant médecine générale et petite chirurgie, anglais indisp. Retour en France 12 à 18 mois. Salaire Décor en cabinet. Env. C.V. détaillé et prêtent : à S.A.F. S.I. NICE.

IMPORT. BUREAU D'ÉTUDES siège social PARIS recherche :

## INGÉNIEUR

diplômé d'une Grande Ecole, et Ingénieur ayant une bonne expérience en projets d'exécution, sa disponibilité personnelle lui permettra de travailler, soit en France, soit à l'étranger.

Vous êtes prêt d'écrire (Joindre C.V. et ind. rémunération ac. référence) sous pli fermé à : CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

IMPORT. SOCIÉTÉ RECH.

## DOCUMENTALISTE

(bilingue anglais), système Selecto.

Téléphone ou écrire au personnel, au 776-42-30, pour rendez-vous.

Rack, assistant, maître-assistant physique et chimie, excellent à l'université. - Écrire P. P. P., 12, rue Léon-Cogit, 75017 PARIS.

Équipe de C.I.T.-Honeywell Bull 60-20 et 61-60, recherche :

## PROGRAMMEUR

SYSTÈME

Formation GCOS - IDS - TDS indispensable.

## PROGRAMMEUR

DEBUTANT

Formation BSC informatique ou I.U.T.

Env. C.V. et photo et prêtent : à J. BOREL INTERNATIONAL, service informatique, 20, av. de la République, 75011 PARIS.

Retour motorisation vanes recherche

## CHEF COMPTABLE

Niveau DECS. Connaissance descriptif manuel, Bilingue. ANGLAIS exigé. Bilan, p.c., déclarations sociales et fiscales, réglementations change import-export, problèmes administratifs. Expérience 5 à 10 ans. Écrire avec C.V. et photo, à : PARIS-16

## DÉLÉGUÉS

Bonne formation générale :  
- Expérience de la vente ;  
- Age minimum 30 ans ;  
- Possédant voiture ;  
- Déplacement en province - SECTEURS :  
BARTHE - OERNE - courte durée mais fructueuse.

CONNAISSANCE Assurance maladie appréciée.

## SITUATION STABLE ET D'AVENIR

Adresser C.V. et photo sous référence 1794 à : DIVERSE FA - B.P. 508, 75008 Paris Cedex 02, qui transmettra.

## TRÈS IMPORTANT LABORATOIRE PRODUITS PHARMACEUTIQUES BANLIEUE SUD

(15 km de Paris par autoroute) recherche

## INGÉNIEUR CHIMISTE Diplômé (ée)

RECHERCHE SYNTHÈSE ORGANIQUE

Quelques années d'expérience industrielle dans ce domaine.

13<sup>e</sup> mois - avantages sociaux - restaurant, d'entreprise.

Env. O.V. manuscrit, photo et prêt, n° 31253, à CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, PARIS (2<sup>e</sup>).

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE

recherche

## CHEF DU SERVICE COMMERCIAL

- Il est chargé du recrutement de la formation et de l'habilitation de son équipe de vente.

- Après étude de marché, il propose et applique des plans d'action pour chaque programme.

- Il a une expérience de 3 ans dans un poste similaire (si possible dans le secteur aisé).

Envoyer C.V. détaillé et présentations à n° T 0827 M. REGIE-PRESSE - 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2<sup>e</sup>).

## SOCIÉTÉ D'ARCHITECTURE dont les bureaux sont situés à PARIS

recherche

## JEUNE ARCHITECTE DIPLOMÉ

Inscrit à l'Ordre des Architectes pour étude de dossiers de bâtiments industriels et établissement de toutes formalités nécessaires.

Adresser demande, C.V. et photo au réf. 48.218 à P.A. SVP, 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

## Importante Entreprise Travaux Publics pour la division terrassement de son Siège Social à LA DEFENSE

## CADRE INFORMATIQUE TECHNIQUE

• Pour prendre en charge sa cellule de calcul automatique.

• Connaissances topographiques et mètres sur terrassements souhaitées.

Envoyer cur. vitas, photo, sous réf. n° 2792, à L.T.P., 75002 PARIS, qui transmettra.

## Importante société d'établissements multiples constructeur de véhicules industriels poids lourds recherche

pour sa direction régionale parisienne

## UN CADRE COMMERCIAL DE VENTE statut V.B.P.

Convientrait à vendeur haut niveau, dynamique, accrocheur, introduit dans la profession. Formation sur les produits assurés. Nécessité résider dans région parisienne et posséder voiture.

Fixe + intéressement + fraies voiture.

Poste intéressante pour candidat motivé.

Écrire au T. 000.340 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

## SOCIÉTÉ DE PRESSE

recherche

pour son service de Documentation

## CADRE

(H. ou F.)

Sérieuses expériences des questions et des milieux politiques, administratifs et financiers indisp.

Adresser curriculum vitae détaillé à S.G.P., 12, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien indiquer faiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

GROUPE INTERNATIONAL

recherche pour usine d'environ 600 ouvriers banlieue parisienne

## INGÉNIEUR, CHEF DE SERVICE

CONTRÔLE PRODUITS

expérience dans domaine mécanique générale de précision depuis plusieurs années avec fonction de responsabilité. Connaissance de la langue allemande exigée.

Env. C.V. et photo, 75001 Paris, qui transmettra.

Important Cabinet Expertise Comptable recherche :

## COLLABORATEUR

diplômé ou finaliste

minimum 3 ans poste, révision.

Env. indiquer ses références, C.V. et photo, à L'ÉCLAIR S.A., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauréat, chimie, pour assurer gestion de la production chimique.

Recherche cadre baccalauré



OFFRES D'EMPLOI	Le Monde	Le Monde T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	43,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	30,00	31,52

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le Monde	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

## représentation offres

### REPRÉSENTANT EN PUBLICITÉ MULTICARTES

Vous travaillez actuellement sur la Région Parisienne et vous souhaitez bien les Agences Immobilières de votre secteur.

NOUS POUVONS VOUS OFFRIRE :

- UNE CARTE SUPPLÉMENTAIRE avec la représentation d'un important Quotidien National
- Il s'agit d'une réelle opportunité pour candidat de valeur - Situation assurée.

Ecrire sous n° 1572 à LE MONDE, 1 rue des Italiens, 75002 Paris, qui transmettra.

## demandes d'emploi

### AMERIQUE ou EXTREME-ORIENT

33 ANS - BANQUE INTERNATIONALE  
EXPERIENCE COMMERCIALE ET BANCAIRE  
9 ANS PLACES ÉTRANGÈRES DONT 6 ANS AU JAPON  
NATIONALITÉS FRANÇAISE  
Langues : Anglais, Italien, Japonais

désire rejoindre BANQUE ou SOCIÉTÉ pour carrière avec AGENCES, FILIALES ÉTRANGÈRES ou AFFAIRES INTERNATIONALES

Ecrire sous n° 1572 à LE MONDE, 1 rue des Italiens, 75002 Paris, qui transmettra.

## demandes d'emploi

### EXPORTATION PAYS ARABES

AUT ENTREPRISES  
souhaitant s'implanter ou développer leurs activités dans ces pays.

UN JEUNE CADRE COMMERCIAL, 26 ANS  
offre ses services

- Trilingue : anglais-arabe, Business School USA.
- Présentement, et depuis trois ans, adjoint au P.D.O. responsable export pays arabes au sein d'une société de commerce internationale actuellement connue.
- Édile expérience du marché des pays suivants : Arabie Saoudite, Irak, Émirats, Koweït, Égypte.
- Libre au 1<sup>er</sup> janv. 1978 ; plus tôt si indispensable.

Ecrire sous le numéro 7740 M. à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2<sup>e</sup>), qui transmettra.

### DIRECTEUR DES VENTES

31 ans - BIENS D'ÉQUIPEMENT  
Diplômé Ingénieur Électronique-Mécanicien. Formation commerciale L.A.E. PARIS 6 ans d'expérience animation et direction des ventes dans secteurs construction électrique et maintenance.

OIECT. COMMERCIALE, VENTE, MARKETING.  
Ecrire sous n° 00008 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

### URBANISTE, 27 ans, O.I.U.P.

27 ans, O.I.U.P., 12 ans d'expérience en urbanisme, 10 ans d'expérience en architecture, 10 ans d'expérience en ingénierie.

### DIRECTEUR ADMINISTR. et FINANCIER, 35 ans

4 lang., large expér. en import. Multinationales Indust. et serv. opérations inter., responsabilités, tout, assumées avec succès, ch.

### POSTE DIRECTION FINANCIERE

Rémunération élevée.  
Ecrire sous n° 00278 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2<sup>e</sup>.

### J.M. 25 ans, dep. O.I.U.P. dipl. Ecole Commerce ECCEP

une année Commerce Extérieur, ch. situation Équipe de ventes et bureau, 75, r. de la Harpe, 75001 Paris.

### DESC. expér. banque, Cabinet

ch. emploi stable, Ecr. HAVA, CONTACT 50, boul. Haussmann, 75008 PARIS, n° 48321.

### J.M. 25 ans, S.T.C.A.P. électrotechnique, 3 ans expérience

dépannage alarme, ch. situation stable, Ecr. HAVA, CONTACT 50, boul. Haussmann, 75008 PARIS, n° 48321.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.

### Ch. expér. 49 ans, comm. partiel

FAH, Villes-les-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel, 54000 Villers-le-Bel.



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	48,10
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PRDP, COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne col.	T.C.
ANNONCES ENCADEES	24,00	27,46
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,68
AUTOMOBILES	20,00	22,68
AGENDA	20,00	22,68

REPRODUCTION INTERDITE

## L'immobilier

### appartements vente

**Paris Rive droite**  
9<sup>e</sup> IMMEUBLE ANCIEN 1880 RUE DE MAUBERGE Grand 4 pièces, prestations en 100 m<sup>2</sup>. - 225-45-55.

**HOTEL-DE-VILLE**  
Prestige de l'imm. pierre de l. 87 m<sup>2</sup> à rénover. Possibilité d'habiter ou bureaux. 724-90-06. HEURES BUREAU.

**13. PLACE DES VOIES**  
IMMEUBLE RESTAURÉ APPTS DE 100 m<sup>2</sup> à 225 m<sup>2</sup>. Sur place tous les jours de 10 h à 18 h. - 227-45-45 et 724-90-06.

**EPARGNANTS INOUEUX DEVENEZ INVESTISSEURS HEUREUX**  
de 25.000 à 200.000 F. Comptant plan d'épargne logement possible.

**A PARIS**  
PLACEMENT D'AUJOURD'HUI VALEUR DE DEMAIN  
Sélection de programmes d'invest. - Accroissement du capital - Rentabilité immédiate - Fiscalité avantageuse - Gestion assurée. Check-up financier, et fiscal, gratuit.

**C.F.I. Pierre**  
8, avenue Hoché - 75008 PARIS. Tél. : 720-20.61.7. de 9 h à 20 h.

**PASSY - 7<sup>e</sup> ETAGE**  
Im. imm. 1964, très bon stand, plein soleil 2 p. 40 m<sup>2</sup>, cuisine sur balcon, vue dégagée. - FRANK ARTHUR - 764-91-60.

**BUTTES-CHAUMONT**  
200 m. du parc, grand studio, TYPE ATELIER D'ARTISTE, 41 m<sup>2</sup> mètres sous plafond, salle vitrée, tout confort. 150.000 F. Frais notaires inclus. V/S.R.V.S. - 766-13-14.

**TERMES - 140 m<sup>2</sup>**  
S.P. cuis., baign., toilette, hotte, chambre de service. - 62-22-82.

**L'ORDINATEUR** de la MAISON DE L'IMMOBILIER Sélectionne gratuitement l'offre que vous recherchez parmi celles de 10.000 professionnels F.N.A.I.M.

**PARIS et 120 KM AUTOUR**  
Consultation sur place ou tél. Par correspondance : questionnaire sur envoi de votre carte de visite.

**LA MAISON DE L'IMMOBILIER**  
27 bis, av. de Villiers, 75017 PARIS. 757-62-02.

Dans cadre de verdure et de charme  
Libres à la vente quelques appart. de 2 et 3 Pcs

Visite demain de 15 heures à 18 heures  
12, BOULEVARD FLANDRIN PARIS (16<sup>e</sup>)

**MUETTE-FLANDRIN**  
MAGNIFIQUE RECEPTION + 4 chbres, jolies dcs, bords. Tél. : 633-17-17 et 577-38-38.

**SUR AVENUE VICTOR-HUGO**  
étage élevé, 4 chbres, 5 chbres, GAR., SERVICE. T. 727-1-88.

**SPLENDIDE RECEPTION**  
9 pièces 430 m<sup>2</sup>, plein soleil, PREC avenue Pich, très bel app de réception, 4 étages luxueux, cuisine, salle, EUROPA 70-24-18.

**PREZ SAINT-VINCENT-DE-PAUL**  
rés. bel imm. 13 ch. et 1 p. Immeuble. Vls. mardi 15-18 h. 55, RUE DE CHABROL.

**MARAIS studio 30 m<sup>2</sup>, grand**  
stud. sur 200 m<sup>2</sup> jardin à la française, imm. hnd., tout cti. Prix : 300.000 F. Tél. : 278-21-20.

**PANTHEON**  
Restaurant très raffiné dans immeuble 17 siècle, 200 m<sup>2</sup> de surface, caractère, tout confort. SUR PL. LUNDI, MARDI, JEUDI, VENDREDI 12 à 18 h. 15-12, RUE TROUSSEPOOT. Tél. 574-36-01.

**PAR PPTAIRE**  
Restaurant très raffiné dans immeuble 17 siècle, 200 m<sup>2</sup> de surface, caractère, tout confort. SUR PL. LUNDI, MARDI, JEUDI, VENDREDI 12 à 18 h. 15-12, RUE TROUSSEPOOT. Tél. 574-36-01.

**PAR PPTAIRE**  
Restaurant très raffiné dans immeuble 17 siècle, 200 m<sup>2</sup> de surface, caractère, tout confort. SUR PL. LUNDI, MARDI, JEUDI, VENDREDI 12 à 18 h. 15-12, RUE TROUSSEPOOT. Tél. 574-36-01.

**PAR PPTAIRE**  
Restaurant très raffiné dans immeuble 17 siècle, 200 m<sup>2</sup> de surface, caractère, tout confort. SUR PL. LUNDI, MARDI, JEUDI, VENDREDI 12 à 18 h. 15-12, RUE TROUSSEPOOT. Tél. 574-36-01.

### appartem. achat

**ALÉSIA RUE CALME**  
IMM. RECENT 4 PIÈCES 100 m<sup>2</sup> + LOGGIA STUDIO avec vraie cuisine CHBRE INDIV. avec cantinière, chauffage, urt. VITEZ. SENEZ 65, AVENUE GLAUCIERE PARIS 15 - 331-44-88

**6<sup>e</sup> EUROPE**  
2 pièces, gd confort, état neuf, hall, salon, cuis., chbrs, bns, wc, plein soleil, 2 p. 40 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**MAILLOT 3 GRANDES**  
+ 2 chbres et ch. + serv. Bns. 116 m<sup>2</sup> 3 p. 50 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**8<sup>e</sup> PONTREUX-BERRI**  
Charmant 60 m<sup>2</sup>, et confort, état neuf, 2 p. 40 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**MARCHE DES NOTAIRES**  
Rue Richelieu - 3 Pcs, 64 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**MARCHE DES NOTAIRES**  
Rue Richelieu - 3 Pcs, 64 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**MUETTE - De l'imm. tr. gd st.**  
Très original sur 2 niveaux, 150 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**MARCHE DES NOTAIRES**  
Rue Richelieu - 3 Pcs, 64 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**MARCHE DES NOTAIRES**  
Rue Richelieu - 3 Pcs, 64 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**MARCHE DES NOTAIRES**  
Rue Richelieu - 3 Pcs, 64 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**MARCHE DES NOTAIRES**  
Rue Richelieu - 3 Pcs, 64 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**MARCHE DES NOTAIRES**  
Rue Richelieu - 3 Pcs, 64 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**MARCHE DES NOTAIRES**  
Rue Richelieu - 3 Pcs, 64 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**MARCHE DES NOTAIRES**  
Rue Richelieu - 3 Pcs, 64 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**MARCHE DES NOTAIRES**  
Rue Richelieu - 3 Pcs, 64 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**MARCHE DES NOTAIRES**  
Rue Richelieu - 3 Pcs, 64 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**MARCHE DES NOTAIRES**  
Rue Richelieu - 3 Pcs, 64 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**MARCHE DES NOTAIRES**  
Rue Richelieu - 3 Pcs, 64 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**MARCHE DES NOTAIRES**  
Rue Richelieu - 3 Pcs, 64 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**MARCHE DES NOTAIRES**  
Rue Richelieu - 3 Pcs, 64 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**MARCHE DES NOTAIRES**  
Rue Richelieu - 3 Pcs, 64 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**MARCHE DES NOTAIRES**  
Rue Richelieu - 3 Pcs, 64 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**MARCHE DES NOTAIRES**  
Rue Richelieu - 3 Pcs, 64 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

### locations

**SAINT-AUGUSTIN**  
100 RUE DE LISBONNE 4 pièces, 100 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**SAINT-AUGUSTIN**  
100 RUE DE LISBONNE 4 pièces, 100 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**SAINT-AUGUSTIN**  
100 RUE DE LISBONNE 4 pièces, 100 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**SAINT-AUGUSTIN**  
100 RUE DE LISBONNE 4 pièces, 100 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**SAINT-AUGUSTIN**  
100 RUE DE LISBONNE 4 pièces, 100 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**SAINT-AUGUSTIN**  
100 RUE DE LISBONNE 4 pièces, 100 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**SAINT-AUGUSTIN**  
100 RUE DE LISBONNE 4 pièces, 100 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**SAINT-AUGUSTIN**  
100 RUE DE LISBONNE 4 pièces, 100 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**SAINT-AUGUSTIN**  
100 RUE DE LISBONNE 4 pièces, 100 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**SAINT-AUGUSTIN**  
100 RUE DE LISBONNE 4 pièces, 100 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**SAINT-AUGUSTIN**  
100 RUE DE LISBONNE 4 pièces, 100 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**SAINT-AUGUSTIN**  
100 RUE DE LISBONNE 4 pièces, 100 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**SAINT-AUGUSTIN**  
100 RUE DE LISBONNE 4 pièces, 100 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**SAINT-AUGUSTIN**  
100 RUE DE LISBONNE 4 pièces, 100 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**SAINT-AUGUSTIN**  
100 RUE DE LISBONNE 4 pièces, 100 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**SAINT-AUGUSTIN**  
100 RUE DE LISBONNE 4 pièces, 100 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**SAINT-AUGUSTIN**  
100 RUE DE LISBONNE 4 pièces, 100 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**SAINT-AUGUSTIN**  
100 RUE DE LISBONNE 4 pièces, 100 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**SAINT-AUGUSTIN**  
100 RUE DE LISBONNE 4 pièces, 100 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**SAINT-AUGUSTIN**  
100 RUE DE LISBONNE 4 pièces, 100 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**SAINT-AUGUSTIN**  
100 RUE DE LISBONNE 4 pièces, 100 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**SAINT-AUGUSTIN**  
100 RUE DE LISBONNE 4 pièces, 100 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**SAINT-AUGUSTIN**  
100 RUE DE LISBONNE 4 pièces, 100 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

### villas

**PLAISIR SUPERBE VILLA**  
double living, 5 chbres, 3 bns, 2 p. 40 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**PLAISIR SUPERBE VILLA**  
double living, 5 chbres, 3 bns, 2 p. 40 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**PLAISIR SUPERBE VILLA**  
double living, 5 chbres, 3 bns, 2 p. 40 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**PLAISIR SUPERBE VILLA**  
double living, 5 chbres, 3 bns, 2 p. 40 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**PLAISIR SUPERBE VILLA**  
double living, 5 chbres, 3 bns, 2 p. 40 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**PLAISIR SUPERBE VILLA**  
double living, 5 chbres, 3 bns, 2 p. 40 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**PLAISIR SUPERBE VILLA**  
double living, 5 chbres, 3 bns, 2 p. 40 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**PLAISIR SUPERBE VILLA**  
double living, 5 chbres, 3 bns, 2 p. 40 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**PLAISIR SUPERBE VILLA**  
double living, 5 chbres, 3 bns, 2 p. 40 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**PLAISIR SUPERBE VILLA**  
double living, 5 chbres, 3 bns, 2 p. 40 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**PLAISIR SUPERBE VILLA**  
double living, 5 chbres, 3 bns, 2 p. 40 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**PLAISIR SUPERBE VILLA**  
double living, 5 chbres, 3 bns, 2 p. 40 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**PLAISIR SUPERBE VILLA**  
double living, 5 chbres, 3 bns, 2 p. 40 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**PLAISIR SUPERBE VILLA**  
double living, 5 chbres, 3 bns, 2 p. 40 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**PLAISIR SUPERBE VILLA**  
double living, 5 chbres, 3 bns, 2 p. 40 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**PLAISIR SUPERBE VILLA**  
double living, 5 chbres, 3 bns, 2 p. 40 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**PLAISIR SUPERBE VILLA**  
double living, 5 chbres, 3 bns, 2 p. 40 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**PLAISIR SUPERBE VILLA**  
double living, 5 chbres, 3 bns, 2 p. 40 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**PLAISIR SUPERBE VILLA**  
double living, 5 chbres, 3 bns, 2 p. 40 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**PLAISIR SUPERBE VILLA**  
double living, 5 chbres, 3 bns, 2 p. 40 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**PLAISIR SUPERBE VILLA**  
double living, 5 chbres, 3 bns, 2 p. 40 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**PLAISIR SUPERBE VILLA**  
double living, 5 chbres, 3 bns, 2 p. 40 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

**PLAISIR SUPERBE VILLA**  
double living, 5 chbres, 3 bns, 2 p. 40 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.

### propriétés

**LANDES PROPRIÉTÉ**  
AGRICOLE à vend. IDEALE 100 m<sup>2</sup>, 150.000 F. Priz 225.000 F. ou 240.000 F. avec cuisine équipée. Vls. mardi, jeudi, de 11 à 18 h.



# EN ILE-DE-FRANCE

D'une exposition à un projet : les jardins de Paris

## Fronaisons secrètes

S'il prenait l'initiative à un esprit curieux de surveiller la capitale en hélicoptère, on serait surpris de constater que Paris est peuplée de jardins secrets dont la vue échappe presque toujours aux yeux du piéton. C'est ce que révèle l'exposition « Les jardins secrets de Paris » qu'ouvrira, jusqu'au 3 novembre, l'hôtel de Sully.

L'objectif des organisateurs est de sensibiliser l'opinion publique — et de la mobiliser — pour sauver les jardins secrets parisiens dont l'étendue et le nombre diminuent chaque année, en dépit des mesures de protection qui s'avèrent, à l'expérience, insuffisantes. Ce patrimoine constitue un véritable trésor, d'abord par sa superficie totale : 163 hectares,

soit la moitié de celle des jardins publics, et ensuite par sa variété, les propriétaires réalisant d'innombrables petites oasis champêtres. Trois cents photographies prises par un jeune architecte, Patrick Richard, permettent aux visiteurs d'admirer les jardins secrets choisis dans neuf arrondissements de Paris, le quatrième, le cinquième, le septième, le neuvième, le onzième, le douzième, le dix-septième, le dix-huitième et le vingtième, quartiers qui possèdent une personnalité fort différente, ce que les jardins symbolisent particulièrement. Cette liste n'est pas exhaustive puisque les arrondissements du centre de Paris, comme les premiers, deuxième et

troisième, ont eux aussi leurs jardins secrets, tels ceux des grands hôtels avoisinant la place Vendôme ou les espaces plantés d'arbres des hôtels du Marais situés entre la rue des Francs-Bourgeois et la rue de Bretagne. La plupart de ces jardins existent depuis fort longtemps. C'est le cas de ceux du cinquième arrondissement où, dès le Moyen Âge, s'installèrent des communautés religieuses, ou du septième arrondissement, actuellement encore le moins bâti de la capitale. Les très nombreux hôtels particuliers élevés dans le huitième arrondissement entre cour et jardin abritent le plus souvent ambassades ou ministères, ce qui, soustrait le jardin à la vue du passant, le rend secret. Par le truchement de cette exposition, les organisateurs espèrent convaincre les Parisiens — et surtout les autorités municipales — de veiller à la conservation intégrale des jardins secrets. Si ces jardins trop bien cachés sont la propriété de quelques privilégiés, il ne faut pas oublier que leur voisinage bénéficie de leur présence, source de fraîcheur et de silence, et que ces oasis de paix consti-

## A TRAVERS LES DÉPARTEMENTS

### Les petites sœurs quittent Epinay.

Les petites sœurs de l'Assomption quitteront leur propriété de la rue Mulot à Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis). La municipalité va, en effet, racheter leur propriété pour en faire un parc. Les petites sœurs pourront néanmoins demeurer sur place plusieurs années afin de trouver un autre hébergement.

En 1976, la municipalité, dirigée par M. Gilbert Bonnemaison (P.S.), avait fait connaître son intention d'acquérir ce terrain soit par voie d'expropriation soit par voie d'acquisition amiable. Cette décision avait soulevé une polémique à Epinay. Une pétition en faveur des religieuses avait circulé dans la ville. Le Monde a publié le 17 juillet 1976, l'affaire se termine donc à l'amiable par le rachat de la propriété.

### Défense du consommateur.

Le secrétariat d'Etat à la consommation va mettre en place, au début du mois de novembre, dans l'Essonne, puis dans les autres départements une « boîte postale 5000 ». A cette adresse le public pourra adresser des demandes d'information et signaler ses litiges avec les commerçants.

Les réponses et les tentatives de règlement seront assurées dans la mesure du possible par l'opération : administrations et services publics, organismes professionnels et associations de consommateurs.

### 9 % de demandeurs d'emploi en plus

Deux cent cinquante-deux mille quatre cent quatre-vingts demandes d'emploi non salariales ont été enregistrées au mois de septembre 1977 en Ile-de-France soit une augmentation de 9 % sur le mois d'août (230 000 demandes non salariales avaient été enregistrées) et de 16 % sur les chiffres de septembre 1976 (216 204 demandes figuraient sur les listes des agences pour l'emploi). D'autre part 31 228 offres d'emploi ont été enregistrées au cours du mois de septembre contre 17 300 en août et 34 693 en septembre 1976.

Ces chiffres sont moins mauvais que ne le seraient les

### La Cité verte au classement.

En réponse à une question de Mme Gisèle Moreau, député (P.C.) du troisième arrondissement, qui attirait l'attention du ministre de la culture et de l'environnement sur la nécessité de sauvegarder la Cité verte (147, rue Léon-Maurice-Nordmann, Paris-13) où ont travaillé notamment Picasso et H. Moore, les services responsables de ce ministère ont précisé que « devant les menaces qui pèsent sur la Cité verte, le ministre de la culture et de l'environnement a décidé, le 31 août 1977, d'ouvrir une instance de classement sur l'ensemble du site ».

## Les Filles de la Charité partagent leur potager

Entre l'hôpital Laennec et le parc de Malignon, au 140 de la rue du Bac, la maison mère de la compagnie de Saint-Vincent-de-Paul, derrière ses hautes murs gris. D'un immense jardin, on n'aperçoit, en longeant la rue de Babylone, que la cime des palmiers. Mais cela va changer. Dans quelques semaines, comme le manoir de saint Martin, le jardin sera partagé en deux pour que les gens du quartier en profitent à leur tour. C'est au début du XIX<sup>e</sup> siècle que la Ville de Paris donna la jouissance perpétuelle de ce terrain à celles que l'on appelle les Filles de la Charité. Elles complétaient l'ensemble immobilier, construisant une chapelle, installant leur administration générale et une maison de retraite. Encore aujourd'hui, en transit du mode entier ou à demeure, plusieurs centaines de religieuses séjournent ici. Mais elles ne tiennent plus leur subsistance du grand potager où, à considérer le prix du mètre carré dans le septième arrondissement, poussaient jusqu'à ces dernières années les légumes les

plus chers de Paris. Il est en friche, dévoré par les hautes herbes, depuis que la communauté a décidé « en redonnant une partie à la Ville ». L'initiative de l'opération revient au Comité d'aménagement du septième arrondissement, l'une des plus anciennes associations de quartier qui, en 1970, souhaita la transformation du potager en jardin public. « C'est de grand cœur que nous avons fait ce geste », dit la sœur économe. « Il est bon que des enfants utilisent ce terrain. Nous nous contentons de la partie restante la Ville de Paris prenant en charge la construction d'un mur séparatif ».

Après de longues négociations avec la direction des affaires domaniales, le contrat portant sur une superficie de près de 7 000 mètres carrés a été signé au début de cette année. C'est dire qu'à ce tout le temps de penser à la destination de ce terrain, situé dans le secteur sauvegardé, M. Leclaire, architecte des bâtiments civils et palais nationaux, n'a pas présenté moins de douze projets. Tous ont été repoussés. Les habitants du quartier ne veulent pas du jardin décoratif traditionnel, avec pelouses, grand motif central, allées régulières, bassin, statues. Ils veulent un jardin qui change à la fois de beaucoup moins sophistiqué et de beaucoup moins coûteux — ce qui finalement leur a sans doute permis d'être entendus — un espace vert qui conserve sa physionomie actuelle de « jardin de curé ». Un rapport a été présenté en ce sens le 20 septembre dernier au tout jeune comité d'arrondissement. Il a été aussitôt approuvé.

« Avec l'accord du ministre de la culture et de l'environnement, la Ville de Paris a décidé de faire de ce terrain un jardin public », dit M. Philippe Mithonard, conseiller du VII<sup>e</sup> arrondissement. « Il s'agit dans un premier temps de mettre en place le mur de séparation et des clôtures provisoires autour de garages qui seront par la suite reconstruits sur le terrain des religieuses. Les crédits existent ».

On va faire en quelque sorte un jardin évolutif, dont la vocation, avec les aménagements à réaliser en conséquence, se dégage à l'usage. Le mur séparatif, qui sera caché par des arbrisseaux, est en cours de construction. L'aménagement minimum va suivre. Dans cet état, l'ouverture pourra être faite dans environ un mois et demi.

« Nous allons garder à ce jardin tout son charme », dit Mme Henry Le Faou, qui représente le mouvement écologiste au comité d'arrondissement. « A cet égard, un rapport avec le square Boucicaut, il n'y aura rien de pareil à Paris ».

## LE DÉBAT SUR LA GESTION DE PARIS

### La longue marche des comités d'habitants

Le Parisien curieux de l'avenir de sa ville reste bien perplexé à la lecture de la radioscopie de la gestion de Paris longuement présentée par M. Lang et vivement critiquée par M. de La Malène. (Le Monde des 18-19 et 23 septembre.) Des faits sont présentés, des réponses sont données certes, mais dans un tel galimatias de passion parisienne qu'il est difficile, mais acceptée sur le sérieux de ses élus.

Les responsables des associations parisiennes auraient partagé cette distraction s'ils n'avaient aussitôt devant les yeux ou les alambis qualitatifs des polémistes. M. Lang, en effet, ne semble pas du rôle des associations que celui qu'elles assument de jouer dans les commissions d'arrondissement et extra-municipales, expérience périlleuse dans un contact difficile dont on reparlera bientôt. M. de La Malène, lui, va droit au but : « Une association ne peut représenter que des intérêts particuliers ». Et voilà le débat clos. Quelle pauvreté dans une argumentation fondée sur le mépris et la récupération ! On pouvait espérer que l'évolution des mentalités de ces dernières années avait atteint celle de nos élus. Il n'en est hélas encore rien.

Quelques exemples du rôle joué par les associations parisiennes, particulièrement celles qui participent à la Plate-forme des comités parisiens d'habitants (1), et qui depuis plus de dix ans assaillent d'opinion au bien de la cité, montrent l'insuffisance de ces propos.

« Qui en 1968 a pu faire ouvrir au public le dossier des Halles pour y découvrir une

auteurs défendus et qui aujourd'hui sont reconnus comme correspondant à l'intérêt général ? Ne sont-ce pas plutôt les associations qui ont montré de l'imagination, de la clairvoyance, du courage et de l'obstination face souvent à une gestion désastreuse de Paris où la satisfaction des intérêts privés n'était pas absente ? Peut-il rappeler ce que M. Krieg disait le 23 janvier 1972 au Conseil de Paris lorsqu'il constatait que c'était à l'inspiration des associations parisiennes qu'avaient été repoussés les projets pour le moins extravagants qui avaient été présentés au conseil au début de 1968 en matière d'urbanisme pour le centre de Paris » ?

Et quelle mouche aurait piqué le gouvernement et le Parlement qui, par de nouvelles lois ou décrets, viennent d'ouvrir tant de commissions et les prétroies à des associations et minables ? Dans la démocratie française d'aujourd'hui un fait nouveau a surgi : les habitants se sont contentant plus d'être régulièrement leurs représentants. Ils veulent être au moins de suivre eux-mêmes les problèmes et de gérer ce qui est à leur portée. Il faut en rajouter et non pas minimiser ce fait capital avec des arguments masqués. Il faut enfin que les partis politiques réfléchissent à ce que cela veut dire. Il serait bon aussi que les grands moyens d'information — particulièrement la radio-télévision — sachent saisir les occasions de la faire connaître. De toute manière les associations quant à elles poursuivront au grand jour et toujours plus nombreuses le travail sérieux et responsable qu'elles ont entrepris.

(1) Secrétariat : 27, rue M... 75006 Paris.


Ainsi, quels sont donc ces intérêts particuliers que nous

avons défendus et qui aujourd'hui sont reconnus comme correspondant à l'intérêt général ?

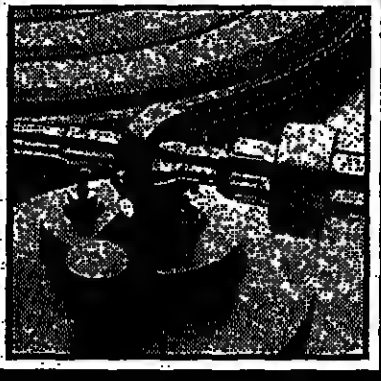
Ne sont-ce pas plutôt les associations qui ont montré de l'imagination, de la clairvoyance, du courage et de l'obstination face souvent à une gestion désastreuse de Paris où la satisfaction des intérêts privés n'était pas absente ?

Peut-il rappeler ce que M. Krieg disait le 23 janvier 1972 au Conseil de Paris lorsqu'il constatait que c'était à l'inspiration des associations parisiennes qu'avaient été repoussés les projets pour le moins extravagants qui avaient été présentés au conseil au début de 1968 en matière d'urbanisme pour le centre de Paris ?

Et quelle mouche aurait piqué le gouvernement et le Parlement qui, par de nouvelles lois ou décrets, viennent d'ouvrir tant de commissions et les prétroies à des associations et minables ?



# le son!



**YAMAHA** CHAINES HI-FI STEREO



# ÉQUIPEMENT

A PROPOS DE...

LES RÉSULTATS DES CASINOS

## Cannes à tout va

En augmentation de 134 % par rapport à la saison 1976 et de 60 % par rapport à l'année-record de 1975, le produit brut des jeux du Palm Beach Casino de Cannes a atteint la somme de 88 828 839 F pour quatre mois et demi d'exploitation (du 1<sup>er</sup> juin au 15 octobre). Bien que l'exercice 1976-1977 ne soit pas encore clos — il se termine le 31 octobre — ces résultats exceptionnels, dus essentiellement à la fréquentation des joueurs du Proche-Orient, place d'ores et déjà l'établissement d'être classé au premier rang des casinos français.

Le casino de Divonne-les-Bains, qui occupait la tête du classement depuis une quinzaine d'années, et le casino Ruhl de Nice se disputent la seconde place avec une recette qui devrait être inférieure à 60 millions de francs pour douze mois d'exploitation.

L'événement est d'importance : le Palm Beach Interrompt non seulement, en effet, le règne de Divonne-les-Bains, mais, pour la première fois (dans la période actuelle tout au moins), un casino saisonnier parvient à se hisser au sommet de la hiérarchie des établissements de jeux français. Avant Divonne, la suprématie avait appartenu au casino d'Enghien, puis, brièvement, au Palais de la Méditerranée à Nice, le premier ouvert neuf mois et demi, le second douze mois sur douze.

Cannes défient également la première place de jeux en France, puisque ses trois casinos, le Palm Beach, le Casino municipal d'hiver (31 063 418 F en sept mois) et le Casino des fleurs (qui doit dépasser les 4 500 000 F en douze mois) réalisent au total plus de 124 millions de francs de recettes. Nico avait, l'an dernier, avec le Ruhl, le Palais de la Méditerranée et le Casino Club, fait mieux que sa voisine (31 millions contre 53 millions).

Ces résultats confirment que la crise économique que traversent les pays occidentaux n'a pas de répercussions sur l'activité des jeux. Il est vrai que la clientèle du Proche-Orient a avantageusement relayé les joueurs européens et que ses

péto-dollars ont heureusement su se « convertir » sur les tapis verts de la Côte d'Azur. Elle a contribué — en particulier au Palm Beach — au regain de faveur qu'a connu le chemin de fer, le seul jeu dans lequel les joueurs s'affrontent entre eux, le casino opérant un prélèvement automatique de 5 % sur tous les coups gagnants. D'une saison à l'autre, les recettes ont plus que doublé. Elles ont représenté cette année, avec la banque, une somme de 49 024 207 francs, soit environ 56 % du total de la cagnotte. La roulette, où évoluent le lieu en 1976 des « différences » importantes au détriment du casino, a produit 31 084 280 francs en 1977, contre 6 988 255 francs.

Sur les recettes brutes, et après paiement des impôts exigibles sur les sociétés, le Palm Beach a versé, au titre des prélèvements « moralisateurs », 37 734 353 francs à l'Etat et 14 185 950 francs à la Ville de Cannes, soit au total 51,93 % du montant des jeux. L'importance économique des casinos cannois se traduit par une contribution totale au budget de la Ville d'environ 10 500 000 francs, soit 260 francs pour chaque habitant.

GUY PORTE.

TRANSPORTS

## Les compagnies aériennes jouent l'Asie et le Proche-Orient

L'an dernier, les avions immatriculés en Amérique du Nord et en Europe représentaient respectivement 40 % et 25 % de l'ensemble du parc aérien mondial, indique une étude de la situation économique du transport aérien 1966-1976 que vient de publier l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

Ce parc de 8 300 avions était exploité en 1976 par 646 transporteurs, dont 333 compagnies régulières et 313 compagnies charters. Le taux moyen de croissance annuelle du trafic international régulier a été de 13 % sur dix ans.

La part du trafic international régulier acheminé de 1966 à 1976 par les compagnies d'Europe et d'Amérique du Nord est respectivement tombée de 47,5 % à 42,1 %, et de 20 % à 21,8 %. En revanche, les transporteurs de la région Asie-Pacifique, à l'exception de la Chine, ont accru leur part de 9 % à 20 % ; le « ruban bleu » du trafic de croissance annuel de trafic revient à la Corée : + 58,5 %.

L'an dernier, 80 % du trafic international régulier a été réalisé par des transporteurs à la demande et 40 % par des compagnies régulières. Ce volume — estimé à plus de 102 milliards de passagers-kilomètres — représentait 25,5 % de l'ensemble du trafic international de passagers au lieu de 32,2 % en 1971, année où, sur l'Atlantique nord, la bataille tarifaire faisait rage.

Filiale de Lufthansa, le transporteur allemand Condor se classait, en 1976, en tête des transporteurs à la demande : Laker Airways, qui vient d'inaugurer un « train du ciel » entre Londres et New-York, était au sixième rang ; la compagnie américaine Pan Am, quant à elle, occupait la première place des compagnies régulières exerçant des activités charters.

Au cours de la décennie, le taux de croissance annuel moyen des dépenses des compagnies régulières a été plus élevé que celui de leurs recettes. Cette tendance a entraîné une baisse des soldes d'exploitation après impôts

(exprimés en pourcentages de recettes) de + 6,9 % à - 0,5 % pour l'ensemble de leurs services. Le trait marquant de l'évolution de la part imputable au carburant, passée de 12 % en 1966 à plus de 18 % en 1976.

« Le prix du billet d'avion pour l'Europe n'a pas progressé aussi rapidement que le revenu par habitant et l'indice des prix », remarque l'OACI. En dix ans, le taux moyen annuel d'accroissement des tarifs passagers par kilomètre a été de 7 %, contre 13,7 % pour le revenu par habitant dans les pays industrialisés.

L'activité des transporteurs aériens dans le monde augmentera au taux annuel de 9 % jusqu'en 1986, estiment les experts de l'OACI. C'est au Proche-Orient qu'ils prévoient la croissance la plus forte. A leur avis, « le trafic charter progressera sensiblement au même rythme que le trafic régulier ». — J.-J. B.

## INAUGURATION FUNÈRE A AMSTERDAM

Amsterdam a inauguré le 14 octobre sa première ligne de métro. C'est la première et ce sera la dernière. Ce genre de transport grandiose est trop cher pour nous ; a déclaré à cette occasion le ministre des transports dans son discours inaugural. Le ministre a admis lui-même que « le métro n'aurait pas pu être construit à une époque plus défavorable, ni à un endroit plus fâcheux ». Cent cinquante manifestants et un orchestre jouant des marches funèbres, présents à cette inauguration, exprimaient le même point de vue. — (A.F.P.)

RECTIFICATIF. — Dans l'article relatif à la réorganisation du groupe Terrin, à Marseille (le Monde du 15 octobre), nous avons indiqué qu'un secrétaire général serait dirigé par M. Pierre Richard. Il s'agit, en fait, de M. Albert Richard.

Faits et projets

## AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Menaces d'écroulement du district de Nancy. — Tombaine, commune — dont la municipalité est socialiste — de l'agglomération de Nancy, pourra quitter le district urbain. Le Conseil d'Etat vient en effet de désavouer l'ancien préfet de Meurthe-et-Moselle, M. Jean Rochet, qui, par un arrêté du 15 novembre 1974, imputait à la commune de Tombaine au district urbain de Nancy. D'autres villes envisagent de suivre la même voie que Tombaine. — (Corresp.)

## CIRCULATION

Autoroute Paris-Clermont : tracé contesté. — Des élus (de la majorité et de l'opposition) des Vals de Loire et d'Allier ont décidé de s'opposer à la récente décision gouvernementale de faire passer la future autoroute Paris-Clermont-Ferrand par Bourges (Cher) et Montluçon (Allier). Pour cela, ils s'appuient sur l'avis défavorable — et qui constitue un obstacle — et que conteste le ministre de l'équipement — qu'avait émis, il y a environ trois mois, le Conseil d'Etat sur un tel tracé, arguant que, notamment, l'axe passant par Bourges et la vallée du Cher serait plus long et donc plus coûteux à réaliser que celui passant par Nevers et Moulins.

## ENVIRONNEMENT

Les responsabilités à Seveso. — L'IONESA, la filiale italienne du groupe suisse Hoffmann-La Roche, est la première responsable de la catastrophe écologique de Seveso, provoquée par la fuite accidentelle le 10 juillet 1976, d'un nuage de dioksin. C'est ce qu'affirme un rapport du ministère italien du travail, remis depuis quelques jours à la commission d'enquête parlementaire. Ce rapport met aussi en cause la responsabilité des autorités publiques, des organes administratifs et techniques de l'Etat, de la commune, de la province, du comité régional contre la pollution, des pompiers, de l'inspection du travail, etc., qui auraient pu prévenir l'accident. — (A.F.P.)

Une station d'épuration pour Cassis. — La ville de Cassis (Bouches-du-Rhône), à 17 kilomètres à l'est de Marseille, a décidé de se doter d'une station d'épuration hydro-chimique des eaux usées, qui devrait, dans un proche avenir, résoudre le problème de la pollution marine dans un site particulièrement touristique, mais que la commune est l'une des « portes d'entrée » au massif des Calanques. M. Gilbert Rastouin, maire de cette commune de six mille cinq cents habitants, a indiqué que le coût estimé de la construction de la station s'élève à 6 millions de francs. La station sera invisible, puisque soustraite et absolument silencieuse. — (Corresp.)

## URBANISME

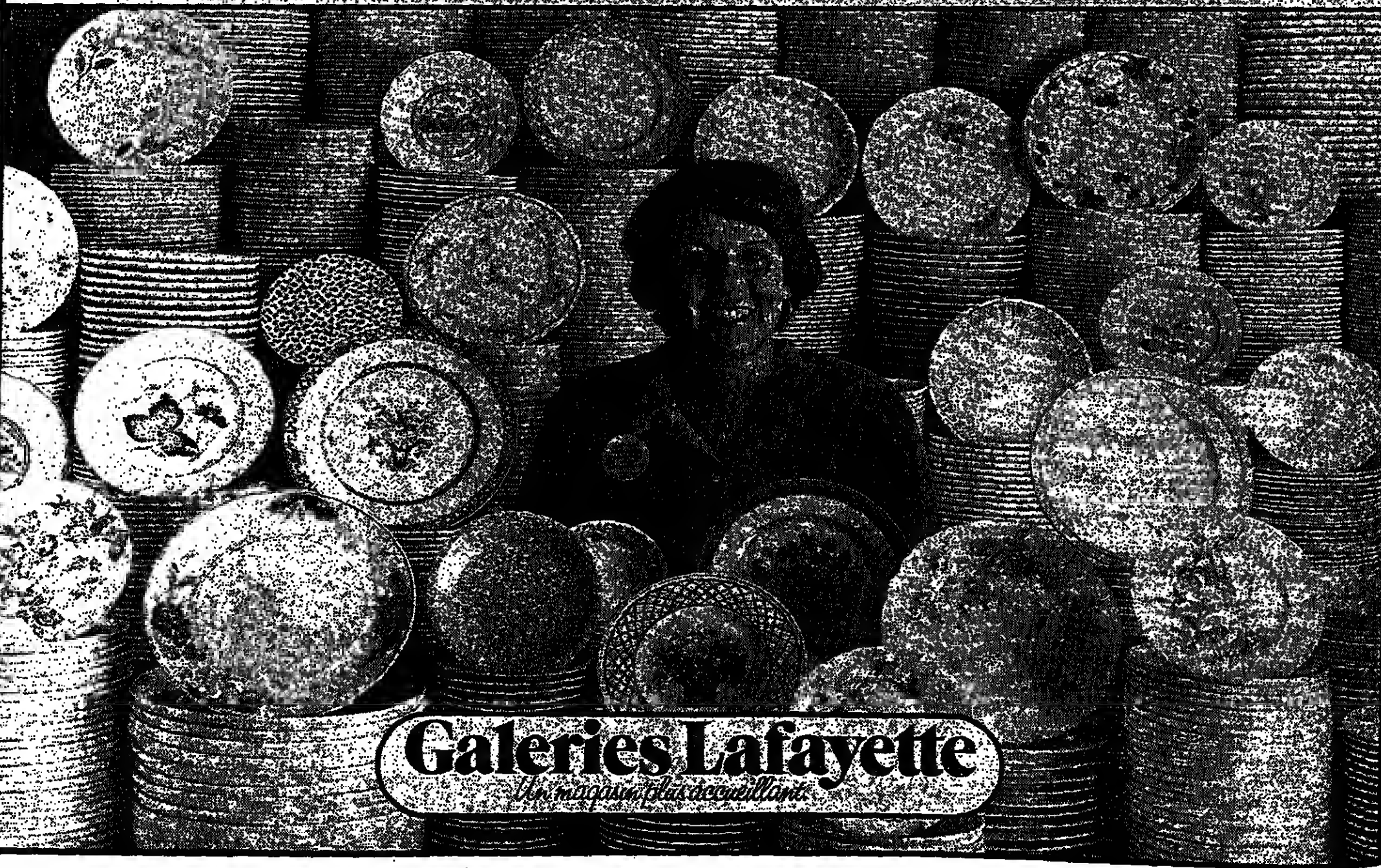
Le P.C. et les expulsions à Paris. — Les députés communistes de Paris ont annoncé vendredi 14 octobre qu'ils avaient demandé au préfet de police de « bloquer » les deux mille huit cents dossiers d'expulsion actuellement en instance à Paris et demandé qu'aucune expulsion n'ait lieu d'ici au 1<sup>er</sup> novembre, début de la période de suspension des expulsions pour les mois d'hiver.

Selon M. Fieschi, député de Paris et secrétaire de la fédération de Paris du P.C., « l'enjeu est de gagner quinze jours, permettre à mille ou mille cinq cents familles de passer l'hiver chez elles ». M. Fieschi a en outre indiqué que le préfet de police avait affirmé qu'il « n'accélérait pas l'examen des dossiers ».

Les villes d'art et les piétons. — Le troisième congrès de l'association des villes d'art, qui vient de se tenir au château de Fontainebleau du 14 au 16 octobre, a porté principalement sur la protection et la mise en valeur de la rue dans les quartiers anciens.

Parlant des rues piétonnes, les rapporteurs ont souligné qu'une seule rue piétonne n'a pas d'intérêt en soi. Il faut que l'expérience porte sur un tissu urbain suffisant ; elle doit être l'occasion de réhabiliter un habitat ancien et d'y réparer de façon harmonieuse, comme dans les anciennes paroisses, les différents groupes professionnels et sociaux.

# ALLEZ PARLER PETITS PLATS AVEC GISELE, C'EST UNE SPECIALISTE.



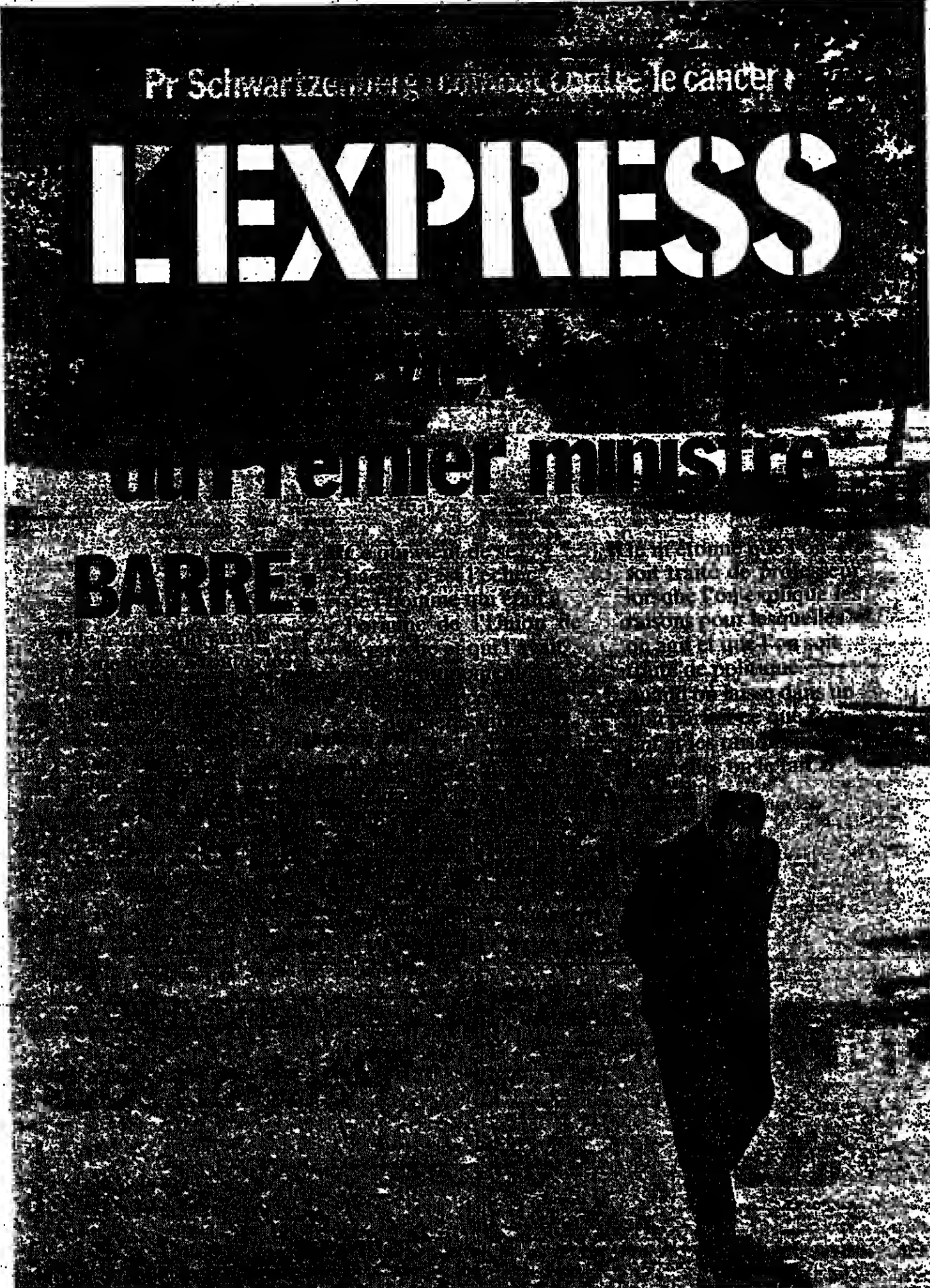
Dans ce numéro de

27 11 50



85 9  
+ 518  
886  
1  
86 7

1550



**Et aussi:**

- Mitterrand, l'homme cible, par Raymond Aron
- Wolinski répond à L'Express
- Un pacte historique en Espagne, par André Pautard
- Légaliser le crime politique ? par Jean-François Revel
- Un prix Nobel de la liberté, par Edouard Bailby.
- L'éditorial d'Olivier Todd : pourquoi Amnesty International
- Le dessin de Tim
- Espace: l'échec de la technologie soviétique, par Alain Dupas
- «La Guerre des étoiles» : show biz dans les galaxies

**Dans ce numéro de L'Express, en vente chez votre marchand de journaux**



**FRANTEL NANCY**  
A deux pas de la place Stanislas

**FRANTEL METZ**  
A deux pas de la Vieille Ville

**FRANTEL NICE**  
A deux pas du Marché aux Fleurs

**FRANTEL NANCY**  
A deux pas de la place Stanislas

**FRANTEL NICE**  
A deux pas du Marché aux Fleurs

Maintenant votre clientèle internationale peut vous appeler de: Londres, Francfort, Genève, Amsterdam, Madrid, Zurich, Bruxelles, New York et Barcelonne pour le prix d'une simple communication locale.

**800**  
Grace au Service 800  
Pour de plus amples renseignements appelez: Paris 236 67 89

**26 HOTELS EN FRANCE**  
**franTEL**  
Des hôtels au cœur des villes  
Réservation centrale PARIS 828.88.00

## ÉCONOMIE - SOCIAL

### LES MESURES DE RESTRICTION DE L'IMMIGRATION

#### PLUSIEURS ORGANISATIONS S'INQUIÈTENT DES ABUS SUSCITÉS PAR LE NOUVEAU DISPOSITIF

Les mesures annoncées le 27 septembre par M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, — arrêt « définitif » de la délivrance de nouvelles cartes de travail, extension de l'aide au retour à l'ensemble des travailleurs étrangers, suspension de toute immigration familiale pendant trois ans — continuent de susciter de vives réactions (« le

Monde » des 4 et 7 octobre). Au premier rang de celles-ci, se situent celles du P.S., de la C.G.T., de la C.F.D.T. et du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (MCRAP) lequel s'interroge sur la légalité d'une interruption de l'immigration des familles, alors qu'un décret n'a encore été promulgué dans

ce domaine. Un certain nombre de faits sont déjà signalés, qui montrent à quel abus peut donner lieu l'interprétation de consignes dont on ne sait même pas, pour l'instant, si elles font l'objet de circulaires précises dans les préfectures, les bureaux de main-d'œuvre et les commissariats de police.

Le travailleur immigré en situation régulière « doit être en mesure soit de faire venir sa famille, soit de laisser ses proches dans son pays d'origine ». De qui sont ces bonnes paroles ? De M. Paul Dijoud, ancien secrétaire d'Etat à l'immigration et, précédemment, le M. Lionel Stoléru. Dans son livre la Nouvelle Politique de l'immigration (1), M. Dijoud ne craignait pas d'affirmer : « La venue des familles des travailleurs immigrés constitue aujourd'hui une donnée sociale et humaine essentielle du phénomène de l'immigration. » Il s'appuyait sur deux constats : tout d'abord, « l'impossibilité matérielle et morale d'empêcher des familles étrangères de s'installer en France si elles le désirent » ; ensuite un argument de raison : « la venue de la famille, si elle est facilitée, renforce socialement le travailleur immigré ». Il concluait que, plutôt que de refuser le fait de l'immigration familiale, il paraissait plus sage de l'accepter et de l'organiser.

Le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (MCRAP), dans un communiqué du 14 octobre dénonce « des situations dramatiques pour des milliers de personnes vivant en France ». Le MCRAP, qui a décidé de lancer une pétition nationale « pour l'annulation de ces mesures discriminatoires », souligne que la suspension de l'immigration familiale ne peut prendre effet avant qu'un décret n'ait été officiellement promulgué à ce sujet. « En attendant qu'il le soit, comment le communiqué, toutes les demandes qui seront déposées devront être prises en considération, selon la réglementation en vigueur jusqu'à présent. »

#### Des pressions

Est-ce vraiment le cas ? M. René Lomet, secrétaire confédéral de la C.G.T., a présenté à la presse un dossier qui fait état de diverses pressions exercées sur les immigrés. Le procédé consiste, entre autres, à faire refuser par les autorités préfectorales le renouvellement des titres de travail et de séjour arrivés à expiration. Quatre cas de ce genre ont été observés à Parthenay (Deux-Sèvres). A Corbeil (Seine-et-Marne), c'est en invoquant ouvertement la situation de l'emploi, affirme M. Lomet, que la préfecture a refusé le renouvellement de la carte de travail et, par consé-

quent, du titre de séjour, d'un travailleur portugais en situation régulière en France depuis huit ans disposant d'une lettre de son patron, qui précisait son intention de continuer à l'employer. Deux travailleurs algériens se trouvent dans la même situation à Gardanne (Bouches-du-Rhône), ainsi qu'un jeune Algérien de seize ans né en France, auquel on a refusé de délivrer un certificat de résidence. A Toulon, le renouvellement de la carte de séjour a été refusé à une famille comptant sept enfants, en France depuis 1971. « C'est le retour au schéma classique », conclut M. Lomet. La suspension du titre de séjour conduit à l'illégalité, qui justifie l'expulsion. On peut dès lors se demander si, contrairement à ce qu'il affirme, M. Stoléru a donné des instructions précises et lesquelles. Sinon, d'où viennent ces instructions ?

#### Le conflit de la Sonacotra

Contre « la répression en cours, qui vise aussi les travailleurs français », la C.G.T. se déclare « à la défense de l'emploi en France des travailleurs immigrés », à la fois par des campagnes nationales d'information et par des actions ponctuelles dans les entreprises, y compris la grève. Quant à la C.F.D.T., elle avait organisé jeudi dernier 14 octobre, à la Bourse du travail de la rue Charlot, à Paris, un meeting auquel assistaient plusieurs centaines de travailleurs étrangers, pour protester contre les récentes mesures annoncées par M. Lionel Stoléru. Comme la C.G.T., la C.F.D.T. se déclare favorable à une réunion à Paris, dans un mois, des confédérations syndicales du Maghreb, mais aussi d'Espagne, du Portugal et de Yougoslavie, pour dénoncer la nouvelle politique française de l'immigration.

La C.F.D.T. vient aussi de prendre position sur les derniers développements du conflit de la Sonacotra (Société nationale de construction de logements pour les travailleurs), où les négociations pourraient reprendre si le préalable posé par les syndicats, c'est-à-dire le règlement du problème des loyers, était levé par l'extension de l'aide personnalisée au logement. Au cours d'une conférence de presse au siège de la C.F.D.T., MM. Lesire-Ogrel, membre de la commission exécutive de cette organisation, et Abderrahmane Ben Lesar et Denis Jacquot, secrétaires confédéraux, ont fait le point à Paris, sur ce conflit marqué depuis plus de deux ans par la grève des loyers dans un certain nombre de foyers-hôtels. Selon M. Lesire-Ogrel, les bases d'un accord existent entre la direction et les résidents. Il s'agit notamment de la liberté de vie collective dans les foyers. Après de longues négociations avec les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O., la Sonacotra a accepté une convention stipulant que les résidents puissent tenir des réunions dans ces établissements avec des personnes étrangères appartenant à l'importante organisation. Autre point important : le droit de visite dans les chambres. Celles-ci sont désormais considérées comme un lieu privé ; les gérants ne pourront plus y pénétrer qu'en cas d'urgence ou avec l'accord des intéressés. D'autre part, le nouveau statut des résidents leur assurera « les mêmes garanties que celles consenties aux locataires, le droit commun de location constituant la base préalable en la matière ». La C.F.D.T. estime que, si la question des loyers était rapidement réglée, la situation s'apaiserait dans les foyers. Il suffirait d'appliquer aux résidents l'aide personnalisée au logement (loi du 3 janvier 1977), grâce à laquelle un ouvrier au SMIC payant un loyer de 350 francs bénéficierait d'une aide de 200 francs. On attend, sur ce point, les résultats d'une démarche menée auprès du secrétaire d'Etat au logement.

#### BIBLIOGRAPHIE

##### « Immigration et VII<sup>e</sup> Plan » d'André LEBON

M. André Lebon, chargé de mission à la direction de la population et des migrations au ministère du travail, a inauguré ces dernières semaines la nouvelle collection « Migrations et sociétés » éditée par la Documentation française. Son ouvrage reprend l'essentiel d'un rapport établi pour le comité de l'emploi et du travail lors de la préparation du VII<sup>e</sup> Plan. Il privilégie l'aspect économique du phénomène migratoire — ses aspects sociaux relevant de la compétence de la commission de la vie sociale — et se place dans une optique à moyen terme.

Dans la première partie de cette étude, « qui ne saurait être considérée, précise-t-on, comme l'expression d'un point de vue officiel », l'auteur analyse les données de l'immigration en France souligne notamment la nécessité d'une analyse régionale des données quantitatives et qualitatives. Par exemple, écrit M. Lebon, comment oublier que le même type d'emploi chez tel grand constructeur d'automobiles n'est plus occupé, en région parisienne, que par les immigrés — et, pour être plus précis encore, par les immigrés récemment entrés qui remplacent les migrants appartenant à des « vagues » antérieures — alors qu'il est occupé par des nationaux en Bretagne ?

La deuxième partie de ce document appuie cette problématique générale sur la base des informations disponibles pour la période d'exécution du VII<sup>e</sup> Plan (1971-1975) dans les domaines démographique, économique, et juridique de l'emploi des étrangers. A partir des projections retenues pour le VII<sup>e</sup> Plan, André Lebon tente de mesurer les flux migratoires pour les années à venir. — J. B.

\* Immigration et VII<sup>e</sup> Plan, la Documentation française, 29, quai Voltaire, 75340 Paris; 170 pages, 25 F.

**CROCHET X**  
LE VRAI UN X SUR CHAQUE CROCHET  
réserve vos motifs  
REFUSEZ LES IMITATIONS  
5000 points de vente, au Centre  
sur 100 d'Anglais, 7500 Paris

**“Peut-on vous aider?”**

**Direct de Londres vers 11 des principales villes d'Amérique du Nord**

Anchorage  
Boston  
Chicago  
Détroit  
Los Angeles  
Miami

Montréal  
New York  
Philadelphie  
Toronto  
Washington  
[Concorde ou B 747]

**British airways**

Renseignements au 91, Champs-Élysées et 28 avenue de l'Opéra, Tél. 260.38.40, ou consultez votre agent de voyages.

**La Côte d'Ivoire la terre du producteur**

**LES E**  
a to

**LAMY FISCAL**



# ECONOMIE - SOCIAL

## A L'ETRANGER

### La Côte-d'Ivoire va entrer dans le club des pays africains producteurs de pétrole

De notre envoyé spécial

Abidjan. — Deux faits sont susceptibles de stimuler de façon particulièrement sensible l'économie ivoirienne, qui, depuis l'indépendance, traverse une phase de prospérité continue : la hausse, décidée fin septembre, des prix payés aux planteurs de café et de cacao et l'annonce officielle, prévue pour le 18 octobre (jour du soixante-douzième anniversaire du président Houphouët-Boigny), de la découverte de pétrole en large de l'agglomération d'Assinie. C'est certainement l'entrée de la Côte-d'Ivoire dans le club des pays africains producteurs de pétrole qui aura, à court terme, les répercussions économiques les plus importantes.

dans le pays. Mais la certitude que la société Petroci, associée à un groupe américain, a mis au jour de substantielles réserves d'« or noir » crée un climat psychologique favorable, comme en témoignent ces propos que nous tenait récemment l'un des membres du gouvernement : « Même si les cours du café venaient encore à fléchir, par suite du retour du Brésil et du Guatemala sur le marché mondial, les réserves de pétrole nous permettraient d'envisager l'avenir avec confiance... »

Ce sentiment de confiance, les Ivoiriens en éprouvent profondément le besoin. Le récent ministre des Mines, intervenant cette année à Abidjan, a même annoncé que la Côte-d'Ivoire, autrefois pays de cacao, allait devenir un pays de pétrole. De même, la hausse des prix du café et du cacao est motivée par le souci des dirigeants ivoiriens de stopper la baisse du niveau de vie constatée depuis 1973. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de décisions prises personnellement

ment par le président Houphouët-Boigny, car, dit le rumeur publique, seul le chef de l'Etat ivoirien pense aux motifs économiques, aux plus durement atteints par l'inflation générale persistant dans le pays.

Les planteurs de café et de cacao, qui constituent dans le sud du pays une classe particulièrement nombreuse de petits propriétaires relativement aisés, ne percevaient jusqu'à présent que 180 francs C.F.A. (3,60 F français) par kilo de café ou de cacao. Certes, sur le marché mondial, les prix de ces deux denrées tropicales avaient « grimpé » de façon spectaculaire et le café avait atteint — record absolu — jusqu'à 1 800 francs C.F.A. (36 F), avant de redescendre à 1 000 francs C.F.A. Mais en Côte-d'Ivoire, pays dont l'économie est pourtant placée sous le signe du capitalisme libéral, la Caisse de stabilisation des prix des denrées agricoles rétribue les planteurs auxquels elle achète la totalité de leur récolte à un prix fixé par le gouvernement. Depuis le 28 septembre dernier, ce prix a été porté à 250 francs C.F.A. par kilo (5 F) + 30 %.

Contrairement à ce qui se passe soit en Ouganda, où les profits tirés de la hausse du café alimentent la cassette personnelle du

maréchal Idi Amin Dada, soit dans l'empire Centrafricain, où ces mêmes profits servent à financer la préparation du coup d'Etat, les réserves de la Caisse de stabilisation sont utilisées pour financer d'importants travaux d'infrastructure d'utilité publique ou de développement agricole ou industriel.

Cette Caisse doit d'ailleurs couvrir les dépenses de ramassage, de maintenance, de commercialisation et de magasinage de la récolte (33 francs C.F.A. à l'époque où le café était payé 180 francs C.F.A. au producteur), la rémunération des exportateurs (3 francs), les droits de sortie (de l'ordre d'une dizaine de francs), etc. La Caisse doit, enfin, constituer des réserves considérables pour faire face aux baisses éventuelles de cours ; à la suite de l'une de ces dernières — la plus grave, — le café était tombé à 50 francs C.F.A. le kilo.

PHILIPPE DEGRAENE

## AUTOMOBILE

Aux Etats-Unis

### La loi sur les « sacs à air » est devenue exécutoire

De notre correspondant

Washington. — Le délai prévu pour une éventuelle opposition du Congrès étant passé le vendredi 14 octobre, la décision du secrétaire américain aux transports, M. Brock Adams, est devenue exécutoire. A partir de 1982 pour les grosses voitures, de 1984 pour les autres, tous les véhicules mis en vente aux Etats-Unis devront être munis de dispositifs de sécurité, ainsi nommés parce qu'ils protégeront le conducteur et son passager sans aucune intervention de leur part.

Cette décision est appelée loi sur les « sacs à air », parce que ce dispositif est celui qui a le plus de chances en l'état actuel des techniques d'être retenu par les constructeurs : il s'agit d'un sac qui se gonfle automatiquement en cas de choc, s'interposant entre le passager et les parois du véhicule. En réalité, d'autres gadgets peuvent être employés aux mêmes fins, par

exemple une ceinture de sécurité automatique qui se noue autour du passager et du conducteur dès que ceux-ci relient les portes du véhicule. Volkswagen a déjà installé une telle ceinture sur sa Rabbit, le modèle — très vendu ici — qui équivaut à la Golf européenne.

La secrétaire aux transports n'a pas choisi entre ces deux dispositifs et s'est borné à indiquer de nouvelles normes auxquelles devront satisfaire les nouvelles voitures en cas de choc frontal à 30 milles (48,28 kilomètres) à l'heure. Si la ceinture de sécurité n'est pas attachée, des dispositifs « passifs » sont absolument nécessaires pour que les dommages constatés restent en dessous de ces normes.

Bien entendu, il eût été plus simple et tout aussi efficace d'exiger des automobiles d'attacher leur ceinture de sécurité, comme c'est le cas en France. C'est d'ailleurs ce qui a été fait en France, mais la mentalité des Américains, qui veulent bien avoir une ceinture à leur disposition (toutes les voitures vendues aux Etats-Unis doivent en être munies), mais entendent garder la liberté de s'en servir ou non.

L'installation du sac à air, ont calculé ses partisans, permettra de sauver neuf mille vies humaines par an. L'ennui est qu'il alourdit le poids de la voiture d'environ 20 kilogrammes et aussi son prix : de 132 dollars, selon Ford — pour le conducteur seulement, — de 200 à 300 dollars pour le conducteur et son passager, selon Chrysler. En outre, il ne servira qu'une fois et devra être remplacé à chaque accident. Il en coûte 325 dollars, selon le gouvernement, 600 selon Chrysler.

N'importe, la décision a été prise, le Sénat ayant rejeté par 65 voix contre 31, mercredi 12 octobre, une résolution qui tentait de bloquer le projet de M. Adams. Les constructeurs ont annoncé leur intention de s'y conformer étant bien entendu qu'ils répercuteront cette nouvelle dépense sur leurs prix de vente.

MICHEL TATU.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	EN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
	+ Ess. + Mart.	Rep. + en Sep.	Rep. + en Sep.	Rep. + en Sep.
\$ E.-U.	4,8270	4,8295	+ 120	+ 150
\$ Can.	4,3090	4,3715	+ 20	+ 60
Yen (100)	1,9130	1,9170	+ 80	+ 110
D.M.	2,1350	2,1280	+ 80	+ 110
£ (100)	1,99	1,9830	+ 60	+ 80
Fr. (100)	13,6880	13,7050	+ 230	+ 350
£ (1 000)	2,1340	2,1365	+ 120	+ 150
£ (1 000)	5,4540	5,4585	+ 150	+ 200
£ (1 000)	2,5570	2,5640	+ 250	+ 350

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/2	3 3/4	3 1/2	3 7/8	3 3/4	4	3 3/4	4 1/4
\$ E.-U.	0 3/8	0 5/8	1 1/2	2	2 1/2	3	3 1/2	4 1/2
Yen (100)	4 1/4	4 3/4	4 1/2	5 1/2	6	6 1/2	7 1/2	8 1/2
£ (100)	5	5 1/4	5 1/2	6 1/2	7	7 1/2	8 1/2	9 1/2
£ (1 000)	0 1/4	0 3/4	1 1/8	1 5/8	2 1/8	2 3/8	2 7/8	3 1/4
£ (1 000)	11	12	12 1/2	13	13 1/4	13 3/4	14 1/4	15 1/4
£ (1 000)	4 1/4	4 1/2	4 3/4	5 1/4	5 3/4	6 1/4	6 3/4	7 1/4
£ (1 000)	8	8 1/2	8 3/4	9	9 1/4	9 3/4	10 1/4	10 3/4

Notes données et données les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## à lire absolument L'INFORMATISATION DU DECALQUE



Prendre garde sur le moyen d'obtenir un complément électronique, 1 calculateur programmable OBERO type Mega 7600, à la compatibilité par décalque.

Ce système automatisé vous les calcule ainsi que la paie, contrôle les ventilations, fournit une balance.

Il conserve les avantages du décalque sans bouleverser les structures de l'entreprise et apporte un gain de temps considérable.

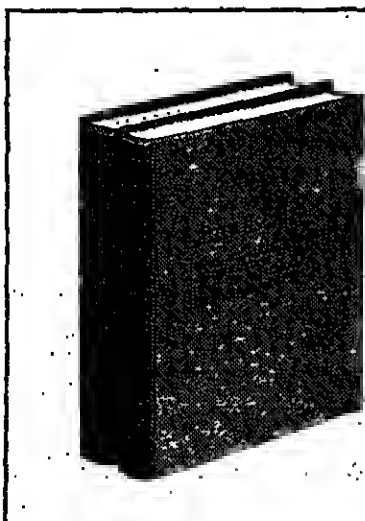
La comptabilité par décalque en régime électronique

Veuillez me faire parvenir gratuitement "L'Informatisation du décalque" OBERO 9 rue de Valenciennes, 75009 Paris - tél. 280 66 79 et 274 23 30

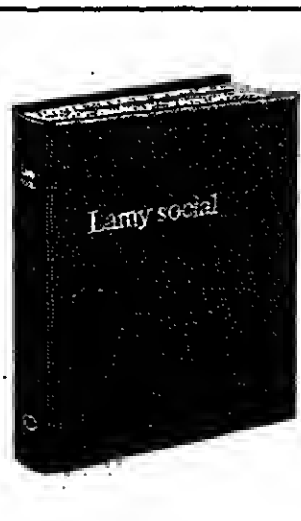
Nom : \_\_\_\_\_ Société : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

## LES ÉDITIONS JURIDIQUES LAMY

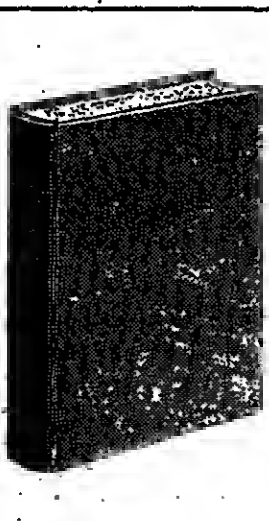
Pour répondre concrètement à tous les problèmes juridiques de l'entreprise.



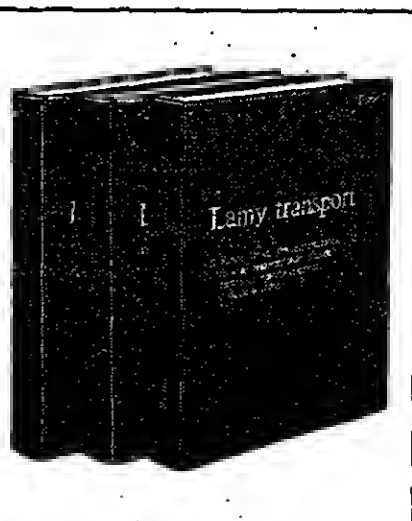
**LAMY FISCAL**  
Toute la fiscalité de l'année présentée de façon claire, précise et complète, objective et critique, lorsqu'il le faut.



**LAMY SOCIAL**  
23.000 dirigeants et praticiens du droit social s'y réfèrent. Tous les problèmes traités, correspondant à une situation que nous avons eue à connaître dans la vie des entreprises.



**LAMY SOCIÉTÉS**  
Conseille et éclaire dirigeants et praticiens sur un droit complexe, changeant, souvent répressif.



**LAMY TRANSPORT**  
Une véritable encyclopédie du droit des transports regroupe toute la documentation indispensable à l'usage comme au professionnel.

Quelle que soit sa forme, son importance et son objet, l'entreprise est enserrée dans un réseau d'obligations juridiques de plus en plus dense. Il n'est guère de décision, au niveau des options essentielles comme au niveau de la gestion, qui n'ait des implications relevant du droit des sociétés, du droit fiscal, du droit social et pour certaines d'entre elles, et non des moindres, du droit du transport.

Les Éditions Juridiques LAMY, conçues et réalisées par des juristes qui ont l'expérience des problèmes concrets de l'entreprise, fournissent aux responsables et aux praticiens du droit les références nécessaires pour asseoir leurs décisions sur des bases sûres.

La réédition annuelle à laquelle elles s'astreignent et les mises à jour régulières, entre deux éditions, permettent une adaptation aussi exacte que possible aux solutions nouvelles que créent aussi bien l'évolution législative que le courant jurisprudentiel et même les tendances doctrinales qui amorcent le droit de demain.

Lamysa.

155, rue Legendre - 75850 PARIS Cedex 17 - Tél. 627.28.90  
SA au capital de 380.000 F - R.C. Paris B 305.254.151 - CCP PARIS n° 2058111 H

Je souhaite recevoir, sans engagement de ma part, une information complète sur :

☐ Lamy Fiscal ☐ Lamy Social ☐ Lamy Sociétés ☐ Lamy Transport

Nom : \_\_\_\_\_ Fonction : \_\_\_\_\_

Société : \_\_\_\_\_ Téléphone : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_



## ÉCONOMIE - SOCIAL

## AFFAIRES

## LES DIFFICULTÉS DU TEXTILE VOSGIEN

## Un rapport des autorités régionales préconise la mise en œuvre d'une nouvelle politique commerciale

De notre correspondant

Epinal. — La situation « alarmante » des industries textiles lorraines — vosgiennes à 90 % — fait l'objet d'un rapport élaboré par les services du préfet de

## Après trois ans de négociations

## LE CONTRAT SUR LA LIVRAISON À L'IRAN DE DEUX CENTRALES NUCLÉAIRES EST SIGNÉ

Le contrat portant sur la livraison à l'Iran par des entreprises françaises de deux centrales nucléaires de 900 MW chacune en 1983 et 1984 a enfin été conclu le 16 octobre à Téhéran.

Une première lettre d'intention avait été signée le 18 novembre 1974 avec l'Office atomique iranien, mais de nombreuses péripéties avaient retardé la conclusion définitive de l'accord. Ainsi, le 18 septembre dernier, le délégué général à l'énergie, M. Paul Métré, s'était déplacé en vain à Téhéran : alors que le cocktail de signatures avait été préparé, les Iraniens avaient soulevé des questions de financement. Il fallut que M. Poniatowski, envoyé spécial de M. Giscard d'Estaing, soit venu par le chab d'Iran au début du mois d'octobre pour que la conclusion du contrat devienne enfin possible.

Le montant total de ce contrat est de 15 milliards de francs. Il concerne Creusot-Loire et Framatome (pour le cœur), Atome-Air (pour les turbo-alternateurs), Spie-Batignolles (pour l'infrastructure) et la Compagnie (pour l'uranium enrichi). 60 % de cette somme sera financée par des prêts de banques françaises, l'Iran payant cash les 40 % restant. M. Robert Boulin, ministre délégué des finances, qui s'était rendu dimanche à Téhéran, a qualifié l'accord de « tout à fait exceptionnel et qui démontre la très haute technologie de la France en la matière ».

Ces centrales s'intégreront dans un réseau de vingt centrales nucléaires dont l'Iran a planifié la construction. Les deux premières sont actuellement construites par la firme allemande K.W.U. — (A.F.P.)

## SYNDICATS

## La C.F.D.T. pose les conditions de son maintien dans la Confédération mondiale du travail

Le congrès de la Confédération mondiale du travail (ex-Confédération internationale des syndicats chrétiens), qui s'ouvre lundi 17 octobre à Coo-sur-Mer, en Belgique, pourrait marquer une étape dans la restructuration du mouvement syndical international. La C.F.D.T., qui est avec la Confédération des syndicats chrétiens (Belgique) une des principales organisations de la C.M.T. (dont l'ensemble des membres représentent environ quatorze millions d'adhérents), veut obtenir de profonds changements d'orientation de cette « internationale ». « La C.M.T. doit cesser d'être une confédération multiculturelle pour devenir un instrument de dialogue avec tous ceux qui doivent faire front contre le capitalisme international », déclare les délégués, qui réclament aussi la suppression des fédérations internationales

## CONFLITS SOCIAUX ET REVENDICATIONS

M. Jérôme Monod, secrétaire général du R.P.R., qui présidera samedi 15 octobre à Montbrison (Loire) une réunion publique d'un millier de sympathisants, dénonce la « démagogie » du P.C. dans l'affaire Manufacture. Le P.C., a-t-il déclaré, « a fait toute la dernière campagne municipale sur un « non » catégorique aux licenciements de cette entreprise, alors que, hélas ! tout le monde le sait, certains sont inévitables pour sauver l'usine. Même les experts du P.C. en sont venus à cette conclusion, mais sans s'en vanter, bien sûr. Or nous menons l'obstination démagogique des communistes ? A l'écroulement de Montbrison, c'est-à-dire la disparition de trois mille emplois, sans compter tous ceux qui en dépendent dans la région. Les sous-traitants, bien sûr, mais aussi les fournisseurs et les artisans. Si c'est cela que veut le parti communiste, il faut le savoir et le dire ».

région et par la commission de développement économique du comité économique et social de Lorraine.

Ce document de quarante-quatre pages, présenté le 16 octobre lors de la session plénière du C.E.S. et intitulé « Propositions régionales relatives aux industries textiles », comporte trois volets. Une photographie, un diagnostic, enfin des propositions d'action, l'objectif étant de définir une « stratégie ».

Il s'agit tout à la fois « de mener des actions offensives en commun, entre entreprises solidaires, et d'organiser une nouvelle politique commerciale ».

Si le chapitre consacré aux actions communes reste flou, il n'en est pas de même de celui qui traite de la politique commerciale.

Dans ce domaine, une action collective, un « front uni », permettrait de s'opposer aux exigences parfois totalement injustifiées des acheteurs. L'objectif ambuleux tend à agir sur les structures elles-mêmes. Ainsi, « des sociétés commerciales pourraient être montées à titre expérimental » pour regrouper les commandes d'un certain nombre d'industriels.

Ces sociétés, dont la majorité du capital serait détenue par les industriels, pourraient soustraire la fabrication entre les différents usines. Une participation financière des pouvoirs publics dans le capital de ces sociétés pourrait être envisagée.

Cette organisation commerciale, qui laisserait aux chefs d'entreprise leur indépendance totale sur le plan industriel, permettrait de moderniser les unités de production pour mieux les spécialiser et de maintenir les usines dans les Vosges, où subsiste une certaine qualité de la vie.

Le comité économique et social a souhaité qu'une des deux chambres de la C.F.D.T. et de la C.F.P.T. ces syndicats estimant que les mesures proposées risquent d'être « rapidement dépassées » et qu'elles ne tiennent pas compte de l'emploi.

Le conseil d'administration qui s'est réuni récemment a examiné les résultats du premier semestre.

La situation provisoire au 30 juin 1977 fait ressortir un bénéfice net après impôt de 14 524 517 francs contre 12 802 799 francs au 30 juin 1976, après prise en charge des amortissements et de diverses provisions, notamment d'une provision pour impôt sur les sociétés de 10 000 000 F contre 8 630 000 francs en 1976.

Au 31 août 1977, le chiffre d'affaires consolidé de l'ensemble du groupe s'élève à 884 435 000 francs contre 733 730 000 francs au 31 août 1976, soit une augmentation de 18 %.

À cette même date :

— La part des ventes des branches « Chimie », « Alimentation », « Appareils médicaux-chirurgicaux » et de la division « Animaux » représente 43,3 % du chiffre d'affaires consolidé contre 34,4 % au 31 août 1976.

Le montant cumulé des exportations des filiales françaises et des ventes des filiales étrangères ressort à 35,2 % du chiffre d'affaires consolidé contre 31,4 % au 31 août 1976.

Le développement des exportations des branches « Chimie » et « Chimie » ayant particulièrement contribué à augmenter le chiffre d'affaires, le conseil d'administration décide de s'assurer les moyens de faire face à l'expansion du groupe, a décidé de demander à une prochaine assemblée l'autorisation de procéder éventuellement à l'émission d'obligations convertibles en actions.

Le conseil d'administration demande également à cette assemblée l'autorisation de porter le capital à un montant maximum de 130 000 000 de francs par tous moyens et notamment par incorporation de réserves et distribution d'actions gratuites.

« Nous ne voulons pas casser la C.M.T. », affirme M. Salanne, mais si elle refuse d'adopter nos « tiretons les leçons ». Ce qui, en clair, signifie que la C.M.T. pourrait quitter la C.M.T. sans pour autant adhérer à une des deux autres Internationales : la Fédération syndicale mondiale (à dominante communiste) ou la Confédération internationale des syndicats libres (de tendance social-démocrate).

Les débats au sein de la C.M.T. interviennent alors que simultanément plusieurs organisations syndicales — en particulier la C.G.T. italienne et la C.G.T. française — réclament une transformation profonde de la F.S.M.

Le comité national de la C.F.C.T., qui s'est réuni à Paris les 15 et 16 octobre, a déploré le « triste spectacle que donnent, à cinq mois des élections législatives, trop de personnalités politiques, qui, avec la complicité de certaines organisations syndicales, cherchent à utiliser les légitimes aspirations des salariés ».

Le comité national a « pris acte avec satisfaction » des accords de salaires conclus dans le secteur nationalisé, mais a critiqué l'attitude unilatérale du patronat, qui se traduit, selon la C.F.D.T., par « une réduction du pouvoir d'achat ».

Préoccupé par la situation de l'emploi, la C.F.C.T. a rappelé plusieurs de ses revendications, « dont certaines ont trouvé récemment un écho favorable auprès d'autres organisations syndicales : cinquième semaine de congé accordée en priorité aux travailleurs manuels, réduction de l'horaire hebdomadaire, achèvement des tâches et des créanciers. Si c'est cela que veut le parti communiste, il faut le savoir et le dire ».

« Nous ne voulons pas casser la C.M.T. », affirme M. Salanne, mais si elle refuse d'adopter nos « tiretons les leçons ». Ce qui, en clair, signifie que la C.M.T. pourrait quitter la C.M.T. sans pour autant adhérer à une des deux autres Internationales : la Fédération syndicale mondiale (à dominante communiste) ou la Confédération internationale des syndicats libres (de tendance social-démocrate).

Les débats au sein de la C.M.T. interviennent alors que simultanément plusieurs organisations syndicales — en particulier la C.G.T. italienne et la C.G.T. française — réclament une transformation profonde de la F.S.M.

Le comité national de la C.F.C.T., qui s'est réuni à Paris les 15 et 16 octobre, a déploré le « triste spectacle que donnent, à cinq mois des élections législatives, trop de personnalités politiques, qui, avec la complicité de certaines organisations syndicales, cherchent à utiliser les légitimes aspirations des salariés ».

Le comité national a « pris acte avec satisfaction » des accords de salaires conclus dans le secteur nationalisé, mais a critiqué l'attitude unilatérale du patronat, qui se traduit, selon la C.F.D.T., par « une réduction du pouvoir d'achat ».

Préoccupé par la situation de l'emploi, la C.F.C.T. a rappelé plusieurs de ses revendications, « dont certaines ont trouvé récemment un écho favorable auprès d'autres organisations syndicales : cinquième semaine de congé accordée en priorité aux travailleurs manuels, réduction de l'horaire hebdomadaire, achèvement des tâches et des créanciers. Si c'est cela que veut le parti communiste, il faut le savoir et le dire ».

« Nous ne voulons pas casser la C.M.T. », affirme M. Salanne, mais si elle refuse d'adopter nos « tiretons les leçons ». Ce qui, en clair, signifie que la C.M.T. pourrait quitter la C.M.T. sans pour autant adhérer à une des deux autres Internationales : la Fédération syndicale mondiale (à dominante communiste) ou la Confédération internationale des syndicats libres (de tendance social-démocrate).

Les débats au sein de la C.M.T. interviennent alors que simultanément plusieurs organisations syndicales — en particulier la C.G.T. italienne et la C.G.T. française — réclament une transformation profonde de la F.S.M.

« Nous ne voulons pas casser la C.M.T. », affirme M. Salanne, mais si elle refuse d'adopter nos « tiretons les leçons ». Ce qui, en clair, signifie que la C.M.T. pourrait quitter la C.M.T. sans pour autant adhérer à une des deux autres Internationales : la Fédération syndicale mondiale (à dominante communiste) ou la Confédération internationale des syndicats libres (de tendance social-démocrate).

Les débats au sein de la C.M.T. interviennent alors que simultanément plusieurs organisations syndicales — en particulier la C.G.T. italienne et la C.G.T. française — réclament une transformation profonde de la F.S.M.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## EMPRUNT DE 130 000 000 F

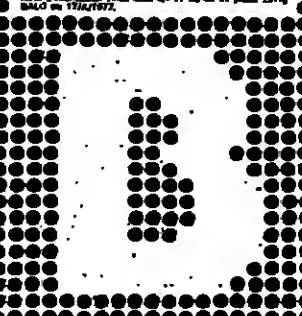
Émission de 130 000 obligations de 1 000 F amortissables en huit ans par séries égales après 2 ans de silence.

Intérêt annuel : 11,20 %.

Rendement actuariel 11,41 %.

Jouissance : 17 octobre 1977.

Ces obligations seront libérées d'une demande de cotation en Bourse.



## C.M. INDUSTRIES

Le conseil d'administration qui s'est réuni récemment a examiné les résultats du premier semestre.

La situation provisoire au 30 juin 1977 fait ressortir un bénéfice net après impôt de 14 524 517 francs contre 12 802 799 francs au 30 juin 1976, après prise en charge des amortissements et de diverses provisions, notamment d'une provision pour impôt sur les sociétés de 10 000 000 F contre 8 630 000 francs en 1976.

Au 31 août 1977, le chiffre d'affaires consolidé de l'ensemble du groupe s'élève à 884 435 000 francs contre 733 730 000 francs au 31 août 1976, soit une augmentation de 18 %.

À cette même date :

— La part des ventes des branches « Chimie », « Alimentation », « Appareils médicaux-chirurgicaux » et de la division « Animaux » représente 43,3 % du chiffre d'affaires consolidé contre 34,4 % au 31 août 1976.

Le montant cumulé des exportations des filiales françaises et des ventes des filiales étrangères ressort à 35,2 % du chiffre d'affaires consolidé contre 31,4 % au 31 août 1976.

Le développement des exportations des branches « Chimie » et « Chimie » ayant particulièrement contribué à augmenter le chiffre d'affaires, le conseil d'administration décide de s'assurer les moyens de faire face à l'expansion du groupe, a décidé de demander à une prochaine assemblée l'autorisation de procéder éventuellement à l'émission d'obligations convertibles en actions.

Le conseil d'administration demande également à cette assemblée l'autorisation de porter le capital à un montant maximum de 130 000 000 de francs par tous moyens et notamment par incorporation de réserves et distribution d'actions gratuites.

« Nous ne voulons pas casser la C.M.T. », affirme M. Salanne, mais si elle refuse d'adopter nos « tiretons les leçons ». Ce qui, en clair, signifie que la C.M.T. pourrait quitter la C.M.T. sans pour autant adhérer à une des deux autres Internationales : la Fédération syndicale mondiale (à dominante communiste) ou la Confédération internationale des syndicats libres (de tendance social-démocrate).

Les débats au sein de la C.M.T. interviennent alors que simultanément plusieurs organisations syndicales — en particulier la C.G.T. italienne et la C.G.T. française — réclament une transformation profonde de la F.S.M.

« Nous ne voulons pas casser la C.M.T. », affirme M. Salanne, mais si elle refuse d'adopter nos « tiretons les leçons ». Ce qui, en clair, signifie que la C.M.T. pourrait quitter la C.M.T. sans pour autant adhérer à une des deux autres Internationales : la Fédération syndicale mondiale (à dominante communiste) ou la Confédération internationale des syndicats libres (de tendance social-démocrate).

Les débats au sein de la C.M.T. interviennent alors que simultanément plusieurs organisations syndicales — en particulier la C.G.T. italienne et la C.G.T. française — réclament une transformation profonde de la F.S.M.

« Nous ne voulons pas casser la C.M.T. », affirme M. Salanne, mais si elle refuse d'adopter nos « tiretons les leçons ». Ce qui, en clair, signifie que la C.M.T. pourrait quitter la C.M.T. sans pour autant adhérer à une des deux autres Internationales : la Fédération syndicale mondiale (à dominante communiste) ou la Confédération internationale des syndicats libres (de tendance social-démocrate).

Les débats au sein de la C.M.T. interviennent alors que simultanément plusieurs organisations syndicales — en particulier la C.G.T. italienne et la C.G.T. française — réclament une transformation profonde de la F.S.M.

« Nous ne voulons pas casser la C.M.T. », affirme M. Salanne, mais si elle refuse d'adopter nos « tiretons les leçons ». Ce qui, en clair, signifie que la C.M.T. pourrait quitter la C.M.T. sans pour autant adhérer à une des deux autres Internationales : la Fédération syndicale mondiale (à dominante communiste) ou la Confédération internationale des syndicats libres (de tendance social-démocrate).

Les débats au sein de la C.M.T. interviennent alors que simultanément plusieurs organisations syndicales — en particulier la C.G.T. italienne et la C.G.T. française — réclament une transformation profonde de la F.S.M.

« Nous ne voulons pas casser la C.M.T. », affirme M. Salanne, mais si elle refuse d'adopter nos « tiretons les leçons ». Ce qui, en clair, signifie que la C.M.T. pourrait quitter la C.M.T. sans pour autant adhérer à une des deux autres Internationales : la Fédération syndicale mondiale (à dominante communiste) ou la Confédération internationale des syndicats libres (de tendance social-démocrate).

Les débats au sein de la C.M.T. interviennent alors que simultanément plusieurs organisations syndicales — en particulier la C.G.T. italienne et la C.G.T. française — réclament une transformation profonde de la F.S.M.

« Nous ne voulons pas casser la C.M.T. », affirme M. Salanne, mais si elle refuse d'adopter nos « tiretons les leçons ». Ce qui, en clair, signifie que la C.M.T. pourrait quitter la C.M.T. sans pour autant adhérer à une des deux autres Internationales : la Fédération syndicale mondiale (à dominante communiste) ou la Confédération internationale des syndicats libres (de tendance social-démocrate).

Les débats au sein de la C.M.T. interviennent alors que simultanément plusieurs organisations syndicales — en particulier la C.G.T. italienne et la C.G.T. française — réclament une transformation profonde de la F.S.M.

« Nous ne voulons pas casser la C.M.T. », affirme M. Salanne, mais si elle refuse d'adopter nos « tiretons les leçons ». Ce qui, en clair, signifie que la C.M.T. pourrait quitter la C.M.T. sans pour autant adhérer à une des deux autres Internationales : la Fédération syndicale mondiale (à dominante communiste) ou la Confédération internationale des syndicats libres (de tendance social-démocrate).

Les débats au sein de la C.M.T. interviennent alors que simultanément plusieurs organisations syndicales — en particulier la C.G.T. italienne et la C.G.T. française — réclament une transformation profonde de la F.S.M.

« Nous ne voulons pas casser la C.M.T. », affirme M. Salanne, mais si elle refuse d'adopter nos « tiretons les leçons ». Ce qui, en clair, signifie que la C.M.T. pourrait quitter la C.M.T. sans pour autant adhérer à une des deux autres Internationales : la Fédération syndicale mondiale (à dominante communiste) ou la Confédération internationale des syndicats libres (de tendance social-démocrate).

Les débats au sein de la C.M.T. interviennent alors que simultanément plusieurs organisations syndicales — en particulier la C.G.T. italienne et la C.G.T. française — réclament une transformation profonde de la F.S.M.

## LA ROCHETTE CENPA

La grave crise de l'industrie papetière s'est prolongée au cours du premier semestre 1977.

La concurrence accrue, sans sur le marché national qu'international, s'est traduite par une baisse sensible des prix, tandis que les charges d'exploitation continuèrent à s'accroître. En conséquence, les résultats se sont encore détériorés.

Le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé, pour le premier semestre 1977, à 450 millions de francs, soit une hausse de 2,2 % sur le premier semestre 1976.

Le résultat de la société au 30 juin 1977 s'est soldé par une perte de 24,8 millions de francs après une provision de 19 millions de francs au compte d'amortissement. Au 30 juin 1976, la perte avait été de 3 millions de francs après 14,4 millions de francs d'amortissement.

Ces résultats ne sont pas des rendements consolidés et ne tiennent pas compte des plus-values ou des moins-values pouvant résulter des cessions d'actifs ni des modifications de provisions pour fluctuations de cours ou de dépréciation des titres des filiales.

Dans l'état actuel de la conjoncture professionnelle, aucune amélioration des résultats n'est attendue pour le second semestre.

## GROUPE PARCOR

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes pour les neuf premiers mois au 30 septembre de l'exercice en cours s'élève à 220 millions de francs contre 247 millions de francs pour la période correspondante de l'exercice précédent et 223 millions de francs à structures comparables au même moment.

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes pour les neuf premiers mois au 30 septembre de l'exercice en cours s'élève à 220 millions de francs contre 247 millions de francs pour la période correspondante de l'exercice précédent et 223 millions de francs à structures comparables au même moment.

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes pour les neuf premiers mois au 30 septembre de l'exercice en cours s'élève à 220 millions de francs contre 247 millions de francs pour la période correspondante de l'exercice précédent et 223 millions de francs à structures comparables au même moment.

## DOCKS DE FRANCE

Le résultat consolidé provisoire du premier semestre 1977 des Docks de France se traduit par un bénéfice net de 4 800 000 francs se comparant à 2 704 000 francs pour la même période de l'année 1976.

Le chiffre d'affaires consolidé des neuf premiers mois de 1977 a été de 2 631 millions de francs, en progression de 11,86 % sur la même période de 1976, le troisième trimestre marquant une tendance favorable avec une progression de 14,67 % sur le troisième trimestre 1976.

## COMPAGNIE GÉNÉRALE MARITIME ET FINANCIÈRE

## CGMF

Société anonyme au capital de 200 000 000 de francs

Siège social : Tour Winterthur, 102, quartier Beidien, La Défense, 92 Puteaux

R.C. PARIS : B 301 374 963

## EMPRUNT 11 % OCTOBRE 1977 DE 400.000.000 DE FRANCS GARANTI PAR L'ÉTAT

ÉMISSION DE 400 000 OBLIGATIONS DE 1 000 F NOMINAL

PREMIER D'ÉMISSION : le pair, soit 1 000 F par obligation.

JOUISSANCE : 19 octobre 1977.

INTÉRÊT ANNUEL : 11 %, soit 110 F par obligation, payable le 19 juillet de chaque année. Exceptionnellement, le premier coupon représentera l'intérêt couru du 19 octobre 1977 au 19 juillet 1978 inclus et s'élèvera à 82,50 F par obligation.

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT À L'ÉMISSION : 11,01 %.

AMORTISSEMENT : en cinq tranches égales de 20 000 titres chacune, les 19 juillet des années 1981, 1984, 1987, 1990 et 1992 : — soit par remboursement au pair au moyen de tirages au sort (pour la moitié au moins des titres à amortir à chaque échéance) ; — soit par rachats en Bourse.

DURÉE TOTALE DE L'EMPRUNT : 14 ans et 9 mois.

AMORTISSEMENT ANTICIPÉ : totalement interdit par remboursement, rachats en Bourse autorisés.

GARANTIE DE L'ÉTAT : le service de cet emprunt en intérêts, amortissements, frais et accessoires, est garanti par l'État.

Ces obligations ont fait l'objet d'une demande d'admission à la Cote officielle.

Une note d'information, qui a obtenu le visa n° 77-130, du 4 octobre 1977, de la Commission des opérations de Bourse, est tenue à la disposition du public dans les banques.

(B.A.O. du 17 octobre 1977.)

## LES MARCHÉS

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES



## LES MARCHÉS FINANCIERS

## Semaine noire

[illegible][illegible]

**Légère reprise**

VALEURS	CLÔTURE 14/11	17/11
640 ..	642 ..	
394 ..	394 ..	
119 ..	120 ..	
291 ..	289 ..	
291 ..	292 ..	
195 ..	197 ..	
158 ..	157 ..	
25 3/4 ..	26 5/4 ..	
25 3/4 ..	26 ..	
25 3/4 ..	26 1/4 ..	

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**C.M.-INDUSTRIES.** — Le bénéfice net du premier semestre s'élevait à 4.52 millions de francs, contre 2.20 millions au 30 juin 1978. La société a l'intention d'émettre des obligations convertibles, et d'augmenter le capital, notamment par distribution gratuite d'actions.

**GROUPE PARCOR.** — Le bénéfice net consolidé du premier semestre de l'exercice s'élevait à 8,09 millions de francs, contre 8,50 millions un an plus tôt.

**CREDIT FONCIER IMMOBILIER.** — Le résultat bénéficiaire du premier semestre 1977, s'est élevé, avant amortissements, provisions et impôt, à 24,92 millions de francs contre 4,80 millions.

**SONY CORP.** — Le bénéfice net consolidé du troisième trimestre ayant atteint 29,30 millions de dollars (contre 40,751, les neuf premiers mois de l'exercice en cours se soient par un résultat net consolidé record de 106,82 millions de dollars, contre 93,86 millions.

**LA ROCHETTE - CENPA.** — Les comptes du premier semestre se soldent par un déficit de 24,8 millions de francs. Au 30 juin 1976, une perte de 3 millions de francs avait déjà été enregistrée. Aucune amélioration des résultats n'est escomptée pour le second semestre.

Le Bulletin d'annonces légales  
Hochstetters daté 17 octobre 1977

Compagnie générale maritime et  
financière (C.G.M.F.). — Emission  
d'un emprunt de 400 millions de  
francs, divisé en 400 000 obligations  
de 1 000 francs.

— Emprunt de 400 millions de francs, divisé en 400 000 obligations de 1 000 francs.

Sociétés de développement régional. — Emprunt d'un emprunt composé de treize sociétés de développement régional, contracté conjointement.

ment, mais sans souscrire en-  
tes, d'un montant de 250 millions  
francs, divisé en 250 000 obliga-  
tions de 1 000 francs, portant intérêt  
II %, payable le 2 octobre de  
chaque année.

**Nalco - Equipement.** — Emission  
un emprunt de 150 millions de  
francs, divisé en 150 000 obligations

1 000 francs, émises à 951 francs.  
Le 27 octobre 1977, por-  
tant intérêt de 11,20 %.

**Credit chimique.** — Emission d'un  
prêt de 100 millions de francs,  
émis en 100 000 obligations de  
1 000 francs, portant intérêt de  
13,30 % payable le 17 octobre de  
chaque année.

Usines et fonderies Arthur Martin (FAM). — Emission au pair de 32 557 actions nouvelles de 10 F par p. 5, jouissance du 1<sup>er</sup> janvier 1977, représentant l'augmentation de capital de 33 232 570 F à 758 140 F.

Attribution gratuite de 475 000  
titres nouvelles de 50 F (1 pour 2).  
L'émittance du 1<sup>er</sup> janvier 1977. Le  
total est ainsi porté de 47 500 000 F  
à 71 250 000 F.

Compagnie universelle d'acétylène  
d'électro-metallurgie. — Attribu-  
tion gratuite de 475 000 titres nou-  
veaux de 50 F (1 pour 2).

**INDICES QUOTIDIENS**  
 TINSEE. Base 200 : 31 oct. 1978.)

Courants français	..	95,4	94,5
Courants étrangers	..	102,5	101,8
<b>C - DES AGENTS DE CHANGE</b>			
<b>(Base 200 : 29 déc. 1951)</b>			
Indice général	.....	62,4	62

---

**COURS DU DOLLAR A TOKYO**

	14/10	17/10
Indice (en pns) ...	253 ..	252 ..
<b>Taux du marché monétaire</b>		
Effets privés .....	8 3/8 %	

**S - 14 OCTOBRE - COMPTANT**

[illegible]

## MARCHÉ A TERME

MARCHÉ A TERME										MARCHÉ A TERME																		
Composition VALEURS					Précéd. clôture					Composition VALEURS					Précéd. clôture													
Composition	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Composition	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Composition	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Composition	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours					
650 1939	4,5 % 1973, C.N.E. 3 %	600 1971	655 1958	658 1958	657 1958	150	A.L. Lehmann Esca S.A. n°1	175 374	181 374	181 374	177 374	118	Ulla-Cash Opt-Paribas	146 30	145 30	145 30	145 30	155	T.M. Ericsson Torras Munk	198 50	188 50	188 50	188 50	335	Ses. Motors	333 332	338 332	332 332
338	Africain (C.N.E.)	240 50	350 50	363 50	357 50	340	Forêt (C.N.E.)	339 355	349 355	349 355	349 355	34	Paro-Paro (C.N.E.)	85 30	85 30	85 30	85 30	215	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	280	Industrielle Adia	210 250	250 250	250 250
132	A.L. Sogema	140 50	146 50	146 50	146 50	154	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	199	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
160	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
102	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220	119	Ind. Chem.	36 35	35 35	35 35
106	App. gaz.	100 50	114 50	114 50	114 50	164	Fin. Par. S.P.	170 50	170 50	170 50	170 50	124	Paro-Paro (C.N.E.)	125 30	125 30	125 30	125 30	220	U.S. (C.N.E.)	234 220	234 220	234 220	234 220</					

## COTE DES CHANGES

[illegible]



## UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES
  - Le point de vue de Gérard Blanchard : « Informatique et libertés ».
- 3 à 5. ÉTRANGER
  - Le démantèlement de Boulogne de la Lufthansa.
  - 6-7. EUROPE
    - LOIN DES CAPITALIS : Reggio-de-Calabre.
  - 8. AFRIQUE
  - 9. ASIE
  - 10. DIPLOMATIE
  - 11. POLITIQUE
    - Le conseil national du P.R.
    - La préparation des élections législatives.
    - M. Giscard d'Estaing a présidé la séance d'inauguration du Seldot inconnu d'Algérie.
  - 13-14. SOCIÉTÉ
    - Les féministes et le viol.
  - 14 à 16. JUSTICE
    - L'enquête sur le mort de Jean de Broglie.
  - 16. RELIGION
    - Les travaux du Synode à Rome.
  - 16. MÉDECINE
  - SCIENCES
  - 17 à 21. SUPPLÉMENT FORMATION
    - L'heure de l'emploi.
  - 22. ÉDUCATION

**LE MONDE DE L'ÉCONOMIE**  
PAGES 23 A 28

- La fortune des Français dans l'inflation.
- Un remède à la crise : la réduction des impôts.
- Les rapports entre les groupes industriels et leurs filiales : l'auto nationale de la S.N.C.F.
- Le congrès mondial de la sidérurgie à Rome.

28. SPORTS
  - RUGBY : la victoire du Racing sur le P.U.C. à Charléty.
  - GOLF : le Tournoi des champions à Saint-Nam-Lo-Bre-tèche.
- 29 à 31. ARTS ET SPECTACLES
  - DANSE : la retour de Serge Lifar à l'Opéra.
  - MUSIQUE : Otello à Strasbourg.
41. EN ÎLE-DE-FRANCE
  - Les jardins de Paris.
  - « La longue marche des comités d'habitants », par J. Rémond.
42. ÉQUIPEMENT
  - TRANSPORT : les compagnies aériennes jouent l'Asie et le Proche-Orient.
- 44 à 46. ÉCONOMIE - SOCIAL
  - Les mesures de restriction de l'immigration.
  - AFFAIRES : un rapport des autorités régionales sur les difficultés du textile vosgien.

**LIRE ÉGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (31)  
Annonces classées (34 à 40)  
Aujourd'hui (33) : Carat (32-33) : « Journal officiel » (33) : Méthodologie : Mots croisés (33) : Bourse (37).

Le numéro de « Monde » daté 16-17 octobre 1977 a été tiré à 505 935 exemplaires.

## NOUVEAUX DIPLOMES

pour ceux qui ont appris une langue étrangère

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol, russe), quel que soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter parallèlement à leurs activités professionnelles, leur formation par un des diplômes suivants :

- Diplôme des Langues étrangères.
- Brevets de Technicien Supérieur Traducteur-Interprète ou formation de spécialistes de la traduction et de l'interprétation.
- Diplômes de l'Université de Cambridge (anglais) : carrières de l'information, tourisme, hôtellerie, comptables, techniciens, ingénieurs, cadres et directeurs commerciaux, etc. auront droit de cette opportunité pour améliorer leur compétence et leur qualification.

Le département Information-Orientation de Langues et Affaires, Service 182, 38, rue Collonge, 92100-Pari-s-Les-Plains, envoie sur demande documentation gratuite sur ces diplômes (préparation et débouchés). Tél. : 20-51-88 (tous les jours).

A B C D E F G

## EN VISITE A LYON

### M. Barre s'intéresse au financement des investissements industriels

De notre envoyé spécial

LYON. — M. Barre s'est rendu lundi 17 octobre à Lyon pour y présider deux inaugurations. Il a pris le contact avec les élus locaux. Par la même occasion, il a commencé à préparer la campagne électorale qu'il mènera, dans la quatrième circonscription du Rhône, où il sera candidat aux élections législatives, l'actuel député, M. Louis Joxe (R.P.R.), ancien ministre, ayant annoncé qu'il ne se représentera pas « pour des raisons personnelles ».

Le premier ministre a inauguré, le matin, sur la colline de Fourvière, l'annuaire de l'industrie, en mettant à disposition des entreprises en couleur de TF 1 dans la région Rhône-Alpes.

Il a ensuite été reçu à l'hôtel de ville, où le maire, M. François Collobert, sénateur (non-inscrit), lui a présenté le conseil

municipal de Lyon, dont fait notamment partie M. Jean Baridon (R.P.R.), l'actuel suppléant de M. Louis Joxe, que M. Jacques Chirac et François Collobert souhaitent vivement voir devenir le suppléant du premier ministre. Les conseillers socialistes et communistes étaient absents.

Après un déjeuner offert par la municipalité, M. Barre a inauguré le Centre international de recherches d'Ecilly, créé par la chambre de commerce, en association avec le Centre national de la recherche scientifique et le Centre d'études et de réalisations pour l'éducation permanente. Ce centre est l'un des premiers en France qui soit consacré à la recherche appliquée à l'entreprise. Le chef du gouvernement devait assister ensuite à la séance de clôture d'une tournée d'études sur le financement des investissements, organisée à l'École supérieure de commerce à l'intention des chefs d'entreprises industrielles de la région. M. Raymond Barre avait tenu à participer à cette réunion, en raison de son caractère expérimental. Suivant les instructions données par l'Élysée, les services de la Rue de Rivoli chargés d'améliorer les relations du ministère des finances avec le public avaient innové, en effet, au cours de cette tournée d'information, en mettant en présence des chefs d'entreprise avec des représentants de fonctionnaires et plusieurs spécialistes des opérations bancaires, afin de « créer un dialogue utile entre les usagers qui utilisent les procédures économiques et les fonctionnaires qui les appliquent ».

Après avoir répondu aux questions des participants, le premier ministre devait dîner en privé à la préfecture, avant de repartir Paris dans la soirée. — A. R.

### M. GISCARD D'ESTAING INAUGURE L'EXPOSITION CHAGALL AU LOUVRE

Quatre-vingt-dix ans, c'est l'âge des honneurs. Le Louvre expose, au pavillon de Flore, les peintures récentes de Marc Chagall. Le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a inauguré la manifestation le lundi matin, à 11 h 30, entouré de deux centaines de peintres de violoncelle et de professeurs méditerranéens.

Ce soir lundi à Antenne 2 (21 h 55), au cours de la première des deux émissions qui lui consacrent la télévision, Chagall parle du monde d'enfance et de peinture pure dont il est l'un des derniers grands représentants.

Une vente « sauvages de montres LIP », organisée le 15 octobre par une section du P.S.U. de la Loire sur le marché Saint-Just-Saint-Rambert, a été interrompue par une intervention de la police. La marchandise a été saisie ainsi que des tracts et des journaux diffusés par des militants. Huit d'entre eux, dont Mme Eugénie Bouchard, membre du bureau national du P.S.U. et son mari, M. Max Bouchard, secrétaire fédéral, ont été interpellés et conduits à la gendarmerie d'Andrézieux.

Le vol d'un « sautoir » de montres LIP, organisé le 15 octobre par une section du P.S.U. de la Loire sur le marché Saint-Just-Saint-Rambert, a été interrompue par une intervention de la police. La marchandise a été saisie ainsi que des tracts et des journaux diffusés par des militants. Huit d'entre eux, dont Mme Eugénie Bouchard, membre du bureau national du P.S.U. et son mari, M. Max Bouchard, secrétaire fédéral, ont été interpellés et conduits à la gendarmerie d'Andrézieux.

Le vol d'un « sautoir » de montres LIP, organisé le 15 octobre par une section du P.S.U. de la Loire sur le marché Saint-Just-Saint-Rambert, a été interrompue par une intervention de la police. La marchandise a été saisie ainsi que des tracts et des journaux diffusés par des militants. Huit d'entre eux, dont Mme Eugénie Bouchard, membre du bureau national du P.S.U. et son mari, M. Max Bouchard, secrétaire fédéral, ont été interpellés et conduits à la gendarmerie d'Andrézieux.

Le vol d'un « sautoir » de montres LIP, organisé le 15 octobre par une section du P.S.U. de la Loire sur le marché Saint-Just-Saint-Rambert, a été interrompue par une intervention de la police. La marchandise a été saisie ainsi que des tracts et des journaux diffusés par des militants. Huit d'entre eux, dont Mme Eugénie Bouchard, membre du bureau national du P.S.U. et son mari, M. Max Bouchard, secrétaire fédéral, ont été interpellés et conduits à la gendarmerie d'Andrézieux.

Le vol d'un « sautoir » de montres LIP, organisé le 15 octobre par une section du P.S.U. de la Loire sur le marché Saint-Just-Saint-Rambert, a été interrompue par une intervention de la police. La marchandise a été saisie ainsi que des tracts et des journaux diffusés par des militants. Huit d'entre eux, dont Mme Eugénie Bouchard, membre du bureau national du P.S.U. et son mari, M. Max Bouchard, secrétaire fédéral, ont été interpellés et conduits à la gendarmerie d'Andrézieux.

Le vol d'un « sautoir » de montres LIP, organisé le 15 octobre par une section du P.S.U. de la Loire sur le marché Saint-Just-Saint-Rambert, a été interrompue par une intervention de la police. La marchandise a été saisie ainsi que des tracts et des journaux diffusés par des militants. Huit d'entre eux, dont Mme Eugénie Bouchard, membre du bureau national du P.S.U. et son mari, M. Max Bouchard, secrétaire fédéral, ont été interpellés et conduits à la gendarmerie d'Andrézieux.

Le vol d'un « sautoir » de montres LIP, organisé le 15 octobre par une section du P.S.U. de la Loire sur le marché Saint-Just-Saint-Rambert, a été interrompue par une intervention de la police. La marchandise a été saisie ainsi que des tracts et des journaux diffusés par des militants. Huit d'entre eux, dont Mme Eugénie Bouchard, membre du bureau national du P.S.U. et son mari, M. Max Bouchard, secrétaire fédéral, ont été interpellés et conduits à la gendarmerie d'Andrézieux.

Le vol d'un « sautoir » de montres LIP, organisé le 15 octobre par une section du P.S.U. de la Loire sur le marché Saint-Just-Saint-Rambert, a été interrompue par une intervention de la police. La marchandise a été saisie ainsi que des tracts et des journaux diffusés par des militants. Huit d'entre eux, dont Mme Eugénie Bouchard, membre du bureau national du P.S.U. et son mari, M. Max Bouchard, secrétaire fédéral, ont été interpellés et conduits à la gendarmerie d'Andrézieux.

Le vol d'un « sautoir » de montres LIP, organisé le 15 octobre par une section du P.S.U. de la Loire sur le marché Saint-Just-Saint-Rambert, a été interrompue par une intervention de la police. La marchandise a été saisie ainsi que des tracts et des journaux diffusés par des militants. Huit d'entre eux, dont Mme Eugénie Bouchard, membre du bureau national du P.S.U. et son mari, M. Max Bouchard, secrétaire fédéral, ont été interpellés et conduits à la gendarmerie d'Andrézieux.

Le vol d'un « sautoir » de montres LIP, organisé le 15 octobre par une section du P.S.U. de la Loire sur le marché Saint-Just-Saint-Rambert, a été interrompue par une intervention de la police. La marchandise a été saisie ainsi que des tracts et des journaux diffusés par des militants. Huit d'entre eux, dont Mme Eugénie Bouchard, membre du bureau national du P.S.U. et son mari, M. Max Bouchard, secrétaire fédéral, ont été interpellés et conduits à la gendarmerie d'Andrézieux.

Le vol d'un « sautoir » de montres LIP, organisé le 15 octobre par une section du P.S.U. de la Loire sur le marché Saint-Just-Saint-Rambert, a été interrompue par une intervention de la police. La marchandise a été saisie ainsi que des tracts et des journaux diffusés par des militants. Huit d'entre eux, dont Mme Eugénie Bouchard, membre du bureau national du P.S.U. et son mari, M. Max Bouchard, secrétaire fédéral, ont été interpellés et conduits à la gendarmerie d'Andrézieux.

Le vol d'un « sautoir » de montres LIP, organisé le 15 octobre par une section du P.S.U. de la Loire sur le marché Saint-Just-Saint-Rambert, a été interrompue par une intervention de la police. La marchandise a été saisie ainsi que des tracts et des journaux diffusés par des militants. Huit d'entre eux, dont Mme Eugénie Bouchard, membre du bureau national du P.S.U. et son mari, M. Max Bouchard, secrétaire fédéral, ont été interpellés et conduits à la gendarmerie d'Andrézieux.

Le vol d'un « sautoir » de montres LIP, organisé le 15 octobre par une section du P.S.U. de la Loire sur le marché Saint-Just-Saint-Rambert, a été interrompue par une intervention de la police. La marchandise a été saisie ainsi que des tracts et des journaux diffusés par des militants. Huit d'entre eux, dont Mme Eugénie Bouchard, membre du bureau national du P.S.U. et son mari, M. Max Bouchard, secrétaire fédéral, ont été interpellés et conduits à la gendarmerie d'Andrézieux.

Le vol d'un « sautoir » de montres LIP, organisé le 15 octobre par une section du P.S.U. de la Loire sur le marché Saint-Just-Saint-Rambert, a été interrompue par une intervention de la police. La marchandise a été saisie ainsi que des tracts et des journaux diffusés par des militants. Huit d'entre eux, dont Mme Eugénie Bouchard, membre du bureau national du P.S.U. et son mari, M. Max Bouchard, secrétaire fédéral, ont été interpellés et conduits à la gendarmerie d'Andrézieux.

Le vol d'un « sautoir » de montres LIP, organisé le 15 octobre par une section du P.S.U. de la Loire sur le marché Saint-Just-Saint-Rambert, a été interrompue par une intervention de la police. La marchandise a été saisie ainsi que des tracts et des journaux diffusés par des militants. Huit d'entre eux, dont Mme Eugénie Bouchard, membre du bureau national du P.S.U. et son mari, M. Max Bouchard, secrétaire fédéral, ont été interpellés et conduits à la gendarmerie d'Andrézieux.

## LES ASSISES DU C.N.P.F.

### Un hymne à la libre entreprise

Un peu plus de vingt-cinq mille personnes (quarante mille, selon les organisateurs) ont visité l'exposition « Portes ouvertes sur l'entreprise » et participé aux forums-débats que le C.N.P.F. présentait, samedi 15 et dimanche 16 octobre à Paris. Après les discours, samedi matin, devant quatre mille cadres et dirigeants, de M. Fournier sur « L'entreprise en France dans les années 80 », et de M. François Seyrac, président du C.N.P.F. (« Le Monde » daté 16-17 octobre), le premier ministre, M. Raymond Barre, accompagné de MM. Beullac et Stoléru, a visité, samedi après-midi, l'exposition patronale, questionnant les dirigeants de sociétés et s'intéressant notamment aux horaires variables ou aux résultats des enquêtes lancées dans certaines firmes sur les aspirations des travailleurs.

Saluant l'initiative du C.N.P.F., qui marque « une évolution sensible des relations sociales en France », M. Barre a estimé qu'après vingt ans de développement rapide de notre économie, les problèmes qualitatifs prennent de plus en plus d'importance. Le travail, a-t-il indiqué, « ne doit pas être une activité servile » mais « servir à l'accomplissement de l'être humain ». Un hommage aux chefs d'entreprise pour leurs « efforts importants » dans le domaine social devait être rendu dimanche par un autre visiteur de marque, M. Jacques Chirac, venu, a-t-il précisé, en tant que maître de la capitale.

La journée de lundi, réservée aux chefs d'entreprise, sera consacrée à une réflexion par petits groupes sur les thèmes de l'information, la formation, les

conditions de travail, l'encadrement mais aussi la décentralisation et les usines à la campagne. Mardi, au cours d'une séance plénière, M. Chénavier (R.P.R.) de l'Orléans, Chavannes (Lery-Sommer) et Appell (président des assises) devaient présenter une synthèse des travaux de la veille et définir les objectifs sur « l'avenir de l'entreprise et la cité », « l'homme et l'entreprise ».

Au-delà des exemples et propositions sur les conditions de vie et de travail des salariés, ces quarante assises ont été un hymne à la libre entreprise et une condamnation de tout ce qui peut à priori être bureaucratique ou contraire à l'initiative. Parmi les programmes de mise à jour de la France, on a vu les Français contre le ou les programmes des partis de gauche. — J.-P. D.

Un visiteur inattendu

Contraste au Palais des congrès de Paris, dimanche 16 octobre. Dans la grande salle, la cinquantaine et le feu du music-hall entre le dernier show de Sylvia Vartan. Dans le vaste premier étage et dans les salles de conférences, l'image sobre, pour ne pas dire sévère, de l'entreprise industrielle. Le C.N.P.F. n'a pourtant pas ménagé ses moyens (films avec musique pop, montages audio-visuels, etc.) pour convaincre le grand public.

« Les progrès accomplis depuis cinq ans par les entreprises, afin d'améliorer la qualité de la vie des hommes au travail », le public déballe à travers 1 000 mètres carrés d'exposition, d'exemples concrets qui illustrent les thèmes retenus en préface aux quatre assises. Des panneaux de formes géométriques diverses affichent des photos et des slogans, où l'idéologie se mêle à la psychologie : « L'homme au travail », « Communiquer pour renforcer l'esprit d'équipe », etc.

Mais le syndicaliste égaré aurait cherché, en vain, à s'en douter, dans cette représentation peut-être idyllique de l'entreprise des slogans sur le rôle des syndicats, des licenciements, etc.

Plus haut un public attentif, très appliqué, participe à une quarantaine de forums succé-

sifs. De « la gestion sociale », qui fait saillie comble, à celui, plus technique, de « l'avenir du régime de retraite des cadres », la palette des thèmes est très vaste. Les débats ne prennent jamais un tour passionnel.

« Cette journée vante bien le nouveau dynamisme du patronat », affirme un responsable d'une société d'information qui considère cependant que « l'exposition ne s'adresse pas au grand public, mais aux spécialistes déjà ouverts à ces problèmes ». Un cadre, cinquante-six ans, d'une entreprise de revêtements de sol noté, en faiblissant le programme, que « ce sont toujours les mêmes entreprises qui font parler d'elles, les autres suivront, peut-être dans vingt ans ».

Parmi les visiteurs inattendus de cette journée, Jean-Pierre, vingt ans, titulaire d'un brevet de technicien supérieur d'électronique, qui, sans faux-fuyant, affirme être venu s'informer, car « il veut créer son entreprise ». L'air décontracté, il va de stand en stand, écouter « au responsable » avec les animateurs et accumuler toute une documentation. Qui a dit que la profession de chef d'entreprise ne faisait plus recette ? E. F.

M. Arrighi de Casanova quitte la direction générale de la chambre de commerce de Paris

M. Emile Arrighi de Casanova, qui a débuté novembre les fonctions de directeur général de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, qu'il assumait depuis 1965. Ce départ coïncide avec une réorganisation interne, qui supprimera la direction générale de la C.C.I.E. pour la remplacer par une direction générale des services, de caractère plus administratif, qui sera confiée à M. Darrigand, jusqu'alors directeur général adjoint.

M. Arrighi de Casanova conservera un lien avec la chambre de commerce et d'industrie de Paris, puisqu'il deviendra président du Centre international de Paris (Palais des congrès). Il sera également chargé par le premier ministre d'une mission dont on ne connaît encore ni l'objet ni la durée.

[Né en 1920 à Bastia, en Corse, M. Emile Arrighi de Casanova, conseiller d'Etat, est directeur du commerce intérieur au ministère de l'Industrie et du commerce de 1951 à 1959 et directeur de l'expansion industrielle de 1959 à 1965, avant de devenir directeur général de la chambre de commerce et d'industrie de Paris. Membre du conseil d'administration du Centre français du commerce extérieur et président du Comité économique et social de la Corse depuis 1974, M. Arrighi de Casanova est officier de la Légion d'honneur et commandeur de l'Ordre national du Mérite.]

## La baisse du dollar s'accélère

### Hausse de l'or

Le dollar, qui s'était très légèrement redressé vendredi en clôture, a de nouveau, fortement baissé lundi matin 17 octobre, sur toutes les places financières internationales. Le dollar américain a baissé de 222 yens à Tokyo, à 225,90 deutschemarks à Francfort, et à 226 francs suisses à Zurich, soit ses plus bas niveaux depuis la seconde guerre mondiale.

Aux dires des spécialistes, les transactions étaient peu importantes, l'ampleur des échanges constants s'expliquant essentiellement par le fait que les banques centrales ne sont, semble-t-il, pas intervenues, se réservant peut-être la possibilité d'intervenir en cas de phénomènes intéressants. La baisse de la devise américaine a été plus importante en Europe qu'en Japon, ce qui pourrait signifier que la « spéculation » joue maintenant les devises fortes du Vieux Continent.

A Paris, où le dollar a également baissé, son cours est revenu de 4,85 à 4,835 francs, le franc français a de nouveau baissé vis-à-vis du deutschemark (2,146 contre 2,150 francs) et du franc suisse (2,150 contre 2,155 francs).

La baisse du dollar continue de susciter de vives inquiétudes. A Tokyo, où le gouverneur de la Banque du Japon a réaffirmé que le yen s'apprête à franchir au gré de l'offre et de la demande, le gouvernement, pour freiner la baisse de la devise américaine, vient de décider l'achat d'urgence de matières premières supplémentaires. 3,8 millions de tonnes de pétrole brut pour une valeur de 310 millions de dollars, 100 millions de tonnes de fer pour 100 millions de dollars, du minerai d'uranium pour 130 millions de dollars, du naphta pour au moins 140 millions de dollars.

Conséquences de la baisse du dollar : l'or a fortement monté. A Londres, le cours de l'once de métal précieux a franchi 100 dollars pour s'inscrire à 160,80 dollars, son plus haut niveau depuis le 29 août 1975.

**LA POINTE DE LA TECHNOLOGIE ET DE LA QUALITÉ**  
HEWLETT-PACKARD  
NOUVEAUX MODELS HP200C, HP200, HP200A, HP200B, HP200C, HP200D, HP200E, HP200F, HP200G, HP200H, HP200I, HP200J, HP200K, HP200L, HP200M, HP200N, HP200O, HP200P, HP200Q, HP200R, HP200S, HP200T, HP200U, HP200V, HP200W, HP200X, HP200Y, HP200Z, HP200AA, HP200AB, HP200AC, HP200AD, HP200AE, HP200AF, HP200AG, HP200AH, HP200AI, HP200AJ, HP200AK, HP200AL, HP200AM, HP200AN, HP200AO, HP200AP, HP200AQ, HP200AR, HP200AS, HP200AT, HP200AU, HP200AV, HP200AW, HP200AX, HP200AY, HP200AZ, HP200BA, HP200BB, HP200BC, HP200BD, HP200BE, HP200BF, HP200BG, HP200BH, HP200BI, HP200BJ, HP200BK, HP200BL, HP200BM, HP200BN, HP200BO, HP200BP, HP200BQ, HP200BR, HP200BS, HP200BT, HP200BU, HP200BV, HP200BW, HP200BX, HP200BY, HP200BZ, HP200CA, HP200CB, HP200CC, HP200CD, HP200CE, HP200CF, HP200CG, HP200CH, HP200CI, HP200CJ, HP200CK, HP200CL, HP200CM, HP200CN, HP200CO, HP200CP, HP200CQ, HP200CR, HP200CS, HP200CT, HP200CU, HP200CV, HP200CW, HP200CX, HP200CY, HP200CZ, HP200DA, HP200DB, HP200DC, HP200DD, HP200DE, HP200DF, HP200DG, HP200DH, HP200DI, HP200DJ, HP200DK, HP200DL, HP200DM, HP200DN, HP200DO, HP200DP, HP200DQ, HP200DR, HP200DS, HP200DT, HP200DU, HP200DV, HP200DW, HP200DX, HP200DY, HP200DZ, HP200EA, HP200EB, HP200EC, HP200ED, HP200EE, HP200EF, HP200EG, HP200EH, HP200EI, HP200EJ, HP200EK, HP200EL, HP200EM, HP200EN, HP200EO, HP200EP, HP200EQ, HP200ER, HP200ES, HP200ET, HP200EU, HP200EV, HP200EW, HP200EX, HP200EY, HP200EZ, HP200FA, HP200FB, HP200FC, HP200FD, HP200FE, HP200FF, HP200FG, HP200FH, HP200FI, HP200FJ, HP200FK, HP200FL, HP200FM, HP200FN, HP200FO, HP200FP, HP200FQ, HP200FR, HP200FS, HP200FT, HP200FU, HP200FV, HP200FW, HP200FX, HP200FY, HP200FZ, HP200GA, HP200GB, HP200GC, HP200GD, HP200GE, HP200GF, HP200GG, HP200GH, HP200GI, HP200GJ, HP200GK, HP200GL, HP200GM, HP200GN, HP200GO, HP200GP, HP200GQ, HP200GR, HP200GS, HP200GT, HP200GU, HP200GV, HP200GW, HP200GX, HP200GY, HP200GZ, HP200HA, HP200HB, HP200HC, HP200HD, HP200HE, HP200HF, HP200HG, HP200HH, HP200HI, HP200HJ, HP200HK, HP200HL, HP200HM, HP200HN, HP200HO, HP200HP, HP200HQ, HP200HR, HP200HS, HP200HT, HP200HU, HP200HV, HP200HW, HP200HX, HP200HY, HP200HZ, HP200IA, HP200IB, HP200IC, HP200ID, HP200IE, HP200IF, HP200IG, HP200IH, HP200II, HP200IJ, HP200IK, HP200IL, HP200IM, HP200IN, HP200IO, HP200IP, HP200IQ, HP200IR, HP200IS, HP200IT, HP200IU, HP200IV, HP200IW, HP200IX, HP200IY, HP200IZ, HP200JA, HP200JB, HP200JC, HP200JD, HP200JE, HP200JF, HP200JG, HP200JH, HP200JI, HP200JJ, HP200JK, HP200JL, HP200JM, HP200JN, HP200JO, HP200JP, HP200JQ, HP200JR, HP200JS, HP200JT, HP200JU, HP200JV, HP200JW, HP200JX, HP200JY, HP200JZ, HP200KA, HP200KB, HP200KC, HP200KD, HP200KE, HP200KF, HP200KG, HP200KH, HP200KI, HP200KJ, HP200KK, HP200KL, HP200KM, HP200KN, HP200KO, HP200KP, HP200KQ, HP200KR, HP200KS, HP200KT, HP200KU, HP200KV, HP200KW, HP200KX, HP200KY, HP200KZ, HP200LA, HP200LB, HP200LC, HP200LD, HP200LE, HP200LF, HP200LG, HP200LH, HP200LI, HP200LJ, HP200LK, HP200LL, HP200LM, HP200LN, HP200LO, HP200LP, HP200LQ, HP200LR, HP200LS, HP200LT, HP200LU, HP200LV, HP200LW, HP200LX, HP200LY, HP200LZ, HP200MA, HP200MB, HP200MC, HP200MD, HP200ME, HP200MF, HP200MG, HP200MH, HP200MI, HP200MJ, HP200MK, HP200ML, HP200MM, HP200MN, HP200MO, HP200MP, HP200MQ, HP200MR, HP200MS, HP200MT, HP200MU, HP200MV, HP200MW, HP200MX, HP200MY, HP200MZ, HP200NA, HP200NB, HP200NC, HP200ND, HP200NE, HP200NF, HP200NG, HP200NH, HP200NI, HP200NJ, HP200NK, HP200NL, HP200NM, HP200NN, HP200NO, HP200NP, HP200NQ, HP200NR, HP200NS, HP200NT, HP200NU, HP200NV, HP200NW, HP200NX, HP200NY, HP200NZ, HP200OA, HP200OB, HP200OC, HP200OD, HP200OE, HP200OF, HP200OG, HP200OH, HP200OI, HP200OJ, HP200OK, HP200OL, HP200OM, HP200ON, HP200OO, HP200OP, HP200OQ, HP200OR, HP200OS, HP200OT, HP200OU, HP200OV, HP200OW, HP200OX, HP200OY, HP200OZ, HP200PA, HP200PB, HP200PC, HP200PD, HP200PE, HP200PF, HP200PG, HP200PH, HP200PI, HP200PJ, HP200PK, HP200PL, HP200PM, HP200PN, HP200PO, HP200PP, HP200PQ, HP200PR, HP200PS, HP200PT, HP200PU, HP200PV, HP200PW, HP200PX, HP200PY, HP200PZ, HP200QA, HP200QB, HP200QC, HP200QD, HP200QE, HP200QF, HP200QG, HP200QH, HP200QI, HP200QJ, HP200QK, HP200QL, HP200QM, HP200QN, HP200QO, HP200QP, HP200QQ, HP200QR, HP200QS, HP200QT, HP200QU, HP200QV, HP200QW, HP200QX, HP200QY, HP200QZ, HP200RA, HP200RB, HP200RC, HP200RD, HP200RE, HP200RF, HP200RG, HP200RH, HP200RI, HP200RJ, HP200RK, HP200RL, HP200RM, HP200RN, HP200RO, HP200RP, HP200RQ, HP200RR, HP200RS, HP200RT, HP200RU, HP200RV, HP200RW, HP200RX, HP200RY, HP200RZ, HP200SA, HP200SB, HP200SC, HP200SD, HP200SE, HP200SF, HP200SG, HP200SH, HP200SI, HP200SJ, HP200SK, HP200SL, HP200SM, HP200SN, HP200SO, HP200SP, HP200SQ, HP200SR, HP200SS, HP200ST, HP200SU, HP200SV, HP200SW, HP200SX, HP200SY, HP200SZ, HP200TA, HP200TB, HP200TC, HP200TD, HP200TE, HP200TF, HP200TG, HP200TH, HP200TI, HP200TJ, HP200TK, HP200TL, HP200TM, HP200TN, HP200TO, HP200TP, HP200TQ, HP200TR, HP200TS, HP200TT, HP200TU, HP200TV, HP200TW, HP200TX, HP200TY, HP200TZ, HP200UA, HP200UB, HP200UC, HP200UD, HP200UE, HP200UF, HP200UG, HP200UH, HP200UI, HP200UJ, HP200UK, HP200UL, HP200UM, HP200UN, HP200UO, HP200UP, HP200UQ, HP200UR, HP200US, HP200UT, HP200UU, HP200UV, HP200UW, HP200UX, HP200UY, HP200UZ, HP200VA, HP200VB, HP200VC, HP200VD, HP200VE, HP200VF, HP200VG, HP200VH, HP200VI, HP200VJ, HP200VK, HP200VL, HP200VM, HP200VN, HP200VO, HP200VP, HP200VQ, HP200VR, HP200VS, HP200VT, HP200VU, HP200VV, HP200VW, HP200VX, HP200VY, HP200VZ, HP200WA, HP200WB, HP200WC, HP200WD, HP200WE, HP200WF, HP200WG, HP200WH, HP200WI, HP200WJ, HP200WK, HP200WL, HP200WM, HP200WN, HP200WO, HP200WP, HP200WQ, HP200WR, HP200WS, HP20